

L'ECONOMIE RUSSE

d'Octobre à nos jours

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S
O
M
M
A
I
R
E

L'ÉCONOMIE RUSSE D'OCTOBRE A NOS JOURS

Introduction	
I - Avant la prise du pouvoir	5
II - Après la victoire de l'insurrection	11
III - Du communisme de guerre à la NEP	39
IV - Le triomphe du "socialisme dans un seul pays "	65
V - Du " socialisme dans un seul pays " à l'Etat capitaliste	104
VI - Conclusions générales	123
Tableaux statistiques	132
—	
LE MARXISME ET LA RUSSIE	137

PRIX : 4,00 Fr.

La présente brochure rassemble une série d'articles parus dans les n^{os} 15 à 23 (avril-juin 1961 à avril-juin 1963) de la revue PROGRAMME COMMUNISTE, augmentée de suppléments statistiques et d'une réédition du texte « LE MARXISME ET LA RUSSIE », publié dans le n^o 2 — aujourd'hui épuisé — de PROGRAMME COMMUNISTE à l'occasion du quarantième anniversaire de la révolution russe d'octobre.

Des considérations d'économie nous ont obligés à utiliser directement pour cette brochure des tirés à part des différents numéros de la revue. Il en est résulté quelques anomalies dans la présentation typographique et quelques redites — au reste pas nécessairement nuisibles — dans le texte lui-même.

Par ailleurs, deux titres de chapitre ont été omis que nous rétablissons ici :

— en tête de la page 65 :

IV. - Le triomphe du « socialisme dans un seul pays » : La question agraire.

— en tête de la page 81 :

L'industrie.

Nous signalons enfin, à l'attention du lecteur qui voudrait avoir une revue complète de nos positions sur ce qu'il est convenu d'appeler la « question russe », que la présente publication forme un tout avec nos deux brochures précédemment publiées : DIALOGUE AVEC STALINE et DIALOGUE AVEC LES MORTS (critique du XX^e Congrès du P.C.U.S.).

L'Économie russe d'Octobre à nos jours

Errata et précisions

Ce texte est une traduction de la deuxième partie de la « *Struttura economica e sociale della Russia d'Oggi* » (de la page 278 à la page 567). Mais cette traduction condensée n'est pas très correcte, surtout dans la deuxième partie, « **Le marxisme et la Russie** » où l'on rencontre quelques fâcheuses équivoques. Une feuille d'errata et de précisions avait alors été rédigée, que nous reproduisons ci-dessous.

Précisons que «Le Marxisme et la Russie» a été republié avec une traduction correcte sur *Programme Communiste* n°68 (octobre-décembre 1975).

Pag. 145, 3° alinéa

Le texte semble avaliser la théorie de Trotsky sur la révolution permanente qui est présentée comme étant «l'application» à la Russie de la théorie de Marx. Le texte italien dit, à propos du débat sur «le socialisme dans un seul pays»: «(...) *la doctrine qu'il plut à Trotsky de rappeler pour la Russie avec le terme classique de "révolution permanente"*». On ne fait pas ici référence à la doctrine spécifiquement trotskyste de la r.p., mais on fait un «appel» de la doctrine de Marx sur le caractère international du socialisme (si c'est le mérite historique de Trotsky de l'avoir souligné à Staline, indépendamment de son interprétation personnelle de la double révolution); cela à propos des possibilités de transcroissance au socialisme y compris sur le plan économique en Russie, possibilités n'ayant aucun sens, sinon en relation avec la victoire prolétarienne dans divers pays capitalistes développés..

Paragraphe 13, premier alinéa: «toutes les nations entrées dans la lutte restèrent sous la coupe du capitalisme...». Le texte italien est plus net : «*nelle mani*» soit «dans l'étau».

Paragraphe 13, 3° alinéa: «...une administration économique de type mercantile...». Cela pourrait laisser penser que seule la forme est mercantile, pas la substance. Le texte italien dit plus précisément: «*nel modo mercantile e capitalistico*»: c'est-à-dire une administration économique qui correspond au mode de production capitaliste.

Pag. 146, premier alinéa : la phrase «...même si la Russie n'était pas devenue socialiste économiquement...», peut faire croire que la Russie pouvait le devenir sans la révolution internationale. Il faut donc interpréter ce passage dans le sens de son homologue italien : «*anche in una Russia economicamente non socialista*»: même si les choses restaient inchangées (même si la Russie n'était pas socialiste sur le plan économique – et il ne pouvait en être qu'ainsi en l'absence d'une révolution internationale), c'est-à-dire avec un pouvoir prolétarien gérant une économie capitaliste.

Pag. 146, dernier alinéa, lignes 8-9: «capitalisme libéral classique...»; le texte italien dit «*libero capitalismo classico*» (capitalisme libre-échangiste classique): c'est le capitalisme en régime concurrentiel, sans intervention étatique disciplinaire, voire sans gestion étatique directe, et même sans formes coopératives ou autres.

Pag. 147, paragraphe 15, 2° alinéa: Dans le texte italien il n'y a qu'une seule période, ce qui évite l'impression, assez déroutante d'emblée, qu'on n'attend qu'une restauration théorique, alors qu'on parle d'une restauration théorique qui doit être conclue bien avant la 3e guerre mondiale avec l'organisation d'un parti, etc.

Pag. 147, paragraphe 15, 3° alinéa: «...paysans, étudiants et ouvriers combattent côte à côte, à la manière stalinienne...». Le texte italien dit: «*combattono abbracciati*» (la main dans la main...), ce qui est bien différent et vraiment stalinien. On doit s'attendre dans la révolution prolétarienne à ce que des paysans et même (pourquoi pas?) des étudiants combattent côte à côte avec des ouvriers.

Et pourquoi parler de «...groupes résolus, mais minoritaires...», alors que le texte italien dit «*minoritari ma decisi e visibili*» c'est-à-dire «minoritaires mais décidés et non négligeables» ?

Pag. 147, paragraphe 15, 5° alinéa: Il ne s'agit pas de «...canons à culasse», mais de vulgaires «*siringhe a retromarcia*», c'est-à-dire de «canules à clystère».

L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE A NOS JOURS

La légende qui veut que, derrière le rideau de fer, ce soit le socialisme qui ait été édifié en Russie a joué pendant une trentaine d'années un rôle politique capital. Jamais la Bourgeoisie n'aurait pu obtenir un appui politique total du Prolétariat dans une seconde guerre impérialiste et dans une seconde reconstruction si les Partis communistes de tous les pays ne s'étaient livrés à une série incroyable de reniements et de volte-faces. Or à chacun de ces reniements, à chacune de ces volte-faces qui furent autant de pas dans la liquidation du communisme prolétarien, et donc, pour longtemps, de tout espoir révolutionnaire, le mouvement politique patronné par Moscou n'a au fond jamais donné qu'une seule justification : les intérêts supérieurs du « socialisme » qui se construisait en URSS.

A supposer même — supposition fausse comme toute l'étude ci-dessous le démontrera — que le socialisme ait pu se développer jusqu'à un degré quelconque dans les limites du territoire russe, il n'aurait pu le faire que dans les conditions politiques d'une Dictature du Prolétariat. Cela, même les renégats staliniens l'ont longtemps admis, avant d'inventer la « démocratie populaire ». Or la question de savoir si la dictature soviétique était ou non prolétarienne devait se juger non pas sur des réalisations intérieures, mais bien sur ses actes dans la lutte de classe internationale.

Un prolétariat au pouvoir peut prendre des mesures économique-sociales avancées ou timides : cela ne dépend pas de sa volonté révolutionnaire, mais des conditions économiques et des rapports sociaux hérités de l'ancien régime. Quoi qu'il en soit, un prolétariat au pouvoir ne peut pas tourner le dos au reste du prolétariat international encore soumis au joug du Capital, et qui, n'ayant encore rien conquis, a encore tout à faire pour s'émanciper. Il y a à cela une triple raison.

Premièrement, aussi longtemps que le mode capitaliste de production dispose de la plupart des ressources de la planète, dans un seul pays, même le pouvoir le plus révolutionnaire ne peut pas aller bien loin dans la voie du communisme, c'est-à-dire de l'abolition des classes et du dépérissement de l'Etat politique. Il ira d'autant moins loin que, comme en Russie, il sera parti d'un niveau économique plus bas.

Deuxièmement, aussi longtemps que la domination bourgeoise subsistera dans une partie du monde, une dictature prolétarienne, même semi-continentale, ne sera jamais assurée d'un maintien définitif. Elle courra au contraire

le danger d'être abolie soit par une action violente et brusque, soit de façon insidieuse et progressive. C'est le second cas qui s'est vérifié en URSS. En apparence, le pouvoir est resté dans les mains du même parti ; en apparence, ni l'appareil d'Etat ni l'administration n'ont changé de 1917 à aujourd'hui ; en réalité, il n'y a pas eu la moindre continuité politique et sociale ; mais, précisément parce que le conflit de classe aigu qui s'est produit à l'intérieur n'a jamais pris la forme d'une guerre civile ouverte, cette discontinuité a échappé en majeure partie à la conscience collective.

Troisièmement, aussi longtemps que l'économie mondiale reste capitaliste et que le prolétariat des différents pays subit l'influence nationaliste de sa bourgeoisie, il n'est pas d'Etat ouvrier, aussi puissant soit-il, qui puisse empêcher l'éclatement d'une guerre impérialiste, ni même en arrêter les flammes à ses propres frontières. Cela a été prouvé sans appel en 1939, et en 1941 lorsqu'en dépit de toute la ruse diplomatique de Staline l'URSS a été envahie.

En conclusion, les conquêtes du prolétariat révolutionnaire ne pourraient pas consister en un « socialisme national », même si un socialisme national était possible. De façon générale, comme les gauches marxistes l'ont pendant cent ans répété à toutes les variétés de réformisme, elles ne consistent pas dans telle législation sociale ou dans telle teneur de vie. Elles consistent dans les pas réellement accomplis sur le chemin de la révolution mondiale. Pour juger donc de la nature prolétarienne du pouvoir soviétique, on aurait dû s'attacher à un seul critère : quelle menace effective de subversion constituait-il pour la domination de classe du Capital, en général, internationalement — et non pas seulement pour quelques milliers de koulaks ou de bourgeois russes de l'intérieur ou de l'émigration ?

Or, après la mort de Lénine, et plus encore après l'écrasement de l'Opposition de Trotsky, l'influence indéniable du Parti communiste russe au sein de l'Internationale s'est exercée dans le sens d'alliances toujours plus larges avec des partis et des classes non-prolétariens ; d'une tolérance toujours plus molle à l'égard de représentants déclarés du Capital, et, dans la guerre, d'un soutien éhonté à ceux-ci. Sans exclure l'usage de la violence (tout au contraire) cette influence a précipité la dissolution du mouvement prolétarien pour la révolution et pour le communisme dans un vaste front « antifasciste », volontiers parlementariste dans les méthodes politiques, et dépourvu de tout programme dans le domaine social.

Loin d'être une menace de subversion, cette politique fut pour la Bourgeoisie la plus sûre garantie de conservation. La survie du capitalisme jusqu'en 1961, et plus encore l'impossibilité de repérer la moindre force politique prolétarienne distincte au sein de la société d'après-guerre, l'effacement de toute notion du socialisme dans la conscience collective en sont la preuve irréfutable.

Telles sont les positions politiques cardinales que la Gauche marxiste n'a cessé de défendre, en vain, de la fondation de l'Internationale communiste à sa dissolution et jusqu'aujourd'hui. Lénine et les bolchévicks n'en ont jamais eues d'autres.

Leurs positions dans le domaine économique n'étaient pas moins claires, même si ce n'est pas seulement la contre-révolution, mais jusqu'à leurs légittimes formules d'agitation révolutionnaire mondiale qui ont contribué à les obscurcir. L'étude suivante a pour but de les rétablir. Textes et faits en main, elle démontre la thèse suivante : Lénine et les marxistes ont toujours prévu qu'au cas où le prolétariat occidental ne répondrait pas à l'appel de la révolution russe, les résultats de celle-ci dans le domaine économique et social se limiteraient à l'extirpation de formes très anciennes, féodales, patriarcales et semi-barbares à l'intérieur de la Russie et dans l'Orient voisin.

La liquidation des économies naturelles fermées ; l'extension de la circulation économique à l'échelle nationale ; l'élargissement de la participation de la Russie à la circulation économique internationale (participation qui existait déjà aux temps du Tsar, dont l'impérialisme particulier revêtait des formes déjà modernes) ; le développement de l'industrie et des transports modernes déjà existants : tels étaient les buts économiques que s'assignait la Révolution russe dans l'attente de la Révolution mondiale. Pour les atteindre, la dictature communiste devait écraser les capitalistes et les bourgeois russes en tant que partis politiques et en tant que groupes sociaux. Par contre, elle n'aurait pu régler d'égal à égal son compte à la forme capitaliste de la grande production en Russie qu'après la victoire d'une révolution européenne. En attendant, la lutte était dirigée contre la petite production pré-capitaliste. Il était bien clair que dans cette lutte difficile, il serait ruineux de ne pas vaincre ; mais il l'était tout autant que la victoire elle-même se ferait à la plus grande gloire de la forme capitaliste.

Un homme peut être grand au point de comprendre cela : et Lénine le comprit. Mais un homme ayant le pouvoir de forcer une telle évolution n'existe pas. Aussi les hommes médiocres qui, avec Staline, prirent sa place après avoir liquidé ses meilleurs disciples, se montrèrent-ils bien incapables de la forcer. Ayant fui l'épreuve du marché international dont Lénine dit toujours qu'il fallait l'affronter, et qu'elle serait décisive, ils parvinrent à se maintenir au pouvoir. Ce fut au détriment du prolétariat industriel de Russie à la sueur duquel tous les nouveaux moyens de production modernes furent demandés. Par contre la lutte contre la petite production paysanne s'arrêta : Mr Krouchtchev, légitime héritier de Staline, en éprouve aujourd'hui les effets, et c'est bien en vain qu'il promène par toute l'Union ses lamentations de philistin sur l'égoïsme bourgeois de la paysannerie kolkhosienne russe. La forme sociale rétrograde du kolkhose, tel est en effet le prix que le stalinisme fut bien obligé de payer pour le maintien de son pouvoir national. En tant que « doctrine », le socialisme dans un seul pays ne fut donc qu'un populisme vulgaire, exprimant les intérêts de toutes les classes qui, au sein de la nation, n'ont pas d'intérêts universels — c'est-à-dire de toutes les classes urbaines et rurales qui subsistaient à l'intérieur de la Russie après l'expulsion des capitalistes et des propriétaires fonciers — de toutes les classes populaires, sauf une : le prolétariat.

**

Cette « doctrine » n'aurait même pas mérité de passer les frontières d'une Russie rurale, encore toute enivrée de sa victoire révolutionnaire, mais plus

pressée d'en jouir, à la façon petite-bourgeoise, ou de l'exploiter, à la façon capitaliste, que de préparer de nouveaux assauts contre l'ordre capitaliste régnant dans le monde, au risque d'attirer sur sa tête les foudres de nouvelles interventions militaires de la bourgeoisie. Car dans cette Russie-là, tout, jusqu'à l'épuisement du prolétariat qui avait mené la plus formidable bataille révolutionnaire de l'Histoire, favorisait la plus formidable des contre-révolutions politiques. Telle quelle, pourtant, cette « doctrine » est restée pendant des dizaines d'années le credo de la partie la plus avancée du prolétariat d'Occident. Cette fortune extraordinaire et parfaitement imméritée peut sembler aujourd'hui inexplicable. Mais le marxisme nous enseigne que le sort réservé aux idées par les hommes ne dépend en aucune façon de leur vérité intrinsèque, mais bien des vicissitudes de la lutte des classes. Si le prolétariat d'Occident avait été prêt à renverser la domination bourgeoise, par tous les moyens dont son frère de Russie lui avait démontré une fois pour toutes la puissance, jamais un populisme étroitement russe n'aurait pu l'emporter sur le marxisme, sur la théorie révolutionnaire du prolétariat moderne.

Au contraire, la tournure prise par les événements a donné à la bourgeoisie un nouveau courage. Intéressée à répéter ce que disait Staline — et ce que dit aujourd'hui Krouchtchev, elle n'a pas nié l'existence du socialisme en Russie ; elle en a seulement tiré l'audace de « démontrer » au prolétariat que jamais les classes ne seraient abolies, que jamais l'Etat militaire et policier ne dépérirait. Dans un sens, personne, hormis la gauche marxiste, n'a nié l'existence de ce socialisme. Une confusion de « gauche » pire que le stalinisme, et forme dégénérée du trostkysme, a même prétendu qu'en Russie les catégories capitalistes « traditionnelles » n'existaient plus — mais que ce n'était pas le socialisme que, elle, elle souhaitait. Cela l'a conduite à succomber à l'influence bourgeoise en politique, c'est-à-dire à renier toutes les armes de la victoire révolutionnaire : le Parti - l'Internationale - la Dictature du Prolétariat. Et à rétablir un utopisme vermoulu auquel nous réglons son compte ici-même.

Ces armes, trente ans de stalinisme les ont malheureusement déshonorées pour longtemps aux yeux du prolétariat mondial. Mais celui-ci ne peut pas les abandonner s'il veut renverser un jour l'interminable domination bourgeoise et arrêter la folle et dangereuse accumulation du Capital.

Pour qu'à la révolution russe soit rendue son immense gloire, et toute sa signification d'immense contribution politique aux victoires révolutionnaires de demain, il faut qu'elle soit dépouillée des ambitions économiques que les traîtres lui ont attribuées et qui ne furent jamais les siennes. Il faut démontrer que non seulement il n'existe pas aujourd'hui la moindre trace de socialisme en Russie, mais que cette inexistence du socialisme est la meilleure vérification du marxisme — et non pas sa défaite. C'est ce qui est fait dans l'étude ci-dessous, dont la publication s'étendra sur plusieurs numéros de cette revue.

I. - AVANT LA PRISE DU POUVOIR

Programme et décrets.

Pour étudier l'évolution de l'économie russe, nous disposons d'un double matériel : les programmes que le parti a continué à élaborer après la prise du pouvoir d'une part ; les mesures qu'il fit appliquer par les institutions de l'Etat, les lois et les décrets qu'il promulgue de l'autre. Cette deuxième sorte de matériel inclut évidemment les chiffres concernant les données matérielles de l'économie russe, et les transformations qui s'y produisirent après la révolution, en liaison avec la politique du nouveau pouvoir. Ce sont même là les éléments les plus importants.

Toute manifestation de parti contient, dans des proportions variables, deux éléments inséparables : un élément scientifique, c'est-à-dire une appréciation exacte des possibilités immédiates et concrètes ; et, en outre, un élément d'agitation qui doit nécessairement aller plus loin, et poser des revendications plus hautes, même si leur réalisation est plus lointaine. Cet élément d'agitation est de première importance dans les phases actives et fécondes de l'Histoire. Même quand du programme du parti on passe au décret étatique, ce caractère d'agitation ne peut pas disparaître totalement. Dans certains cas, c'est même le contraire qui se vérifie : une thèse d'économie théorique élaborée pour guider l'action du parti peut être moins radicale qu'un décret qu'il fait promulguer et qui doit non seulement assurer certaines réalisations pratiques, mais aussi parler aux masses, les éveiller et les préparer aux tâches plus hautes des phases ultérieures.

Il faut comprendre cela pour pouvoir utiliser convenablement la législation de la nouvelle république révolutionnaire, non seulement quand il s'agit de déclarations de principes et de droit, mais aussi de mesures techniques effectives. On n'y comprendrait strictement rien, si on ne savait pas donner sa juste importance à cet élément d'agitation révolutionnaire non seulement légitime, nécessaire, inévitable, mais aussi indispensable et dont on pouvait d'autant moins se passer que la nouvelle république s'adressait au prolétariat du monde entier, et pas seulement de Russie. Au prolétariat mondial, il ne s'agissait pas de proposer *des modèles* à imiter : on ne peut pas ignorer, en effet, le caractère absolument impur et hybride des mesures pratiques prises en Russie, si on les compare à celles qu'aurait pu appliquer une République prolétarienne en Angleterre ou en France. Pour chacune d'elles, on doit affirmer de la façon la plus nette qu'elle a engendré des formes absolument bourgeoises, tout en rappelant que si les bolchévicks les appliquèrent ce fut en fonction des exigences de la marche internationale (et donc russe) vers la réalisation du programme socialiste intégral. Ceci doit être appliqué surtout aux matériaux de la politique des premières années de la révolution russe, c'est-à-dire des années Léniniennes (1) : alors il y avait guerre ouverte avec le monde capitaliste, soit parce que ses émissaires en Russie empoignaient les armes, soit parce qu'au dehors, les partis communistes étrangers, visaient encore à faire la révolution, et pouvaient donc du jour au lendemain avoir

(1) Lénine est mort en janvier 1924.

tout le pouvoir en main dans des pays aussi puissants économiquement que l'Allemagne, par exemple : dans de tels pays, les décrets du pouvoir socialiste auraient été de 50 ans plus avancés qu'en Russie et, sortant celle-ci de son isolement, lui auraient permis de gagner au moins un quart de siècle.

Notre époque infâme ne connaît plus que le langage de la diplomatie, de la coexistence pacifique, de la non-agression et surtout de l'émulation internationale — bref, le langage que les représentants de tous les Etats parlent à l'O.N.U., où jamais un Lénine ne serait entré... Personne n'invoque une force de classe ni éventuelle ni effective : il n'est question que du peuple en général, du progrès, de la démocratie et, bien entendu, de l'humanité, sur laquelle les sinistres essayeurs de bombes H de l'Est comme de l'Ouest, pleurent des larmes de crocodile.

Plan préparatoire.

Nous nous référerons maintenant à deux écrits de Lénine antérieurs à Octobre 1917 et qui font une large place au programme économique. Bien que précédant la phase de la lutte armée pour le pouvoir ils sont intéressants, parce qu'ils décrivent la situation économique difficile de la Russie au sortir de la guerre impérialiste par suite de l'incapacité non seulement du tsarisme, mais aussi du régime bourgeois qui lui succéda après la révolution de février. Lénine montre qu'il est possible de prendre des mesures positives contre ce délabrement économique : ce sont au fond les mêmes que les Bolchévicks préconiseront après la victoire de l'insurrection. Jusque-là, Lénine parlait encore d'une possibilité de prise pacifique du pouvoir par les Soviets dans lesquels les Bolchévicks n'avaient pas encore la majorité. C'est seulement à partir d'octobre 1917 que Lénine consacra toutes ses forces à convaincre son parti de prendre sans retard les armes pour renverser le gouvernement de Kérénsky.

Le premier de ses écrits est LA CATASTROPHE IMMINENTE ET LES MOYENS DE LA CONJURER (14-27 septembre 1917). Le second, plus bref et où les questions économiques sont beaucoup moins développées que dans le précédent, a pour titre LES TACHES DE LA REVOLUTION et date du 27 septembre-10 octobre 1917. Pour des motifs évidents d'agitation et de polémique, ce dernier écrit, quoique plus récent, parle lui aussi d'une possibilité de révolution sans effusion de sang ; mais pour prouver que cela ne traduit aucun pacifisme chez Lénine, il suffit de noter qu'à la même date celui-ci écrivit un texte démontrant comment, pour les marxistes l'insurrection est un art (1).

Lénine rédigea LA CATASTROPHE IMMINENTE dans la cachette où il avait dû se réfugier, en Finlande, après juillet 1917. Il y note d'abord la pénurie des produits de consommation courante et l'ampleur du chômage. Il démontre que des mesures utiles pourraient être prises pour les diminuer et que la seule raison qui empêche le gouvernement « socialiste » de les appliquer est son désir de ne pas faire tort aux propriétaires fonciers et aux capi-

(1) Œuvres choisies de Lénine (Ed. en Langues étrangères, Moscou) : Le Marxisme et l'insurrection (26-27 septembre 1917), p. 135.

talistes. Les mesures indiquées par Lénine sont simples. Contrôle, vigilance, recensement économique de la part de l'État. Il condamne l'« inaction » de l'État dans la vie économique, mais, dans cette phase, il ne réclame encore que son « intervention » centrale dans celle-ci.

Les mesures pratiques que le gouvernement ne veut pas appliquer sont celles que tous les belligérants ont promulguées sans difficulté aucune pour faire face à des dangers analogues, provoqués de même par la guerre impérialiste.

Pour les banques, Lénine propose leur nationalisation et même, plus modestement, leur fusion dans une banque unique sous le contrôle de l'État. Il explique nettement qu'une telle mesure n'a *aucun contenu socialiste* et permet seulement à l'État de connaître le mouvement des capitaux et des valeurs « sans enlever un seul kopek à aucun propriétaire ou déposant ».

Par ce contrôle, l'État peut « *réglementer la vie économique* » pour éviter la crise finale. L'Amérique et l'Allemagne surent parfaitement le faire dans l'intérêt des bourgeois : les partis russes de la soi-disant démocratie révolutionnaire n'osaient ni ne voulaient le faire dans l'intérêt des classes pauvres.

Second point : la nationalisation des *syndicats capitalistes*, c'est-à-dire des trusts et cartels industriels, produits de l'impérialisme moderne et bien connus en Russie, même sous le Tsar. Là aussi, ils contrôlent la production et la consommation dans certaines branches : le sucre, le charbon, le pétrole. Pour Lénine, il s'agit de substituer à ces monopoles privés le monopole de l'État, ce qui n'est pas encore l'étatisation des entreprises industrielles (qui elle-même n'est pas encore du socialisme), puisqu'il s'agit seulement de remettre un mécanisme qui est déjà en mesure de régler centralement la production et le marché à l'État en l'arrachant aux groupes privés : l'État imposera cette réglementation aux industriels sans les exproprier ni de leurs capitaux, ni de leurs profits.

Troisième point : *Abolition du secret commercial*. Sans cela, aucun contrôle et aucune enquête de l'État sur la fuite des profits et des surprofits ne sont possibles. Mais c'est aussi une mesure que prennent actuellement tous les États bourgeois avec leurs divers contrôles fiscaux.

Quatrième point : *La cartellisation forcée*. C'est-à-dire l'obligation que l'État fait aux patrons privés de se syndiquer, sans cesser d'être patrons, dans les branches où il n'existe ni monopole, ni cartel déterminant les prix. Là encore, Lénine cite l'exemple de l'Allemagne.

Dans un pays bourgeois à survivances féodales, toutes ces mesures minimales et immédiates, tendent à hâter le passage du capitalisme d'entreprises autonomes et concurrentielles au capitalisme de monopoles, avec production et prix de monopole. Or, de quoi s'occupent nos stupides « léninistes » des pays bourgeois d'aujourd'hui ? De réclamer à grands cris *l'abolition des monopoles* et de flatter les industriels et les commerçants libres, non seulement petits mais moyens ? *Sunt lacrimae rerum !*

Dernier point : *Réglementation de la consommation*. Même sous le Tsar, la Russie a connu, comme tous les autres pays belligérants, la carte de pain en temps de guerre. Mais dans tout le domaine de la consommation, les riches

ont été laissés parfaitement libres par le gouvernement. A cette époque, celui-ci avait augmenté le prix du blé, et donc du pain, ce que les socialistes réformistes avaient vainement déploré : l'influence des bourgeois terriens et des commerçants des villes sur l'État avait permis au traître Kérensky de le faire impunément. Ici, la science économique de Lénine est expéditive : mettre le Premier en prison !

Mesures économiques immédiates.

Devant le péril d'une banqueroute de l'État et de l'inflation monétaire, le schéma de programme de Lénine ne propose qu'un impôt fortement progressif sur le revenu des capitaux. Celui-ci existait déjà sous le Tsar, mais pour qu'il cesse d'être fictif il fallait que le contrôle prolétarien remplace celui de la bureaucratie réactionnaire.

Rien de tout cela n'est du socialisme, dit Lénine. Au reste, en Russie, le socialisme n'est pas encore possible. Ce que Lénine veut prouver, c'est que les Menchéviks et les Socialistes-révolutionnaires n'osent pas prendre ces simples mesures pratiques parce qu'ils craignent d'« avancer vers le socialisme ». Ici, Lénine développe la doctrine à laquelle il fera recours de façon parfaitement cohérente dans son discours de 1921 sur l'IMPOT EN NATURE et sur laquelle nous reviendrons longuement. En temps de guerre, tous les États ont évolué vers un capitalisme de monopole d'État, que les socialistes à la Kautsky ont appelé le « socialisme de guerre ». Des décades plus tard on verra apparaître le « socialisme national » d'Hitler qui lui est en tous points semblable. Ce monopole d'État sert à la guerre et aux intérêts du capital. Mais si l'État tombait dans les mains de la classe prolétarienne, c'est à elle qu'il servirait.

Ces passages de Lénine montrent la succession de formes économiques et sociales depuis l'ouverture de la guerre : capitalisme privé - capitalisme monopoliste - capitalisme monopoliste d'État. Ici, on arrive à « l'antichambre du socialisme », à cet « échelon de l'échelle historique que plus rien ne sépare du socialisme ». C'est pourquoi Lénine affirme que « la guerre impérialiste est la veille de la révolution socialiste ». Et il ajoute : « Non seulement parce qu'avec ses horreurs elle provoque l'insurrection prolétarienne, car aucune insurrection ne créera le socialisme s'il n'est pas déjà économiquement mûr », mais parce qu'elle provoque la formation de monopoles. Cela constitue un pas sur la « route du socialisme » : que les « communistes » d'aujourd'hui se voilent la face d'horreur !

Dans cet écrit, Lénine examine également la question de la révolution européenne : il reproche aux Kérenski et Cie d'éviter tout pas en avant parce qu'ils ne veulent pas le socialisme ; mais il précise, en ce qui concerne la Russie : « Il est impossible d'avancer sans marcher vers le socialisme, sans faire des pas dans sa direction, pas déterminés et conditionnés par le niveau technique et culturel : on ne peut pas plus introduire la grande entreprise mécanisée dans l'agriculture à petite économie paysanne qu'on ne pourrait la supprimer dans la production du sucre. »

Ayant posé de façon aussi claire la thèse des conditions indispensables pour le socialisme, Lénine reproche de façon sanglante à la « droite » la peur

que celui-ci lui inspire : « ... mais le socialisme nous regarde de toutes les fenêtres du capitalisme moderne, et le socialisme se profile directement et pratiquement derrière toute mesure importante constituant un pas en avant sur la base du capitalisme moderne lui-même ».

La prévision de Lénine est sûre. Avec les données de l'économie russe, on peut ouvrir *dans* le capitalisme des fenêtres par lesquelles le socialisme *regardera* au dehors. « Construire le socialisme » ? Non. Staline et Cie ont construit une multitude de telles fenêtres, en édifiant les usines des grandes villes industrielles et les centrales électriques. Mais ce n'est certainement pas le cas en ce qui concerne les kolkhozes paysans !...

Les tâches de la Révolution.

Dans cet écrit, Lénine décrit la Russie comme un pays dont l'immense majorité est formée de petits bourgeois. Nous examinerons plus loin si, en quaranté ans, cela a changé. Lénine en déduit que la cause révolutionnaire dépend de l'attitude fluctuante de cette classe : si au lieu de marcher avec les ouvriers communistes elle s'allie avec la bourgeoisie, la révolution sera battue.

Il s'agit de la décider à rompre avec la bourgeoisie sans qu'une dictature strictement ouvrière l'y contraigne (pourtant, c'est bien ce qui s'est produit dans une large mesure, puisque les alliés des bolchévicks furent des paysans, non pas petits bourgeois, mais complètement prolétarisés). Lénine énumère encore une fois les mesures prévues dans le *programme social* de la seconde révolution qui a le droit au titre de « socialiste » parce qu'elle ne fut pas pacifique et parce que ce programme était plein de mesures « en direction du socialisme » (sinon directement socialistes) d'une audace extrême à cette époque, et dans ce pays, bien qu'elles aient été déjà réalisées dans des pays pleinement capitalistes.

PREMIER POINT : LE POUVOIR AUX SOVIETS. Point politique totalement socialiste puisque les soviets étaient alors près de tourner le dos aux opportunistes et aux partisans de la coalition avec la bourgeoisie.

DEUXIEME POINT : LA PAIX AUX PEUPLES. Autre point politique socialiste : propositions immédiates d'armistice et paix générale sans annexions. En cas de refus, dénonciation de l'alliance avec l'Entente. A l'objection que cette rupture provoquerait la fin de l'aide financière à la Russie, Lénine répond que celle-ci soutient le prolétariat comme la corde soutient le pendu !

TROISIEME POINT : LA TERRE AUX TRAVAILLEURS.

Nous y reviendrons. Son contenu n'est pas encore socialiste au sens économique, dans la mesure où les décrets (empruntés au programme socialiste-révolutionnaire) représentent effectivement un pas en arrière par rapport au programme bolchévique. Ici il n'est question ni de répartition ni de nationalisation de la terre, mais d'abolition de la propriété foncière et de gestion de la terre par les soviets paysans. Allusion à la distribution d'un capital-réserve aux paysans pauvres. Mais la distribution de terres et de capitaux (qui existe également aujourd'hui) n'est pas du socialisme.

QUATRIEME POINT : LUTTE CONTRE LA CATASTROPHE ECONOMIQUE IMMINENTE. Mêmes postulats que plus haut en matière industrielle, financière, commerciale.

Pour la dernière fois dans l'histoire, Lénine envisage la possibilité d'une révolution pacifique, avec « élection pacifique des députés » (il ne dit pas de « l'Assemblée constituante » et veut parler des Soviets) par le peuple, la lutte pacifique des partis au sein des soviets, la vérification pratique du programme des divers partis, le passage pacifique du pouvoir d'un parti à l'autre (dans le soviét).

C'est une présentation courageuse d'un aspect de la réalité historique pour les besoins de la polémique et de l'agitation dans un moment d'équilibre instable entre les classes. Mais le même jour, Lénine adressait au Comité Central sa lettre sur « Le Marxisme et l'insurrection ». En outre, dans l'écrit dont nous parlons, le passage plus haut cité est immédiatement suivi des lignes suivantes : « Si on ne saisit pas cette occasion, (il faut lire, en bons dialecticiens : si vous n'acceptez pas cet ultimatum que des canailles comme vous ne peuvent pas accepter !) la plus âpre guerre civile entre bourgeoisie et prolétariat est inévitable, comme le démontre toute la marche de la révolution depuis le 20 avril jusqu'à l'aventure de Kornilov. La catastrophe imminente hâtera l'éclatement de cette guerre civile. Comme l'attestent tous les faits et les considérations les plus facilement accessibles à l'esprit humain, *la guerre civile finira par la victoire complète de la classe ouvrière soutenue par les paysans pauvres pour la réalisation du programme ci-dessus exposé* aussi dure et sanglante qu'elle puisse être. »

Programme économique extrêmement modeste parce que la volonté révolutionnaire ne peut violer les conditions déterminées par le développement des forces productives ; par contre, élan révolutionnaire très vigoureux, le plus vigoureux que l'Histoire ait encore connu.

Il y a là une contradiction : le bolchévisme défend un programme social inférieur à celui qu'il aurait pu emprunter à une république bourgeoise avancée, mais il applique une politique de classe à faire trembler jusque dans ses fondations le monde capitaliste tout entier. Le bolchévisme ne craint pas de l'affronter, car il existe une solution — une seule — à cette antithèse : l'éclatement de la guerre de classe dans les plus puissants pays capitalistes ; la dictature prolétarienne en Europe et dans tous les pays de race blanche ; la double révolution des peuples de couleur, c'est-à-dire, comme en Russie même, la révolution politique socialiste succédant à la révolution politique bourgeois, — tandis que l'économie post-révolutionnaire, elle, tend au capitalisme, et non pas au socialisme. Pas de géant de l'Histoire sur la voie du socialisme mondial !

*
**

Ces textes programmatiques écrits à la veille d'octobre et qui concernent l'économie montrent combien la perspective de Lénine était claire. Il fallait opérer dans une forme sociale mixte, c'est-à-dire pas encore purement capitaliste, mais contenant encore des formes pré-bourgeoises asiatiques et patriar-

cales et féodales ; c'est elles qu'il fallait extirper, pour constituer un marché national et international pour les produits industriels et agricoles, pas en avant difficile et laborieux, tant que le capitalisme aurait gardé le pouvoir au-delà des frontières de la république rouge, ne fut-ce que sur un mètre carré.

Ce texte de 1917 contient déjà toute la théorie que Lénine développera en 1921 dans son fameux discours « L'impôt en nature » et qui constitue une de ses principales contributions au marxisme.

II. - APRES LA VICTOIRE DE L'INSURRECTION

Le second congrès pan-russe des Soviets.

Ce congrès, le premier après la victoire d'octobre, discuta des mesures sociales à appliquer immédiatement. Nous sommes en présence de deux sortes de décisions. Les unes concernent l'économie urbaine, c'est-à-dire les manufactures et le commerce ; les autres, la question de la terre. Ces dernières sont de beaucoup les plus importantes pour qui veut décrire les rapports sociaux de la Russie d'alors et leur genèse.

Deux adversaires ont été éliminés : la classe des propriétaires mi-féodaux, mi-bourgeois de la terre, et la bourgeoisie industrielle et commerçante. Il s'agit simplement d'empêcher leur restauration. Dans l'économie manufacturière, il n'y a donc plus de lutte entre classes opposées. Par contre dans les campagnes, la lutte fait encore rage parce qu'avec la complicité des socialistes opportunistes, le Gouvernement Provisoire a retardé autant qu'il a pu la prise des terres par les paysans, sous le prétexte que seule l'Assemblée Constituante pouvait légiférer à ce sujet.

Quelles furent les mesures adoptées par le deuxième Congrès pan-russe des soviets dans le domaine industriel et commercial ? Bien qu'il s'agisse de l'économie urbaine où les quartiers ouvriers sont toujours prêts à déjouer toutes les manœuvres ennemies, elles restent extrêmement limitées et pour ainsi dire timides. Ayant vaincu toute timidité quant aux droits à l'insurrection, tout doute quant à la possibilité de victoire ; ayant obtenu un contrôle sûr de la situation on ne peut encore faire que peu de choses dans les opérations de politique économique.

Ni Lénine, ni le parti n'ont jamais promis de « miracles collectivistes » dans l'économie russe, non seulement sous-développée, mais désorganisée par la guerre. Nous suivons donc les interventions de l'Etat soviétique dans le domaine manufacturier et commercial à seule fin de clarifier l'équivoque fondamentale du stalinisme sur « l'édification du socialisme », et de démontrer combien dans la réalité le parti bolchévique et Lénine lui-même en étaient loin.

Si on peut parler de socialisme, c'est exclusivement dans ce sens : du moment que le parti communiste a remporté la victoire politique et instauré un gouvernement socialiste véritable, toute mesure sociale adoptée va dans la

direction du socialisme, constitue un de ces « pas vers le socialisme » que les bourgeois et les socialistes opportunistes avaient tellement peur de voir accomplir.

Contrôle et socialisation.

Nous examinerons un projet de règlement sur le contrôle ouvrier du 16 novembre 1917 (nouveau calendrier) et un projet de décret sur la socialisation de l'économie nationale du mois de décembre, tous deux œuvres de Lénine. Les premières mesures étatiques correspondantes sont respectivement du 30 novembre 1917 et du 28 décembre, mais la seconde concerne seulement les banques.

Le conseil supérieur de l'économie nationale est instauré par un décret du 18 décembre. Il a théoriquement le droit « d'obliger les diverses branches de l'industrie et du commerce à se syndiquer » et également « de réquisitionner et de confisquer », mais surtout de contrôler toute l'économie du pays.

Un premier décret de confiscation en faveur de la République Soviétique est promulgué le 18 décembre contre la Société Electrique, avec le motif qu'elle avait refusé de se soumettre au décret sur le contrôle ouvrier. De nombreuses autres confiscations suivent, chacune pour une raison différente : désorganisation ; dettes envers l'Etat, etc... Le 20 juin 1918, le premier décret de nationalisation concernant des secteurs de base de l'industrie et des grandes entreprises est promulgué. Le premier décret sur la gestion des entreprises nationalisées remonte au 3 mars de la même année. La liste des mesures sur la discipline du travail serait longue : salaires, horaires, assistance, différends, travail des femmes, des enfants, etc...

Examinons le contenu des premières mesures étudiées par Lénine et le gouvernement. Le contrôle ouvrier est établi quelques jours après la révolution pour toutes les entreprises de plus de cinq ouvriers ou faisant plus de 10.000 roubles de chiffre d'affaire. Les ouvriers doivent immédiatement élire leurs représentants. Ils ont le pouvoir d'empêcher tout arrêt du travail dans les industries d'importance nationale et d'inspecter toute la correspondance commerciale et tous les magasins.

Propriétaires et délégués ouvriers sont responsables devant l'Etat de l'ordre et de la discipline dans la production. Les Soviets et les conférences générales des comités d'ouvriers et d'employés peuvent établir des règles plus détaillées pour le contrôle ouvrier.

Le 13 décembre 1917, le gouvernement adopte des instructions plus précises sur le contrôle et ses limites. En substance, c'est le droit de tout savoir sur la marche de l'entreprise, la faculté d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur ce qu'on considère comme nuisible à la classe ouvrière dans l'économie générale. Mais l'article 7 dit : « Le droit de donner des ordres dans la gestion de l'entreprise, sa marche et son fonctionnement restent du ressort du propriétaire. La commission de contrôle ne participe pas à la gestion de l'entreprise et n'a aucune responsabilité dans son fonctionnement, cette responsabilité continue à incomber aux propriétaires. » L'article 8 affirme :

« La commission de contrôle ne s'occupe pas des questions financières de notre pays. Quand de telles questions seront soulevées, elles seront soumises aux institutions directives du gouvernement. »

Ces dispositions étaient cohérentes avec le Marxisme et avec les vues de Lénine, pures des déviations du syndicalisme et de ce qu'on peut appeler le « socialisme d'entreprise » ; il est bien connu qu'elles provoquèrent la résistance de certaines couches de la classe ouvrière et même du parti qui inclinaient vers l'*autonomie des entreprises* ; selon eux, dans une première phase, celles-ci auraient dû être contrôlées uniquement par leur personnel ; dans une seconde phase, une fois le propriétaire éliminé, elles auraient dû être gérées par ce personnel, non seulement sur le plan technique, mais aussi sur le plan financier.

Ce « modèle » ne correspondait pas à une forme socialiste et même pas à la phase économique qui succède à la révolution et dans laquelle l'Etat contrôle l'industrie privée, en attendant de gérer directement les entreprises industrielles ou autres, ce qui est une forme plus avancée, mais pas encore socialiste du point de vue économique, elle non plus ; au sens politique, par contre, même le simple contrôle ouvrier ou étatique peuvent l'être !

Le projet de Lénine.

Le décret sur la socialisation de l'économie nationale est plus important dans la rédaction que lui donna Lénine, mais on ne le trouve pas formulé dans les mêmes termes dans le recueil de lois soviétiques.

Les propositions de Lénine furent réalisées avec d'autres mesures. La nationalisation des banques fut sanctionnée par le bref décret du 28 décembre qui instituait la « banque du peuple » et faisait un monopole d'Etat de toutes les opérations bancaires, le décret suspendant le paiement des dividendes des actions des sociétés anonymes est du 29 décembre et celui qui annule tous les emprunts d'Etat à l'intérieur ou à l'étranger du 23 janvier 1918. Par la suite, diverses mesures viendront sauvegarder les droits des petits souscripteurs. Le décret sur le travail obligatoire pour le territoire de Pétrograd est du 8 octobre 1918.

Le schéma de Lénine, bien qu'apparaissant beaucoup plus radical, ne prétend pas à une étatisation générale de l'économie et se fonde sur la situation économique critique, la disette imminente, le sabotage bourgeois et la désagrégation économique générale, pour motiver des « mesures révolutionnaires extraordinaires ».

Les mesures sont les suivantes. Toutes les sociétés par actions deviennent propriété de l'Etat. Les membres des administrations et des directions ont l'obligation de rester à leur poste avec des salaires déterminés et sous contrôle ouvrier.

Suit l'annulation des dettes intérieures et extérieures de l'Etat. Une autre mesure garantit les intérêts des petits possesseurs d'obligations et d'actions. Le travail devient obligatoire pour tous et cette obligation est sanctionnée par la déclaration des droits du peuple travailleur, c'est-à-dire par la constitution

de 1917-18. Les prélèvements périodiques sur les fonds en banque sont limités ; il est défendu de détenir de l'argent liquide et on prévoit un changement de la monnaie pour punir les contrevenants.

En ce qui concerne la distribution, le schéma de Lénine ébauche un système de sociétés de consommation, auxquelles chaque citoyen devrait appartenir pour permettre « un juste recensement et une juste répartition aussi bien des denrées alimentaires que des autres articles de première nécessité ».

En réalité, le mécanisme de la distribution resta dans les premiers temps aux mains du commerce privé : en dépit des tentatives de répression celui-ci, du fait de la guerre civile, s'était dispersé en une multitude de spéculations incontrôlables.

Par contre, l'Etat révolutionnaire parvint immédiatement à contrôler le commerce extérieur. Le décret qui en fait un monopole d'Etat date seulement du 24 avril 1918, mais dès le 8 février, l'Etat réquisitionnait par décret toute la flotte marchande, à l'exception des petits bateaux de transport fluvial et des barques de pêche. Dans une période de détresse économique, tout cet ensemble de mesures traduisait le projet qu'avait le pouvoir révolutionnaire de procéder à un recensement complet des activités économiques afin de faire face par *des mesures d'exception* à la crise, à la disette, à la misère, et surtout afin d'assurer le ravitaillement de l'armée et le fonctionnement des principaux services publics. Mais même cette simple tâche posait déjà un problème presque insoluble tant que les fronts militaires restaient instables et l'extension des territoires placés sous l'autorité de la République soviétique mal définie. Il ne s'agissait donc pas de réaliser le socialisme par décrets d'Etat. Ce qu'on appela le « communisme de guerre » désigne simplement un ensemble de mesures autoritaires telles que même les Etats capitalistes traditionnels en ont pris à diverses époques et pour diverses raisons : confiscations, réquisitions, contrôles divers, dénonciations, consignation de marchandises, de titres, de valeurs, etc...

Dans aucun de ces décrets, ni dans les préambules politiques qui les présentaient au parti ou au pays, on ne trouve à cette époque la décision « d'édifier le socialisme » dans la production ou la distribution des articles manufacturés. On ne la trouve pas davantage dans la Constitution qui avait cependant un caractère d'agitation révolutionnaire.

Les mesures rurales.

Dans le domaine agraire, le matériel dont nous disposons est beaucoup plus expressif du point de vue social et historique.

Au second congrès pan-russe des soviets, c'est Lénine lui-même qui présente le rapport agraire contenant l'essentiel du décret correspondant. Il se rapporte à un texte sur lequel les Bolchévicks se sont déjà mis d'accord avec leurs alliés socialistes-révolutionnaires de gauche, membres du gouvernement : le « mandat paysan sur la terre » publié dès août 1917 sur la base de 242 « mandats » présentés par les paysans des régions les plus diverses de Russie. Lénine lut ce texte le 8 novembre devant le congrès qui l'approuva en même temps que la déclaration constitutionnelle. Il fut complété par une lettre que Lénine envoya à la *Pravda* le 2 décembre 1917.

Nous avons là la rencontre de deux programmes historiquement *différents et opposés*, celui des marxistes bolchévicks et celui des socialistes révolutionnaires.

Une grande partie des paysans est sous l'influence de ces derniers et adhère à leur formule de « *jouissance égalitaire de la terre* » qui est l'idéal de la *petite culture familiale* et confond un simple égalitarisme avec le socialisme : elle veut simplement éviter qu'une famille ait plus de terre qu'une autre.

Le *partage* suppose que la terre a partout la même fertilité. Autrement les lots qui sont en réalité de productivité inégale devraient être aussi de surfaces différentes. En effet, la campagne russe, mal peuplée, mal cultivée, était presque partout de fertilité très réduite. Sous le servage ou le semi-servage du locataire à l'égard du seigneur ou du propriétaire foncier, chaque famille disposait déjà d'une étendue de terre correspondant à sa force de travail. Seulement, elle devait déduire de son produit déjà maigre la part du seigneur ou du propriétaire, et le reste suffisait à peine à la nourrir.

Dans la conception des populistes, la révolution agraire consistait à décharger le paysan de son tribut au noble, aux bourgeois terriens, à l'ordre religieux, et même à l'Etat, en lui laissant sa petite parcelle et en lui remettant le produit intégral de son travail, ce qui aurait représenté un avantage énorme pour lui. Cette revendication répondait à l'énorme pression des masses paysannes embrassant dans la même haine la noblesse féodale, la bourgeoisie rurale, l'Etat et le clergé.

La révolution de février n'avait pas aboli toutes ces classes ni toutes ces formes sociales ; la lutte continuait dans les campagnes où, de temps à autre, les paysans s'insurgeaient, mais le Gouvernement Provisoire se montrait toujours plus enclin à appliquer les mêmes méthodes de répressions policières que le régime autocratique.

Ce programme du partage de la terre en parcelles égales ne pouvait être accepté par les marxistes révolutionnaires : il aurait figé la Russie dans cette misère séculaire que l'émancipation des serfs promulguée en 1861 n'avait fait qu'aggraver, si bien que la production et le niveau de vie étaient terriblement plus bas que dans n'importe quel pays.

Les marxistes ne pouvaient pas ne pas préconiser la formation d'unités de production, plus vastes que les parcelles familiales, et qui aurait donc permis le travail associé, avec tous les avantages qu'il comporte. Ils revendiquaient l'expulsion des propriétaires et autres institutions parasites pesant sur la paysannerie, et le passage de la propriété à l'Etat, car c'était là la condition de l'apparition d'une grande culture. Au partage populiste de la terre, (et à sa municipalisation, position défendue par d'autres courants) ils opposaient la socialisation, la nationalisation sans indemnité de toute la propriété foncière.

Les socialistes révolutionnaires considéraient le paysan réduit à l'état de journalier, c'est-à-dire privé de toute terre et de toutes réserves, comme un candidat à la jouissance de sa parcelle égalitaire. Pour les Bolchévicks, au contraire, c'est un pur prolétaire qui devait s'associer toujours plus étroitement aux autres paysans sans réserves, ses compagnons de travail, et constituer avec eux une unité économique dont la gestion serait revenue au prolétariat victorieux des villes et des campagnes.

Lénine savait bien que...

A l'époque, bien des gens qui ne comprenaient rien à ce qui se passait en Russie attribuèrent à Lénine un programme de partage de la terre entre les paysans. Ils l'accusèrent même de subordonner le conflit entre les salariés et le grand capitalisme à celui qui opposait les paysans aux propriétaires de latifundia (1). Cette malheureuse espèce n'a toujours pas disparu, plus de 40 ans plus tard, et elle consacre tous ses efforts au partage des latifundia, sous le prétexte qu'ils privent le paysan travailleur de la jouissance égalitaire de la terre. Pourtant, Lénine suivait tout simplement la théorie agraire de Marx et sa position n'était pas non plus opposée aux mesures que la révolution communiste aurait pu prendre dans des pays plus modernes, et qu'elle prendra dans l'avenir.

Lénine savait bien que la révolution n'aurait jamais vaincu en Russie sans mettre en mouvement les paysans et que les conditions technico-économiques ne permettaient pas de leur donner quoi que ce fût qui dépassât la jouissance de la terre et la libération de la faim ; seules ces revendications permettaient de les entraîner derrière le prolétariat.

Pour les prolétaires urbains, autres bases de la dictature révolutionnaire, il en allait tout autrement. Lorsque les travailleurs des quartiers ouvriers de Pétrograd et de Moscou se soulevèrent, ce n'était pas pour obtenir des « jouissances » immédiates et palpables. Leur capacité révolutionnaire dépassait de beaucoup celle des classes formant la petite bourgeoisie pauvre. Le capitalisme s'était suffisamment développé en Russie depuis quelques décades pour leur donner le peu de pain, de kopeks et d'instruction primaire dont ils avaient besoin pour acheter la presse du parti révolutionnaire, le journal de classe. De 1905 à 1917, ils avaient fait l'expérience de luttes terribles où ils s'étaient imprégnés de la tradition bolchévique. Ils savaient bien que même les mesures les plus radicales dans l'économie industrielle et urbaine ne pouvaient leur donner un seul hectogramme de pain supplémentaire et qu'elles assuraient seulement l'entretien de l'armée et de leurs propres détachements sur le front de la guerre des classes, le fonctionnement des trains et l'exercice de la dictature révolutionnaire. Leur parti pouvait compter sur eux, répondre d'eux : ils ne réclamaient pas de « jouissances » égales ou inégales, sachant bien qu'il leur restait encore beaucoup à souffrir pour libérer leur classe de l'esclavage capitaliste pesant sur le monde.

Jamais ni le Parti marxiste ni Lénine n'oublièrent la base dualiste du pouvoir révolutionnaire original instauré en Russie. Il fallait tout donner pour l'étroite alliance du prolétariat et de la paysannerie pauvre, sans jamais perdre de vue qu'elle était historiquement passagère, même si elle devait tout transformer sur son passage.

Le socialisme, lui, était beaucoup plus lointain : pour y parvenir, il fallait que le prolétariat européen remplaçât rapidement l'allié paysan de Russie. Lénine prévoyait au maximum « vingt ans de bon rapport avec les paysans », et encore, seulement dans l'hypothèse la plus *défavorable*.

(1) Grande propriété juridique dont la gestion économique se fait par unités familiales avec une technique archaïque.

Langage ouvert et sûr.

Lénine vient d'achever la lecture du *Décret sur la terre* et du *Mandat Paysan*, et il lève les yeux sur l'assemblée frémissante.

« On entend affirmer ici que le décret et le Mandat ont été rédigés par les socialistes révolutionnaires. *Soit*. Qu'importe qui les a rédigés ? En tant que gouvernement démocratique, nous ne pouvons passer outre à une décision des masses populaires, même si nous ne sommes pas d'accord avec elles. Au feu de la vie, au cours de l'application pratique du décret aux diverses localités, les paysans comprendront eux-mêmes où est la vérité. Et même s'ils continuent à suivre les SR, même s'ils donnent la majorité à ce parti dans l'Assemblée Constituante, nous dirons encore : *soit !* La vie est la meilleure maîtresse et elle montrera qui a raison. Que les paysans partent eux-mêmes d'un extrême pour résoudre la question ; nous, de notre côté, nous la résoudrons en partant d'un autre extrême ! » (Ecoutez ! Le commentaire est de nous, non du congrès d'alors !...) « Les paysans ont appris quelque chose durant les huit mois de notre révolution. Ils veulent résoudre eux-mêmes la question de la terre. Qu'ils le fassent selon notre programme ou selon le programme SR, là n'est pas l'essentiel. L'essentiel est que les paysans aient la conviction que les propriétaires fonciers n'existent plus dans les campagnes, que les paysans résolvent eux-mêmes toutes les questions, qu'ils règlent eux-mêmes leur vie. » (*Applaudissements retentissants.*)

Quels étaient les termes de la rencontre, en partant des deux « extrêmes » ? Le décret commence ainsi : « La propriété foncière de la terre est immédiatement abolie sans aucune indemnité. » Ici, les SR ont capitulé ; un décret rédigé par eux aurait dit : « La propriété et même les domaines de l'Etat passent aux paysans qui travaillent la terre » ; ou encore : « Passe aux municipalités rurales qui la répartiront de façon égalitaire entre les familles paysannes. » Il n'en reste pas moins que la victoire bolchévique fut purement théorique.

Le second article dit que toutes les terres et les stocks seront mis à la disposition des comités agricoles mandatés et des soviets paysans locaux jusqu'à la convocation de l'Assemblée Constituante. De là l'allusion de Lénine à la fin de son discours ; mais si les Bolchévicks et les SR y avaient été battus, il aurait immédiatement décrété la dissolution de cette assemblée.

Lors de la paix de Brest-Litowsk, les SR rompirent l'accord gouvernemental, prirent les armes et furent battus. Doit-on croire que Lénine avait prévu tout cela et que dans son discours au second congrès pan-russe il se jouait de ses auditeurs et des alliés ? Hypothèse stupide ! Le parti était dirigé

de façon à rester au-dessus de tels accidents et à se passer rapidement de l'appui du parti SR et même, au terme d'un certain délai historique, de l'alliance paysanne. Il était suffisamment trempé pour ne pas commettre la sottise d'abandonner le pouvoir sur un vote de la Constituante, ou même d'un congrès des soviets sans affronter l'épreuve de force.

Le troisième article du décret contient des mesures radicales contre les paysans qui, dans leur précipitation à occuper les terres confisquées par le Soviet local, endommageraient les instruments de travail ou les cultures.

Le quatrième article rappelle le Mandat.

Le cinquième et le sixième (ce fut un succès des SR) préservent « les simples paysans et les cosaques » de toute confiscation de terres.

Le *Mandat* fait à nouveau allusion à l'Assemblée Constituante. Il formule le principe de la nationalisation de toute la terre qui « devient patrimoine de tout le peuple et passe en jouissance à ceux qui la travaillent ». Au nom de ce principe socialiste-révolutionnaire de la « jouissance », les impôts et les prestations en nature ou en espèces sont supprimés pour les paysans. Le *Mandat* sanctionne le passage du grand capital agricole à l'Etat, du moyen capital à la commune agraire, et du petit capital aux paysans qui ont peu de terres. Cette formule est une formule de compromis : du partage de la terre, on passe à celui du capital ; mais la première est éternelle et pas le second.

Le travail salarié est interdit. On n'admet que la gestion familiale et coopérative. La terre confisquée est partagée par les soins des communes locales, selon le principe de la jouissance égale, mais la technique de gestion est déclarée libre. Des partages périodiques des terres sont prévus. Ici, réapparaît une institution pré-bourgeoise caractéristique du *Mir* (1) qui a survécu jusqu'au XX^e siècle chez les peuples asiatiques et germaniques. C'était l'idéal des populistes qui la confondaient grossièrement avec le socialisme. Depuis, des centaines de partis, des catholiques aux républicains et aux fascistes, ont commis la même erreur.

Cohérence totale avec le marxisme.

La lettre que Lénine envoya le 2 décembre à la *Pravda* était évidemment destinée à dissiper la perplexité de nombreux bolchéviks qui craignaient que le parti n'ait fait des concessions de principe.

Lénine y explique qu'il a rassuré le congrès paysan en lui montrant la possibilité d'une alliance « honnête » entre bolchéviks et SR, ouvriers salariés et paysans, possibilité absolument exclue entre les classes exploitées et la bourgeoisie.

Citant Kautsky « quand il était encore Marxiste » (2), Lénine montre que

(1) Commune rurale autonome à propriété collective.

(2) Membre de la gauche du parti social-démocrate, il renia ses premières convictions lors de l'éclatement de la première guerre impérialiste.

les mesures de transition vers le socialisme ne peuvent être les mêmes dans un pays de petite agriculture que dans un pays de grande agriculture.

Il rappelle quelles sont les mesures qui intéressent les ouvriers salariés : « Contrôle ouvrier sur les usines en attendant leur expropriation ; nationalisation des banques ; création d'un Conseil Supérieur réglementant et dirigeant toute l'économie du pays. » Ces conditions une fois assurées « pour que le socialisme remporte la victoire », les ouvriers « ont l'obligation de consentir aux mesures transitoires proposées par les petits paysans travailleurs et exploités ».

Un SR de gauche demanda à Lénine ce qu'il ferait, au cas où il aurait la majorité à la Constituante, si *la bourgeoisie* s'opposait au partage de la terre. Lénine était assez patient pour ne pas lui répondre que sous peu il n'y aurait plus ni fraction bourgeoise à la Constituante, ni Constituante même. En bon dialecticien, il lui répondit que les Bolchévicks voteraient pour la proposition SR, après avoir fait une déclaration conforme à leurs doctrines marxistes en matière agraire : « Nous exprimerons notre désaccord théorique avec la formule de la jouissance égalitaire de la terre ». Mais celle-ci ne devait pas nuire à la cause du socialisme si le pouvoir restait dans les mains d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Combien de temps dura le compromis ?

Evidemment, dans le plan de Lénine, la tolérance à l'égard des petites parcelles aurait été rapidement dépassée si une victoire des communistes européens avait mis dans les mains du prolétariat vainqueur des capitaux importants qu'il aurait pu destiner à l'agriculture et déverser spécialement dans les campagnes russes. A défaut de cette aide, il fixait la limite de *vingt ans* à la Russie pour disposer d'un pareil capital industriel étatisé et faire prévaloir la grande culture, comme dans les terres dont le Mandat paysan lui-même prévoyait le passage à l'Etat « non seulement en propriété, mais aussi en jouissance ».

Comment le compromis de 1917 se traduit-il dans l'agriculture russe actuelle ? Aujourd'hui, la gestion étatique (sovkhoses) est largement minoritaire. La gestion coopérative a-t-elle prévalu sur la gestion familiale ? Toutes deux se sont mêlées dans le kolkhose où terre et capital (qui ne reviennent pas « en jouissance » à l'Etat, le capital et les maisons n'étant même pas sa propriété) se subdivisent entre les grands lots collectifs du kolkhose (où pratiquement les kolhosiens travaillent comme salariés) et la somme des petits lots familiaux dans lesquels la formule de la « jouissance égalitaire » triomphe. Sans doute, Lénine s'était-il résigné à cette jouissance égalitaire mais certes pas avec la perspective qu'elle durerait quarante ans. Loin de vouloir la « consolider », il entendait au contraire l'éliminer progressivement.

Aux Congrès de Moscou, on raconte beaucoup d'histoires sur l'économie russe, mais on ne fournit pas les données permettant de mesurer l'importance relative de la gestion *étatique*, coopérative et familiale, ni les grandeurs rela-

tives à la terre cultivée, à sa fertilité, au capital qui y est investi et à la force de travail qui y est appliquée.

Nous pouvons tenter de mesurer ces données et, ce qui importe encore davantage, rechercher la courbe de leur évolution. Mais dès maintenant, une chose est certaine : aucune des trois formes n'est une forme socialiste, depuis que le pouvoir soviétique a tourné le dos à la révolution communiste internationale.

X *La déclaration des droits.*

La veille de la convocation de la Constituante, la *Pravda* publia un projet de déclaration « des droits du peuple travailleur et exploité » rédigé par Lénine à la fin de décembre 1917 et adopté par le Comité Exécutif Central élu par le deuxième Congrès pan-russe des Soviets et formé de Bolchévicks et de socialistes-révolutionnaires. Le texte est rédigé comme si la Constituante devait l'adopter. Or la Constituante fut dissoute dans la nuit du 17 au 19 janvier. Pourquoi Lénine l'a-t-il donc rédigé de cette façon ? C'est ce que l'article publié par lui dans la *Pravda* le 25 décembre 1917 à propos de la Constituante fera aisément comprendre. Parfaitement dans la ligne marxiste des thèses d'avril 1917 cet article conclut par deux hypothèses : ou bien l'Assemblée reconnaît le pouvoir soviétique et se dissout en transmettant ses pouvoirs au Comité Exécutif Central élu par le Congrès des Soviets ; ou bien « la crise ne peut être résolue que par la voie révolutionnaire, les mesures révolutionnaires les plus énergiques... quels que soient les mots d'ordre et les institutions derrière lesquels la contre-révolution se retranchera, y compris celui de l'Assemblée Constituante. » C'était parler clairement.

La dernière phrase de l'article dit : « Toute tentative de lier les mains au pouvoir soviétique dans cette lutte serait une aide à la contre-révolution. » Au lieu de voter le projet, la majorité de la Constituante refusa de le prendre en considération : c'est qu'il signifiait « constituez vite, et disparaissez ! », ce que l'Assemblée qui rassemblait en son sein les social-traitres ne pouvait évidemment approuver. A la fin du texte (avant l'article sur les nationalités proposé, dit-on, par Staline) on pouvait en effet lire : « Le pouvoir doit appartenir entièrement et exclusivement aux masses travailleuses et à leurs représentants plénipotentiaires, le Soviet des délégués ouvriers, soldats et paysans. Reconnaisant le pouvoir soviétique et les décrets du Conseil des Commissaires du Peuple, l'Assemblée Constituante considère qu'elle a achevé sa tâche en établissant les bases fondamentales pour la transformation socialiste de la société. »

Le 19 au soir, la comédie était terminée. Les honorables Constituants furent renvoyés chez eux avec quelques coups de pieds au derrière et sans « bains de sang » par les marins rouges appelés à protéger l'Assemblée.

Du 23 au 31 se réunit le troisième congrès pan-russe des Soviets. Son premier acte fut de ratifier d'enthousiasme la dissolution de la Constituante. Puis le 24 janvier 1918, il ratifie la « Déclaration des Droits du peuple » proposée

par Lénine. On n'eut même pas le temps de corriger la forme initiale de chaque article : le nuage de Brest-Litowsk était à l'horizon. C'est seulement le V^e Congrès du Parti qui, dans sa séance du 10 juillet 1918 adopta la Constitution complète, dont la déclaration de Lénine adoptée au 3^e Congrès le 24 janvier de la même année forme la première partie.

Révolutions et constitutions bourgeoises.

Toute la façon dont les Bolchévicks posent la question historique démontre comment le parti communiste qui avait fait une révolution prolétarienne dans la forme dictatoriale la plus décidée et en proclamant ouvertement son programme social construit un appareil d'Etat apte à fonctionner dans l'intérêt des classes travailleuses, tout en sachant qu'il fonctionnera sur un terrain social qui n'est même pas encore devenu complètement capitaliste et qui ne le deviendra pas de longtemps.

Après la chute du Tsar et du féodalisme en février 1917, la Russie ne s'était pas donné une constitution semblable à celle des autres pays qui avaient rompu les entraves du système féodal et despotique.

De ce point de vue, la Constitution que les Bolchévicks préparent pour la Russie est semblable à celles des révolutions anglaise et française qui les appuyèrent sur une « Déclaration des Droits de l'Homme », puis de l'homme et du citoyen. Mais une des premières critiques du marxisme concerne précisément cette position idéologique par laquelle la bourgeoisie démontra qu'elle croyait son système conforme « à la nature elle-même », et qu'il suffisait de renverser certains obstacles pour que ces principes de droit soient reconnus et que l'humanité future s'y adapte sans difficultés, dans l'égalité et la paix générales. Marx jeune affirma et trouva que l'homme et le citoyen dont les Constitutions sanctionnent les droits sont l'Homme de la société bourgeoise, le Citoyen de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire des membres de la classe bourgeoise, détenteurs de richesses économiques et du pouvoir politique.

Là où ce bond a eu lieu, la révolution socialiste n'aura pas à copier les constitutions des révolutions bourgeoises, prétendues images de prétendus « modèles » naturels, qui seront bons pour le musée Grévin.

La révolution socialiste ne formulera pas de droits personnels nouveaux. Elle déploiera la force d'une nouvelle classe dominante qui aura besoin d'un dernier appareil d'Etat et donc d'une dernière constitution et donc d'un droit positif, à seule fin d'assurer la nouvelle domination de classe, tout en sachant que tout cela disparaîtra à mesure que les différences de classes seront éliminées — ce qui demandera un assez long délai.

Programmatiquement, même en Russie, la révolution avait cette tâche ; ce n'était pas une tâche « territoriale », mais bien une fraction de la tâche mondiale de la classe prolétarienne qui ailleurs était encore soumise à la dictature du capital ; territorialement, pour ne pas dire nationalement, cette révolution doit avoir un droit et une Charte fondamentale comme l'Angleterre, l'Amérique, la France et tous les autres pays modernes — c'est là sa

tâche bourgeoise. On pouvait et on sut payer cette dette historique sans renier la position marxiste intégrale. La déclaration russe, contrairement à celles du XVIII^e siècle, n'ignora pas la dynamique sociale des classes, et par ailleurs elle n'admet pas que le contenu de la révolution soit seulement politique et juridique. Elle traduit la formule qui n'est ni celle des vieilles révolutions, ni celle des futures révolutions socialistes : dictature démocratique des ouvriers et paysans dans une proclamation de caractère juridique mais qui, au lieu de s'arrêter aux droits de chaque habitant et citoyen de Russie, affirme des revendications historiques de classe. La formule des « droits du peuple travailleur et exploité » est historiquement hybride, mais socialement impeccable.

Pour les Chartes bourgeoises, société, peuple et Etat ont les mêmes limites, et même les classes déchues comme la noblesse sont comprises dans « le peuple » et bénéficient des droits personnels, une fois les ordres détruits. C'est pourquoi, dès 1840, Marx indique comment parmi ces « droits », la Constitution de 1793 inclut, outre la liberté, l'égalité, également la sécurité, la propriété qui intéressent seulement les minorités possédantes et ceci *contre* le reste de la société.

La révolution russe, historiquement hybride doit, en 1917, porter pour encore au moins une génération le fardeau de la notion de « peuple », du moins dans la terminologie ; mais avant de s'en charger, il l'a divisé en deux : il a chassé les propriétaires et les bourgeois hors de la constitution, et il a fait de celle-ci la sauvegarde des droits des seuls « travailleurs » et « exploités ». Le second terme plutôt ambigu embrasse à la fois les salariés et les petits paysans, les paysans « pauvres », mais non dépourvus de toutes réserves comme les ouvriers.

La déclaration de 1918.

Dans un pays capitaliste pleinement développé, si le prolétariat parvenu au pouvoir doit promulguer une Charte (qui n'aura naturellement aucun caractère éternel, même sous l'angle purement juridique), celle-ci parlera non pas de *Peuple*, mais de *Classe*. Même s'ils peuvent être désignés en général comme des « travailleurs » et des « exploités », les petits propriétaires et les petits producteurs seront exclus des « droits » constitutionnellement définis, parce que ce seront ceux de la seule classe sur laquelle le pouvoir révolutionnaire s'appuiera, c'est-à-dire le prolétariat. La déclaration sera donc une déclaration des droits du salarié, et elle pourra être nécessaire dans la mesure où après la révolution politique, le salariat lié à l'échange mercantile survivra encore quelques temps.

La Constitution de 1918 enregistre la longue survivance prévisible de formes non seulement non socialistes, mais encore moins évoluées que les formes bourgeoises. Elle n'en fut pas moins un puissant moyen d'agitation intérieure et internationale, les constitutions des Etats bourgeois même les plus avancés n'ayant jamais osé *interdire l'exploitation*. Pour aussi insuffisantes qu'elles aient été du point de vue marxiste, les formules soviétiques de « sup-

pression de l'exploitation de l'homme par l'homme » — « qui ne travaille pas ne mange pas » — « qui ne travaille pas ne vote pas » remplirent d'enthousiasme les jeunes prolétaires du monde entier. Sans renier ces enthousiasmes généreux, les militants d'un parti marxiste doivent savoir que le contenu de la révolution communiste à qui il appartient de détruire le capitalisme moderne ne pourra jamais être enfermé dans une déclaration de droits et principes juridiques, à ne pas confondre avec les principes politiques de parti, qui ont une valeur scientifique.

Buts et moyens.

Dans sa version définitive, le premier titre de la Déclaration soviétique définit les buts déjà atteints et n'appelle aucun commentaire.

Le second titre établit les buts sociaux que la République soviétique devra atteindre dans l'avenir. L'article 3 en donne une première liste. *Suppression de toute exploitation de l'homme par l'homme* : elle prend acte du fait que dans la société russe cette exploitation existe et doit être éliminée. Nous ne reviendrons pas ici sur la faible valeur scientifique de l'expression.

Suppression totale de la division de la société en classes. Ce point contient à lui seul tout le programme socialiste. Quand il sera réalisé, il n'y aura plus, selon notre doctrine, ni Etat ni Constitution.

Répression inexorable de la résistance des exploités. C'est là tout le contenu de la dictature de classe, les exploités existent, tout comme l'exploitation. S'ils s'opposent non tant aux mesures sociales qu'à leur propre privation de tous droits politiques, et de tout pouvoir, ils seront inexorablement réprimés. Bien autre chose, donc, que la Constitution stalinienne de 1936, qui prétendait qu'il n'y avait plus en Russie ni exploitation, ni exploités.

L'établissement d'une organisation socialiste de la société et la victoire du socialisme dans tous les pays : les deux idées sont liées, le texte pose comme but la société socialiste non seulement en Russie, mais dans tous les pays. Par victoires du socialisme, nous entendons la prise du pouvoir par le prolétariat révolutionnaire. Le concept réapparaît dans tous les textes de Lénine qui, à l'époque, croyait la victoire imminente en Europe. Donc, non seulement la déclaration ne dit pas que le socialisme existe déjà en Russie, mais elle ne le promet même pas isolément dans le territoire de celle-ci.

La déclaration continue par l'énumération des mesures suivantes :

a) Afin de réaliser la socialisation des terres, la propriété privée du sol est abolie, et toutes les terres sont considérées comme appartenant à l'ensemble de la nation et sont transmises aux travailleurs sans aucune indemnité aux propriétaires dépossédés, selon le principe de l'égalité dans la jouissance du sol.

b) Les forêts, les pâturages et les eaux qui ont une importance nationale, de même que les biens meubles et immeubles appartenant aux usines-modèles et aux grandes entreprises agricoles deviennent propriété nationale.

Comme nous l'avons déjà indiqué, la nationalisation de la terre est une mesure immédiate dont le contenu n'est ni socialiste ni même capitaliste. L'Etat aussi longtemps que la jouissance de cette terre reste fractionnée en entreprises distinctes.

c) Comme première étape vers la possession définitive de toutes les usines, ateliers, mines, chemins de fer et autres moyens de production par la République ouvrière, la Constitution sanctionne la loi sur le contrôle ouvrier et sur le Conseil Supérieur de l'économie nationale promulguée par les Soviets, afin de garantir le pouvoir des travailleurs sur les employeurs.

Il est inutile de souligner l'extrême modestie économique-sociale de cette mesure pratique. En substance, l'existence de gestions capitalistes privées dans l'industrie ne sera pas *anticonstitutionnelle dans l'avenir*.

d) La loi sur l'annulation des emprunts contractés par le gouvernement tsariste des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie est le premier coup porté au capital financier international. La victoire complète de l'insurrection prolétarienne contre la domination du capital ne pourra être obtenue que si les Soviets continuent à suivre la voie tracée par la dite loi.

e) La transmission des banques à l'Etat ouvrier et paysan est une des conditions pour l'émancipation des classes ouvrières du joug du capital.

f) Pour anéantir les classes parasites de la société, le travail est déclaré obligatoire pour tous.

g) Pour assurer la plénitude du pouvoir aux masses travailleuses et écarter définitivement la possibilité d'un rétablissement du régime des exploités, l'armement des ouvriers et des paysans, la formation de l'Armée Rouge socialiste et le complet désarmement des classes possédantes est décrété.

Cette partie finale est la plus importante. Déclarer que les classes privilégiées n'existent plus est une plaisanterie facile que la Constitution de 1936 ne se privera pas de faire. La position révolutionnaire consiste à compter avec leur survivance et de veiller à leur total désarmement par le prolétariat armé.

Le troisième Titre de la Déclaration concerne les questions internationales. La guerre impérialiste, qui n'était pas encore terminée, est déclarée « la plus criminelle de toutes les guerres ». La revendication d'abolition des traités secrets, l'organisation de la fraternisation sur le front et la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes « par des mesures révolutionnaires » sont répétées dans l'article 4. L'article 5 condamne l'impérialisme, la barbarie colonialiste et l'asservissement des peuples de couleur au capitalisme. L'article 6 ratifie les décisions de laisser libres la Finlande et l'Arménie et d'évacuer militairement la Perse.

Le Titre IV aborde la question intérieure des nationalités, après avoir rappelé le principe de la dictature, c'est-à-dire la privation absolue des exploités du travail d'autrui de tout droit politique. L'article 8 définit la question nationale. « Désirant créer une union libre et spontanée, et partant d'autant plus solide et durable, des travailleurs de toute la Russie, le Congrès se limite à déclarer les principes sur lesquels se fonde la Fédération de la République Socialiste des Soviets. Elle remet aux travailleurs et aux paysans de chaque nation le soin de décider librement, au sein de leurs congrès des

Soviets s'ils veulent participer au gouvernement et aux institutions fédératives de Russie, et sur quelles bases. »

Pour récapituler l'ensemble, nous dirons que la Déclaration des droits formule l'exigence de la dictature et au besoin de la Terreur contre les classes dépossédées du pouvoir, même si elle prévoit que celles-ci conserveront pendant longtemps encore des fonctions et des privilèges économiques. Elle prévoit la contre-révolution et les mesures nécessaires pour l'abattre : la consigne de l'histoire est de combattre, non pas de « construire » ; combattre veut dire avant tout détruire, surtout dans une guerre de siège, où, comme en Russie, l'ennemi resserrait son étreinte sur les deux grandes villes qui pouvaient bien produire des armes, mais non pas ravitailler la population et les combattants. Le premier problème était donc d'instituer une garde intérieure et une armée pour le front, et de les fournir en armes et en vivres. En juillet, avec la paix de Brest-Litowsk, la Russie est débarrassée de la guerre internationale, mais celle-ci n'est pas terminée dans le monde. Il faut donc lancer au prolétariat mondial une invitation à jeter les armes, à saboter l'impérialisme et à lancer l'attaque contre le capitalisme. Telle est la voie pour alléger l'effort militaire de la Russie révolutionnaire contre les assauts des Blancs soutenus par les puissances étrangères et surtout pour passer au socialisme, problème qui dépasse largement le cadre de la nation, surtout pour la Russie.

Ce qui ressort de tout cela, c'est qu'il n'existait alors aucune hâte à déclarer que le socialisme serait instauré à bref délai dans la production. Par contre, les problèmes politiques y étaient affrontés et résolus avec un esprit de classe révolutionnaire, en parfaite conformité avec le Marxisme.

Cette Déclaration montre donc combien est mensongère la thèse des staliens selon laquelle Lénine aurait cru le prolétariat russe chargé non seulement de la guerre de classe, mais de la tâche absurde de construire le socialisme.

Ce terme équivoque a été introduit dans l'agitation en raison de nécessités historiques : mais ceux qui l'ont fait pouvaient le faire sans altérer le moins du monde la théorie, ni contaminer le parti révolutionnaire. On peut en dire autant de la fameuse abolition « de l'exploitation de l'homme par l'homme ». Au fond ces mots d'ordre étaient liés au « bloc » avec les SR qui fut conclu à la suite d'un vote et sur le papier, mais rapidement dissout à coups de fusil. Ce sont les SR qui prirent les fusils : ce fut la première fois dans l'Histoire que les traîtres à la révolution étaient vaincus, au lieu que le prolétariat fasse la même fin qu'en France en 1831, en 1848, en 1871 ; qu'en Allemagne en 1918, qu'en Hongrie en 1919 et dans tant d'épisodes tragiques. Dans la perspective populiste et socialiste-révolutionnaire (non seulement de Russie, mais de tous les pays ; non seulement de cette époque, mais de toujours), c'est un jeu d'enfant que de clore l'Histoire millénaire de l'exploitation sociale et d'instaurer le règne de l'égalité. On prend toute la terre, on prend tout le capital, et on les divise en autant de parties égales, qu'on remet à chaque citoyen. Il suffit de construire cette société paysanne dans les campagnes et, dans les villes une société fondée en somme sur le principe des sociétés par action, sinon vraiment artisanale comme il y a mille ans : d'un coup, voilà l'exploitation abolie, le socialisme édifié.

On ne pourra jamais démontrer que cette formule utopiste de la société soit historiquement réalisable et encore moins qu'elle pourrait se maintenir après sa réalisation. Pour les Marxistes, il est évident qu'une forme historiquement aussi absurde (et qui ne peut naître que dans les têtes de petits-bourgeois) non seulement ne contient aucun élément de socialisme, mais serait inférieure au capitalisme lui-même du point de vue de rendement social et même du volume, tant idolâtré aujourd'hui, de la production. C'est volontairement (et aujourd'hui les véritables marxistes le reconnaissent) que Lénine a utilisé des formules d'agitation répondant à la nécessité de composer politiquement avec les paysans. Si bien que même s'il a écrit vouloir édifier ou construire le socialisme en Russie, l'usage de ces expressions ne change rien à sa ligne intégralement marxiste, et ne doit pas nous induire en erreur.

Principes de la Constitution.

La Déclaration de Lénine, dont nous venons de parler, constituait donc le premier chapitre de la Constitution de juillet 1918. Le second chapitre est intitulé « Normes Générales de la Constitution de l'U.R.S.S. », elle contient encore quelques énonciations de principe qui doivent être relevées. On pourrait objecter que la Déclaration pouvait bien avoir pour objet une phase brève de transition, mais que les constitutions concernent un long avenir : celles d'Amérique et de France sont en vigueur depuis plus d'un siècle et demi, et toujours sottelement admirées.

L'article 9 du Titre V dit précisément que : « Pour la période de transition actuelle le devoir de la république (expression qui n'est pas marxiste, car elle implique une conception éthique de l'État, mais que Lénine a encore concédée) consiste à établir la dictature du prolétariat des villes et des villages sous forme d'un puissant gouvernement du Soviet national. » Ici, le centralisme passe ouvertement de la doctrine dans la législation positive.

Les finalités du gouvernement sont ainsi exposées : « Ce gouvernement central a pour but d'écraser la bourgeoisie ; d'anéantir l'exploitation de l'homme par l'homme, d'établir le socialisme dans lequel n'existeront ni classes ni pouvoir gouvernemental. »

Ces buts suivent une gradation historique : écraser la bourgeoisie signifie lui enlever tout pouvoir politique. Elle ne disparaîtra physiquement qu'au terme du troisième stade : abolition des classes. Suit l'abolition de l'exploitation de l'homme : nous répétons que celle-ci ne peut se réaliser avant le socialisme complet, pour lequel il faudra attendre le troisième stade, où le prolétariat disparaît en même temps que la bourgeoisie. Si la phrase est ainsi formulée, c'est en raison de l'obstacle paysan, autrement plus dur à surmonter que l'obstacle SR !

Le socialisme supérieur, ou communisme (sans adjectif), est contenu dans le troisième point : non seulement inexistence d'une division de la société en classes (aspect social), mais disparition de *tout pouvoir gouvernemental* (aspect politique). Le but figure dans la Constitution ; mais ce stade est postérieur à la République historique, à la dictature des ouvriers et des paysans.

Avant d'arriver à la disparition des classes, cette dualité sociale aura disparu : les paysans seront tous devenus des salariés, tandis qu'au stade suivant, le salariat lui-même disparaîtra. C'est seulement quand non seulement la « jouissance égale de la terre » (qui subsiste aujourd'hui dans le Kolkhose), mais aussi la forme salariat sera morte que l'Etat commencera à dépérir. Mais avant, il aura à liquider la dualité « ouvriers-paysans » pour passer à l'unité (tous ouvriers), *et ceci par une lutte de classe.*

Ce but suprême que l'on trouve dans la Constitution soviétique de 1918 est une étape (la dernière), prévue non seulement pour la société russe, mais pour toutes les sociétés capitalistes modernes. Ce passage de la première Constitution politiquement socialiste — parce que née de la victoire d'un parti communiste internationaliste — s'adresse à toute l'Europe et aux autres pays développés. Ce que le parti vainqueur (le seul qui pouvait conduire en Russie la lutte des deux classes révolutionnaires sous la forme du pouvoir soviétique ouvrier et paysan) proclame devant le monde entier, ce sont les principes marxistes valables pour tous les pays : **DICTATURE - POUVOIR D'ETAT CENTRAL - ABOLITION DES CLASSES** (y compris le prolétariat, en dernier lieu) - **SOCIETE COMMUNISTE SANS POUVOIR D'ETAT.**

Le Congrès du P.C.R. de 1919

Le rapport présenté en 1919 par Lénine au congrès du parti commence par une importante polémique avec Boukharine qui avait rédigé un programme économique uniquement fondé sur la description d'un capitalisme monopoliste et impérialiste. Lénine démontre qu'il ne fallait pas omettre de parler aussi du capitalisme concurrentiel et libéral tant pour des raisons générales de doctrine qu'à cause des formes sociales existant alors en Russie, souvent plus arriérées encore que le capitalisme concurrentiel.

Passant à la question du comportement à l'égard des petits paysans propriétaires Lénine reprend non seulement Boukharine, mais les organes du parti et de l'Etat qui insultent le paysan moyen. Lénine entreprend une défense impressionnante de ce dernier, rappelant que selon Engels lui-même, le prolétariat révolutionnaire ne pouvait pas appliquer la violence contre les paysans moyens avec la même rigueur que contre les propriétaires fonciers et les capitalistes. Il va même plus loin, et il ne faut pas que la citation surprenne :

« Même dans les rapports avec les paysans riches, nous ne disons pas avec la même résolution que pour la bourgeoisie : expropriation absolue des paysans riches et des koulaks ; notre programme établit ici une distinction et dit : répression de la résistance des paysans riches et de leurs velléités contre-révolutionnaires. Ce n'est pas là l'expropriation totale ».

En 1928, Staline passa « à la gauche » de Lénine, abolit la N.E.P. et extermina les Koulaks par les pires méthodes que l'histoire ait jamais connues. Pourtant en 1919, sans s'écarter d'un millimètre de la position marxiste révolutionnaire, Lénine disait clairement : « Nous sommes dans une telle situation que nous ne pouvons « provoquer » le paysan riche. Nous lui dirons : « Si

tu vas avec Koltchak, nous te réduirons à la famine, et nous te fusillerons si possible. Mais si tu repousses les invitations de Koltchak, tu peux compter que nous ne te traiterons pas tout à fait comme le propriétaire foncier et le grand capitaliste ».

On ne peut pas comprendre ce discours sans se reporter à la situation d'alors : la cohérence théorique n'empêche pas que l'on prenne les positions les plus utiles dans le jeu complexe des forces sociales en lutte, au lieu de se vanter d'avoir renversé des obstacles toujours bien réels. A propos des paysans, donc, Lénine remarque qu'on n'a pas encore appris comment les traiter politiquement, et rappelant tous les défauts qui caractérisent ces couches sociales, il met bien en lumière la situation économique de 1919, où la production industrielle est tombée à zéro, si bien qu'on ne sait quoi offrir aux paysans en échange de leurs produits et que les rapports avec eux restent au-dessous de ce qu'ils seraient dans une société pleinement bourgeoise. Etant donné ces réalités, le parti doit procéder avec prudence, sans renoncer le moins du monde à ses principes et ses buts révolutionnaires.

Evoquant en outre la culture extrêmement réduite du paysan russe, comme de l'ouvrier, d'ailleurs, Lénine conclut que dans cette phase, il faudra respecter le pacte d'unité entre prolétaires des villes et paysans. On ne peut établir une dictature de l'Etat ouvrier sur les campagnes ; il faut adopter à leur égard les méthodes persuasives d'une commune démocratie (espèce de pacte de non dictature), héritage indiscutable de l'époque bourgeoise dont on ne pourra se débarrasser avant longtemps. Lénine parlait de vingt ans. Dix-sept ans après, dans la constitution de 1936, Staline, lui, prétendait que l'on pouvait mettre les deux classes sur pied de parfaite égalité !

Rapports de production

La grandeur historique et internationale de la révolution russe réside dans le fait qu'au moment où tout permettait de prévoir une révolution européenne et mondiale elle a donné le maximum de développement au pouvoir révolutionnaire, jusqu'à exercer une dictature totale sur les classes possédantes, tout en faisant preuve d'une tolérance démocratique à l'égard de la petite-bourgeoisie paysanne, l'arriération de l'économie ne permettant pas de dépasser un minimum dans la transformation des rapports de production. C'est là un résultat politique que ni les défaites, ni la terrible dégénérescence survenue plus tard n'ont pu détruire.

Economiquement comme nous l'avons déjà vu en étudiant les « Tâches Immédiates » d'après 1918, il n'est pas le moins du monde question d'appliquer le socialisme à la production et à la consommation ; il s'agit de suivre une orientation révolutionnaire et *politiquement* socialiste dans les mesures gouvernementales et l'activité de parti. Il s'agit d'arriver à « une bonne administration » et à « une bonne organisation » de l'économie, qu'on n'hésite pas à définir comme bourgeoise, et même moins que bourgeoise. Il est bien évident que l'avènement du socialisme est tout autre chose qu'une bonne administration et organisation ! Le socialisme est quelque chose de bien différent d'une simple réorganisation de la vie économique, de la naïve « révolte

contre tous les coquins » de la chanson, bref, d'une épuration sociale et d'une réaction morale.

En avril 1918, Lénine ne disait cependant pas : « Retroussons nos manches et faisons le socialisme ». Il se contentait d'appeler les ouvriers avancés, avant-garde sacrifiée et affamée de la révolution à marcher sus aux coquins, aux voleurs, aux spéculateurs, aux contrebandiers et aux bandits, pour organiser une gestion moins ruineuse des ressources vitales du pays, même dans les vieilles formes bourgeoises du capitalisme mercantile.

Contre la hâte démagogique

Dans son discours au Congrès de 1919, Lénine constate qu'on a trop de hâte à exproprier le capital, c'est-à-dire à étatiser les entreprises et les trusts. « Jusqu'à maintenant, les mesures pour l'expropriation immédiate des expropriateurs » (belle phrase de Marx, mais de caractère plus agitatif que programmatique) « passaient au premier plan. Maintenant, ce qui passe au premier plan, c'est le recensement et le contrôle aussi bien des entreprises déjà arrachées au capitaliste que des autres ». Gérer des entreprises n'est pas du socialisme : le socialisme consiste au contraire en une production non divisée par entreprises. C'est une tâche qui ne peut être réalisée qu'à l'échelle mondiale, et après une longue évolution.

« Si nous voulions continuer à exproprier le capital au même rythme que précédemment, dit Lénine, nous subirions certainement une défaite. Il est bien évident, pour quiconque réfléchit, que notre travail d'organisation et de recensement des ressources, c'est-à-dire le contrôle ouvrier de la production est en retard en comparaison de l'effort que nous avons fourni pour l'expropriation immédiate des expropriateurs. » « Si maintenant nous nous mettions de toutes nos forces au travail pour organiser le recensement et le contrôle, nous pourrions résoudre ce problème, rattraper le temps perdu, et gagner *notre campagne contre le Capital* ».

Lénine se réfère ensuite à la nécessité de faire venir des spécialistes de l'étranger : « Il est impossible de passer au socialisme sans la collaboration des spécialistes des diverses sciences et techniques ; on ne peut se passer de leur expérience, car le socialisme exige un mouvement progressif conscient des masses vers une productivité du travail supérieure à celle du capitalisme et fondée sur les résultats déjà atteints par ce dernier ». Il déclare que si beaucoup d'ouvriers et de militants restent perplexes quand ils entendent proposer de confier des postes dirigeants à des spécialistes « bourgeois », c'est qu'ils ne donnent pas suffisamment d'importance au travail de recensement et de contrôle. Il conclut qu'il faut des spécialistes à l'Etat soviétique pour *apprendre* des pays capitalistes étrangers et que celui-ci devra se résigner à les payer selon leurs prétentions.

Un mot d'ordre dont on a abusé

Dans sa campagne pour le recensement, le contrôle et l'augmentation de

la productivité du travail (1), Lénine rappelle que le Russe est un mauvais travailleur en comparaison des ouvriers des pays bourgeois. Il va jusqu'à proposer d'enseigner en Russie le fameux système Taylor de rationalisation du travail. La bourgeoisie, dit-il, considère celui-ci comme un moyen pour obtenir un plus grand produit ; pour le socialisme, c'en est un « pour diminuer l'effort et le temps de travail ».

A ce point, Lénine parle de cette fameuse « émulation » dont l'époque stalinienne a tant abusé et qui aboutit au stakhanovisme.

Cette idée de l'émulation résulte d'un refus de la thèse banale qui, de tous temps, servit à la bourgeoisie pour présenter le socialisme comme impossible : supprimez l'intérêt individuel, le stimulant du gain, l'impulsion à faire mieux que le voisin, la production s'arrêtera : plus personne ne voudra travailler. Telle fut la réponse qu'ils donnèrent au marxisme dès les premières polémiques historiques, affirmant que la société vit grâce à la concurrence que les socialistes voulaient supprimer.

En réalité, dans la société actuelle, 95 % des hommes se soumettent au travail, non dans l'espoir d'améliorer leur sort, mais pour ne pas mourir de faim, ou même simplement déchoir économiquement. L'impulsion vient du besoin et de la peur, non de l'envie à l'égard du voisin ou du désir de le surpasser. S'il y a concurrence, c'est à qui dupera le mieux son prochain, et non pas à qui le surpassera dans des buts humanitaires et sociaux.

Lénine répond qu'en éveillant les masses d'une léthargie séculaire confinant à la plus complète ignorance, la révolution soviétique agissait sur elles comme un stimulant et non pas comme un narcotique. Il ne s'agissait pas encore de passer d'une économie privée et individuelle à une économie associée, mais de sortir d'une économie naturelle et patriarcale pour s'élever à un échange national de produits, pour introduire de nouveaux besoins économiques.

Le moyen bourgeois d'améliorer la production, dit Lénine, c'est la publicité ; le système soviétique, lui, recourra à un moyen bien différent, à une émulation de masse. Il demande que le contrôle, le recensement et les statistiques économiques s'accompagnent d'une publication des meilleurs résultats obtenus dans la presse soviétique. Il compte non pas sur des récompenses en argent, des avantages ou des honneurs, comme le fit plus tard l'Etat stalinien, mais sur le développement d'une maturité, et d'une sensibilité sociale et politique supérieures à celles qui existent en société capitaliste. C'est grâce à elles que la publication des meilleurs exemples devaient, selon, les bolchéviks, stimuler l'activité productive générale dans un même intérêt et but de classe.

En 1919, le premier impératif était en effet d'augmenter la production qui avait atteint un niveau effroyablement bas. L'appel à une émulation entre les couches les plus actives de la classe ouvrière et celles que la crise avait plongées dans la torpeur visait à obtenir d'elles le suprême effort indispensable pour sortir de cette situation. Mais Lénine comptait également sur l'autorité

(1) Cet indice intéresse le capitalisme dans la mesure où il signifie augmentation de la production ; il intéresse le socialisme dans la mesure où il signifie diminution du temps de travail.

d'une hiérarchie rigoureuse dans l'organisation de la production, et c'est pourquoi il était partisan d'attribuer aux responsables des pouvoirs dictatoriaux.

document (1)

Le capitalisme renaît

Toutes les données russes démontrent qu'en cette année 1919 la production industrielle n'atteignait plus qu'un septième de celle d'avant-guerre en Russie. En 1920, la production de fonte tomba même à 3/100^e de celle d'avant-guerre avec 116.300 tonnes contre 4 millions en 1913 ; de 30 kg de fonte par tête d'habitant, on était tombé à 1 kg environ pendant la grande crise révolutionnaire.

Mais un capitalisme réduit à 1 kg de fonte par personne, ce qui ne suffit même pas pour la production annuelle des clous, des aiguilles et des plumes, n'est plus du capitalisme ! La remontée quantitative est en réalité une transformation qualitative : l'économie renaît à partir d'un stade pré-capitaliste. La Russie a donc eu deux capitalismes successifs, séparés par la crise de la guerre impérialiste et de la guerre civile et non pas un capitalisme remplacé par le socialisme.

L'erreur de Boukharine, qu'on avait chargé de rédiger un projet de programme économique de la dictature prolétarienne, avait été d'enlever du vieux programme toute la partie qui décrivait le premier capitalisme concurrentiel, pour ne considérer que les structures de l'époque impérialiste. Lénine montre qu'il n'existe pas d'opposition scolastique entre ces deux époques du capitalisme, l'une libérale et l'autre monopoliste : « L'impérialisme pur, sans la base du capitalisme, n'a jamais existé ; il n'existe nulle part et ne pourra jamais exister. Présenter les syndicats patronaux, les cartels, les trusts, le capital financier, détachés de toutes les bases du vieux capitalisme, c'est généraliser de façon fautive tout ce qui en a été dit ».

Sous le prétexte que la question du passage au socialisme intéressait la révolution internationale et non pas la Russie isolée, et qu'internationalement (et aussi dans une certaine mesure en Russie), la société avait atteint le stade impérialiste, Boukharine n'avait voulu considérer que deux choses : l'impérialisme capitaliste et la dictature prolétarienne, ce qui semblait justifié par le fait que la guerre impérialiste avait entraîné la Russie arriérée dans son tourbillon. Lénine répond en se référant de façon très intéressante à une thèse d'Engels. Prévoyant que la future guerre (qui se produit effectivement en 1914) serait beaucoup plus terrible que les précédentes, celui-ci avait affirmé qu'elle ferait reculer l'humanité au point de compromettre les conquêtes du capitalisme moderne elles-mêmes, que le marxisme considérait comme le point de départ du développement socialiste. Engels n'incitait pas pour autant les ouvriers à s'allier aux bourgeois pour éviter la guerre, c'est-à-dire qu'il n'était pas pacifiste. Il restait révolutionnaire, expliquant qu'une longue guerre éloignerait la révolution socialiste pour des raisons non seulement subjectives mais aussi matérielles et objectives. Loin de l'accepter (comme ils le firent plus tard en 1914), les socialistes devaient donc, pour Engels, « l'arrêter par la révolution », sinon le capitalisme retrouverait le souffle nécessaire pour « tout recommencer depuis le début ».

La deuxième guerre mondiale n'a pas été arrêtée, elle non plus, ce qui a

encore éloigné la révolution pour des vingtaines d'années. S'il y a une troisième guerre, elle prolongera l'existence du capitalisme d'un demi-siècle encore, et lui permettra peut-être même de recommencer tout son cycle.

Pour en revenir à la première guerre, Lénine montre qu'elle a fait régresser le capitalisme vers des formes qui semblaient dépassées. Il donne de l'économie russe de l'époque cette définition, qui est d'une grande importance critique :

« Aujourd'hui, en Russie, nous subissons les conséquences de la guerre impérialiste et vivons les débuts de la dictature du prolétariat ; mais en même temps, dans diverses régions que la guerre a isolées encore davantage les unes des autres, nous assistons à une renaissance du capitalisme et au développement de son premier stade ».

Les voies de la renaissance

La position de Lénine à l'égard de ce nouvel industrialisme capitaliste contient déjà toute l'alternative qui pèsera sur le parti bolchévique dans les années suivantes et provoquera en son sein ces conflits violents sur lesquels le stalinisme a accumulé pendant plus de trente ans quantités de falsifications difficiles à détruire.

Le Parti bolchévique croyait-il que l'industrialisation de la Russie — que tous considéraient comme indispensable — aurait lieu dans les formes d'un capitalisme *primaire* ou bien d'un capitalisme *secondaire*, c'est-à-dire de type impérialiste ? Il est bien clair qu'historiquement, c'est la seconde forme qui l'a emporté : Lénine se trompait-il quand, en 1919, il ne considérait cette issue ni certaine, ni d'ailleurs souhaitable ? Non ! Il envisageait seulement la possibilité d'une contre-révolution qui aurait ramené la Russie en arrière. Depuis, quarante-deux ans ont passé. Aux yeux du communisme révolutionnaire, la Russie est restée à mi-chemin entre les formes primaires et secondaires du capitalisme. Bien pis, dans le domaine agraire, elle n'est même pas arrivée à un capitalisme primaire. Si un pouvoir ouvertement bourgeois avait été restauré, de nouvelles conditions révolutionnaires en Russie et dans le reste du monde seraient donc apparues plus facilement qu'avec le pouvoir stalinien. Actuellement, en effet, l'énorme majorité des paysans exploite la terre et en jouit de façon privée et familiale, bien que le kolkhose se présente également comme une association coopérative : cette situation est bien pire que celle où des prolétaires ruraux privés de terre mènent une lutte de classe ; les vantardises sur la « suppression des capitalistes dans les campagnes » n'y changeront rien.

Au 8^{me} Congrès, Lénine montra qu'un des principaux effets de la révolution avait été d'étendre la lutte des classes des deux capitales et des villes industrielles aux campagnes ; cette lutte de classe impliquait la présence de koulaks d'une part, et, d'autre part, de millions de paysans salariés travaillant pour ces derniers ; son objectif naturel était précisément de faire disparaître les koulaks, mais le fait que ce résultat ait été payé d'une dégradation des prolétaires de la campagne en travailleurs parcellaires a imprimé à la révolution bourgeoise *utile et respectable* dans les campagnes russes un caractère arriéré, *même du point de vue bourgeois*.

Le capitalisme est un

Pour en revenir à la polémique de Lénine contre Boukharine, il objecte à celui-ci que la renaissance des formes capitalistes du premier stade ne se produit pas seulement en Russie, en 1919, mais dans le monde entier. Il en conclut qu'il faudra encore beaucoup de temps avant qu'on puisse faire un programme à la Boukharine et poser la question dans ces termes « forts élégants, mais tout simplement faux » : « Nous avons le pouvoir, il nous reste à définir les caractéristiques de notre passage du capitalisme impérialiste au socialisme total ».

Même quand il oblige à faire des pas en arrière, Lénine est toujours révolutionnaire : « De cette disparité, de cette construction faite avec un matériel hétérogène, aussi désagréable et inharmonieux qu'il soit, nous n'en sortirons pas avant longtemps. Quand nous en sortirons, nous ferons un autre programme. Mais alors nous vivrons dans une société socialiste. Il serait ridicule de prétendre que les choses iront alors comme aujourd'hui ».

Cela signifie que le capitalisme est une seule et même chose en tout lieu, par delà le développement inégal que nous pouvons constater et étudier. Cet ennemi unique doit tomber sous les coups de la révolution internationale. C'est elle qui nivellera les conditions d'où sortira la société socialiste :

« Aujourd'hui, non seulement en Russie et en Allemagne, mais aussi dans les pays vainqueurs, commence précisément une gigantesque destruction du capitalisme contemporain qui, très souvent, élimine cet appareil artificiel, (il fait allusion ici aux formes monopolistes) et qui ressuscite le vieux capitalisme ».

Pour la Russie Lénine prouve cette régression des formes dirigistes et monopolistes en citant « le désastre des transports » et la renaissance des vendeurs ambulants du marché noir, les « mesciotniks » : « Cette catégorie, vous ne la ferez entrer dans aucune rubrique de la dictature du prolétariat. Pour la trouver, vous devrez retourner en arrière au début de la société capitaliste et de la production marchande... Le capitalisme décrit par nous en 1903 continue à exister en 1919 dans la république soviétique, justement par suite de la décomposition de l'impérialisme et de sa faillite ; on peut le trouver dans le gouvernement de Samara, par exemple, ou dans celui de Viatka, non loin de Moscou. A une époque où la guerre civile démembre le pays, nous ne sortirons pas si vite de cette situation, de cette économie de spéculateurs ».

Nous n'en sommes pas encore sortis dans l'économie très planifiée mais très capitaliste d'avant la réforme de Krouchtchev. Les bureaucrates privilégiés de l'appareil d'Etat, parasites d'un chaos productif dont les rendements sont

lamentables en comparaison de ceux des capitalismes étrangers, jeunes ou vieux, ne sont pas les membres d'une nouvelle classe, mais la renaissance de formes très anciennes ; et les divers orateurs des grands congrès russes ne sont que les « mesciotniks » d'un infâme succédané de la doctrine de Marx et de Lénine, qu'ils vendent « au noir » à travers le monde !

Caractères du développement russe

Dans sa polémique avec Boukharine, Lénine exprime nettement sa vision du développement de la révolution russe qui, pour lui, en dépit de tous les mensonges accumulés plus tard était strictement lié à la révolution en Occident :

« Si nous nous trouvions en présence d'un impérialisme intégral qui aurait refait de fond en comble le capitalisme, notre tâche serait cent fois plus facile. Nous aurions un système dans lequel tout serait soumis au seul capital financier. Il ne nous resterait alors qu'à supprimer le sommet et à remettre le reste aux mains du prolétariat. Ce serait une chose infiniment agréable, mais qui n'existe pas en réalité. En réalité, le développement est tel qu'on doit agir de tout autre façon ».

L'impérialisme n'est pas un nouveau système économique qui remplacerait le capitalisme, mais une superstructure sociale de ce même capitalisme qui consiste en une coalition entre capitalistes financiers et banquiers, et en une étroite union de ces forces de classe et de l'Etat politique évoluant vers le militarisme, l'occupation de colonies et la dictature plus ouverte, mais non nouvelle du Capital. Mais cette nouvelle superstructure est fondée sur le système inchangé du capitalisme, à base de travail associé, de salariat et de prolétarianisation des petits producteurs autonomes. Lénine poursuit en remarquant que quand cette superstructure de l'impérialisme s'écroule « le sommet de l'édifice est détruit et sa base est mise à nu. Voilà pourquoi si notre programme veut être vraiment exact, il doit dire ce qu'est cette base. C'est le vieux capitalisme qui, dans divers domaines s'est développé jusqu'à l'impérialisme ». « Ses tendances sont exclusivement impérialistes. Les problèmes essentiels ne peuvent être examinés que du point de vue de l'impérialisme. Aucun problème important de la politique intérieure et extérieure ne peut être résolu autrement que du point de vue de cette tendance. Le programme aujourd'hui ne parle pas de cela. Il y a en réalité un immense sous-sol constitué par le vieux capitalisme. Il y a une superstructure, l'impérialisme, qui a conduit à la guerre ; et de cette guerre est sorti le début de la dictature du prolétariat ». (Lénine dit « le début » parce que la dictature est encore partagée avec les paysans et enfermée dans les limites de la Russie). « Vous ne sortirez pas de cette phase. Ce fait (attention !) caractérise le développement de la révolution prolétarienne dans le monde entier (écoutez !) et subsistera pendant de longues années »...

« En Europe occidentale, les révolutions se feront peut-être de façon plus unie. Cependant, la réorganisation du monde entier (que l'on pense aux colonies, aux peuples de couleur) demandera des années. Et cela signifie que

dans la période transitoire dans laquelle nous vivons, il nous sera impossible de sortir de la mosaïque économique qui existe en Russie. Cette réalité composée de parties hétérogènes ne peut être repoussée, aussi inélégante qu'elle soit. Un programme qui l'ignorerait serait inexact ».

Dans certains pays purement capitalistes, les paysans moyens ont déjà disparu : en Russie, ils subsistent, car la Russie est encore empêtrée dans les formes mercantiles d'un capitalisme initial : « Si nous trahissons la question de notre attitude à l'égard de ce phénomène presque médiéval en nous plaçant du point de vue de l'impérialisme et de la dictature du prolétariat, nous n'arriverions à bout de rien... »

Lénine prévoyait donc que le développement de la Russie serait lent, même dans l'hypothèse d'une victoire prolétarienne en Europe, qui était non seulement sa perspective en 1919, mais qui le restera jusqu'à sa mort. Mais comment qualifier ceux qui, cette révolution ayant tardé, prétendirent conduire le capitalisme initial russe à une société socialiste nationale ?

Les exploitations agricoles collectives en 1919.

Pendant les années de guerre civile, la situation des campagnes reste chaotique et le rétablissement d'un quelconque équilibre semble bien lointain. La majeure partie de la production est cependant dans les mains des paysans qui possèdent beaucoup de terres (bien que tout le sol soit nominale-ment nationalisé) et disposent d'un capital d'exercice adéquat. Selon l'histoire officielle du Parti bolchévique, jusqu'en 1927, les koulaks fournissaient au marché 130 millions de pouds de blé sur un total de 500 millions commercialisés, alors que les fermes associées n'en livraient que 35 millions à peine. Quelque intérêt qu'ait eu le stalinisme à exagérer l'importance des paysans riches pour augmenter la portée de la « dékoulakisation » de 1928, une chose est certaine : en 1919, c'étaient les capitalistes agraires qui exploitaient la majeure partie des terres ; ils avaient donc hérité de la position prédominante des nobles et des gros propriétaires dans les campagnes avant la révolution.

En 1919, la production associée n'en est qu'à ses premiers pas. Depuis la victoire d'Octobre, les comités de paysans pauvres ont cherché à attirer à elle les petits et très petits cultivateurs, sans tenter encore de gagner du terrain sur les koulaks. Autrement dit, ils se sont contentés de réaliser le programme des populistes et des socialistes-révolutionnaires, c'est-à-dire de diviser en petits lots la terre arrachée aux seigneurs et de la répartir entre les paysans.

Il existe alors deux formes d'agriculture associée : l'*artel* et la *commune*.

Le mot russe *artel* désigne historiquement une forme très ancienne de gestion collective de la terre, elle-même résidu du communisme primitif qui ne disparut que progressivement et très tard en Russie, d'abord sous la pression de la féodalité, puis (après 1861, c'est-à-dire après l'abolition du servage), sous celle de la bourgeoisie. Dans l'*artel*, une gestion collective subsistait à côté de la gestion familiale. Chaque famille-membre possédait une part de terre qu'elle travaillait isolément et dont elle s'appropriait les produits,

consommés en majeure partie de façon directe. A chacun de ces lots familiaux était annexée une certaine quantité de moyens de production, tels que bétail, outils et réserves diverses, ainsi que l'habitation familiale. Mais l'artel possédait en outre une vaste surface de terre non lotie où les membres valides des familles affiliées à l'association travaillaient en commun. Cet ensemble était doté d'un équipement important, en particulier, dans les régions productrices de blé, des premières machines agricoles apparues en Russie. Donc, selon une formule chère aux staliniens « *seuls les plus importants moyens de production* » étaient employés en commun dans les artels.

La commune dérivait, elle aussi, de l'ancien *mir* (1), mais c'était une forme plus évoluée, c'est-à-dire plus proche que l'artel d'une véritable exploitation collective : plus de lots individuels ou familiaux, la totalité de l'équipement est collectif, et peut-être aussi les maisons d'habitation.

Il est manifeste que les grandes entreprises étatisées ou *sovkhos* sont sortis de ces communes agricoles, tandis que la forme hybride du *kolkhoz* qui prévalut plus tard dérive des artels.

Le 4 décembre 1919, les communes et artels, qui n'étaient alors ni très vastes ni très nombreux, tinrent leur premier Congrès. Lénine y prit la parole. Il rappelle que les associations se heurtaient à un double obstacle : d'une part à la résistance des koulaks qu'ils privaient de main-d'œuvre ; d'autre part, à l'attachement des petits et moyens paysans à leur petite entreprise et à leur autonomie domestique. Il dénonça l'habile campagne des blancs qui annonçait comme imminente une spoliation générale de leurs terres par les bolchéviks et exploitait ainsi la phobie des petits paysans à l'égard des artels pour gagner leur appui dans la guerre civile. Lénine souligne la nécessité de ne pas forcer cette dangereuse situation afin de ne pas compromettre les chances de victoire de la Révolution dans le domaine militaire. Il insiste sur deux points déjà sanctionnés par le parti : le pouvoir bolchévik appuie les artels et les communes (2), mais il doit éviter que son aide puisse être exploitée politiquement pour dévaluer les succès de ces modestes gestions collectives, et les accuser de vivre aux dépens de l'Etat. La loi soviétique oblige les artels et les communes à aider les paysans pauvres de leur zone dans leurs difficultés économiques et leur résistance aux abus des paysans riches. Mais ils ne doivent jamais les obliger à s'affilier et à apporter à l'association leur petit capital d'exercice, contrairement à ce qui s'est produit dans de nombreuses localités et a provoqué des mécontentements graves.

Si donc Lénine recommande la prudence, il n'admet cependant pas que l'on déroge le moins du monde aux principes théoriques, et il affirme clairement que « toutes les entreprises pour le travail en commun de la terre sont d'une très grande importance ; si la vieille exploitation paysanne, pauvre et misérable restait ce qu'elle est, on ne pourrait parler d'aucune construction solide de la société socialiste ». Ce discours est un de ceux que les staliniens ont le plus exploités pour justifier la préférence qu'ils donnèrent par la suite à

(1) Commune rurale autonome à gestion collective.

(2) L'Etat avait déjà alloué un milliard de roubles aux communes et artels, somme en réalité très modeste en ces temps d'inflation. La revalorisation de la monnaie n'eut lieu qu'en 1922.

la forme d'agriculture associée la moins évoluée, c'est-à-dire au kolkhoz, arbitrairement présenté comme une forme de production, et pis encore, une forme de propriété, « socialistes ». Sans doute doit-on admettre que l'artel-kolkhoz constituait un progrès par rapport aux petites entreprises fractionnées ; mais c'était incontestablement un pas en arrière par rapport à l'entreprise du koulak où, bien qu'organisé sur la base du salariat, le travail avait déjà un caractère social. Par rapport à cette forme capitaliste, seule la commune-sovkhoz aurait constitué un progrès, car elle éliminait l'entrepreneur sans rétablir le petit lotissement et sans toucher au travail associé. Les staliniens ont baptisé « collectivisation » l'extension de la forme hybride du kolkhoz. Seuls les chiffres permettront d'établir le véritable bilan de cette « collectivisation », c'est-à-dire de voir dans quelle mesure la petite gestion agricole a été éliminée. Mais quel que soit ce bilan, la différence de principe entre *socialisme* et *simple gestion étatique* reste entière, cette différence, le stalinisme a tout fait pour l'obscurcir ; mais Lénine, dans ce même discours, la met en relief de façon saisissante, lorsqu'il répond à tous ceux qui prétendent que la ruine générale du pays empêche les entreprises agricoles collectives de remplir leur tâche.

« Cela (c'est-à-dire la crise terrible de la guerre civile NDR) signifie-t-il que les Communes ne puissent pas apporter de changements dans la vie des paysans des environs ? Qu'elles ne puissent pas leur démontrer que les associations agricoles ne sont nullement quelque chose d'artificiel, mais une aide nouvelle que le pouvoir soviétique apporte aux paysans, un soutien qu'il leur offre dans leur lutte contre les koulaks ? »... « Les paysans verront que si les communistes admettent de nouveaux membres dans le Parti, ce n'est pas pour qu'ils jouissent des avantages résultant de la situation d'un parti au gouvernement, *mais pour qu'ils donnent l'exemple d'un travail vraiment communiste, c'est-à-dire d'un travail accompli gratuitement.* Le communisme est le dernier stade du socialisme, celui où les hommes travaillent *parce qu'ils sont conscients de la nécessité de travailler au profit de tous. Nous savons que nous ne pouvons instaurer immédiatement le régime socialiste,* (Souhaitons que nos fils ou même seulement nos petits-fils en voient l'avènement !) mais nous disons que les membres du Parti communiste au pouvoir doivent prendre sur eux la majeure partie des difficultés de la lutte contre le capitalisme, mobiliser les meilleurs d'entre eux sur le front et exiger que les autres travaillent aux samedis communistes *sans rémunération* »... « Sur ce point, les prétextes sont inadmissibles ; il n'est pas permis d'invoquer l'absence de marchandises, le manque de semence ou la mortalité du bétail ».

Voilà comment on comprenait les tâches du parti gouvernemental à l'époque de Lénine, quand le pouvoir appliquait le marxisme orthodoxe en matière d'économie, visait à la révolution mondiale en politique, et savait encore ce qu'est le socialisme !

Staline, lui, n'attendit pas la troisième génération pour proclamer que ce dernier était réalisé en Russie : mais c'est sous son « règne » que le pouvoir soviétique se détacha du prolétariat révolutionnaire international, et que fut rétablie une administration d'Etat de type traditionnel, c'est-à-dire bureaucratique, présentée comme fin en soi et mensongèrement identifiée au socialisme.

AU IX^e CONGRÈS DU P.C.R.

Raisons de la victoire dans la guerre civile.

Si, lors du IX^e Congrès du PCR (qui eut lieu du 29 mars au 5 avril 1920) la situation militaire s'était bien améliorée, celle de la production et du ravitaillement était devenue encore plus désastreuse : la disette qui progressait dans de nombreuses provinces devait faire des centaines de milliers de victimes le long de la Volga. Dans le rapport du Comité Central qu'il présente, Lénine ne traite qu'indirectement des problèmes de l'industrie et de l'agriculture : il met au premier plan les rapports de forces politiques nationaux *et surtout internationaux*. On ne peut étudier l'évolution des rapports de production en Russie sans rapporter ses thèses politiques, qui sont d'ailleurs celles de toujours, et qui réduisent à néant la prétention des chefs « communistes » actuels à être des léninistes.

Cherchant les raisons du rétablissement de la situation militaire intérieure au début de 1920 en dépit de la disproportion écrasante des forces en présence, Lénine attribue ce succès grandiose à la discipline et à la centralisation instaurées par le parti bolchévik, et assène au passage des coups terribles à tous ceux qui déplorent les enfreintes à la démocratie :

« Si dans le pays le plus arriéré d'Europe, des millions de travailleurs ont pu parvenir à cette organisation, cette discipline, cette centralisation, c'est uniquement parce que le capitalisme lui-même avait uni les ouvriers qui étaient passés par son école, et *parce que les prolétariats de tous les pays avancés s'étaient unis* dans une proportion d'autant plus large que le pays était plus avancé. Dans l'autre camp, au contraire, la propriété (que ce fût la propriété capitaliste ou la petite propriété de la production mercantile), divisait les hommes »... « La propriété divise et nous, nous unissons, nous unissons en nombre toujours croissant des millions de travailleurs *dans le monde entier*... Plus on allait, et plus nos ennemis se divisaient. Petits patrons spéculant sur les excédents de blé et s'enrichissant aux dépens des ouvriers affamés ou bien capitalistes des différents pays, ils étaient divisés par la propriété capitaliste, par la propriété privée et la spéculation mercantile, en dépit de toute la puissance militaire qu'ils possédaient »... « Tout cela nous permet de dire que *quand nous aurons complètement réalisé dans notre pays la dictature du prolétariat*, c'est-à-dire la plus grande union de celui-ci au moyen de son avant-garde, de son parti, nous pourrons attendre »... quoi ? Le socialisme en Russie ? Pas du tout ! : « *la révolution mondiale*. Et celle-ci exprime en effet la volonté prolétarienne d'unir des millions et des dizaines de millions de *prolétaires de tous les pays* ». Et Lénine conclut que la révolution bolchévique a une base mondiale plus large qu'aucune révolution précédente. Voici qui est bien loin des « voies nationales » au socialisme !

III - DU COMMUNISME DE GUERRE A LA NEP

Regard en arrière sur le communisme de guerre.

L'importance historique du X^e Congrès du PCR, qui se tint du 8 au 16 mars 1921, réside dans le fait qu'il marque la fin du « communisme de guerre » et inaugure la phase de la NEP. Aucun tournant n'a été plus mal compris. Une opposition qui passe généralement à tort pour une opposition de gauche se manifesta déjà à ce congrès contre la nouvelle orientation et la majorité du Comité Central. A l'étranger, de nombreux camarades crurent à une capitulation, une renonciation des bolchéviks à leurs buts révolutionnaires, tandis que la bourgeoisie tirait avantage de ce que Lénine lui-même appela un « recul », pour « démontrer » l'impossibilité du socialisme. Aujourd'hui, après trente ans, et plus, de mensonges staliniens sur la prétendue construction du plein socialisme en Russie, la confusion est encore plus grande.

Pour bien élucider le sens réel de la NEP, il nous faut revenir sur la phase qui l'a précédée et dont elle dérive dialectiquement, sur ce que l'on a appelé le « communisme de guerre ». Nous ne saurions mieux faire que citer l'analyse qu'en donna Trotsky dans son brillant discours au IV^e Congrès de l'Internationale, où il présenta et défendit la nouvelle politique économique et la géniale conception léninienne devant les communistes étrangers (1).

« Après la conquête du pouvoir, rappelle Trotsky, le problème central le plus ardu est celui de la reconstruction économique. L'accomplissement de cette tâche dépend de circonstances de nature et d'importance diverses : 1. du niveau des forces productives, et spécialement des rapports d'échange entre industrie et agriculture ; 2. du degré de culture et d'organisation de la classe ouvrière qui a conquis le pouvoir ; 3. de la situation politique nationale et internationale, à savoir si la bourgeoisie a été définitivement battue ou au contraire résiste encore, si le capitalisme étranger intervient ou non, si les chefs techniques des entreprises tentent ou non des sabotages, etc. ».

Dans le cas de la Russie, les difficultés politiques qui, dans l'ordre logique viennent au troisième rang, ont été en réalité les plus graves. Le peu de culture des masses russes est venu en seconde ligne, et seulement en troisième le très faible développement des forces productives.

Il arrive en outre que les tâches politiques et économiques entrent, comme ce fut le cas en Russie, en nette opposition les unes avec les autres : « La

(1) L'abrégé, d'inspiration stalinienne, de l'histoire du P.C.R., ne manque pas de commettre un nouveau faux à propos de la N.E.P., en prétendant que les « capitulars comme Trotsky » s'opposèrent alors aux sages décisions de Lénine (c'est-à-dire à la nouvelle orientation), mais furent — langage habituel des ouvrages de cette source — « démasqués, isolés et battus en brèche ». La destruction de toutes les traditions du communisme mondial permet à de tels mensonges de « passer » sans difficulté auprès des jeunes générations. Pour ne pas y croire, aujourd'hui, il faut avoir vécu cette époque. Au IV^e Congrès assistaient entre autres les représentants de la gauche marxiste italienne : ils sont aujourd'hui les seuls qui, n'ayant ni trahi, ni renoncé à la lutte, puissent témoigner de la vérité. Notons que si alors la grande majorité de cette délégation italienne se trouvait en net désaccord avec la tactique préconisée par l'Internationale en Europe, qu'elle jugeait susceptible de provoquer une rechute dans l'opportunisme, elle fut parfaitement solidaire de la politique sociale du P.C.R. et n'eut pas la moindre réserve à formuler sur la N.E.P.

raison économique n'est pas toujours d'accord avec la nécessité politique. Quand dans la guerre civile je suis menacé d'une attaque des Blancs, je fais sauter un pont. Du point de vue des nécessités économiques, c'est un acte de vandalisme, mais du point de vue politique, c'est une obligation absolue ; je serais plus qu'un naïf, un traître, si je ne le faisais pas ». Pourtant, faire sauter des ponts, des routes, des voies ferrées, c'est en effet abaisser le niveau des forces productives.

Du point de vue strictement économique, donc, les expropriations de 1917-18 auraient dû être renvoyées à plus tard, car, comme Trotsky eut le courage de le reconnaître « les capacités d'organisation de l'Etat ouvrier étaient encore bien inférieures à ce qu'auraient demandé même les nationalisations les plus sommaires ». Dans ces conditions, la logique purement économique aurait commandé de ne prendre en main que la gestion des grandes entreprises et d'abandonner les autres à la gestion privée aussi longtemps qu'on ne pourrait pas passer à leur nationalisation. Les nécessités politiques et militaires en ont décidé autrement : en effet, la bourgeoisie russe, voyant le capitalisme européen toujours bien en selle, ne voulait pas croire que c'en était fait d'elle. Il fallait la force pour la faire renoncer à la lutte, à la conjuration et au sabotage. « Chaque usine, chaque banque, chaque bureau, chaque étude d'avocat devenaient une forteresse organisée contre nous. Tout cela donnait à la contre-révolution la base matérielle et le lien organisatif dont elle avait besoin ». C'est ainsi qu'il fallut tout faire occuper par des révolutionnaires sûrs, qui avaient malheureusement plus d'expérience comme militants que comme organisateurs.

« Les politiciens impuissants du genre des Kautsky, des Barrer, des Martov posent les questions du point de vue de la rationalité économique abstraite. Nous, nous les affrontons du point de vue de la lutte révolutionnaire. Cela voulait dire couper le ravitaillement à l'ennemi pour le mieux repousser, sans regarder dans quelle mesure cela ne troublait pas l'organisation du travail économique. Du point de vue économique, nous avons été poussés dans cette période à concentrer nos efforts sur des tâches élémentaires : soutien matériel de l'Etat ouvrier ; ravitaillement et équipement de l'Armée Rouge qui le défendait au front, et, en seconde ligne, de la partie de la classe ouvrière vivant dans les villes. *L'économie d'Etat primitive qui assumait plus ou moins bien ces tâches reçut plus tard la dénomination de Communisme de guerre* ».

Il est bien évident que pour prendre des mesures semblables, il n'est nul besoin d'être révolutionnaire prolétarien et communiste : quel est l'Etat, libéral ou fasciste, qui ne proclame la loi martiale et ne procède à des réquisitions sans indemnité dans les situations de détresse ?

Bien mieux : comment a procédé ce « communisme de guerre » dont le contenu révolutionnaire est indéniable, pour procurer aux populations les subsistances nécessaires ? Trotsky répond : « Le gouvernement soviétique ne se trouva pas en présence d'un marché libre des céréales, mais d'un monopole des céréales organisé sur la base du vieil appareil de distribution commerciale ». Attention ! Cela signifie que le pouvoir soviétique utilisa non pas un monopole créé par un capitalisme développé, mais bel et bien le vieux mono-

pole que possédaient les monarchies absolues sur les greniers publics, et qui leur permettait de faire des distributions gratuites à la population des villes en période de famine : c'était tout autre chose que du « communisme », comme on voit !

Trotsky poursuit : « La guerre civile ayant détruit cet appareil, il ne resta plus à l'Etat prolétarien qu'à mettre sur pied en toute hâte un organisme étatique pour la réquisition et le ramassage des céréales chez les paysans. »

« Ces denrées de première nécessité furent distribuées sans tenir compte de la productivité du travail, et il ne pouvait en aller autrement. Pour établir une correspondance quelconque entre le Travail et le Salaire, il aurait fallu une administration incomparablement plus poussée de l'économie et une quantité de denrées beaucoup plus grande. Dans les premières années du régime soviétique, il s'agissait avant tout de nourrir la population des villes... On y parvint à l'aide du rationnement — du « païok ». A la différence du rationnement de guerre que tous les pays capitalistes ont connu, le « païok » russe des années révolutionnaires excluait le paiement en argent. Il enthousiasma à juste titre les jeunes communistes européens qui se rendaient alors en Russie, mais bien loin d'être une forme du communisme supérieur, il représentait tout simplement la réapparition d'un phénomène médiéval, suscitée par des circonstances difficiles. Trotsky a donc parfaitement raison de dire : « La réquisition sans monnaie ou en monnaie dévaluée des excédents détenus par la paysannerie, et la répartition par rationnement à la population des villes, étaient de véritables mesures de forteresse assiégée, non de l'économie socialiste. »

Le gouvernement bolchévik eut également à assurer un minimum de production industrielle pour l'armée en guerre et la classe ouvrière. Dans les différentes économies, toute production manufacturière tend à atteindre un certain équilibre par rapport à la production agricole, de même que se réalise un autre équilibre entre biens de consommation et biens de production. En économie capitaliste, cet équilibre est atteint au moyen du marché, de la libre concurrence, du jeu de l'offre et de la demande. Nous, marxistes, nous dénonçons à bon droit l'anarchie d'un tel système, mais nous ne nions pas qu'à travers des alternatives de crise et de prospérité, il atteigne à une certaine proportionnalité entre les différents secteurs de production. En Russie la révolution et la guerre civile avaient détruit cette possibilité en interrompant la production et les échanges. Comment rendre vie à l'économie ? En système socialiste, c'est une planification centrale, d'abord nationale, puis internationale, qui permet d'harmoniser les différents secteurs de la production sociale. Mais une telle planification ne peut résulter d'une simple volonté d'organisation : elle est fille d'un long développement de toutes les forces productives et de toutes les ressources. Pour en arriver là, la Russie de la guerre civile avait encore un long chemin à parcourir. Dans une telle situation que faire ? Trotsky répond : « Une tâche élémentaire, vitale, apparut : former un appareil même grossier, même provisoire, pour tirer l'industrie du chaos et fournir à l'armée en guerre et à la classe ouvrière les produits de première nécessité. Ce n'était pas là, à proprement parler, une tâche *économique* au sens large, mais plutôt une opération militaro-industrielle ». Avec la collaboration des

syndicats l'Etat se mit donc à gérer les usines, et créa un appareil central de distribution qui, quoique déséquilibré, permit cependant de fournir à l'armée ce dont elle avait besoin, en quantités insuffisantes, sans doute, mais qui permirent cependant la victoire.

Les résultats ? La politique des réquisitions forcées de céréales conduisit à la baisse et à la désorganisation de la production agricole. La gestion bureaucratique centrale des usines fit obstacle à l'utilisation rationnelle des installations, aussi bien que des capacités techniques des travailleurs. Enfin, la politique de l'égalité des salaires — ou du salaire en nature — paralysa le développement des capacités de travail. Le régime de la forteresse assiégée avait imposé cette politique, mais pouvait-on passer sans oscillations ni retrait de ce « communisme de guerre » au socialisme ? Les bolchéviks l'avaient-ils jamais espéré ? Trotsky répond : « En effet, nous l'avons espéré. Dans cette période, nous croyions que *la révolution en Europe occidentale se serait développée beaucoup plus rapidement qu'elle n'a fait*. Si en 1919, le prolétariat s'était emparé du pouvoir en Allemagne, en France et, de façon générale, en Europe, notre développement économique aurait pris sans aucun doute une forme bien différente ». Il ne s'agissait pas là, encore une fois, de la « construction du socialisme dans un seul pays ! » Dans sa conclusion, enfin, Trotsky montre que la nouvelle politique économique russe est rendue nécessaire par la situation de classe internationale : « Il est clair que sur le plan militaire, nous avons remporté la victoire. Mais il sera bientôt tout aussi clair que, sur le plan économique, *nous ne pourrons pendant longtemps encore compter que sur nos propres moyens, sur nos seules forces* ». Trahie par la social-démocratie occidentale, la Révolution, qui aurait pu donner à la Russie arriérée une aide technique puissante et la faire remorquer par les pays les plus avancés d'Europe, la Révolution en laquelle les bolchéviks ne cessèrent d'espérer, n'était pas venue !

La nouvelle politique économique : la question du ravitaillement.

C'est dans son discours au X^e Congrès sur l'*Impôt en Nature* que Lénine exposa et justifia la nouvelle politique économique. L'importance de ce texte réside dans le fait que la question est abordée « non du point de vue de sa valeur d'actualité, mais du point de vue des principes généraux ». En fait, ces principes sont les mêmes que dans les textes ci-dessus étudiés de la fin de 1917 et de 1918, et si en 1921 Lénine les expose avec une insistance particulière (1), c'est que la guerre civile et la famine de 1920 ont encore aggravé les difficultés. La révolte qui éclata à Cronstadt huit jours après l'ouverture du X^e Congrès vint d'ailleurs confirmer que le dialogue entre la Révolution

(1) En introduction à son discours sur l'*Impôt en Nature*, Lénine cite une brochure publiée en 1918 par le Soviet des ouvriers de Pétrograd et contenant deux articles écrits par lui-même, l'un du 11 mars 1918 sur la paix de Brest-Litovsk, l'autre du 5 mai 1918 consacré à une polémique avec les communistes de gauche. Cette référence est intéressante, car elle suffit à montrer la continuité de la ligne suivie par Lénine.

et le mécontentement des basses classes avait commencé. Cette révolte fut écrasée par Staline à l'aide des méthodes peu brillantes qu'on lui connaît ; et même si elles étaient justes dans le cas de Cronstadt, elles exposèrent tous les communistes du monde à de sinistres comparaisons, par analogie avec la fameuse dépêche au tsar : « L'ordre règne à Varsovie ». Mais il fallait résoudre de façon marxiste le problème des rapports avec les petits producteurs (2), et cela, c'est la NEP qui le fit.

Citons Lénine : « La situation politique au printemps de 1921 était telle que des mesures immédiates s'imposaient... pour améliorer la situation de la paysannerie et relever ses forces productives.

Pourquoi précisément de la paysannerie, et non des ouvriers ?

Parce que pour améliorer la situation des ouvriers, il faut du pain et du combustible. Pour l'instant, le plus grand obstacle du point de vue de notre économie nationale tout entière est là. Or, on ne peut augmenter la production et la récolte de blé, le stockage et transport de combustible qu'en améliorant la situation de la paysannerie, qu'en relevant ses forces productives. Il faut commencer par la paysannerie. Ceux qui ne comprennent pas cela, ceux qui sont portés à voir dans cette mise en avant de la paysannerie une « abdication » ou un semblant d'abdication de la dictature du prolétariat, ceux-là... se laissent subjugués par la phraséologie... Le prolétariat comme classe dirigeante, dominante, doit savoir orienter la politique de façon à résoudre au premier chef la question la plus urgente, la plus névralgique. Le plus urgent, à l'heure actuelle, c'est de prendre des mesures propres à relever tout de suite les forces productives de l'économie paysanne. Ce n'est que *par cette voie* qu'on pourra améliorer la situation des ouvriers, renforcer l'alliance des ouvriers et des paysans, consolider la dictature du prolétariat. Ceux des prolétaires ou des représentants du prolétariat qui voudraient améliorer la situation des ouvriers par *d'autres voies* seraient *en réalité* des auxiliaires des gardes blancs et des capitalistes. Car suivre une autre voie, c'est faire passer les intérêts corporatifs des ouvriers avant leurs intérêts de classe ; c'est sacrifier à un avantage immédiat, momentané, partiel, des ouvriers, les intérêts de la classe ouvrière tout entière, de sa dictature, de son alliance avec la paysannerie... ».

Les paysans devront verser à l'Etat une certaine quantité de céréales fixée district par district et année par année selon des critères uniformes. Mais ils pourront vendre « légalement » contre de l'argent leurs excédents, pour acheter des produits manufacturés.

(2) Nous faisons entièrement nôtre le diagnostic de Lénine sur Cronstadt, et avec lequel Trotzky était parfaitement d'accord : « La révolte de Cronstadt fut peut-être l'exemple qui montra avec le maximum d'évidence comment les ennemis du prolétariat exploitent toute déviation de la ligne communiste conséquente. A cette occasion, la contre-révolution bourgeoise et les gardes blancs de tous les pays du monde se sont tout à coup montrés disposés à adopter comme mot d'ordre les Soviets pourvu qu'il leur permit d'abattre la dictature révolutionnaire en Russie. Les S.R. les menchéviks et la contre-révolution bourgeoise utilisèrent, pour ainsi dire à Cronstadt les trois mots d'ordre de l'insurrection au nom du pouvoir soviétique contre le gouvernement soviétique de la Russie. *Les Soviets, mais non les bolchéviks*, tel était le mot d'ordre. » (C'est nous qui soulignons.)

Ce rétablissement du commerce des denrées agricoles fit dire aux adversaires qu'en 1921, la Russie avait reculé du socialisme au capitalisme. Dans son discours, déjà cité, au IV^e Congrès mondial, Trotsky combat énergiquement cette position : « Il est absolument faux que notre développement économique se fasse du communisme au capitalisme. *Nous n'avons jamais eu le moindre communisme.* Nous avons nationalisé une économie bourgeoise désorganisée et *introduit* pendant la dure période de lutte pour la vie et la mort un régime de communisme de la consommation. Ayant battu la bourgeoisie dans la lutte politique et sur les champs de bataille, nous commençons à avoir la possibilité d'aborder la construction économique, et là, *nous nous vîmes contraints* de revenir aux rapports de marché entre les villes et la campagne, entre les différents secteurs d'industrie et les différentes usines ».

En fait, si Lénine lui-même a pu caractériser la NEP comme un « recul », ce recul ne découlait pas d'un « choix » du parti au pouvoir, mais des nécessités économiques. Dans un pays où prédomine la petite propriété paysanne, où l'industrie est tombée à zéro, quelle peut être la politique du prolétariat socialiste ? « Donner, demande Lénine, au petit paysan, en échange du blé et des matières premières *tous* les produits dont il a besoin et que fournit la grosse industrie socialiste ? Ce serait là la politique la plus désirable, la plus « rationnelle » ; et c'est cette politique que nous avons commencé à pratiquer. Mais nous ne pouvons pas donner *tous* les produits, loin de là, et nous ne le pourrons pas de sitôt, du moins tant que nous n'aurons pas terminé, ne serait-ce que la première tranche d'électrification du pays. Comment faire alors ? Ou bien essayer d'interdire, de bloquer à fond tout développement des échanges privés non effectués par l'Etat, c'est-à-dire du commerce, *c'est-à-dire du capitalisme* » (pour le marxiste orthodoxe qu'est Lénine, commerce = capitalisme) — « développement inévitable quand il y a des millions de petits producteurs. *Cette politique serait une sottise et un suicide...* Sottise, parce qu'elle est économiquement impossible. Suicide, parce que les partis qui essaient de pratiquer une telle politique aboutissent à une faillite certaine... Ou bien (dernière politique possible et seule raisonnable) NE PAS ESSAYER D'INTERDIRE OU DE BLOQUER LE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME, MAIS S'APPLIQUER A L'ORIENTER DANS LA VOIE DU CAPITALISME D'ETAT. » (C'est nous qui soulignons.)

La NEP n'était en effet pas seulement un système d'échanges entre villes et campagnes, mais une étape nécessaire dans le développement de l'industrie dont le potentiel n'atteignait plus en 1921 qu'un septième de celui d'avant-guerre.

LA NEP et le relèvement industriel.

En ce qui concerne la question du relèvement industriel, voici comment Lénine l'expose dans son discours au X^e Congrès :

« La misère et la ruine sont telles que nous ne pouvons rétablir *d'emblée* la grosse production socialiste, les grandes usines de l'Etat. Pour cela, il nous

faudrait avoir d'importantes réserves de blé et de combustible dans les centres de grosse industrie ; il faudrait pouvoir remplacer les machines usées par des machines neuves, etc. L'expérience nous montre qu'on ne peut le faire d'emblée... Par conséquent, il faut aider dans une certaine mesure à rétablir la *petite* industrie, qui ne demande pas de machines ni d'importantes réserves d'Etat en matières premières, combustibles, ni en denrées alimentaires, et qui est à même d'apporter immédiatement une certaine aide à l'économie paysanne et de relever ses forces productives... ». « Tout doit être mis en œuvre pour stimuler coûte que coûte les échanges entre l'industrie et l'agriculture. Celui qui, dans ce domaine, aura obtenu le maximum de résultats, fût-ce par la voie du capitalisme privé, voire sans coopérative, sans transformation directe de ce capitalisme en capitalisme d'Etat, se sera rendu plus utile à l'œuvre de construction du socialisme dans l'ensemble de la Russie que celui qui pensera à la pureté du communisme... Cela peut sembler paradoxal : le capitalisme privé dans le rôle d'auxiliaire du socialisme ? Mais cela n'a rien d'un paradoxe : c'est un fait économique incontestable. Puisque notre pays est un pays de petits paysans, aux transports particulièrement désorganisés, sortant de la guerre et du blocus, et politiquement dirigé par le prolétariat qui détient les transports et la grosse industrie, il en résulte inévitablement, d'abord qu'à l'heure actuelle les échanges locaux sont d'une importance primordiale, et ensuite que le capitalisme privé (et à plus forte raison le capitalisme d'Etat) peut être utilisé pour aider à l'avènement du socialisme ».

La NEP, dans le domaine industriel, consiste donc d'une part en entreprises d'Etat fonctionnant par rapport au marché des matières premières, du travail et des produits, comme des entreprises isolées, qui ont leur bilan propre et perçoivent un profit ; mais celui-ci revient à l'Etat (1). D'autre part, en

(1) La terminologie employée par Trotsky dans son discours devant le IV^e Congrès mondial, et qui s'explique par des raisons de propagande dans une situation où la lutte était encore ardente (1922) peut prêter à confusion. Il affirme qu'en Russie, le pouvoir étant dans les mains de la classe ouvrière « il n'y a pas d'exploitation de classe et il n'y a pas de capitalisme bien qu'il y en ait les formes ». c'est-à-dire l'entreprise et le marché monétaire. De même, l'industrie du temps du Tsar était, dit-il, du féodalisme et non du capitalisme, et « la forme de production de l'Etat ouvrier existe et réside dans sa tendance à se développer vers une production socialiste. Mais pour son développement, elle se sert des méthodes élaborées par l'économie capitaliste, et que nous ne pourrions pas liquider avant longtemps ». En somme Trotsky veut dire qu'il n'est pas juste de définir une forme économique en partant de son mécanisme interne, sans tenir compte de la nature de classe de l'Etat *politique*. Selon lui, un mode de production disparaîtrait d'abord politiquement, puis économiquement. De même qu'en Russie au temps de Pierre I^{er} et plus tard, le capitalisme s'est développé dans l'enveloppe du servage foncier, « de la même façon, le socialisme fait ses premiers pas dans les enveloppes capitalistes ». Il aurait été plus conforme à la terminologie marxiste de dire que le capitalisme se sert de producteurs salariés comme il s'est servi, dans certaines circonstances historiques, de producteurs, serfs ou esclaves, que sa gestion ait été ou soit étatique, ou gestion par des particuliers. Mais il était franchement inadmissible de dire que le socialisme pouvait commencer en se servant de producteurs salariés, car cela contredit le principe selon lequel le socialisme se distingue de toutes les formes précédentes par l'abolition des classes sociales.

Nous préférons donc dire que dans un Etat politiquement socialiste, il peut bien exister des formes économiques non-socialistes en voie de disparition, et parmi elles, le capitalisme d'Etat, le capitalisme privé, la petite production.

Face à la dégénérescence achevée du P.C.R. dans le krouchtchevisme, Trotsky, pour être conséquent avec sa propre analyse, devrait aujourd'hui caractériser l'économie russe comme un capitalisme d'Etat (et non comme un socialisme, puisque la tendance au développement vers le socialisme est arrêtée). Il devrait surtout abandonner la définition d'« Etat prolétarien dégénéré » qu'il appliquait à l'Etat stalinien, et qui signifiait, en d'autres termes, Etat capitaliste et bourgeois : si, à son origine, cet Etat était prolétarien, la dégénérescence (dont Trotsky fut un des premiers à montrer le caractère contre-révolutionnaire) une fois achevée, il n'est plus qu'un Etat capitaliste.

des industries mineures à gestion privée, qui sont soit la propriété de particuliers, soit déjà nationalisées, mais remises en location à des particuliers.

En 1921, il y a donc passage à un capitalisme mercantile et d'entreprise qui n'était nullement une forme socialiste, mais qui constituait cependant un pas en avant dans un pays où le capitalisme industriel n'existait encore que sous la forme d'une industrie de guerre qui, la guerre civile terminée, n'avait plus de raison d'être.

Théorie de la NEP ? Théorie du capitalisme d'Etat.

Les mesures prises avec la NEP s'insèrent parfaitement dans la théorie du capitalisme d'Etat que Lénine avait toujours soutenue. En guise d'introduction principielle au débat, il cite dans son discours sur l'Impôt en nature sa propre brochure de 1918 *Sur l'économie actuelle de la Russie*, qui nous permettra de démontrer cette continuité.

« Le capitalisme d'Etat, disait-il en 1918, serait un pas *en avant* (souligné dans l'original) par rapport à la situation actuelle de notre République Soviétique ; si par exemple, d'ici six mois, le capitalisme d'Etat était instauré chez nous, ce serait un immense succès et la plus sûre garantie que, dans un an, le socialisme serait définitivement consolidé chez nous et qu'il serait invincible. » Ici, une explication est nécessaire. Nous soutenons que Lénine calculait que la transformation socialiste de la Russie prendrait des dizaines d'années, et nous le voyons ici qui prévoit un an ; mais il prévoit cela à partir d'une hypothèse absurde : l'avènement du capitalisme d'Etat intégral en six mois. Depuis, quarante-trois ans ont passé et la condition n'est pas encore réalisée ; si, sous Staline, le capitalisme d'Etat était en vigueur dans l'industrie, il ne l'était pas dans l'agriculture (et depuis, il a régressé même dans l'industrie) ; dans ces conditions même quarante-trois nouvelles années ne suffiraient pas pour arriver au plein socialisme, qui, pour s'établir, aura besoin d'une nouvelle révolution politique de classe (1).

Lénine poursuit sa citation : « J'imagine le sursaut de généreuse indignation que cette idée provoquera chez quelques-uns... Comment ? Dans la République socialiste soviétique, le passage au capitalisme d'Etat serait un pas en avant ?... N'est-ce pas là trahir le socialisme ? C'est précisément sur ce point que nous devons nous arrêter plus particulièrement. Tout d'abord, il s'agit d'établir exactement ce que c'est que ce *passage* du capitalisme au socialisme qui nous donne le droit de nous appeler avec juste raison République socialiste des Soviets.

« En second lieu, il faut montrer l'erreur de ceux qui ne voient pas que le *principal* ennemi du socialisme dans notre pays, c'est le caractère petit-bourgeois de l'économie et l'élément petit-bourgeois.

(1) Notons que Trotsky prévoyait cinquante ans en 1926. Deux fois quarante-trois années représentent un délai beaucoup plus long : le retard est dû à la contre-révolution politique.

« Troisièmement, il faut bien comprendre l'importance de ce qui distingue, au point de vue économique, l'Etat soviétique de l'Etat bourgeois.

« Examinons ces trois problèmes.

« Je crois que parmi ceux qui ont étudié l'économie de la Russie, il n'y en a pas qui aient nié son caractère transitoire. De même, il ne s'est pas trouvé un seul communiste, ce me semble, pour nier que l'expression « République socialiste soviétique » signifie que *le pouvoir des soviets entend réaliser le passage au socialisme, et non point qu'il reconnaisse le régime économique actuel pour un régime socialiste (c'est nous qui soulignons).* »

Le texte est d'une parfaite rigueur scientifique. Le premier théorème est qu'on se trouve en présence d'une économie en transformation, d'une économie impure qu'on ne peut classer à 100 % dans un des types que distingue notre doctrine : féodalisme — capitalisme — socialisme. Ce que sont les formes russes, dans quelle mesure elles sont développées, Lénine l'examine plus loin. Pourquoi alors l'Etat politique se qualifie-t-il de « socialiste » ? L'Etat, suivant un théorème-base du marxisme, n'est pas la société, et surtout pas l'Etat prolétarien, puisque la société issue de la dictature révolutionnaire sera sans Etat. Ce sont le juriste et l'idéaliste bourgeois qui identifient Etat et société, parce qu'ils font abstraction des classes. Pour les marxistes, l'Etat coiffe une société qui n'est pas immobile, mais en perpétuelle transformation. Ils ne le définissent pas selon le degré de transformation déjà atteint par la société, mais selon la *direction* dans laquelle œuvre l'Etat, qu'il soit révolutionnaire ou conservateur. La monarchie féodale, par exemple, subsiste longtemps après que la féodalité propre, avec le servage, a disparu dans la société, et elle mérite ce nom tant qu'elle fait obstacle au développement des forces productives *bourgeoises*. C'est en considérant de même la tendance de l'Etat, que nous parlons de monarchie ou république bourgeoises et de république socialiste, là où le philistin ne sait distinguer que les *formes* de la monarchie, despotique ou constitutionnelle, et de la république, démocratique ou totalitaire (cette dernière qui prolifère l'intrigant d'ailleurs terriblement). Donc, la nature de l'Etat soviétique était une question bien distincte de celle de la structure de la société russe, qui ne venait qu'après. Elle se caractérise par le sens dans lequel s'exerce la force de l'Etat, ce que Lénine exprime ici par la « décision du pouvoir soviétique de réaliser le passage au socialisme ».

« Mais que signifie le mot *passage* ? » demande Lénine ; peut-on croire que le pouvoir qui s'appelle à bon droit socialiste ait la faculté d'établir par décret qu'à partir de tel jour on passera au socialisme ? Ce serait risible : « Le mot de passage ne veut-il pas dire, dans son application à l'économie (notons, pour notre part, que, politiquement il signifie l'alternative la plus tranchée, c'est-à-dire *ou tout le pouvoir à la bourgeoisie ou tout le pouvoir au prolétariat*) que le régime actuel renferme des éléments, des parcelles, des lambeaux à la fois de capitalisme et de socialisme ? Oui, tout le monde reconnaît cela. Mais tout en le reconnaissant, on ne se demande pas quels sont actuellement en Russie ces éléments des différents régimes de l'économie sociale. Or c'est là que se trouve le nœud de la question. ».

Et Lénine nous donne, en cinq points, le tableau suivant :

1 - Economie paysanne patriarcale, c'est-à-dire naturelle dans une large mesure.

2 - Petite production marchande (cette catégorie comprend la plupart des paysans qui vendent du blé).

3 - Capitalisme privé.

4 - Capitalisme d'Etat.

5 - Socialisme.

L'économie paysanne patriarcale est celle des familles paysannes auxquelles la ruine de la féodalité avait permis de rester maîtresses de leurs petits lots de terres, mais qui, du fait de leur technique primitive de culture et du développement limité ou nul des besoins et du commerce, vivaient en consommant leur propre récolte, sans échanger de produits avec autrui. Statistiquement, Lénine considère cette forme comme négligeable.

La petite production marchande s'est définitivement dégagée de l'économie naturelle qui constituait la base de l'économie féodale. Dans cette forme la famille paysanne travaille son lot de terre, consomme une partie de ses produits et, du moins depuis la révolution, porte au marché l'excédent de produits qu'absorbaient auparavant sous forme d'impôts le noble, l'église, le couvent ou le fonctionnaire tsariste. Cette forme est déjà bourgeoise, et nous verrons que c'est à elle que Lénine accorde la plus grande attention.

Le sens du point 3 est parfaitement clair : *Le capitalisme privé* est une forme complètement bourgeoise.

Le capitalisme d'Etat, c'est le monopole du blé, le contrôle et le recensement auquel l'Etat soumet l'industrie et le commerce privé, ainsi que les coopératives bourgeoises.

Et le socialisme ? Il n'existe d'après le texte même de Lénine qu'à l'état de « possibilité *juridique*, fondée sur le passage effectif du pouvoir aux ouvriers », possibilité *juridique* de « ne pas livrer un seul kopeck à d'autres fins qu'à celles du socialisme ». Mais pour que cette possibilité devienne effective, il faut que soit brisée la résistance petite-proprétaire à tout contrôle et recensement de l'Etat — et, bien entendu, que le pouvoir reste aux mains du prolétariat ; (mais Lénine n'envisage pas ici la possibilité d'une contre-révolution politique).

Une fois qu'il a établi quelles formes économique-sociales existent en Russie, Lénine affirme qu'on ne peut s'imaginer sérieusement que le socialisme pourrait engager la lutte contre le capitalisme d'Etat en l'absence de la révolution occidentale.

« Entre qui la lutte est-elle engagée ? Essayons de parler en termes de catégories économiques : est-ce entre le quatrième et le cinquième échelon, dans l'ordre où je les ai énumérés tout à l'heure ? Non, évidemment. Ce n'est pas le capitalisme d'Etat qui est aux prises avec le socialisme ; c'est la petite-bourgeoisie plus le capitalisme privé (c'est-à-dire les formes 2 et 3), qui luttent ensemble, de concert contre le capitalisme d'Etat et contre le socialisme. La petite-bourgeoisie s'oppose à toute immixtion, à tout recensement ou contrôle de l'Etat, qu'ils soient de nature capitaliste ou socialiste. »

La contre-révolution n'est donc pas, selon Lénine, un mouvement de retour au féodalisme. Politiquement et militairement elle a été soutenue de l'étranger par des pays de démocratie capitaliste. A l'intérieur, elle s'appuie sur les couches paysannes petites-bourgeoises. Leur victoire signifierait politiquement la victoire des menchéviks, des socialistes-révolutionnaires et des anarchistes ; économiquement, le maintien, pour une durée indéfinie, du réseau de la petite production, qui est le terrain naturel d'une accumulation capitaliste ; celle-ci finirait par triompher si l'Etat prolétarien, à la suite d'erreurs en politique économique, se trouvait affaibli dans sa force matérielle et de classe. Or, n'est-ce pas là ce qui s'est produit sous le stalinisme et plus encore sous le krouchtchévisme, qui ont tous deux, aussi bien dans le domaine extérieur qu'intérieur, fait pis encore que menchéviks et socialistes-révolutionnaires réunis ?

Il s'agit donc, dans la Russie de 1918-21, de dépasser la forme de la petite production marchande pour aller vers le capitalisme d'Etat dirigé par le pouvoir politique ouvrier. Cette position est tout à fait conforme à celle que prit Marx lors de la révolution allemande de 1848-1850, ainsi qu'au *Manifeste Communiste*, qui dit que le prolétariat appuie au début la bourgeoisie, non seulement quand elle lutte contre le féodalisme, mais aussi quand elle combat la petite production. Une aberration comme celle d'aujourd'hui, qui, un siècle plus tard, veut entraîner le prolétariat à une alliance avec la petite bourgeoisie contre la grande, le mouvement socialiste n'en a jamais connue.

Pour Lénine, la seconde forme, la forme petite-bourgeoise, était un ennemi bien plus dangereux que le capitalisme privé. Nous avons vu dans le chapitre du *relèvement industriel* qu'il considérait ce capitalisme privé comme un « auxiliaire du socialisme », dans la mesure où, dûment contrôlé par l'Etat prolétarien, il aurait pu développer les forces productives. Tandis qu'il proposait des « concessions » — c'est-à-dire des entreprises de type grand-capitaliste concédées et contrôlées par l'Etat soviétique aux capitalistes étrangers — Lénine dénonçait les spéculateurs petits-bourgeois comme les principaux ennemis du pouvoir soviétique ; et même après avoir expliqué qu'il fallait rétablir la liberté des échanges, il continue à insister sur la nécessité de lutter contre eux, de lutter contre « l'appropriation indue ».

« Le capitalisme, dit Lénine, est un mal par rapport au socialisme. Le capitalisme est un bien par rapport au moyen-âge, par rapport à la petite-production, par rapport au bureaucratisme qu'engendre l'éparpillement des petits producteurs. Puisque nous ne sommes pas encore en état de réaliser le passage immédiat de la petite production au socialisme, le capitalisme est dans une certaine mesure inévitable comme une conséquence naturelle de la petite-production et des échanges ; nous devons donc utiliser le capitalisme (surtout en l'orientant dans la voie du capitalisme d'Etat) comme maillon intermédiaire conduisant de la petite-production au socialisme ; nous devons l'utiliser comme moyen, voie, procédé, modalité permettant d'augmenter les forces productives ».

Dans la vision de Lénine revient constamment l'idée que la transformation économique demandera beaucoup de temps. Il n'envisage pas, par contre,

une catastrophe politique, une dégénérescence totale du pouvoir prolétarien et bolchévik. Il admet explicitement qu'il sera possible de garder en main le pouvoir, même pendant ce long délai où on ne pourra faire plus que de jeter les *fondements*, les *bases* du socialisme futur. C'est la même position que Trotsky, Kamenev et Zinoviev continuaient à défendre en 1926, presque *in articulo mortis*.

Pour Lénine, ce qui garantit que la longue œuvre économique à accomplir et la non moins difficile défense politique seront possibles, c'est toujours le facteur *international*.

Vers la fin de son discours sur *l'Impôt en nature*, il dit en effet : « Notre force, c'est la netteté et la clairvoyance absolue avec lesquelles nous apprécions *toutes* les forces de classe en présence, aussi bien internationales que russes... Nous avons beaucoup d'ennemis, mais ils sont désunis ou bien ils ne savent pas ce qu'ils veulent (comme tous les petits-bourgeois, tous les Martov et les Tchernov, tous les sans-parti, tous les anarchistes). Nous, au contraire, nous sommes unis directement entre nous, et indirectement avec les *prolétaires de tous les pays* et nous savons ce que nous voulons. C'est pourquoi nous sommes invincibles à *l'échelle mondiale*, ce qui n'exclut cependant pas la possibilité d'une défaite de telle ou telle révolution prolétarienne pour un certain laps de temps. »

Ce lien entre la révolution russe et le prolétariat mondial, l'opportunisme, au contraire, l'a brisé en expulsant le courant révolutionnaire de l'Internationale, et depuis des décades, le prolétariat international, se trouve dans une situation de défaite. En Russie, quelques degrés ont été gravés du point de vue économique, dans l'échelle des formes de production, les forces productives et les moyens de transport ont été développés ; mais on ne s'est pas dégagé de façon décisive de la petite production paysanne, ni en général de la petite économie, qui survit dans la forme du kolkhoz. Un pouvoir communiste révolutionnaire n'aurait pas gravi l'échelle plus vite, dans les conditions d'isolement de la révolution russe, mais il n'aurait pas triché sur le degré atteint. Même s'il n'y en avait pas d'autres, l'énorme mensonge qui consiste à qualifier de plein socialisme l'économie russe actuelle suffirait à prouver que le parti communiste russe a trahi Lénine et le prolétariat.

La lutte contre l'anarcho-syndicalisme au X^e Congrès.

Au congrès de la NEP, une opposition se manifesta contre la majorité du Comité Central qui proposait toutes les mesures que nous venons d'étudier. Dirigée par Kollontaï (qui fut envoyée par la suite comme ambassadrice à Stockholm), elle passe généralement, comme nous l'avons déjà indiqué, pour une « opposition de gauche », et la première réaction contre la régression

commençante de la révolution russe et du parti (1). En réalité, il s'agissait d'une déviation anti-marxiste qui, sans le savoir remontait à Proudhon et à Lassalle. Selon elle, en effet, ce n'est pas le parti de classe qui peut exercer le pouvoir révolutionnaire ni, surtout, gérer la nouvelle économie, mais les organisations prolétariennes constituées sur la base des entreprises productives. La thèse de base de cette « opposition ouvrière » se résumait ainsi : « la tâche d'organiser la direction de l'économie nationale incombe au Congrès des producteurs de toute la Russie, réunis en syndicats de production, et élisant un organe central à qui incombera la direction de toute l'économie soviétique ».

Lénine consacre une partie de son discours au X^e Congrès à la réfutation de cette nouvelle manifestation de la déviation anarcho-syndicaliste qu'il avait déjà combattue au IX^e (2).

Il attaque d'abord la notion de « *gouvernement des producteurs* » que cette déviation doctrinale substitue à celle de *dictature du prolétariat*, et qui n'aurait pu historiquement se traduire que dans une démocratie économique sans couleur politique définie, pratiquement impuissante et socialement aussi conservatrice que la grande bourgeoisie.

« En premier lieu, dans le concept de « *producteur* », on englobe aussi bien le prolétaire que le semi-prolétaire (tel que le petit-paysan) et le petit-producteur de marchandises (tel que l'artisan indépendant). De cette façon, on s'éloigne complètement de l'exigence fondamentale *qui est de distinguer nettement les classes*, et de la lutte de classe elle-même ». Or le parti marxiste, la dictature communiste, sont le parti et la dictature des *prolétaires*, c'est-à-dire de ceux qui, à la différence des cultivateurs directs et artisans libres ne

(1) L'abrégé stalinien de l'histoire du P.C.R. confond complètement cette opposition (dite « opposition ouvrière ») avec l'opposition trotskyste, de 1924 et après. Il reconnaît cependant que Trotsky avait sur les syndicats une position totalement différente de celle de Kollontaï, puisqu'il réclamait leur étatisation et leur militarisation, et nullement leur autonomie à l'égard du Parti.

L'abrégé fait une confusion aussi grave entre cette opposition du X^e Congrès et la « gauche » de Brest-Litowsk, dirigée par Boukharine et définitivement battue après la conclusion du traité avec l'Allemagne, au VII^e Congrès du Parti, en mars 1918.

(2) Au IV^e Congrès Lénine avait eu à combattre l'hostilité de certains bolchéviks contre les spécialistes bourgeois, et leurs considérations sur la nécessité de substituer une direction collégiale à la direction personnelle : « Quiconque... lie la question de savoir en quoi se manifeste la domination de classe avec celle du centralisme démocratique crée une formidable confusion. » Partant des luttes historiques de la bourgeoisie contre le féodalisme, il démontra que la domination de classe se manifeste essentiellement dans l'écrasement des forces sociales adverses et que la question de savoir qui sera l'agent de cet écrasement n'est que sottise. « Quand (en U.R.S.S.) la constitution eut fixé sur le papier ce que la vie avait décidé : l'abolition de la propriété capitaliste et foncière, et déclaré que la classe ouvrière avait constitutionnellement plus de droits que les paysans, et que les exploités n'en avaient plus aucun, elle consacra le fait que nous avons réalisé la domination de notre classe et uni à nous les travailleurs de toutes les couches secondaires. » Notons en passant qu'en abolissant la constitution de 1919, Staline a honteusement renié ces positions.

En entreprenant de réfuter l'opinion selon laquelle « les ouvriers suffisent à tout », Lénine aborda alors la grave question de la tâche des syndicats après la révolution : « Les syndicats devront surmonter d'énormes difficultés. Il faut faire en sorte qu'ils comprennent leur tâche : la lutte contre les vestiges du fameux démocratisme. Tous ces cris contre les nominations venues d'en haut, tout ce vieux fatras nuisible qu'on trouve dans tant de résolutions et de conversations doit être balayé. Autrement nous ne pourrions pas vaincre !... On crie contre la violence, mais le prolétariat a justifié, légitimité cette violence, puisque c'est lui qui fait le plus de sacrifices ». Suivant la conclusion marxiste logique sur les syndicats : « Comme tous les syndicats (étrangers), les vieux syndicats (rouges) ont leur histoire et leur passé. Dans le passé, ils furent des organes de résistance contre ceux qui opprimaient le travail, contre le capitalisme. Maintenant que la classe ouvrière détient le pouvoir et doit faire de grands sacrifices, souffrir et mourir de faim, la situation est renversée. »

disposent d'aucun moyen de production. La construction boiteuse de l'Opposition ouvrière, reposant, au contraire, sur la confusion entre les différentes classes travailleuses, ressemblait fort au corporatisme mussolinien et au national-socialisme d'Hitler : la cellule-base de l'économie dont elle rêvait, restait, tout comme dans le capitalisme, l'Entreprise, que le socialisme détruira. Et quel entrepreneur bourgeois admettra jamais ne pas être qualifié pour faire partie du « réseau des producteurs » ?

Dans le domaine politique, c'est-à-dire essentiellement sur la question du pouvoir, cette position conduisait à mettre sur le même plan non seulement les ouvriers et les petits producteurs, mais l'ouvrier communiste et le sans-parti. Lénine rétorque : « En second lieu, compter sur les masses sans parti ou flirter avec elles comme le fait la thèse citée, c'est dévier non moins radicalement du marxisme. Le marxisme enseigne que seul le parti prolétarien, c'est-à-dire le parti communiste, est en mesure de regrouper, d'éduquer, d'organiser l'avant-garde de la classe ouvrière et de toutes les masses travailleuses ; qu'il est la seule force capable de résister aux oscillations inévitables de ces masses, à leur étroitesse d'esprit traditionnelle, pour diriger politiquement l'action unifiée du prolétariat... Sans cela, la dictature du prolétariat est irréalisable ».

Interprétant mal certains passages du programme adopté par le Parti bolchevick à son VIII^e Congrès les opposants attribuaient, en particulier aux syndicats ouvriers, une fonction dirigeante dans l'économie aux dépens du parti. Dans la conception que Lénine développe en leur répondant, les syndicats apparaissent bien comme des intermédiaires utiles par lesquels l'influence du prolétariat s'exerce sur les couches semi-prolétariennes et même petites-bourgeoises, mais à condition que le prolétariat se constitue en parti. Il montre par contre que l'élection d'un organe de gestion économique par un Congrès des producteurs ne tient pas compte de l'existence du parti révolutionnaire et de l'Etat issu de la victoire insurrectionnelle, et les prive de tout pouvoir. C'est donc à juste raison qu'il rejette l'idéologie de l'« Opposition ouvrière » comme idéologie syndicaliste au sens sorélien d'action économique excluant la lutte politique et qu'il l'accuse d'ouvrir une brèche irréparable dans le pouvoir révolutionnaire, en se faisant l'écho de la campagne venimeuse menée contre les Soviets par la bourgeoisie et l'opportunisme mondiaux au nom de la défense de la démocratie.

Après avoir donc dénoncé la déviation de l'« Opposition ouvrière » à la fois comme erreur de doctrine et comme danger immédiat contre lequel il fallait prendre des mesures décisives (1), Lénine en met à nu les racines sociales : « Dans un pays comme la Russie, l'énorme prédominance de l'élément petit-bourgeois, et toutes les conséquences inévitables de la guerre telles que l'épidémie et la disette, l'extrême aggravation de la misère et de toutes les calamités nationales engendrent des oscillations particulièrement vives

(1) Le X^e Congrès prit une résolution pour interdire les fractions dans le Parti, question qui ne manquera pas de ressurgir un peu plus tard.

dans l'état d'esprit des masses petites-bourgeoises et semi-prolétariennes. Celles-ci tendent tantôt à une consolidation de l'union avec le prolétariat tantôt à une restauration de la bourgeoisie. L'expérience de toutes les révolutions des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles montre de façon absolument claire et convaincante que ces oscillations provoqueraient inévitablement la restauration du pouvoir des capitalistes et des propriétaires fonciers si l'unité, la force et l'influence de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat s'affaiblissaient tant soit peu ».

Or, dans les conditions économiques et politiques du X^e Congrès, il n'y avait qu'une façon marxiste de couper le mal à la racine, de pallier les difficultés économiques en développant les forces productives, et de lutter contre le poids des masses petites-bourgeoises pour sauvegarder le pouvoir du prolétariat : c'était la N.E.P.

Du X^e Congrès à la mort de Lénine :

La polémique ouverte en avril 1921 au X^e Congrès du P.C.R. à propos de la Nep se poursuivit au III^e Congrès de l'I.C. en juin de la même année, au XI^e Congrès du P.C.R. en mars 1922 et au IV^e Congrès de l'I.C. en novembre 1922. On en retrouve l'écho dans les derniers écrits de Lénine qui devait mourir en janvier 1924.

Les discours et les articles de Lénine pendant cette période comptent parmi ceux qui ont subi ultérieurement le plus de falsifications. La thèse qui en ressort est pourtant toujours la même : dans ses aspects sociaux, la révolution soviétique se développe dans les lignes d'une révolution bourgeoise ; seule la révolution socialiste en Europe lui permettrait d'aborder les tâches économiques propres d'une révolution socialiste. Jusque-là, son œuvre prolétarienne se réduit à trois aspects principaux : le premier est l'issue révolutionnaire de la guerre impérialiste ; le second, la première réalisation historique de la dictature du prolétariat dans les Soviets, et donc la clôture de la phase du parlementarisme démocratico-bourgeois. La troisième est l'édification des bases économiques du socialisme.

Dans cette tâche, le pouvoir communiste s'est vu contraint de remplacer par une méthode que Lénine qualifie sans ambages de « réformiste » « la méthode révolutionnaire d'une démolition directe et totale de l'ancien régime et du remplacement de ce dernier par un nouveau régime d'économie sociale ». Et cette méthode « toute nouvelle », « de type réformiste » consiste à « *ne pas démolir* l'ancien régime de l'économie sociale, le commerce, la petite agriculture, la petite industrie, le capitalisme ; mais *animer* le commerce, la petite industrie, le capitalisme, en s'efforçant de s'en rendre maîtres avec prudence et par degrés, *ou en les faisant régler par l'Etat dans la mesure seulement où ils reprendront vie* » (1). Les adversaires de classe veulent bien

(1) Citations tirées de l'article « Sur le rôle de l'or » (5 novembre 1921).

entendu tirer de ce fait la démonstration que la révolution est, en général, une erreur. Pure escroquerie. Certains révolutionnaires se récrient, car ils s'imaginent que « la grande, la mondiale, la victorieuse révolution », comme dit Lénine en les paraphrasant avec ironie, « peut et doit nécessairement trancher par la voie révolutionnaire les problèmes de toutes sortes, quelles que soient les circonstances, et dans toutes les sphères d'action ». Or rien, dit Lénine, ne prouve une chose pareille, qui est simplement et absolument fausse.

Qu'est-ce qui empêche en Russie le passage du capitalisme d'Etat au socialisme, et même, plus modestement, de la petite économie parcellaire et du capitalisme privé au capitalisme d'Etat ? Le manque de culture, de civilisation du peuple russe, et en particulier de l'énorme masse paysanne. La culture et la civilisation sont un certain patrimoine de capacités productives et d'aptitudes au travail, et donc une force de production, tout comme la terre, les machines, les stocks de matières premières. La différence est que, contrairement à ces dernières, cette force de production-là ne peut pas être arrachée à la bourgeoisie par la méthode révolutionnaire : là, la violence ne sert de rien, n'accélère rien : « pour devenir des hommes cultivés, il faut que les moyens matériels de la production aient acquis un certain développement, il faut posséder une certaine base matérielle » qui ne peut s'édifier que graduellement.

Dans cette tâche, le pouvoir communiste n'a fait que les tout premiers pas. Or, la paysannerie qu'il est « impossible de refaire à bref délai » n'a accordé à ce pouvoir qu'un simple délai pour prouver qu'il était au moins aussi capable que les capitalistes de fournir au pays les produits indispensables : « Ce sont là des traites, pour employer le langage de la NEP, mais qui ne portent pas la date de leur échéance. » Leur texte ne dit pas « quand elles seront présentées ». « Et c'est là le danger, et aussi ce qui distingue ces traites politiques des traites commerciales ordinaires. » Ou bien le pouvoir communiste prouvera au paysan « tel qu'il est, avec toute son ignorance » qu'il est capable de lui apporter un secours réel et immédiat, ou bien le paysan enverra promener le pouvoir communiste à tous les diables. « C'est absolument certain. »

Les capitalistes russes, aussi arriérée et misérable qu'ait été leur culture à côté de celle des bourgeoisies occidentales, savaient cependant « fournir la population », même s'ils le faisaient en voleurs, en humiliant et en pillant ; ils savaient encore mieux le faire que le pouvoir communiste. Mais il a fallu leur arracher révolutionnairement le pouvoir politique pour mettre fin à la guerre impérialiste dans laquelle ils ont entraîné la monarchie et l'aristocratie traditionnellement liées à l'Allemagne, et débarrasser la Russie de toute l'ordure médiévale entassée pendant des siècles ; il a fallu les frapper, les disperser, les contraindre à l'émigration à cause de la guerre civile dans laquelle ils ont joué le rôle d'agents provocateurs des impérialismes étrangers, intéressés à étouffer en Russie le germe de la révolution mondiale. Le moindre regret là-dessus ne peut être le fait que des pires ennemis du prolétariat. Mais vouloir nier l'utilité des capacités de production concentrées historiquement dans cette classe serait puéril.

Cette « culture » qui manque à la Russie pour passer au socialisme, à qui

le pouvoir socialiste va-t-il la demander, puisque la classe bourgeoise, même si elle n'a pas physiquement totalement disparu, est soit émigrée, soit soigneusement dissimulée dans les institutions soviétiques qu'elle sabote consciemment, et aussi inconsciemment ? Aussi paradoxal que celui puisse paraître, Lénine répond : à personne d'autre qu'aux capitalistes étrangers, et même aux capitalistes russes s'il en reste.

La preuve ? Dans un article d'août 1921 « *Nouveaux temps, anciennes erreurs* », Lénine écrit : « Définissons (nos tâches) avec le plus de modestie possible, avec le plus grand nombre de concessions, bien entendu dans les limites de ce que le prolétariat *peut* céder en restant la classe dominante... ; les entreprises dont nous n'avons pas absolument besoin, nous les confierons à des affermataires, y compris les capitalistes privés de chez nous et les concessionnaires étrangers. Ce qu'il nous faut, c'est un bloc ou une alliance de l'Etat prolétarien et du capitalisme d'Etat contre l'élément petit-bourgeois. » Il est bien clair que par « capitalisme d'Etat » Lénine entend les entreprises ainsi affermées et « le domaine de travail moindre » que l'Etat aura gardé pour lui, et que l'élément petit-bourgeois est l'économie agraire parcellaire à laquelle la révolution a été contrainte de donner une extension plus grande qu'auparavant pour des raisons politiques. Dans son rapport politique au X^e Congrès du P.C.R., présenté le 27 mars 1922, Lénine note : « Nous avons aujourd'hui un certain nombre de sociétés mixtes. Très peu, il est vrai... dix-sept sociétés avec un capital se chiffrant par millions, et qui ont été sanctionnées par différents organismes... Mais de toute façon, nous avons aujourd'hui des sociétés auxquelles participent des capitalistes russes et étrangers », et il présente comme un succès « ce petit et pratique début », insistant plus loin (contre l'essentiel, « *puisque le pouvoir politique détenu par l'avant-garde ouvrière* comme un succès « ce petit et pratique début », insistant plus loin (contre ceux qui « raffinent » sur ce qu'on doit entendre par capitalisme d'état) sur le fait que l'essentiel, « *puisque le pouvoir politique détenu par l'avant-garde ouvrière est tout à fait suffisant*, « c'est que nous comprenions que ce capitalisme est celui que nous pouvons et devons admettre, auquel nous pouvons et devons assigner certaines limites, car *ce capitalisme est nécessaire à la grande masse paysanne et au capital privé qui doit faire du commerce de façon à satisfaire aux besoins des paysans* (1). »

(1) Rapport politique du C.C. du P.C.R. présenté au XI^e Congrès du Parti par Lénine. Il y admet que le capitalisme d'Etat est du capitalisme au sens propre et combat ceux qui « raffinent » sur ce point. Il insiste sur le fait que si l'attitude du marxisme est totalement négative à l'égard de l'étatisation du capital par le pouvoir bourgeois, elle change quand l'étatisation est faite par un Etat politiquement prolétarien, mais qu'on ne trouverait pas ce point traité chez Marx. Cette dernière affirmation ne nous semble pas exacte. Quant à la fin de 1848, il a établi que les premières mesures de l'Etat ouvrier seraient limitées, dans certains pays, et certaines d'entre elles de type strictement bourgeois (telles que l'étatisation de la banque et des transports, la rente foncière d'Etat, l'impôt fortement progressif sur le revenu, l'abolition du droit d'héritage, le développement des ateliers nationaux), qu'a-t-il fait d'autre sinon décrire un capitalisme d'Etat administré par le prolétariat comme « base » du plein socialisme ? Depuis, les marxistes ont longuement discuté là-dessus, oubliant que Marx et Engels avaient prévu toutes ces mesures pour les pays arriérés, et prévenu des dizaines de fois que l'Etat bourgeois pourraient fort bien les appliquer dans l'avenir.

Enfin, dans son rapport présenté au IV^e Congrès de l'I.C. le 13 novembre 1922, Lénine, faisant le bilan de cinq ans de révolution russe, note que si le pouvoir soviétique a donné à bail une certaine partie de la petite et moyenne industrie et si on peut noter un certain essor dans l'industrie légère ; s'il a réussi à fonder un certain nombre de sociétés commerciales mixtes, et si les échanges se sont améliorés, l'industrie lourde reste dans une situation grave, car bien que la politique de concessions soit bonne là aussi, le pouvoir soviétique n'a pas encore pu obtenir de « concession sortable ».

Enfin, dans son article « *De la Coopération* », qui date du 6 janvier 1923, Lénine indique clairement que « le but pratique de la NEP ETAIT D'AVOIR DES CONCESSIONS » et que « celles-ci, dans nos conditions, allaient être évidemment une forme pure de capitalisme d'Etat ».

Ces citations nous servent à prouver une thèse capitale : jamais Lénine n'a conçu la lutte entre capitalisme privé et capitalisme d'Etat à laquelle les déviations ultérieures ont voulu réduire *tout le problème* de la transformation de la Russie dans un sens socialiste comme le remplacement du personnage social du capitaliste par un fonctionnaire d'Etat. Et s'il subsistait le moindre doute à ce sujet, il suffirait d'une dernière citation pour le dissiper : « **BATIR LA SOCIETE COMMUNISTE PAR LES MAINS DES COMMUNISTES EST UNE IDEE PUERILE S'IL EN FUT. LES COMMUNISTES NE SONT QU'UNE GOUTTE DANS L'OCEAN POPULAIRE... NOUS POURRONS DIRIGER L'ECONOMIE SEULEMENT SI LES COMMUNISTES SAVENT BATIR CETTE ECONOMIE AVEC LES MAINS D'AUTRUI EN S'INSTRUISANT EUX-MEMES AUPRES DE CETTE BOURGEOISIE ET EN L'ORIENTANT DANS LA VOIE QU'ILS DESIRENT.** » Que dire alors de la « puérité » de ceux qui après sa mort ont prétendu avoir « construit » le socialisme lui-même, sous prétexte que partout les « capitalistes privés » avaient été remplacés par des communistes, des fonctionnaires soviétiques, et alors que subsistait encore — c'est toujours le cas aujourd'hui ! — l'énorme secteur économique petit-bourgeois, l'agriculture parcellaire, que Lénine considérait comme la pire entrave à tout pas en direction du socialisme ?

Cette déformation vulgaire et intéressée des termes scientifiques du problème que Lénine a pourtant clairement posés s'appuie uniquement sur les passages où Lénine développe, avec son énergie et son absence de préjugés habituelle, cette idée audacieuse que « L'Etat prolétarien doit devenir un « patron » prudent, soigneux et habile, un *négociant en gros* consciencieux », et que les communistes, aussi dévoués, honnêtes et éprouvés soient-ils, doivent se convaincre que ces vertus révolutionnaires ne suffisent pas, et qu'il leur faut apprendre à n'être pas inférieurs aux capitalistes pour la conduite des affaires économiques et du commerce en particulier. En les détachant de leur contexte, il est aisé de faire dire à ces passages que tout le problème de la transformation de la Russie en sens socialiste se réduisait à une compétition dans laquelle il suffisait que les communistes se montrent... meilleurs capitalistes que les capitalistes eux-mêmes pour que le socialisme soit réalisé ! Or à aucun moment Lénine n'oublie l'opposition irréductible de toutes les caractéristiques respectives du capitalisme et du socialisme, et ses ardents appels aux communistes pour qu'ils se mettent à l'école des capitalistes lui sont imposés par le fait

que ceux-ci, qu'ils soient étrangers ou russes, sabotent la reconstruction économique de la Russie en faisant la sourde oreille aux offres de concessions économiques, et qu'il faut donc coûte que coûte tenter de se substituer à eux pour parer au plus pressé.

Bien des anti-staliniens fauteurs de la théorie de la bureaucratie-classe et du « capitalisme bureaucratique » ont plus tard reproché à Lénine de n'avoir pas vu « où cela conduirait », et donc de s'être fourvoyé en dénonçant dans la petite économie rurale le pire ennemi du socialisme. Mais cela est absolument faux, comme en témoigne un très important passage de son rapport du XI^e Congrès où il parle des positions du journal *Sména Vékh* qui représentait un courant de l'émigration russe à l'étranger ayant à sa tête des cadets marquants et même certains ministres de l'ancien gouvernement de Koltchak. Le journal en question parlait en ces termes de la NEP : « Mais quel est l'Etat que bâtit ce pouvoir des Soviets ? Les communistes disent que c'est un Etat communiste, assurant qu'il s'agit là (avec la NEP) de tactique : dans une passe difficile, les bolchéviks circonviendront les capitalistes privés pour ensuite arriver à leurs fins, comme ils le prétendent. Les bolchéviks peuvent dire ce qui leur plaît, mais en réalité ce n'est pas une tactique, c'est une évolution, une régénérescence intérieure. Ils aboutiront à l'Etat bourgeois ordinaire, et nous devons les soutenir. L'histoire va par différents chemins. » Et Lénine commente : « Il nous arrive très souvent d'entendre, à moi surtout, en raison de mes fonctions, de doucereux mensonges communistes, d'en entendre tous les jours et, parfois, cela devient terriblement écœurant. Et voilà qu'à la place de ces mensonges communistes, vous recevez un numéro de la *Sména Vékh* qui dit sans détours : « Chez vous, il n'en est pas du tout ainsi, ce sont des idées que vous vous faites ; en réalité, vous roulez dans le marais bourgeois ordinaire où on verra les petits drapeaux communistes s'agiter avec toutes sortes de phrases. » Voilà qui est très utile, car (c'est)... tout bonnement la vérité de classe dite par un ennemi de classe. « Je suis pour le soutien du pouvoir soviétique en Russie, dit Oustrialov — bien qu'il ait été un cadet, un bourgeois, bien qu'il ait soutenu l'intervention armée — je suis pour le soutien du pouvoir soviétique, parce qu'il s'est engagé dans une voie qui l'achemine vers le pouvoir bourgeois ordinaire. » *Les choses dont parle Oustrialov sont possibles, disons-le sans ambages. L'histoire connaît des transformations de tous genres : compter sur la conviction, le dévouement et autres excellentes qualités morales en politique n'est guère sérieux.* Les excellentes qualités morales sont le propre d'un petit nombre. Or l'issue historique est décidée par les masses géantes qui, lorsque le petit nombre n'est pas de leur goût, les traitent parfois sans excès de politesse. On dirait qu'à l'époque Lénine avait déjà entendu les dangereuses vantardises qui plus tard triomphèrent sans pudeur avec le stalinisme, du genre « nous avons mené à bonne fin la révolution communiste, nous édifions le communisme de toutes pièces, de nos propres mains, sans l'aide de quiconque ». En tous cas, les « choses possibles » dont parlait Oustrialov se sont vérifiées avec la défaite de l'Opposition qui tenta vainement, contre la pression de « masses géantes », d'empêcher le pouvoir stalinien d'aboutir « à l'Etat bourgeois ordinaire » en détruisant le parti communiste dans son âme même, c'est-à-dire dans son patrimoine théorique et dans son internationalisme révolutionnaire. Lénine n'avait nul-

lement exclu cette possibilité, mais il ne la vit pas se réaliser, car moins de deux ans plus tard, il mourait.

Difficultés de l'étude :

Après la mort de Lénine, le matériel permettant d'apprécier les forces sociales en jeu manque en grande partie, et on en est réduit à des fragments d'information se présentant de façon discontinue et contradictoire. Tous ceux qui, à cette époque, traitent des tâches du Parti ne cessent de se réclamer de l'enseignement de Lénine, mais personne ne s'astreint plus à la *lecture des faits* ; si les tentatives de démontrer que cette évolution cadre bien avec les traditions de lutte du Parti ne manquent pas, aucune ne démontre plus rien. Une fois écartés les falsificateurs stipendiés il reste bien peu non seulement pour étayer des jugements décisifs, mais même, plus simplement, pour trouver des éléments (même purement statistiques) de jugement. Pénétrant dans cette obscurité, rendue plus épaisse encore par la violence des luttes politiques, peu de gens échappent à la tentation de regretter que la « libre-discussion » ne soit pas permise, et ce premier faux-pas conduit tous ceux qui le font à des positions anti-marxistes. Chef prolétarien et marxiste de taille comparable à Lénine, Trotzky lui-même n'échappe pas à tous les pièges tendus par l'histoire. C'est qu'il est impossible, même à de très grands chefs, d'atteindre à la rigueur scientifique quand ils ont été battus et que l'histoire qu'ils écrivent est aussi celle de leur ruine personnelle ; et cela vaut surtout pour Trotzky, précisément, que son tempérament de lutteur incitait à croire que l'ennemi cédait à sa propre volonté révolutionnaire, alors qu'il obéissait simplement à des forces historiques impersonnelles.

Jusqu'au débat de décembre 1926 sur le « socialisme dans un seul pays », le plus important qui nous ait été transmis et qui clôt toute une période historique, il est clair pour tous que l'économie russe ne pourrait évoluer vers le socialisme qu'à la suite d'une grande partie de l'économie européenne, et qu'en attendant, la gestion communiste en Russie resterait précaire, avec pour principal but de simplement tenir.

En fait, la NEP atteignit bien ce but modeste qu'elle se proposait, puisqu'en 1922 et 1923 la production industrielle avait déjà doublé, et qu'en 1926 elle avait rejoint son niveau d'avant-guerre, c'est-à-dire quintuplé par rapport à 1921. Par contre l'augmentation de la production rurale fut beaucoup plus modeste. La cause en était simple : les prélèvements de blé modérés prévus par la NEP étaient encore trop forts tant que la ville ne pouvait fournir largement les campagnes en produits manufacturés ; alors, tandis qu'on fondait des usines nouvelles, les paysans mécontents préféraient réduire les emblavures et produire pour leur consommation directe, retournant par ailleurs à l'artisanat domestique pour satisfaire leurs principaux besoins non-alimentaires.

La question agraire dans le Parti après Lénine :

Cette situation détermina de très vives discussions dans le Parti bolchévik

sur l'interprétation à donner à ces faits et la ligne à adopter. Du printemps de 1923 au XII^e Congrès du P.C.R. (le premier après la mort de Lénine), Trotsky développa sa thèse fameuse des ciseaux qui se résume ainsi : le prix des produits industriels monte constamment alors que les prix agricoles tombent. A un certain point, les deux courbes se croisent, mais celle des prix industriels continuant à monter et celle des prix agricoles à descendre, les « ciseaux » s'ouvrent toujours davantage, ce qui exprime le conflit entre les deux secteurs essentiels de l'économie sociale. Et tout le monde tombait d'accord sur le fait qu'il était nécessaire de « fermer les ciseaux » pour donner une impulsion à la production agricole.

*
**

Ce but commun se situait sur la voie vers le lointain socialisme, mais, imposé par une nécessité vitale, il n'était pas encore un « but socialiste ». Le marxisme a montré qu'un des aspects distinctifs de l'économie bourgeoise lors de la révolution qui fit éclater le cadre étroit de l'économie féodale avait été la diminution progressive du coût des objets manufacturés ; les prix des vivres ne suivirent pas ce mouvement, du fait que dans l'agriculture l'association et la division technique du travail étaient loin d'être poussées au même point que dans l'industrie et que lorsque les coûts de production diminuaient, cette diminution ne servait qu'à procurer une rente différentielle au propriétaire foncier bourgeois au lieu de se répercuter sur la valeur d'échange des denrées ; bien mieux, les prix montèrent constamment, la population paysanne ayant élargi le cercle jusque-là restreint de ses besoins et de sa consommation aux nouveaux produits que le commerce diffusait jusqu'à elle.

Le diagramme des ciseaux de Trotsky montrait donc que même en tant que révolution capitaliste promotrice du marché intérieur, la révolution russe piétinait. Pour fermer les ciseaux, il fallait faire monter à l'agriculture quelques degrés dans l'échelle des modes de production décrite par Lénine et augmenter la production industrielle. Deux problèmes concrets, « léniniens » se posaient donc avant le triomphe de la théorie renégate de la « construction du socialisme » : battre le capitalisme privé dans l'industrie, battre la petite production dans les campagnes, ce qui n'était pas encore passer au socialisme. Ces deux buts furent appelés « industrialisation » et « collectivisation de l'agriculture », et face à ce double problème, trois groupes se formèrent : le gauche, la droite et le centre. Nous en reconstituerons les positions, sans tomber dans l'erreur naïve de croire que sous l'influence de telle ou telle de ces tendances aux programmes divergents, le développement de la société russe aurait pu prendre une autre route que celle qu'il a effectivement prise. Ce sont les conceptions opposées qui se sont affrontées dans la lutte historique des diverses fractions du Parti bolchévique qu'il faudrait expliquer, du point de vue matérialiste, en les ramenant à leur base, c'est-à-dire aux rapports économiques existant alors et à leurs modifications.

Positions réelles des trois fractions :

L'Abrégé officiel de l'histoire du Parti bolchévique russe consacre à cette question de la lutte des fractions quelques-unes de ses pages les plus ignobles.

Au centre, il y aurait eu les fidèles continuateurs de Lénine, promoteurs du développement triomphal de la Russie, c'est-à-dire d'un système économique nouveau et miraculeux, d'une part, et d'autre part de grandes victoires nationales à l'extérieur. Dans l'opposition de *gauche* et de *droite*, par contre, rien que des agents provocateurs purs et simples payés par les bourgeoisies étrangères (dès 1917 d'ailleurs) favorisant le sabotage dans l'industrie et la démobilisation dans l'armée pour faciliter la future agression étrangère ; défendant les koulaks, les paysans riches, qui forment l'embryon de la nouvelle bourgeoisie russe dans l'agriculture et donc préparant la contre-révolution. Mais cette présentation des faits est si grossièrement mensongère qu'au XX^e Congrès, en 1956, même de vieux renards comme Krouchtchev en ont rougi (1).

Laissant de côté cette ordure (il n'y a pas d'autre terme), nous rétablirons les termes de la discussion sur la base du témoignage non suspect de Trotzky, et nous les mettrons en relation avec la doctrine de Lénine étudiée plus haut sur la structure de la société russe et ses possibilités de développement.

A la fin de 1923, Trotzky se désigne lui-même comme le dirigeant de l'opposition de gauche contre le centre stalinien. La droite, dirigée par Rykov, Tomski et Boukharine se confondait alors avec le centre de Staline et Molotov ; Zinoviev et Kamenev qui, en 1924, dirigeaient la lutte contre Trotzky (lequel n'assista pas au V^e Congrès de l'I.C.) se rallièrent trois ans plus tard à l'opposition de gauche. Ceci est connu, mais quelles étaient les directives réelles, par-dessus les évolutions individuelles déconcertantes, se croisant et se superposant à des années de distance et défiant toute vue d'ensemble ?

Contrairement aux mensonges officiels, la gauche de Trotzky, Kamenev et Zinoviev soutint les positions suivantes (2) :

1^o L'industrialisation et l'établissement d'un plan quinquennal de développement économique, comme Trotzky l'avait proposé dès 1923.

2^o La collectivisation de la production agricole grâce au développement des entreprises étatiques (sovkhoses) contre la petite production et les koulaks.

La *droite* soutint des idées opposées à la lutte contre les koulaks et l'industrialisation. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'en 1925 Staline et ceux que Trotzky appelait la « fraction dirigeante » adoptèrent le programme de la droite et

(1) Selon cette version des faits, Trotzky aurait été partisan de fermer la plupart des entreprises de l'industrie lourde, et en particulier de l'industrie de guerre ; Boukharine, d'abolir le monopole du commerce extérieur ; Zinoviev et ses amis, de garder à la Russie son caractère de pays surtout agraire et de cantonner la zone de Moscou dans l'industrie textile, et ainsi de suite. En outre, l'histoire écrite sous la main de fer de la contre-révolution stalinienne inculpa en quelque sorte d'« opposition rétro-active » tous ses adversaires tombés soit dans la lutte, soit dans les terribles purges, les accusant d'avoir déjà trahi dès les premières années de la révolution. Elle a rendu toute l'histoire réelle indéchiffrable, défigurant par exemple la mémoire de Boukharine jusqu'au point de taire que dans le débat historique de 1926 il avait été le chevalier servant de Staline.

(2) Dès 1925 à la XIV^e Conférence et au XV^e Congrès du Parti Communiste russe, et en novembre 1926, à la fameuse XV^e Conférence qui précéda l'Exécutif de l'I.C. (décembre 1926), arène historique de la grande discussion sur l'édification isolée du socialisme.

acceptèrent la politique de rapprochement avec le koulak. Staline s'appuya entièrement sur les thèses de la droite dans sa lutte contre les « super-industrialisateurs » de l'opposition de gauche (Trotzky, puis Kamenev et Zinoviev).

En 1925, Staline alla même jusqu'à l'idée d'une *dénationalisation* de la terre : celle-ci aurait été remise en propriété aux paysans pour deux ans, et même plus, ce qui signifiait liberté de concentrer la propriété du sol par le mécanisme des achats et des ventes. La même année, des lois autorisèrent, en dérogation de la Constitution, l'emploi de main-d'œuvre salariée dans les campagnes et le fermage, c'est-à-dire la libre formation du capital terrien. Trotzky commentait ainsi cette politique : « Le gouvernement, dont le mot d'ordre était « vers les campagnes », s'oriente en réalité vers le koulak. » C'est alors que, comme théoricien de la fraction dirigeante, Boukharine lança son fameux mot d'ordre : « Paysans, enrichissez-vous ! » Aujourd'hui, l'Abrégé de l'histoire officielle du Parti bolchévique l'accuse de trahison pour avoir soutenu que la lutte de classe entre paysans pauvres et koulaks était terminée et que le paysan riche serait absorbé pacifiquement par le socialisme : mais avant 1926, c'étaient là les idées officiellement défendues par Staline et combattues par l'opposition de gauche !

Quant aux plans d'industrialisation, Staline s'en moquait à l'époque. N'affirmait-il pas en avril 1917 que construire la grande centrale électrique du Dniepr revenait, pour un moujik, à acheter un gramophone au lieu d'une vache ?

Quand, plus tard, on demandait à Staline qui était pire de la droite ou de la gauche, il répondait qu'elles se valaient, et il les écrasa toutes deux. Quelle était la « tendance » de Staline ? Uniquement *de ne pas avoir* de tendance, de ne pas respecter de principe, d'administrer l'Etat pour l'Etat (1), de gouverner la Russie pour la Russie, bref de substituer une position nationaliste puis impérialiste à la position de classe et internationaliste, peut-être au début sans que ses disciples ni lui-même ne s'en soient aperçus.

A partir de 1927, la *droite* et la *gauche* fusionnent et engagent une lutte inégale contre la « direction ». Le fait paraît bizarre à ceux qui écrivent l'histoire « d'après les personnes », car lorsque la gauche injuriait Staline (dix fois moins qu'il aurait fallu, d'ailleurs !), c'est la droite à qui il avait emprunté sa politique qu'elle visait. Plus tard, Staline puisa aux doctrines et aux thèses de la gauche, ce qui est un nouveau sujet de perplexité pour les historiens non marxistes. Mais puisque la double révolution russe s'était historiquement réduite à une révolution purement bourgeoise, quoi d'étrange à ce qu'un de ses chefs ait coupé la tête d'autres chefs pour leur voler leurs idées ?

Emporté par sa lutte contre la droite, Trotzky lui-même dévalue les posi-

(1) Dans son rapport au XI^e Congrès du P.C.R., Lénine mettait en garde contre ce danger : « ... ne pas détacher la gestion administrative de la politique — telle est la tâche. Car notre politique et notre gestion administrative reposent sur ceci : toute l'avant-garde doit être liée à toute la masse prolétarienne, à toute la masse paysanne. Si d'aucuns oublient ces rouages, s'ils s'emballent pour l'administration seule, ce sera un vrai malheur. »

tions de celle-ci, sans voir que droite et gauche se plaçaient toutes deux sur le terrain des principes marxistes, dont le « centre » s'éloignait au contraire toujours davantage à chacun de ses tournants politiques aussi bien en Russie que dans le monde. Mais Trotzky a l'immense mérite d'avoir dénoncé dès 1923 l'utilisation de l'appareil d'Etat, froide et cruelle machine constituée pour exercer la terreur sur l'ennemi de classe, *contre les cadres du parti*. Dans cette crise, le pouvoir soviétique se détachait en effet des forces révolutionnaires de l'étranger dont la population russe, en immense majorité *non prolétarienne*, se défiait, et cela aboutit à la perte du parti marxiste qui avait seul conquis le pouvoir. Les épisodes de répression contre les militants révolutionnaires russes étaient donc condamnables parce que la dictature révolutionnaire a pour sujet le parti communiste considéré dans son extension internationale et dans toute sa tradition historique, et non pas le « peuple », ni même la classe ouvrière nationale en général ; le trotskysme de l'époque suivante qui les a condamnés du point de vue vulgaire du « respect des opinions de la base » ne se plaçait déjà plus sur un terrain marxiste.

En fait, ce n'est pas la droite si décriée qui a présidé à la transformation de la révolution socialiste de Russie en une révolution purement capitaliste : car lorsqu'elle aperçut enfin le danger qui menaçait l'essentiel de la tradition bolchévik et le communisme mondial, elle s'unit à la gauche pour tenter de résister à la contre-révolution stalinienne : mais il était trop tard, et celle-ci les frappa l'une après l'autre, Trotzky d'abord, puis Zinoviev et Boukharine, leur infligeant la triste fin des Curiace.

De la NEP à la « dékoulakisation » :

En 1927, aussi bien le centre que la droite et la gauche restent tous trois sur la position de Lénine en matière agraire : la petite économie paysanne est la condamnation à mort de la révolution socialiste. Il s'agit de comprendre le passage de la NEP à l'offensive contre le koulak.

Même si quelque gauchiste insensé l'avait réellement envisagée, la « mise en esclavage » de la paysannerie par l'Etat ouvrier n'aurait été qu'une bêtise : on ne pouvait obtenir une augmentation de la production agricole par la seule contrainte. Ce qu'il fallait, c'était sortir du morcellement rural qui, en s'accroissant, avait provoqué un recul aussi bien politique que technique des campagnes. Or la nationalisation (ou mieux, l'étatisation) de la propriété foncière, si elle empêche bien la formation d'une nouvelle grande propriété agraire, empêche du même coup le passage de la petite à la grande exploitation, emprisonnant l'agriculture dans une technique arriérée, et c'est précisément à la grande entreprise que les trois tendances voulaient arriver.

Trotzky et Zinoviev restent pour leur part sur la position de Lénine : passage sans coercition de la petite exploitation à l'entreprise agricole à travail associé dirigé par l'Etat, c'est-à-dire au sovhoze disposant à la fois de

la terre et du capital d'exercice de l'Etat : ils sont donc pour une industrialisation intense, car ce capital d'exercice reste à créer.

Staline propose la dénationalisation de la terre pour permettre la constitution de vastes possessions terriennes avec fermage, et bien entendu travail salarié et rente foncière.

Boukharine, lui, ne veut pas plus que la gauche revenir sur la nationalisation juridique qui est un garde-fou contre le retour au passé et la menace de perdre le pouvoir ; il n'est donc pas pour la liberté de posséder la terre, mais il pense qu'il n'y a pas de grande entreprise sans grand capital. Il constate que l'industrie n'arrive qu'à grand-peine à produire les objets manufacturés de consommation courante, et que le peu de biens d'équipement qu'elle peut fournir servent à élargir la production industrielle elle-même, et non à transformer l'agriculture. Il en conclut que la terre doit rester à l'Etat, mais le capital d'exercice se former en dehors de lui. Sous la NEP, le commerce a bien déjà donné lieu à une accumulation de capital, mais celle-ci s'est concentrée dans les mains de spéculateurs (que la loi ne considérait plus comme des contrebandiers), et restait stérile pour la production et l'amélioration technique.

Boukharine, qui connaît son *Capital* par cœur et que Lénine a souvent raillé pour sa science livresque, sait que l'accumulation primitive classique est née, en Angleterre et dans d'autres pays, du grand fermage agraire et que c'est de là que le capitalisme, « base » matérielle du socialisme, est sorti. Or dans les campagnes russes, il n'existe même pas de capital privé. Si dans l'industrie, le passage du capitalisme privé au capitalisme d'Etat est un pas en avant (selon Lénine lui-même), ce pas en avant est impossible dans l'agriculture ; là, il faut passer plus modestement de la petite exploitation au capitalisme privé : et ce serait folie de s'en indigner, alors que le commerce est en pleine expansion, que la production industrielle, même étatisée, se fait toujours dans les formes mercantiles et donc capitalistes. Qu'on ne s'étonne pas si nous réhabilitons Boukharine non seulement contre l'accusation calomnieuse d'avoir été un agent des bourgeoisies étrangères, mais même contre les violentes critiques de Trotzky à son fameux mot d'ordre « Paysans, enrichissez-vous », car son raisonnement était en règle non seulement avec Marx, mais avec Lénine lui-même. Dans sa vision, la terre reste à l'Etat et le paysan riche de terre disparaît (il est donc faux que Boukharine et les siens aient défendu le koulak), mais en revanche apparaît le « colon de l'Etat » qui, avec son capital d'exercice et ses salariés produit (sous une forme qui n'est guère différente du salariat existant dans les usines d'abord soumises au contrôle ouvrier, puis étatisées), une masse supérieure de produits pour l'économie générale et paie une rente foncière à l'Etat. Pour que la moyenne entreprise s'agrandisse, il faut, c'est clair, que le capital d'exercice moyen s'accroisse et qu'augmente le nombre des prolétaires ruraux : or cela n'est pas possible si l'entrepreneur agricole n'accumule pas. S'il avait cessé d'interdire l'accumulation du capital agraire social (le capital accumulé par les particuliers n'étant qu'une partie du capital social), l'Etat communiste aurait donc emprunté, selon lui, une voie plus rapide pour gravir les degrés de l'échelle des modes de production dont parlait Lénine : Boukharine avait compris que la fonction de tout Etat

est seulement d'*interdire* (ou de cesser d'*interdire*) et non pas de « construire » et d' « organiser », et pas plus que Lénine il ne croyait possible de « construire le communisme des mains des communistes ». En lançant le fameux mot d'ordre : « Enrichissez-vous ! », Boukharine disait aux paysans : « Enrichissez-vous de capital d'entreprise agricole (1), pour que vienne plus vite le moment où nous vous *expropriérons* de tout ce que vous aurez accumulé, afin de passer au quatrième échelon de Lénine : le capitalisme d'Etat, même à la campagne. »

Historiquement, c'est la forme kolkhosienne qui s'imposa, une force mixte que Staline n'a certes pas découverte lui-même, car il ne fut jamais qu'un fabricant a posteriori de formules démagogiques, ce qui était incontestablement une grande force politique. La solution de Trotzky-Lénine et surtout celle de Boukharine auraient permis de sortir plus rapidement du morcellement rural, mais, bien entendu, lorsque la polémique éclata, il n'existait pas trois solutions possibles, et on ne peut parler de « choix ».

Staline se servit de la thèse de Bouharine pour battre la gauche marxiste. Mais quand Boukharine s'aperçut que l'histoire poussait Staline vers la contre-révolution politique, il n'y eut plus de différence entre droite et gauche, *il n'y eut plus rien à droite du centre*. Tous les marxistes révolutionnaires s'alignèrent contre Staline pour des raisons de principe bien plus profondes que celles qui les avaient opposés. Ils perdirent la bataille, mais ils la perdirent dans la ligne féconde de toutes les révolutions écrasées, dont la revanche ne viendra qu'avec la révolution mondiale.

(1) Staline avait fait pire encore, puisqu'il avait été sur le point de leur dire : « Enrichissez-vous de terre ! Laissez-nous seulement l'Etat, l'industrie et l'armée. » Comme si on pouvait avoir l'Etat sans avoir la Terre !

La « dékoulakisation » et la « collectivisation ».

C'est au XV^e Congrès du P.C.R., en décembre 1927, que fut annoncée la nouvelle politique agraire russe, connue sous le nom de « dékoulakisation ». A ce même congrès, l'opposition de gauche fut condamnée officiellement et Trotsky et Zinoviev expulsés du Parti. L'année suivante l'opposition de droite de Boukharine subit le même sort.

Cette phase de la lutte contre les paysans riches (koulaks) ne peut être mieux présentée qu'au travers des écrits de Trotsky : en mettant même de côté ses indiscutables qualités d'historien, il était précisément de ceux qui, contre Staline et Boukharine, avaient préconisé la politique de lutte contre le koulak.

« La population apprit avec stupeur par un éditorial de la *Pravda* du 15 février 1928 que les campagnes n'avaient pas en fait l'aspect sous lequel les autorités les avaient dépeintes jusqu'alors, mais ressemblaient beaucoup au tableau qu'en avait tracé l'opposition (de gauche) avant le congrès. La presse qui un jour avant niait littéralement l'existence du koulak, le découvrait aujourd'hui, sur les indications venues d'en haut, non seulement dans le pays, mais même dans le parti. Pour alimenter les villes il fallait prendre d'urgence au koulak le pain quotidien. On ne pouvait le faire que par la force. L'expropriation des réserves de céréales, non seulement chez le koulak mais même chez le paysan moyen, fut qualifiée dans le langage officiel de « mesure extraordinaire ». Mais les campagnes ne crurent pas à ces bonnes raisons et elles eurent raison. La réquisition forcée du blé enlevait au paysan riche toute envie d'étendre les superficies ensemencées. Le journalier et le cultivateur pauvre se trouvèrent sans travail. L'agriculture était une fois encore dans l'impasse. »

« Staline et Molotov, tout en continuant à attribuer la première place à la culture parcellaire (comme ils l'avaient fait dans leur polémique contre la gauche), commencèrent à admettre la nécessité d'élargir rapidement les entreprises agricoles de l'Etat (Sovkhoses) et les entreprises collectives des paysans (Kolkhoses). Mais comme la très grave pénurie de vivre ne permettait pas de renoncer aux expéditions militaires dans les campagnes, le programme de développement des cultures se trouva suspendu dans le vide... Les *mesures extraordinaires* provisoires adoptées pour prélever le blé, firent naître, inopinément, un programme de « liquidation des koulaks comme classe ». Les instructions contradictoires, bien plus abondantes que les rations de pain, mirent en évidence l'absence d'un quelconque programme agraire, non pour cinq ans, mais pour cinq mois. »

L'exposé de Trotsky nous amène à l'étape suivante de la politique du gouvernement russe dans la question agraire : la « collectivisation », c'est-à-dire la formation des *kolkhoses*.

La soi-disant « collectivisation » fut un tournant imposé par la nécessité, mais elle entraîna une véritable ruine de l'agriculture — dont elle ne s'est pas encore relevée. Les années de « collectivisation » furent marquées par une chute effrayante de la production céréalicole, et par une véritable extermination du cheptel, entraînant la fameuse « faim de Staline » des années 1932-33 qui tua, selon les estimations de l'opposition trotskyste, de 4 à 10 millions de personnes.

La statistique officielle ne put dissimuler certains chiffres. La production de céréales, qui était de 800 millions de quintaux en 1913, tomba à 503 millions durant la révolution et la guerre civile. La N.E.P. permit une reprise : 835 millions de quintaux en 1930. Mais, les deux années suivantes, on tombe à 700 millions de quintaux : moins que sous le tsar avec une population supérieure ! De même, dans les deux premières années de la « collectivisation », la production de sucre tombe de moitié. Mais c'est le cheptel surtout qui fut dévasté : de 1929 à 1934, le nombre des chevaux se réduit à 45 % de ce qu'il était, celui des bovins à 40 %, celui des ovins à 34 % et celui des suins à 45 %.

Pour Trotsky, ce massacre de forces de production est dû aux erreurs de la direction centrale ; mais la supériorité de la forme kolkhosienne, sur la parcelle libre comme sur la libre industrie agraire privée préconisée par Boukharine, reste pour lui incontestable. On ne peut en effet retenir, argumente-t-il, que le seul pouvoir d'une organisation administrative incompétente ait pu déterminer cette progression : de 1918 à 1928, 1 % seulement des familles paysannes était entré dans les coopératives ; en 1929, on passe de 1,7 % à 3,9 % ; en 1930, à 23,6 %, en 1931 à 52,7 % et en 1932 à 61,5 %.

En fait, il ne fait pas de doute que ce déplacement de la petite paysannerie vers la forme coopérative (baptisé « collectivisation ») ait été dû, dans une grande mesure, à l'expansion du type 3 de Lénine : le capitalisme privé agraire, que Boukharine voulait accélérer encore pour passer à un capitalisme d'Etat agricole en expropriant finalement le koulak. Le paysan, déjà spolié par le koulak et réduit à un dénuement quasi total, fut attiré par la certitude que dans le kolkhose non seulement il recevrait pour son travail dans les champs collectifs au moins autant que lui donnait le koulak, mais encore il se verrait offrir une parcelle, du bétail, des outils et des semences. Il se pressa de vendre tout ce qu'il possédait pour adhérer au kolkhose : les adhésions se firent par villages entiers, quelquefois par groupes de villages ou même par district. Le déterminisme engendre une psychologie imitative, logique conséquence de l'instinct de conservation, chez le producteur parcellaire. Les ruraux, écorchés depuis des siècles par les féodaux et depuis des années par les koulaks, se jettèrent dans les kolkhoses comme un troupeau de moutons (mais comme ils étaient des hommes et non des moutons ils s'empresèrent de manger ou de vendre auparavant leurs réserves : blé, bétail ou instruments de travail). De « dékoulakisation » en « collectivisation » on aboutit donc au triomphe de la forme kolkhose.

Trotsky et le kolkhose.

Trotsky considère comme *plus avancé* que celui de Boukharine le système des kolkhoses sorti vainqueur de la liquidation des capitalistes agraires. Voici

les graves paroles de Trotsky : « Quand la politique à l'égard du paysan s'orientait vers le paysan riche (Staline-Boukharine), on supposait que la transformation socialiste de l'agriculture, sur la base de la N.E.P., se serait réalisée en quelques dizaines d'années au moyen de la coopération. Embrassant l'un après l'autre les domaines de l'accumulation des réserves agricoles, de la vente, du crédit, la coopération aurait dû à la fin socialiser la production. (Il s'agit d'une traduction de série et il faut rétablir le sens de la pensée marxiste de Trotsky : une fois réalisée, entre les mains du koulak, la première accumulation du capital d'exercice, du capital mercantile fournit par le droit de vendre les produits sur le marché, du capital monétaire permettant l'élargissement des investissements, les groupes de paysans représentant la force de travail, soutenus par l'Etat politique socialiste, auraient eu accès à ces capitaux qu'ils auraient mis en œuvre dans des coopératives, sur une terre non morcelée. Les conditions d'une socialisation de tout le capital employé dans l'agriculture seraient ainsi apparues. Notons tout de suite que pour nous il y a deux phases bien distinctes : l'étatisation d'une part et la socialisation de l'autre, comme nous le précisons à propos de l'industrialisation.) « Le tout, continue Trotsky, s'appelait le *plan de coopération de Lénine*. »

Ce passage mérite un nouveau commentaire. La structure dualiste du kolkhose, avec son aspect parcellaire et son aspect unitaire, mais plus patronal que coopératif par rapport au kolkhosien, travailleur hybride, n'a jamais été prévue par Lénine. C'est une des mille falsifications staliniennes que d'avoir prétendu que le kolkhose avait son origine dans l'écrit de 1923 de Lénine sur la « coopération ». Lénine y parlait de l'octroi « de primes de l'Etat soviétique aux coopératives de paysans, de prix de faveur pour leurs produits par rapport à ceux des paysans parcellaires », mais jamais il n'a parlé de donner comme primes des « jouissances » de type populiste. Il dit entre autres : « A cet égard (le manque de culture des paysans), la N.E.P. représente un progrès dans ce sens qu'elle s'adapte au niveau du paysan le plus commun, et n'exige de lui presque rien de supérieur. Mais pour obtenir qu'au moyen de la N.E.P. presque toute la population participe aux coopératives, *il faudra toute une phase historique*. Si tout va pour le mieux nous pourrions traverser cette période en deux ou trois décades. » Ce sont les « vingt années de bons rapports avec les paysans » de Lénine dont il a été tellement question, simple prologue à la véritable transformation socialiste internationale.

Revanche de l'égoïsme rural.

Trotsky poursuit : « La réalité suivit, comme on sait, une voie tout à fait différente, celle de l'expropriation forcée et de la collectivisation intégrale. Il ne fut plus question de la socialisation progressive des diverses fonctions économiques à mesure que les ressources matérielles et culturelles l'auraient rendue possible. La collectivisation se fit comme s'il s'agissait d'établir immédiatement le régime communiste dans l'agriculture. Cela eut pour conséquence, outre la destruction de plus de la moitié du bétail, un fait encore plus grave : *l'indifférence complète des travailleurs kolkhosiens pour les biens socialisés* et pour le résultat de leur travail dans les kolkhoses. Le gouvernement ouvrier

opéra une retraite désordonnée. Les paysans eurent à nouveau des volailles, des porcs, des moutons, des vaches à titre privé. Ils reçurent de petits lots de terre près de leur maison. *Le film de la collectivisation passa à l'envers.* Avec ce rétablissement des entreprises individuelles, le gouvernement acceptait un compromis, payant en quelque sorte un escompte aux tendances individualistes des paysans. Les kolkhoses subsistaient ; en conséquence, cette retraite pouvait sembler à première vue d'importance secondaire. En réalité, il serait difficile d'en surestimer la portée. Si on laisse de côté l'aristocratie du kolkhose (qui a une situation privilégiée, veut dire Trotsky), les besoins quotidiens du paysan moyen sont pour le moment satisfaits *en plus grande partie par son travail « pour soi » que par sa participation au kolkhose.* Il arrive souvent que le revenu du petit lot *individuel* soit deux ou trois fois plus élevé que le salaire de l'entreprise *collective*. Ce fait, attesté par la presse soviétique, fait ressortir avec vigueur d'une part le gaspillage absolument barbare de la force de travail de dizaines de millions d'hommes et plus encore de femmes dans la petite culture, et de l'autre, le rendement très bas du travail dans les kolkhoses. »

Aujourd'hui encore, les données statistiques tendent à prouver que le rendement global reste bas dans les deux aspects (collectif et individuel) du kolkhose.

Trotsky, qui avait cependant dit que la guerre contre le koulak était imposée par la nécessité de nourrir la société arrive à notre thèse. Chez le kolkhosien, l'« âme — et l'estomac — privés l'emportent de beaucoup sur son « âme coopérative ». Il évolue en sens exactement inverse à celui prévu par Lénine, qui voulait l'arracher corps et âme à la servitude de la glèbe, la pire de toutes parce qu'elle s'accompagne du stupide instinct de propriété. Psychologiquement, le kolkhosien est au même niveau que le petit propriétaire, lié à la terre par des traditions séculaires, et demain par le programme... du parti communiste officiel. Il se renferme complaisamment dans le royaume minuscule auquel il est condamné à vie et déclare : je foule le sol de ma parcelle dont je suis le patron et l'esclave ; je n'arrive pas à comprendre qu'ici j'échange dix heures de fatigue contre un kilo de pain tandis qu'au dehors, au milieu de mes camarades, j'échangerais deux heures contre deux kilos.

Le pire compromis.

Staline s'est vanté bruyamment d'avoir fait un tournant à gauche en expulsant les koulaks et d'avoir remplacé le capitalisme des campagnes par le « socialisme ». Son compromis fut en réalité bien pire que celui de Boukharine avec les koulaks capitalistes.

Le compromis que Boukharine projetait, lui qui n'avait pas compris nombre de compromis géniaux de Lénine (paix avec les Allemands ; appui aux nationalités opprimées ; utilisation des spécialistes bourgeois contre hauts salaires, etc.), était un compromis *à la Lénine*. Ayant accumulé et concentré dans les campagnes le capital d'exercice commercial et financier éparpillé, le koulak aurait été ensuite chassé comme l'avaient été les Socialistes-Révolutionnaires dont Lénine avait dû accepter le programme anti-marxiste comme

un pont qu'il fallait franchir. Cette expropriation du koulak se serait réalisée dans le cadre historico-économique d'une agriculture à vastes entreprises capitalistes privées, qui constitue une base bien plus solide pour le socialisme qu'un réseau de petites entreprises familiales jouissant de la terre selon l'idéal des Socialistes-Révolutionnaires.

Le compromis de Boukharine pouvait donc se terminer comme ceux de Lénine, c'est-à-dire par l'élimination de l'adversaire, sans une dégénérescence donnant au parti prolétarien la méprisable fonction des partis petits-bourgeois opportunistes, plus dangereux que ceux de la grande bourgeoisie et que le fascisme. Le compromis de Staline, outre qu'il a détruit le potentiel du mot et de l'aspiration socialistes, a instauré une forme impure difficile à détruire.

Le kolkhose est une forme statique ou qui n'évolue que dans le sens d'une augmentation de la cupidité égoïste héréditaire : le capital coopératif s'y accumule non pour préparer la révolution prévue par Marx, mais pour favoriser la micro-richeesse paysanne, basse et anti-sociale. Demain, l'État n'aura pas devant lui une tête à trancher pour socialiser la machine productive, mais une pieuvre aux mille centres vitaux impossibles à frapper tous.

Le compromis avec le koulak avait un contenu marxiste logique. Le compromis avec les kolkhosiens — bureaucratie spéculant sur eux ou pas — fut la vraie capitulation du glorieux bolchévisme.

Origines de la forme Kolkose.

La gestion collective de la terre a en Russie des origines très anciennes. Le « mir » était une collectivité de paysans serfs qui devait un tribut en travail ou en denrées au seigneur féodal, au tsar, à l'État ou à des communautés religieuses. Ce « mir » connaissait déjà une double forme d'exploitation : chaque famille avait sa petite « ussadba » (1), jardin potager où se trouve l'isba, la maison paysanne avec les réserves agricoles vives et mortes. La terre commune était périodiquement répartie en lots travaillés par une seule famille et sur lesquels elle récoltait en payant un tribut en argent (*obrok*) ou en travail servile sur la terre du seigneur (*barchtina*). Après la réforme de 1861, le rachat des serfs fut admis et il tendit à un lotissement stable des terres communes. Mais les paysans payèrent aux seigneurs des prix énormes qui les ruinèrent totalement. Ils tombèrent en partie au niveau de salariés industriels ou de journaliers agricoles, tandis que les formes collectives anciennes survivaient partiellement et qu'apparaissaient des paysans riches. En 1905, la réforme plus audacieuse de Stolypine ne réussit pas davantage à établir un régime d'entreprises individuelles sur toute la terre russe et à substituer des possessions stables à la vieille pratique du *nadiel*, ou répartition périodique des terres collectives. On admet qu'à la veille de la grande guerre un quart seulement des terres gérées collectivement avaient été transformées en propriétés stables.

(1) *Ussadba* : maison et ses dépendances ; par extension : propriété.

Après la révolution d'octobre, malgré l'invasion anarchique des paysans sur les terres arrachées aux nobles et aux bourgeois, il subsistait encore des exemples remarquables d'entreprises collectives issues des anciennes formes et qui engendrèrent les kolkhoses actuels.

Au temps du communisme de guerre et de la N.E.P., entre 1918 et 1925, trois types de gestion coopérative existaient, dans une mesure limitée il est vrai.

La *Société de culture collective* est une forme dans laquelle les cultivateurs apportent seulement une partie de leurs terres au groupe, et en outre leur travail et un capital, mais en conservant la propriété individuelle sur le capital apporté, aussi bien pour la répartition des produits qu'au cas où un membre se retirerait de la société.

Cette forme de travail en commun est temporaire ; c'est la moins collectivisée et la plus labile.

La *Commune agraire* doit au contraire être considérée comme la forme la plus avancée, même par rapport au kolkhose moderne qui a son origine dans la troisième forme, ou *artel*, nom de la corporation paysanne au moyen âge qui est interchangeable avec le terme « kolkhose » pour désigner la forme aujourd'hui dominante.

Dans la *Commune*, bien que théoriquement tout membre ait le droit de se retirer, la terre, le capital et le travail sont remis à la collectivité sans qu'il en reste rien à ses membres à titre individuel. Les produits sont également communs et distribués en parties égales, l'excédent sur les besoins servant à développer l'entreprise. C'est vers ce type que l'attention de Lénine fut constamment tournée. Dans la *Commune*, l'habitation et les repas sont communs ; toute forme, non seulement de propriété mais même d'usage individuel de la terre et toute prestation de travail salarié sont strictement interdits. Dans le statut de 1925, il était dit que « la commune agricole a le but d'élever le bien-être matériel et spirituel de ses membres au moyen de :

- 1° L'organisation et l'exploitation en commun de l'économie agricole par les sociétaires ;
- 2° La distribution égale de tous les produits du travail entre eux ;
- 3° La satisfaction en commun de tous leurs besoins ».

On peut donc dire que la *Commune agricole*, aujourd'hui disparue, réalisait une parfaite économie communiste *interne* ; le sovkhose en diffère en ce sens que non seulement la terre, mais tout le capital est propriété non pas de l'association, mais de l'Etat central. Mais ce caractère avancé est compensé par un caractère arriéré : les produits vont à l'Etat et le travailleur reçoit un salaire.

Droits du kolkhosien.

En nous rapportant au statut de 1935 de l'artel-kolkhose, forme intermé-

diaire qui a par la suite absorbé les deux formes extrêmes, les *Sociétés de culture en commun* et les *Communes*, nous rappellerons quelles sont les dotations individuelles et familiales permises au sociétaire. Ce sont : la maison d'habitation (en propriété héréditaire), un lopin de terre variant d'un quart à un demi hectare, et au maximum d'un hectare pour les terres les moins fertiles. Selon le statut-modèle sont aussi propriété privée « de chaque maison kolkhosienne » : « trois bovins dont une vache, une truie et ses petits, jusqu'à dix moutons et brebis, une quantité illimitée de volailles et de lapins, et jusqu'à vingt ruches. » Pour certaines régions les lois accordent des droits encore plus étendus. Dans un article de Pavlovsky dans les n^{os} 1 et 2 de la « Culture soviétique » (1946), on parle d'une vache et de trois veaux, de deux truies avec leurs petits, mais pour les régions où l'élevage est très développé on arrive à 8-10 vaches, 100-105 moutons, 10 chevaux, 8 chameaux... Nous verrons l'importance de ces chiffres.

Du point de vue juridique, il y a quelques discordances entre les différents textes, ou peut-être leurs traductions. En substance, il s'agit d'une véritable droit de propriété privée sur la maison, le lopin de terre, le capital formé par les outils et les animaux. Le statut applique le terme de propriété à toutes ces dotations, tantôt référées à la « maison kolkhosienne », tantôt aux « membres de l'artel ». La constitution parle de droit de propriété personnelle sur la maison et sur le lopin, et au sujet de ce dernier, de « jouissance personnelle » ou « d'usufruit personnel ».

Mais comme pour le territoire que l'Etat attribue à un kolkhose donné on parle de « jouissance gratuite », « non limitée dans le temps » c'est-à-dire perpétuelle, il en va de même pour la « jouissance » de son lopin de terre par le kolkhosien. En effet, l'article 10 de la constitution garantit le droit de succession héréditaire (qui par définition est *perpétuel*) pour les biens suivants : « propriété personnelle sur les produits du travail et de l'épargne personnels, sur la maison d'habitation et l'entreprise familiale auxiliaire, sur les objets d'usage domestique et personnels, etc... »

C'est une vieille idée que « le socialisme ne détruit pas la propriété personnelle », mais c'est une mauvaise formule. La doctrine marxiste ne s'inscrit pas dans le « droit », parce que la doctrine du droit s'inscrit dans la théorie marxiste, dont elle n'est qu'un simple chapitre. Si on pouvait cependant donner une formule juridique de la société socialiste, ce serait la suivante : la société est immédiatement propriétaire de tous les produits du travail fourni par chacun de ses membres, qui n'exercent aucun droit sur ceux-ci. En restant dans les termes de la science juridique commune, nous affirmons que « jouissance gratuite et perpétuelle » égale pleine propriété. Ceci est également une vérité économique, et nous marxistes ne sommes pas les seuls à reconnaître que le droit naît de l'économie. La somme des rentes futures que rapportera un bien de disposition perpétuelle rapportées à aujourd'hui (en respectant totalement la théorie bourgeoise de l'intérêt composé) est égale à la valeur totale de ce bien. Seul le calcul d'un usufruit à terme donne un chiffre inférieur à la valeur-capital du bien et la différence est appelée « propriété » par les juristes. Mathématiquement, cela s'exprime de la façon suivante : l'intégrale

des fruits futurs d'un capital pendant une durée illimitée, dont chacun est réduit à sa valeur actuelle, est égale au capital lui-même.

Il en résulte que toute la valeur de la terre, des réserves et de tout ce qui est donné en jouissance illimitée à la famille kolkhosienne, est propriété privée, économie privée. Tout ce domaine est soustrait non seulement au socialisme, mais même au simple capitalisme d'Etat.

Au reste, dans la succession historique des modes de production, l'exploitation parcellaire du kolkhosien se trouve au-dessous du niveau du capitalisme privé, parce que le travail qui lui est appliqué n'est ni associé, ni salarié (cette forme ne se trouve que sur les terres coopératives du kolkhose). *Si bien qu'elle ne dépasse pas la seconde « phase » du tableau de Lénine : petite économie paysanne mercantile.*

Obligations du kolkhosien.

Il s'agit maintenant de voir quel est le rapport entre le travail du kolkhosien comme travailleur associé et celui qu'il consacre à son lopin. Selon le statut, à son entrée au kolkhose ou lors de la formation de celui-ci, par le concours des anciennes entreprises individuelles, le futur membre apporte sa terre à l'association. Toutes les limites entre les champs privés sont effacées définitivement, sauf pour la zone que chaque famille participante (chaque *dvor* selon le terme traditionnel) conserve autour de sa maison. Quant aux réserves possédées par chaque adhérent, 50 à 70 % en sont inscrits dans les livres du kolkhose comme sa contribution ; le reste est versé à fonds perdu au capital indivisible du kolkhose. A ce fonds commun, chaque adhérent verse une taxe d'inscription de 20 à 40 roubles (de 1935). Tout individu apte au travail — homme ou femme — peut adhérer au kolkhose. Il ne ressort pas clairement des textes comment les enfants des kolkhosiens y adhèrent, si c'est au moment du mariage, ou à leur majorité, ni s'ils payent une taxe, ni comment ils reçoivent une nouvelle maison et un nouveau lopin : mais de l'augmentation de la population résulte la demande urgente de maisons kolkhosiennes dans ces dernières années. Le membre du kolkhose a le droit de le quitter et de retirer son capital personnel, mais non de garder son lopin individuel. L'expulsion est prévue pour les cas graves.

Pour le travail en commun, tous les membres du kolkhose sont regroupés en *brigades* affectées à des travaux divers ; elles comportent chacune une cinquantaine de personnes avec des spécialisations techniques diverses.

Le travail fourni par chacun est mesuré en *troudodien*, ou journées de travail, dont la valeur varie selon la capacité technique et le rendement général de la production, et d'une entreprise à l'autre. Elles sont consignées sur des livrets individuels par le chef de brigade. Naturellement, comme dans l'industrie, le système des primes avantage les plus zélés.

Avant le calcul final de ce qui revient au kolkhose et aux travailleurs, on fait les prélèvements pour les tiers. D'importantes quantités des différents produits, du blé en particulier, reviennent à l'Etat et sont payées au prix officiel qui est inférieur au prix du marché (2) : « Les livraisons obligatoires du kolkhose à l'Etat constituent, dit l'auteur russe plus haut cité, la forme la plus importante de taxation de l'entreprise agricole. » Jusqu'à la guerre, le pourcentage des livraisons était évalué, pour les années de bonne récolte, entre 12 et 15 % de la récolte. De plus, il faut verser à l'Etat le prix des semences avancées et de la location des machines et tracteurs aux stations d'Etat (2), souvent estimées en fraction du produit brut. On procède ensuite aux retenues pour la constitution des stocks normaux de semences et pour les fonds d'assistance et de prévoyance. Enfin, l'assemblée des kolkhosiens établit quelle partie du produit restant sera vendue sur le marché pour faire face aux dépenses de l'entreprise. Du produit net de ces ventes, obligatoires ou libres, on tire le revenu monétaire du kolkhose. Environ 20 % de celui-ci vont à un nouvel investissement de capital. Le reste de l'argent est distribué aux membres de l'artel en proportion des *troudodiens*. La fraction non vendue de la production est répartie en nature de la même façon.

Donc, ce que le kolkhosien retire de son travail associé revêt une forme qui participe à la fois du *salaire* (puisque la mesure de base est le temps de travail fourni pour un type donné d'activité technique) et du *dividende* , du *profit* de la coopérative, et ceci en fonction de deux choses : l'apport initial de capital-réserves et de la quote-part souscrite, le temps de travail fourni.

Rapport entre kolkhose et Etat.

Comme propriétaire de sa parcelle, le kolkhosien est socialement un petit exploitant direct ; comme membre de l'artel, il est en même temps un travailleur salarié et un actionnaire qui reçoit un profit d'entreprise.

Sous cette seconde forme, le kolkhose, qui est entrepreneur collectif, serait également propriétaire foncier (ou un usufruitier perpétuel, ce qui revient au même) si réellement il ne payait pas de rente à l'Etat, propriétaire théorique de toute la terre cultivée. Toutefois nous avons vu que l'Etat perçoit des versements tellement importants du kolkhose qu'ils ont le caractère d'un fort impôt. Mais puisque dans les pays bourgeois les propriétaires fonciers paient un impôt à l'Etat, il faut admettre que le kolkhose est non seulement un entrepreneur collectif, mais aussi un propriétaire foncier collectif. Si l'impôt atteignait des valeurs assez élevées pour qu'on puisse l'appeler rente, on pourrait dire que le kolkhose est fermier de l'Etat et lui paie une rente pour la terre de propriété publique.

(2) Notons que nous nous occupons ici du kolkhose tel qu'il fonctionnait avant les « réformes » de Krouchtchev. Les modifications apportées par ces réformes, ainsi surtout que leur portée sociale et économique seront examinées dans le dernier chapitre de ce travail.

Mais dans le rapport entre l'économie paysanne et l'Etat, nous devons opposer à ces livraisons obligatoires à l'Etat les charges de celui-ci à l'égard du kolkhose pour les travaux publics et mille services, tels que les transports, l'énergie, la presse, les écoles, les bibliothèques, les innombrables institutions d'assistance, etc. Le résultat final sera certainement, sinon un passif de l'Etat, du moins une rémunération par l'impôt de taux modique pour la protection de l'Etat aux paysans associés.

L'Etat, qui était en théorie la force politique de la classe ouvrière industrielle, préside en réalité à un transfert de valeurs et de plus-value de la classe ouvrière urbaine à la classe paysanne propriétaire (deux fois propriétaire : sous forme individuelle et sous forme associée), tout comme l'Etat bourgeois préside au transfert de plus-value de la classe prolétarienne à la classe des capitalistes et des propriétaires fonciers. Un Etat inspiré par des intérêts paysans menaçant ceux des prolétaires est l'allié de classe naturel des Etats capitalistes historiques du monde entier, même si son capital industriel paraît renfermé dans un compartiment étanche par rapport au capital financier international.

Des trois classes de la société bourgeoise modèle décrite par Marx, la classe ouvrière continue d'être la classe exploitée, la classe capitaliste est représentée par l'Etat administratif, non comme collège de fonctionnaires de haut rang, mais comme *canal émulateur* pour les forces du capitalisme bourgeois extérieur. La classe des propriétaires fonciers a pris une forme *populiste* et non plus minoritaire ; elle se présente comme un consortium de consortiums paysans auquel revient une rente foncière élevée retranchée à la plus-value extorquée au producteur urbain dominé et exploité.

Maigre bilan agraire russe.

Le rapide développement de l'industrie en Russie traduit la jeunesse du capitalisme russe qui atteint des indices fracassants sur le dos d'un prolétariat sous-rémunéré. A cette marche triomphante s'oppose l'évolution historique et économique beaucoup plus lente de la campagne russe.

Si l'on considère les chiffres de source soviétique qui concernent la surface totale et la surface cultivée, la population et enfin la population agricole entre la première guerre mondiale et aujourd'hui, on doit bien conclure qu'il n'y a eu aucune augmentation ni de la masse de la production agricole, ni du rendement, en dépit des importants capitaux investis dans les campagnes, pratiquement à fonds perdu. C'est là une répétition du drame de toute la civilisation bourgeoise moderne : tandis qu'il satisfait les besoins nouveaux croissants de produits manufacturés et de services variés qu'il suscite, le capitalisme ne sait ni ne peut élever de façon appréciable le niveau de l'alimentation au-dessus de ce qu'il a été pendant des millénaires, alors que la consommation alimentaire de vastes parties de l'humanité est encore au-dessous du minimum vital naturel.

Comme on sait, il n'y a plus aujourd'hui que deux classes en Russie du

point de vue de la population active. Depuis 1913, les ouvriers et employés seraient passés de 17 à 58 % de la population active totale, tandis que les paysans seraient tombés de 67 à 42 %. Admettons que ces chiffres, communiqués dans des discours officiels soient exacts. Nous relèverons qu'en 1913 67 paysans travaillaient pour nourrir 100 habitants, contre 42 aujourd'hui. En 1913, les paysans étaient surexploités et 33 non paysans, de nature sociale très hétérogène, mangeaient une fraction confortable de leur produit ; aujourd'hui, les 42 paysans produisent pour 100 habitants, mais ils consomment une fraction importante du produit et les 58 non paysans — qu'il serait heureux de pouvoir considérer comme socialement homogènes ! — mangent peu.

Seule cette explication est en accord avec le fait grave que *la production agricole n'a pas augmenté sensiblement plus que la population qui la consomme.*

Dotation de terres exploitées.

Une grande partie du territoire russe est impropre à l'agriculture. Exception faite des bois, la surface exploitée, selon l'annuaire officiel soviétique de 1954, n'était que de 6.478.000 km², soit les 27,3 % du territoire total. Les forêts constituent environ 43 % de la superficie totale, mais seulement 5.850.000 km² de celles-ci (26,2 %) sont accessibles à l'homme — nous ne dirons pas au cultivateur (3).

La Russie n'ensemence que 195 millions d'hectares contre 18,6 millions en France, c'est-à-dire seulement 11 fois plus environ, bien que sa superficie totale soit 40 fois plus grande. Mais la Russie possède des « terres vierges » qui n'existent pas en Europe.

La densité de la population influe sur le rapport. Un hectareensemencé doit nourrir 2,4 personnes en France et une seulement en Russie. Evidemment, étant donné qu'en plus la proportion de la population active dans l'agriculture française est notablement plus faible, c'est la productivité supérieure de celle-ci qui le permet.

Si nous considérons toute la terre exploitée, chaque hectare doit nourrir 1,3 personne en France, et seulement 0,37 personne en Russie. L'agriculture russe a donc un bas rendement, comme c'est d'ailleurs bien connu. Considérons l'évolution historique des surfaces ensemencées, en céréales en particulier :

	Surface ensemencée	Ensemencée en céréales
1913	105 millions d'ha	94,4 millions d'ha
1958	195 millions d'ha	128 millions d'ha (1956)

(3) Voici les chiffres correspondants pour la France, afin de permettre la comparaison. Superficie totale : 552 000 km² ; superficie exploitée : 337 000 km² (sans les bois et forêts), soit 69,5 % du territoire total. Les forêts constituent 20,6 % seulement du territoire total.

L'augmentation à donc été de 85,5 % pour la surface ensemencée totale, mais seulement de 35 % pour les céréales. Etant donné que la population a augmenté dans le même laps de temps de 32 %, on marque le pas.

Production de céréales.

La statistique russe est habile à dissimuler les catastrophes de la production agricole. Toutefois, sur la base des données officielles et en y intégrant divers démentis ou rectifications fournis au cours de discours de congrès, nous pouvons construire le tableau suivant de la production céréalière :

Années	Superficie millions de km ²	Population millions d'habitants	Surface ensemencée millions d'ha	Surface céréalière millions d'ha	Récolte millions de quintaux	Céréales par tête (quintaux)
1913	22,3	159	105	94,4	801	5,1
1928	21,2	147	113	92,2	733	5,0
1937	21,2	171	135,3	104,5	1203	7,0
1940	21,2	175	150,4	110,5	1188	6,7
1950	22,4	184	146,3	102,9	1160	6,3
1955	22,4	200	185,9	126,4	1500	7,5
1958	22,4	210	195	—	1365	6,6

Ces chiffres indiquent une augmentation totale de la production de 70 % par rapport à l'époque tsariste, mais de seulement 29 % par tête d'habitant en raison de l'augmentation de la population, soit 0,6 % par an en moyenne. On trouve à peu près le même rythme d'augmentation pour l'agriculture italienne qui ne dispose pas de terres vierges et pratique une culture plus intensive et plus évoluée.

Il faut noter que les sources russes ne fournissent pas les chiffres pour les années de chute catastrophique : 1920, 1932 et 1945, mais on voit que la production par tête d'habitant est nettement tombée non seulement après la révolution, mais aussi après la seconde guerre mondiale, bien qu'il y ait eu une reprise dès 1950.

Toute l'augmentation des surfaces ensemencées en céréales et des récoltes est donc à attribuer à la conquête de nouvelles terres et non pas aux avantages de la réforme agraire réalisée en faveur des kolkhoses.

Mais sur l'histoire de l'agriculture russe, il faut relever d'autres points. A l'époque tsariste, la population consommait peu de céréales pauvres tel que le seigle et le mil et peu de blé, puisqu'il était exporté. Après la révolution, les paysans ont gardé le blé dont ils n'ont cédé qu'une petite partie aux villes, d'abord par la contrainte, ensuite à des prix commerciaux. Avec la réforme

kolkhosienne, la consommation directe de blé et plus encore d'aliments riches s'est encore accrue.

La situation du prolétariat urbain s'est donc aggravée. Une conception puéride attribue le phénomène aux méfaits des dirigeants politiques et des grands bureaucrates. L'explication marxiste est que tout l'avantage va à la classe paysanne. L'égalité, dans les villes ou à la campagne est une sottise : c'est le rapport entre les secteurs qui importe.

Les deux faces du kolkhose.

En 1956, sur un total de 194,7 millions d'hectares exploités, 35,2 l'étaient par les sovkhoses et 157,8 par les kolkhoses. Une partie négligeable du territoire était aux mains des paysans individuels, des usines, etc... Nous constatons donc que 18 % de l'agriculture russe sont gérés par l'Etat et 81 % par les kolkhoses. Il est donc bien évident que la forme kolkhosienne prévaut largement en Russie sur toute autre, ancienne ou nouvelle : l'exploitation individuelle a disparu et l'exploitation d'Etat est largement minoritaire par rapport à l'exploitation coopérative. Il est plus difficile de connaître le rapport entre l'économie des parcelles individuelles des kolkhosiens et l'économie associée du kolkhose : on ne peut faire que des inductions.

La comparaison entre les surfaces officiellement attribuées aux familles kolkhosiennes et au kolkhose donne peu de résultats. Il est clair que les parcelles familiales sont de beaucoup plus fertiles et mieux cultivées que les terres des kolkhoses à culture extensive et à pâturage. La statistique de 1956 nous apprend que sur les 157,8 millions d'hectares exploités par les kolkhoses, 5,65 seulement sont répartis entre les familles, soit 3,6 %. Pour les terres à céréales, la proportion tomberait à moins de 2 % (les kolkhosiens peuvent recevoir le blé du stock de la coopérative et préfèrent se livrer à des cultures plus rémunératrices sur leurs parcelles). On pourrait donc nous objecter que l'affirmation selon laquelle la Russie est le domaine de la culture parcellaire est démentie par les chiffres. Que sont ces misérables 5,65 hectares parcelés face aux 194,7 millions d'hectares cultivés, et les 1,64 millions d'hectares à céréales contre les 128,3 millions de toute la Russie ?

Voyons tout d'abord une autre statistique officielle : le recensement de la terre à la date du 1^{er} novembre 1940. Elle concerne les 22,3 millions de km² du territoire national, dont 12,8 sont à la disposition de l'Etat sous forme de bois, de friches, de steppes et de toundras non attribués. Il reste 917,3 millions d'hectares, dont 136,8 appartiennent aux sovkhoses et 809,2 aux kolkhoses, c'est-à-dire 6 fois plus. Si on passe aux terres cultivées, les chiffres sont respectivement de 88 et 369 : rapport de 1 à 4,5. Pour les terres arables, y compris celles qui sont au repos, on a 30,5 et 188,3 : rapport de 1 à 6 encore. Enfin, pour les terres ensemencées, on a 28,0 à 176 : rapport de 1 à 6,3.

Selon ces quatre catégories décroissantes, les terres remises aux familles par rapport à celles des kolkhoses sont : 7,5 millions d'hectares, contre 801,7 au kolkhose, soit 1 % ; 6,9 contre 389,7, soit 2 % ; 6,3 contre 182 : 3 % ; 6,3 contre 129,6 : 3,72 %.

Officiellement donc, il semble bien établi que la terre des kolkhoses est cultivée en commun à raison de 96 % et par familles à raison de 4 %. Pou-
vons-nous être sûrs de ces chiffres ? Pouvons-nous être sûrs qu'aucun kolkho-
sien ne se hasarde à se faire attribuer, même à titre temporaire ou saisonnier,
une terre à cultiver par lui, comme il était de tradition dans le *nadiel*, en
dehors de la parcelle dont il est le propriétaire absolu ? Pouvons-nous être
sûrs qu'il ne s'arrange pas avec l'administration du kolkhose pour se faire
attribuer de la terre en supplément à titre de fermier ou de métayer ? Nous
pensons au contraire que cela se pratique sur une large échelle, bien que dans
la statistique officielle les terres ainsi attribuées restent gérées par la coopéra-
tive kolkhosienne.

Quel est le nombre des kolkhosiens ? Les chiffres ne sont pas très expli-
cites là-dessus. En 1938 il y avait 18,5 millions de familles kolkhosiennes avec
une composition moyenne de 4,8 membres, soit une population totale de
89 millions : 80 % de la population paysanne et 52 % de la population totale.

Selon le *Statut*, chaque famille devait avoir d'un quart à une moitié d'hec-
tare, et dans certaines régions jusqu'à un hectare. La superficie de l'*ussadba*
devait donc s'élever de 4,65 à 9,25 millions d'hectares. Et en tenant compte
des régions spéciales pas moins de 10 à 12 millions d'hectares en 1938. La
statistique de 1940 que nous avons tout d'abord utilisée ne donnait que
4,5 millions. Lequel des deux chiffres est le plus vraisemblable ? Le kolkhosien
serait-il spolié au profit de l'artel qui en défend l'égoïsme ou a-t-on fait
mentir les statistiques ?

Nous avons ensuite les données plus récentes de 1956 : 150 millions d'hec-
taresensemencés par les kolkhoses ; 85,7 millions de paysans répartis en
19,7 millions de familles, dont la composition moyenne est tombée à 4,4. La
statistique nous dit que les parcelles couvrent un total de 5,79 millions d'hec-
tares et seraient donc de 0,30 hectare par famille. Nous en déduisons ceci : le
relevé des parcelles familiales n'a pas été fait, mais la superficie totale a été
déduite de leur nombre en admettant qu'elles ne dépassaient pas le minimum
constitutionnel d'un quart d'hectare. Mais elle ne peut pas ne pas atteindre
20 millions d'hectares au moins, soit le sixième environ des terres du kolkhose.

La tragédie de l'élevage.

L'indice des céréales est celui qui tourne le moins au déshonneur de la
pauvre agriculture soviétique. Les plaintes officielles concernent les pommes
de terre, les légumes, mais surtout le bétail, la viande, les œufs, le lait, etc...

Plus que l'indice de la surface possédée, c'est celui du bétail qui montre
l'importance de l'économie parcellaire par rapport à l'économie collective au
sein du kolkhose et dans le pays. En 1953 les bovins et en particulier les vaches
étaient encore très au-dessous du niveau de 1916, et seuls les porcs et les ovins
avaient un peu dépassé ce chiffre. Pour les chevaux, le rapport était catastro-
phique : 15,3 millions en 1953 contre 38,2 millions en 1916, soit moins de la

moitié. On restait donc au niveau de 1934, année de grande mortalité du bétail due à la « collectivisation » stalinienne. Or il est bien connu que l'élevage est l'indice sûr du degré de développement agricole.

Nous donnons dans le tableau ci-dessous les données concernant le cheptel pour les années 1916 et 1960 :

	Cheptel productif (millions de têtes)		Indice du cheptel productif par tête d'habitant (1916 = 100)		
	1916	1960	1916	1960	Variations en %
BOVINS	58,8	75,8	100	82	— 18 %
VACHES	28,8	34,8	100	77	— 23 %
PORCS	23,0	58,6	100	163	+ 63 %
MOUTONS et CHEVRES	96,3	132,9	100	98	— 2 %

Un simple coup d'œil à notre tableau donne une idée de la situation désastreuse de l'élevage russe. Si l'on considère, non pas les chiffres globaux, mais l'indice du cheptel par habitant, on voit que, sauf pour ce qui concerne l'élevage des porcs, *la situation est pire aujourd'hui qu'en 1916* (et les résultats seraient encore plus catastrophiques si l'on pouvait comparer avec les données de 1913, que la statistique russe se garde bien de donner pour l'élevage !).

Mais ce n'est pas seulement la grave décadence de l'agriculture russe qui nous intéresse dans la mesure où elle dément toutes les apologies de la forme kolkhosienne, c'est la répartition du bétail entre les kolkhoses et les petits lots familiaux, qui permet de démontrer que l'agriculture russe est profondément marquée par le caractère parcellaire de l'exploitation.

En 1956, les familles kolkhosiennes avaient 44,4 % du bétail des kolkhoses, et 34,4 % de celui de tout le pays. Nous n'ajoutons pas à ce chiffre, comme nous devrions cependant le faire, les têtes de bétail possédées par les ouvriers et les employés qui représentent encore 1,6 %, puisque les grandes fermes n'en possèdent, entre sovkhoses et kolkhoses que les 54 %.

Pour les vaches laitières, seulement les 38 % du nombre total appartiennent aux grandes entreprises, tandis que les parcelles en possèdent les 62 %. Les kolkhosiens possèdent 39,2 % des porcs du kolkhose et 28,8 % du total ; pour les moutons, on a respectivement 22 % et 18,6 %. C'est le seul élevage pour lequel les sovkhoses disposent des 66 % du total. C'est qu'il s'agit d'un élevage de type industriel alimentant les filatures. Dans un pays aussi froid, la laine vient de l'Etat.

Nous ne disposons pas de données aussi détaillées pour 1960 ; nous pouvons cependant donner la part des parcelles dans l'élevage *total* : pour les bovins 33 % du total sont élevés sur les parcelles familiales ; pour les vaches 48 % (la moitié !) ; pour les porcs 31 %, pour les moutons 22 %.

Krouchtchev, s'il incite les coopératives kolkhosiennes à produire davantage de viande, de lait et d'œufs, répète instamment qu'il faut intéresser matériellement les kolkhosiens privés aux résultats, afin qu'ils ne sabotent pas les efforts des kolkhoses. Il cite Lénine qui disait, en 1921, que du fait du peu de culture et du peu de maturité de classe de la paysannerie on doit pendant l'époque de transition s'appuyer sur son intérêt économique subjectif et non pas sur son enthousiasme. Voilà donc les résultats de 40 ans de « socialisme kolkhosien » : la nature sociale des petits producteurs n'a pas changé ! Naturellement ici Krouchtchev dit la vérité. La différence est qu'il parle de la campagne « socialiste », tandis que Lénine expliquait qu'elle était *très au-dessous du niveau du capitalisme*. Il en va de même aujourd'hui.

En conclusion, nous dirons que pour l'élevage des vaches, des porcs, des moutons, des lapins et de la volaille, l'économie parcellaire et familiale au sein du kolkhose écrase l'économie coopérative qui, elle aussi, est une forme privée et anti-socialiste par la mentalité qu'elle engendre et le conflit d'égoïsmes qui oppose les kolkhoses entre eux.

Nous avons donc établi deux thèses : dans l'agriculture russe, à côté d'un secteur de capitalisme d'Etat (sovkhoses) largement minoritaire, s'épanouit, au sein d'une forme hybride et peu productive, un secteur de capitalisme privé (le kolkhose sous son aspect coopératif) et un secteur d'économie parcellaire, *sous-capitaliste* (le lopin individuel), qui pèse lourdement sur toute l'agriculture soviétique du point de vue social comme du point de vue économique. La campagne russe n'est en rien socialiste ; elle est *individualiste*, que l'on considère les grandes entreprises ou la gestion familiale. De ce fait l'agriculture russe est misérable et marche à reculons, plus encore que dans les pays capitalistes occidentaux : belle émulation dans la banqueroute agraire !

On fausse tout le problème de la révolution russe en mettant au premier plan la prise de possession des installations industrielles arrachées aux entrepreneurs capitalistes par l'Etat révolutionnaire. Pratiquement, cette prise de possession *manquait d'objet* : il n'y avait rien à prendre aux bourgeois et à gérer dans des formes plus ou moins collectives. La guerre et la révolution avaient en effet détruit le capital accumulé, si bien que le pouvoir prolétarien n'hérita de rien. Les bâtiments des entreprises abandonnées étaient encore là, mais il n'y restait plus de machines ni d'installations productives, ni même de débris de celles-ci, car ennemis et amis s'en étaient servi, pressés par des nécessités impérieuses.

Il n'y avait plus de matières premières dans les magasins. Bref, le capital constant était quasiment nul. Quant au capital travail, il était lui aussi dispersé : les ouvriers étaient sur le front dans l'Armée Rouge où ils tombaient en grand nombre. La main-d'œuvre qualifiée manquait donc terriblement ; de plus, les spécialistes et les dirigeants techniques et administratifs avaient en grande partie suivi la contre-révolution et ils combattaient parmi les gardes blancs, tombant également en grand nombre. S'il restait un capital financier et monétaire, le pouvoir révolutionnaire ne pouvait en disposer, d'une part parce qu'il avait été largement détruit par l'inflation astronomique des années de guerre civile, et de l'autre parce que les crédits sur l'étranger avaient fui avec les émigrés blancs ; il ne restait aux bolchéviks qu'à annuler les dettes extérieures, ce qui ne leur donnait cependant pas de liquidités disponibles en Russie. Pendant les années 1918 et 1919, la production industrielle — y compris celle de l'acier, pourtant essentielle en temps de guerre alors que tout était dominé par la nécessité de vaincre — tomba à un niveau voisin de zéro : c'est là l'expression économique incontestable de cette destruction de tout capital.

Naturellement, il est exact que la socialisation des moyens de production soit une revendication marxiste. Mais pour qu'elle ait un sens il faut évidemment qu'existe une production, et donc des produits dont on puisse interdire l'appropriation par les entrepreneurs pour les remettre à la classe ouvrière, devenue classe dominante, au moyen d'une distribution nouvelle et complètement différente de la distribution capitaliste (1).

Par contre, le fait *juridique* de la confiscation par l'Etat des chantiers et des entreprises fermés ou abandonnés et vides de travailleurs, s'il annulait les *droits* de propriété des bourgeois en fuite ou exécutés et dans ce sens constituait un acte révolutionnaire nécessaire, manquait de tout contenu économique puisque la production était interrompue.

(1) Les premières mesures de la phase de transition du capitalisme au socialisme seront autant de coups portés à la *distribution mercantile des produits* et au *salariat* qui sont les fondements du capitalisme. Comme l'indique Marx dans sa *Critique du programme de Gotha* (1875), dès les premiers pas du socialisme inférieur, dans la société à peine sortie de l'ambiance capitaliste, la monnaie sera éliminée et remplacée par un système de *bons de travail*, non accumulables.

Le problème qui se posait à l'Etat soviétique était donc de réaccumuler le capital détruit ou disparu à un rythme au moins égal, au début, à celui de l'époque tsariste, alors que la répartition des différentes industries dans les différentes régions n'était guère adéquate. Il s'agissait de doter le pays d'une nouvelle industrie en partant de rien. Lorsqu'existent des moyens de production en activité, des stocks de matières premières et de produits finis, lorsque l'industrie extractive fonctionne ainsi que les transports, on peut se proposer de mettre sur pied une gestion nouvelle et originale de l'industrie, une gestion non mercantile, débordant les cadres de l'entreprise et obéissant à un autre principe que le salariat. Mais quand on ne peut mettre la main que sur des titres juridiques ou même sur la personne physique de quelques titulaires récalcitrants, la question de passer à une production socialiste *ne se pose même pas*. La classe bourgeoise vaincue, dispersée, anéantie ne résiste plus (sauf grâce à ses liens avec les Etats capitalistes étrangers) : mais il n'y a pas la moindre parcelle de socialisme là-dedans !

Accumulation et argent.

Avant même d'être une exigence sociale et politique, la réanimation de l'industrie fut une exigence militaire, car les armées blanches étaient équipées et fournies en munitions par le capitalisme bien vivant de l'étranger.

Bien que la Russie regorgeât de ressources naturelles, le problème était difficile. Lénine considérait que pour pouvoir réaccumuler rapidement le capital industriel, il fallait aller le prendre là où il était. Deux moyens s'offraient. Tout d'abord, la conquête du pouvoir en Europe, et en premier lieu en Allemagne, par le prolétariat dont le gouvernement communiste aurait immédiatement fourni à la Russie révolutionnaire les machines, les matières premières, les travailleurs qualifiés et les techniciens dont elle avait besoin et qui, dans un pays avancé, *dépassent de beaucoup le minimum nécessaire pour mettre en marche une production sociale*, une fois détruite l'entreprise mercantile et capitaliste. C'était le grand moyen historique auquel Lénine ne cessa de penser jusqu'à sa mort. Le second moyen était de se faire prêter ce capital par les bourgeois étrangers : il s'agissait de ces *concessions* sur lesquelles Lénine insista tellement.

Dès le début de sa lutte contre le stalinisme, c'est-à-dire dès 1924, l'opposition de gauche dirigée par Trotsky et à laquelle Zinoviev et Kamenev se rallièrent plus tard, montra que la résurrection et le développement de l'industrie russe réduite à zéro était une nécessité vitale, et elle fut la première à le faire. Alors, Staline et les siens s'y opposaient, tournant en dérision les « super-industrialisateurs ».

Mais l'accumulation d'Etat pose le problème de la monnaie. La doctrine de Marx sur l'accumulation du capital, tant élargie que simple, traite uniquement d'un capital apparaissant alternativement sous forme de marchandises et sous forme d'argent. C'est là indiscutablement un point de départ et d'arrivée de toute la critique marxiste de la production capitaliste, qui, en fait, définit et décrit du même coup le système socialiste, bien que très peu de socialistes aient compris que la négation des caractères du capitalisme équivaut à une définition positive, mais étrangère à toute utopie, des caractères du socialisme.

S'il existe une accumulation sous le socialisme, elle se présentera comme une accumulation d'objets matériels répondant aux besoins humains ; mais ils ne devront pas du tout apparaître dans le cycle économique sous une forme monétaire, ni même être mesurés et comparés selon un « équivalent général ». Donc ces objets *ne seront plus des marchandises* ; ils ne seront plus définis par une valeur d'échange, mais par des unités physiques quantitatives et par leurs qualités matérielles, c'est-à-dire par ce que les économistes, Marx y compris, appellent leur « valeur d'usage ».

On peut établir que dans le socialisme les rythmes d'accumulation (qui seront mesurés en quantités matérielles telles que tonnes d'acier ou kilowatts d'énergie) augmenteront lentement et guère plus que la population elle-même. Là où le socialisme héritera de la base industrielle d'une société capitaliste développée, la rationalisation qualitative et quantitative de la consommation et donc l'abolition d'une quantité de produits anti-sociaux — des cigarettes aux porte-avions — ouvrira une longue période de *diminution* des indices de production et donc, si on garde la vieille terminologie, de « désintéressement » et de « désaccumulation ».

Mais ici il s'agit seulement d'examiner l'accumulation accélérée qui était nécessaire pour industrialiser la Russie. Rapidement, la fraction du « centre » vola à la gauche (qu'elle se disposait d'ailleurs à juguler) l'idée des rythmes élevés d'accroissement de la production.

Ce qui nous intéresse, du point de vue des principes, c'est que tout le monde en Russie — fraction dirigeante et opposition — s'accordait à penser que l'accumulation ne pouvait se faire que sous une forme monétaire et avec une monnaie de valeur stable.

Sans doute Lénine avait-il souvent proclamé cette nécessité et montré qu'on ne pouvait se passer de l'or (et donc d'une monnaie fondée sur lui). Mais Lénine n'a jamais dit ou écrit que c'était là une forme socialiste ! Il répétait au contraire, inlassablement, que c'était une forme capitaliste, dont il était pourtant indispensable de provoquer l'apparition, en attendant le moment où on se servirait de l'or pour « les vespasiennes, car il résiste bien aux liquides acides ». Trotsky accepte cette thèse qui dérive de la doctrine de la Nouvelle Politique Economique. Puisqu'on doit encourager la formation d'un marché des produits agricoles et un système équilibré d'échanges entre produits de la campagne et produits de l'industrie, la réforme de la monnaie s'impose (c'est seulement plus tard qu'apparaîtra toute la phraséologie pernicieuse sur l'« échange socialiste », etc.). Trotsky appelle cela une « forme de comptabilité capitaliste ». Il ne veut pas dire qu'on utilise cette forme d'enregistrement et de contrôle dans une économie *déjà socialiste*. Sa thèse est qu'il s'agit d'un *stade de transition* entre capitalisme et socialisme dans lequel on est contraint de se servir d'une monnaie fondée sur l'or parce qu'on doit laisser se développer le marché et la circulation à une grande échelle là où, du fait du caractère primitif des rapports agraires, il n'existaient pas auparavant.

Tout ceci est juste dans la mesure où, pour Trotsky, il ne s'agit pas du premier stade — ou stade inférieur — du socialisme, mais d'une époque de transition encore inférieure. Ce n'est pas des caractères de l'économie russe qu'il s'autorise pour parler, comme il le fit jusqu'à sa mort en 1940, de la « Russie socialiste », mais d'un fait politique : la conquête du pouvoir par le

parti communiste de la classe ouvrière. Seulement, la situation du Parti et de l'Etat s'était progressivement inversée, même sous l'angle purement politique, comme les luttes sanglantes contre l'Opposition, malheureusement connues seulement sous un aspect unilatéral, le démontrèrent.

Trotsky emploie cette formule : « L'expérience démontra bientôt que l'industrie elle-même avait besoin, bien que socialisée, des méthodes du calcul monétaire élaborées par le capitalisme. » Mais il exprime une juste conception marxiste des buts du plan russe d'accumulation industrielle quand il dit : « *Le stade inférieur du communisme*, pour employer le terme de Marx, commence au niveau dont le capitalisme le plus avancé s'est rapproché. Or le programme réel des prochaines périodes quinquennales des Républiques Soviétiques consiste à *rattraper l'Europe et l'Amérique* ». Donc, il consiste à construire un capitalisme développé.

Les plans de la reconstruction.

Pour Trotsky, la transformation du capitalisme en socialisme ne pouvait commencer en Russie que dans une phase postérieure à la reconstruction de l'industrie détruite. Cette reconstruction ne devait pas s'arrêter au niveau de 1913, mais atteindre celui du capitalisme avancé. Calculant le potentiel industriel des grands pays, il conclut qu'il fallait procéder très vite. En 1926, si l'on comparait par exemple la production russe d'acier par tête d'habitant à celles de l'Allemagne ou de l'Amérique, il était clair qu'il faudrait un demi-siècle pour les rejoindre, à moins de réaliser des rythmes d'accroissement très élevés, ce que l'opposition trotskyste proposa en vain pendant des années à la majorité stalinienne et que celle-ci finit par accepter (2). Cela ne fut cependant pas un zig-zag politique contrairement à ce que croit Trotsky quand il polémique avec son adversaire, mais l'expression d'une obéissance aux lois de l'industrialisation capitaliste.

La distinction fondamentale entre les deux courants est ailleurs. Staline appelait cette course avec les pays bourgeois pour devenir aussi industriel qu'eux l'« édification du socialisme », tournant le dos à la perspective de révolution socialiste internationale qui semblait se fermer. Trotsky savait, lui, qu'il s'agissait d'une construction du capitalisme par un pouvoir prolétarien, et il parlait de construction des *conditions du socialisme*, ce qui exige l'utilisation de la finance capitaliste et monétaire. Jusqu'à sa mort, il continua à penser que la révolution d'Europe et d'Amérique était la condition du socialisme en Russie qui permettrait de ne pas attendre encore des décades, d'abréger le demi-siècle nécessaire à la transformation économique-sociale du pays.

(2) Lors de l'établissement du premier Plan Quinquennal, le courant trotskyste réclamait des rythmes d'augmentation annuelle de 15 à 18 %. Le « centre » stalinien se moquait des « super-industrialisateurs » et prétendait que l'industrie ne devait pas « prendre trop d'avance en se détachant de l'agriculture et en négligeant le rythme de l'accumulation dans notre pays ». Le premier Plan de 1927 prévoit des taux d'augmentation décroissants d'année en année et passant de 9 % à 4 % au cours du quinquennat. Mais devant l'impétuosité de la reprise économique, tout à fait inattendue pour lui, le Bureau Politique fixa ultérieurement le taux uniforme de 9 %, puis déclara que le plan serait achevé en quatre ans, enfin décida que les rythmes annuels devaient faire un bond de 9 à 20 et même 30 %. Cet exemple nous semble édifiant : la reprise ne se fit pas grâce à l'existence d'un plan, mais l'élaboration du plan fut à la remorque de la reprise économique...

Toute sa lutte a été orientée vers ce but : éviter que le prolétariat russe ne soit dépossédé du pouvoir politique avant de pouvoir être relayé par la révolution dans d'autres pays ; pour cela deux conditions lui semblaient indispensables et complémentaires : déclarer ouvertement que la construction du capitalisme industriel d'Etat n'est pas la construction du socialisme ; ne pas changer d'orientation dans la politique mondiale et travailler à la révolution de classe dans tous les pays.

Trotsky n'a jamais pensé qu'en industrialisant à des rythmes record on donnerait une leçon aux bourgeois en les battant sur un terrain constructif. Il s'agissait seulement, pour lui, de remplir une condition technique minimum pour maintenir une chaleur suffisante du foyer de la révolution internationale. Ce qu'il souhaitait, c'était de montrer le socialisme aux bourgeois non point en Russie, mais dans leur propre pays, en Europe et en Amérique, et avant le terme des fameux cinquante ans d'attente que Staline lui reprocha de prévoir.

Les trotskystes officiels qui nient aujourd'hui que l'économie russe ait un caractère capitaliste ne comprendront jamais cela.

La discussion eut lieu à la veille du premier plan quinquennal de 1927, une des nombreuses gloires que Staline s'est indûment appropriées. Nous avons rappelé qu'on voulait tout d'abord lui donner un taux décroissant d'augmentation et qu'ensuite on se mit d'accord pour maintenir au moins les 9 % annuels pour toute la période. Il était facile de calculer que la course avec l'Occident aurait été trop lente même si le rythme avait pu rester constant et même si l'Occident n'avancait qu'à raison de 3 % d'augmentation par an, étant donné l'énorme disproportion de la production de départ. Trotsky calculait en effet qu'en 1935 les indices russes par tête d'habitant étaient des trois, cinq, huit et dix fois inférieurs aux indices occidentaux. En 1927, lors de la fameuse discussion, il s'agissait de rien moins que de les multiplier par cinquante. En admettant que dans les pays occidentaux l'augmentation ait été de 3 %, avec la première perspective de la fraction stalinienne (de 9 à 4 %, soit une moyenne annuelle de 6,5 %), la course pour « rattraper » l'Occident se serait déroulée au rythme de 3,5 % seulement par an, à supposer que l'augmentation de la population, défavorable comme on sait à la Russie, se soit faite partout à la même allure. Sans tenir compte des crises et des guerres, il aurait fallu 142 ans ! Pour arriver au même résultat en seulement 50 ans, c'est-à-dire dans le délai que Trotsky considérait comme nécessaire pour faire le socialisme (3) dans la Russie isolée lors de la polémique de 1926, ce qui aurait conduit à 1975, il aurait fallu que la production s'accroisse de 8 % par an. En y ajoutant les 3 % de l'adversaire et les 1,5 % d'augmentation de la

(3) Il faudrait dire, plus exactement, réaliser les premières mesures de la transformation socialiste, le plein développement de la société socialiste ne pouvant concevoir qu'à l'échelle internationale. Mais le passage à ces premières mesures socialistes après cinquante ans d'accumulation et d'industrialisation supposait d'autre part, et c'est là le point essentiel, que l'Etat russe soit demeuré entre temps l'instrument du prolétariat (russe et international). C'est précisément cette condition essentielle qui a fait défaut. Nous ne pouvons, dans le cadre de ce travail, revenir sur cet aspect déterminant de la dégénérescence de l'Etat et du Parti russes, devenus aujourd'hui de purs et simples instruments du capitalisme russe et de la conservation sociale dans le monde ; nous renvoyons le lecteur à un article paru dans le N° 2 de « Programme Communiste » : *Le marxisme devant la Russie*.

population russe, la production totale aurait dû augmenter uniformément de 12,5 % par an.

Que les taux d'accroissement de la production baissent fatalement avec le temps, les staliniens l'ignoraient. Mais puisqu'ils se moquaient des « cinquante ans » de Trotsky, prétendant au bout de 20 ans avoir « édifié l'industrie socialiste », il aurait fallu un indice d'augmentation de 26 % par an, et ils eurent à se mordre la langue d'avoir tourné les « super-industrialisateurs » en dérision. C'est pourquoi, quand ils eurent compris, les staliniens s'écrièrent que les 20 % fixés pour le premier plan quinquennal devaient être portés à 30 %. Mais il s'agissait d'édifier non pas le socialisme, mais à peine son seuil économique.

L'étude de l'industrialisation.

Deux moyens s'offrent à nous pour suivre la marche de l'accumulation au cours des plans quinquennaux russes : nous pouvons tout d'abord utiliser l'unité monétaire, le rouble, puisque toute l'accumulation s'est faite par une conversion alternative des marchandises en capitaux et des capitaux en marchandises ; nous pouvons également nous servir des indices de la production industrielle.

La première méthode nécessite la connaissance des bilans d'Etat exprimés en roubles et comprenant les profits directement investis par les entreprises ainsi que ceux qui sont versés à l'Etat pour des investissements dans l'économie nationale. Mais cette méthode est pleine d'aléas : l'unité monétaire — le rouble — n'est pas restée constante dans le temps et Trotsky, il y a vingt ans, dut renoncer à l'employer dans ses analyses économiques.

La seconde méthode, malgré les lacunes de la statistique soviétique et les doutes que font naître certaines de ses données, présente des avantages indéniables : tout d'abord nous disposons de la série des indices annuels de la production industrielle de 1921 à 1961 (avec quelques lacunes : les années 1922, 1923, 1924, 1941, 1942, 1943 et 1944), ensuite ces indices sont indépendants des variations monétaires et enfin ils correspondent à la valeur réelle de toute la masse annuelle des produits de l'industrie capitaliste, qui est le capital au sens de Marx.

Il faut se débarrasser dès le début de la théorie tellement répandue selon laquelle ce serait la planification qui aurait provoqué la renaissance de l'industrie tombée à zéro et qui lui aurait fait accomplir des pas de géants. La vigueur du démarrage initial n'est pas à imputer aux capacités des dirigeants soviétiques ou aux vertus propres à la planification, mais au niveau très bas dont on est parti. Voici la preuve historique de cette affirmation.

Entre 1919 et 1927, on ne fait pas encore de plans industriels : on lutte les armes à la main contre l'ennemi de classe intérieur et extérieur ; à l'intérieur du parti, on débat de la politique économique à adopter. Les indices économiques se déterminent donc en dehors de tout dirigisme d'Etat et même en dehors de la dictature révolutionnaire dont la première manœuvre en grand, en 1921, consista à supprimer tous les obstacles aux échanges commerciaux et donc au développement du capitalisme. Après cette mesure, l'industrie repartit d'elle-même. En posant la production de 1913 égale à 100, on obtient pour 1921 un indice de 31 seulement et un indice de 98 pour 1926. Au cours de ces

cinq années la production a donc réalisé une augmentation globale de 216 %, qui correspond à une augmentation moyenne annuelle de 26 %. Comme on le verra plus loin, une augmentation d'une telle ampleur ne se retrouve dans aucun plan quinquennal !

Plans d'avant-guerre.

Le premier plan quinquennal fut décidé en 1927. On en discuta à différentes reprises pendant son exécution : l'économie, spontanément, allait plus vite que le plan, tandis que le capitalisme renaissant, couvé dans le nid stalinien, célébrait ses victoires par le sacrifice sanglant des véritables Bolchéviks, ceux de l'Opposition. Le 7 janvier 1933, Staline pouvait se glorifier du bilan de ce premier plan. Nous donnons ci-dessous les indices de la production industrielle (avec toujours la base 100 en 1913), ainsi que les pourcentages d'augmentation annuelle qui leur correspondent :

1928	132	
1929	158	19,7 %
1930	193	22,2 %
1931	233	20,7 %
1932	267	14,6 %

On voit que les pourcentages d'augmentation annuelle sont élevés mais diminuent d'année en année. Staline indiqua que le pourcentage d'augmentation annuelle moyenne pour tout le plan était de 22 % ; en réalité, 102,3 % d'augmentation globale pour toute la période (le plan, comme on sait, fut réalisé en quatre ans), font une moyenne annuelle nettement moins élevée : 19,2 % (4).

Le second plan dura de 1933 à 1937 inclus. Il s'agit d'années de paix pendant lesquelles la reconstruction se développa librement. Mais l'argument fort des Russes est que pendant ces deux premiers plans quinquennaux éclata en Occident la terrible crise de 1929-32 qui ne fut ressentie en aucune façon par l'économie soviétique. Cela s'explique par l'autarcie de la Russie soviétique de l'époque. Il faut toutefois relever que l'augmentation de 1932 est la plus basse du premier plan et que celle de 1933 est la plus basse du second (5 % seulement). Donnons les chiffres :

1932	267	
1933	281	5,2 %
1934	335	19,2 %
1935	411	22,7 %
1936	529	28,7 %
1937	588	11,1 %

(4) Les premières statistiques publiées par les Russes portaient en fait, comme on le sait aujourd'hui de source officielle, sur les grandes entreprises et non sur l'ensemble de l'industrie : cela avait pour effet de présenter des résultats bien plus brillants qu'ils ne l'étaient en réalité. Dans cette étude, nous utilisons les indices portant sur l'ensemble de la production industrielle, qui sont de source officielle également. On constatera que, comme il a été dit plus haut, le premier plan quinquennal est bien inférieur pour le taux d'augmentation moyenne à la période 1921-26 ; or, le premier est aussi le plus spectaculaire de tous les plans quinquennaux !

Il est bon de noter que la basse augmentation de 1937 correspond à une crise en Occident la même année : la « crise de Staline » qui annonçait la guerre.

Le résultat global du plan est une augmentation de 120 % en cinq ans, ce qui donne la moyenne annuelle de 17,1 % : le rythme d'augmentation du second plan est donc inférieur à celui du premier.

Le troisième plan quinquennal qui devait aller de 1938 à 1942 inclus fut interrompu par la guerre. A la fin de 1939, la Russie, d'accord avec l'Allemagne, attaqua et battit la Pologne sans subir de fortes secousses. C'est seulement en 1941 qu'elle fut entraînée dans la guerre générale. Voici les données chiffrées :

1937	588	
1938	657	11,7 %
1939	763	16,1 %
1940	852	11,7 %

Nous obtenons 45 % d'augmentation en trois ans, soit 13,2 % d'augmentation annuelle. Le pourcentage continue à baisser par rapport aux plans précédents. Les données des années suivantes ne sont pas connues. On sait seulement qu'en 1945 l'indice était retombé à 782. Si nous calculons donc l'augmentation moyenne pour toute la période de 1938 à 1945, soit huit ans, nous obtenons le chiffre de 2,2 % seulement.

Plans d'après-guerre.

Le quatrième plan quinquennal est lancé à grand fracas en 1945. Nous ne savons pas quelles étaient les prévisions, mais ses résultats ne sont pas exceptionnels, bien que, en loi générale, la production augmente à des rythmes rapides après les guerres (5). Données numériques :

1945	782	
1946	652	— 16,6 %
1947	795	+ 21,9 %
1948	1003	+ 26,1 %
1949	1202	+ 19,8 %
1950	1476	+ 22,8 %

Augmentation globale : 88,7 %.

Augmentation annuelle moyenne : + 13,5 %.

L'invasion et la victoire finale d'un pays prédispose généralement à une reprise vigoureuse. Si nous voulons donner une idée plus juste de ce phéno-

(5) A ce propos, nous renvoyons le lecteur à notre brochure « Dialogue avec les Morts » qui contient en particulier une analyse de la reprise économique des principaux pays industriels dans la période de l'après-guerre. Cette analyse nous permet de montrer que le capitalisme sort « rajeuni » des destructions de la guerre et donc accumule à des rythmes rapides dans la période de reconstruction. C'est là une loi générale que l'on pourrait formuler brièvement ainsi : le capitalisme jeune — ou le capitalisme « rajeuni » par les destructions de capital productif — accumule vite. Encore une fois, donc, les mystères de la « planification » soviétique ne peuvent fournir la clé des rythmes spectaculaires de l'économie russe ; mieux : dans l'après-guerre, les rythmes d'augmentation de l'Allemagne et du Japon ont été supérieurs à ceux de l'U.R.S.S. Mais peut-être poursuit-il un plan secret d'édification du socialisme ?

mène pour la Russie d'après-guerre, il nous suffit de ne pas tenir compte de l'année 1946, encore en baisse sur l'année précédente, et de faire le calcul sur la période 1947-50. Alors l'augmentation globale s'élève à 126 % et l'augmentation moyenne annuelle à 22,6 %.

Entre 1940 et 1946, la chute importante due à la guerre fut de 23,5 %. La diminution annuelle correspondante fut de 4,3 %.

Le cinquième plan quinquennal va de 1951 à 1955. Il est caractérisé par une progression régulière :

1950	1476	
1951	1718	16,4 %
1952	1917	11,6 %
1953	2143	11,8 %
1954	2428	13,3 %
1955	2723	12,1 %

Augmentation globale : 85 %.

Augmentation annuelle moyenne : 13,1 %.

Tout cela montre qu'en Russie on n'a pas progressivement élaboré une méthode artificielle pour accélérer l'accumulation, mais que l'industrialisation a obéi à la loi universelle de décroissance des pourcentages d'augmentation. Résumons-nous :

1921-1940 : La production augmente globalement de 27 fois (ou 2648 %), ce qui donne une augmentation annuelle moyenne de 19,1 %.

1940-1955 : La production augmente de 3,2 fois, ce qui correspond à une augmentation annuelle moyenne de 8,1 %, nettement inférieure à la précédente.

Ou bien, en considérant séparément chaque période :

Période pré-quinquennale de 1922-28 :

23 % d'augmentation annuelle moyenne.

Premier plan quinquennal (1929-32) :

19,2 % d'augmentation annuelle moyenne.

Second plan quinquennal (1933-37) :

17,1 % d'augmentation annuelle moyenne.

Troisième plan quinquennal (1938-40) :

13,2 % (interruption due à la guerre).

Période de guerre (1941-46) :

4,3 % de baisse annuelle moyenne.

Quatre ans sur le quatrième plan quinquennal (1947-51) :

22,6 % (crise de guerre dans la première année du plan).

Cinquième plan quinquennal (1951-55) :

13,1 % (reconstruction normale).

Sixième plan quinquennal (1956-1960) (6) :

10,4 % d'augmentation annuelle moyenne.

(6) On sait que le sixième plan quinquennal a été abandonné au bout de trois années d'existence seulement, pour faire place à une véritable floraison de « plans », baptisés, cela est significatif et nous y reviendrons, « chiffres *indicatifs* ou chiffres de *contrôle* » : plan septennal, plan de 15 ans, de 20 ans... Il nous est commode, ici, de considérer malgré tout la période qui aurait dû être couverte par le 6^e plan.

Non seulement la loi de décroissance des taux d'augmentation annuelle se vérifie pour le capitalisme russe comme pour tous les autres, mais également l'effet stimulant des destructions de guerre et des invasions sur le cours de l'économie.

La colossale propagande soviétique s'est édifiée sur les rythmes élevés de développement qui apparaissent dans les tableaux précédents. Mais ces rythmes s'expliquent par le retard même de l'industrialisation de la Russie. Il lui a permis de doter ses premières industries, quantitativement réduites, de la technique la plus avancée, profitant de la science appliquée internationale qui, dans le monde moderne, n'est pratiquement plus protégée par le secret. Le rendement de ces installations toutes nouvelles et modernes put donc être supérieur à celui des installations vieillies de certains pays de capitalisme ancien.

Il n'y eut pas de miracles.

Le rapide développement industriel de la Russie ne découle donc pas fondamentalement du système de la planification d'Etat. Il y a plusieurs décades, Engels avait souligné que l'absence de plan n'était pas un caractère distinctif de l'économie bourgeoise, puisque depuis 1890, et même avant, la production capitaliste tendait à se développer selon des plans d'ensemble et de vastes programmes couvrant non seulement plusieurs années mais même plusieurs pays (7). Tout pouvoir prolétarien et communiste en Russie, même non dégénéré comme celui de Staline, aurait eu recours au plan économique ; non pas pour accélérer l'industrialisation qui était une nécessité primordiale, mais pour des raisons de politique révolutionnaire, et en premier lieu pour la défense armée du pouvoir dans l'attente de la révolution dans les pays avancés. Mais les plans de l'économie socialiste future — dont nous n'affirmons d'ailleurs pas qu'ils pourront être établis du jour au lendemain, même dans les pays très industrialisés — ne régiront plus une économie mercantile et n'emploieront plus d'équivalences monétaires. Lénine les appelait des « plans matériels » et on pourrait aussi les qualifier de « plans physiques », alors qu'en Russie on était obligé d'établir des plans financiers et donc de stabiliser préalablement la monnaie qu'une inflation sans précédent avait totalement dévaluée.

Nous affirmons nettement qu'un plan socialiste ne peut comporter de partie monétaire. Mais, naturellement, il devra s'étendre à tous les secteurs de la production et de la consommation, passant directement du nombre d'heures de travail nécessaires aux quantités d'aliments et d'autres produits, et englober au moins tout le massif central de l'Europe avec les fleuves qui en descendent, de la Meuse et du Rhin au Danube et à la Vistule.

(7) « Je connais une production capitaliste comme forme de société, comme phase économique, et une production capitaliste *privée* comme un phénomène qui se présente de manière ou d'autre pendant la durée de cette phase. Que signifie donc production capitaliste privée ? Production par entrepreneur particulier, isolé ? et une telle production ne devient-elle pas déjà de plus en plus une exception ? La production capitaliste des *sociétés par actions* n'est déjà plus une production *privée*, mais une production pour le compte d'un grand nombre d'associés. Et si nous passons des *sociétés par actions* aux trusts qui se soumettent et monopolisent des branches entières de l'industrie, alors ce n'est pas seulement la fin de la *production privée*, mais encore la cessation de *l'absence de plan.* » Engels, *Critique du Programme d'Erfurt* (1891), Editions Sociales, p. 81.

Un tel plan ne se vantera pas de battre des records. Les plans russes auraient atteint les mêmes indices quantitatifs si la guerre civile de 1918-1922 avait été perdue et si, au lieu de l'État stalinien, c'était un trust colossal d'entreprises occidentales, tel que le rêvait la bourgeoisie mondiale après février 1917, qui les avait établis. Ces indices élevés ont été le résultat de l'élimination révolutionnaire des obstacles médiévaux au développement économique, et non point le produit de cerveaux rouges ou blancs. Aujourd'hui, la grande banque mondiale des Nations Unies accorde des prêts aux États pauvres et dispose d'un capital de 9 trillions de dollars : en un an ses investissements sont supérieurs à ceux d'un plan soviétique de cinq ans : est-ce là du socialisme ?

Les staliniens ont pris la révolution socialiste pour une entreprise de bonification des aires sous-développées !

Le moyen monétaire.

Le seul équivalent général adopté pour calculer les plans a été le rouble (8), bien que les économistes officiels eux-mêmes, les Varga et les Stroumiline, aient soutenu que, selon la doctrine de Marx, le seul équivalent général, c'est-à-dire l'unité commune à tous les produits, était le *temps* de travail, et que le seul calcul économique réel était celui qu'on établissait sur cette base. Des raisons « techniques » ont écarté cette forme d'élaboration des plans. Boukharine avait dit plus nettement : « Du jour où les moyens de production seront socialisés, la forme valeur des produits disparaîtra et seule la comptabilité en nature sera admise. »

Le rouble soviétique est défini par rapport à un étalon-or, mais il n'est pas convertible à la demande du porteur. Il n'est pas non plus convertible en monnaie étrangère puisque l'exportation en est interdite. Les règlements de l'État pour le commerce extérieur, dont il a le monopole, sont prévus en monnaie étrangère, en dollars aujourd'hui. De toutes façons, en 1924, lors de l'apparition du tchernovetz (10 roubles revalorisés), l'équivalence-or était de 7,74 g de métal pur. Le 14 novembre 1935 le rouble fut dévalué. Le tchernovetz, garanti par 1,74 g d'or au lieu de 7,74 perdit presque les 4/5 de sa valeur.

C'est seulement plus tard qu'on établit que tous les paiements entre la caisse centrale de l'État et les caisses des industries nationalisées seraient effectués non pas en monnaie, mais par des certificats comptables qui devaient mettre un frein à l'augmentation du volume de la monnaie en circulation.

Pour donner une idée de la valeur du rouble en 1935 par rapport à d'autres monnaies, on peut considérer l'équivalence-or de celles-ci lors de leur première émission légale. Selon ce critère, le tchernovetz de 1920 valait 7,74 dollars d'aujourd'hui et le rouble 0,77. Avec la dévaluation de 1935, le rouble descendit donc à 0,174 dollar, soit un sixième de sa valeur initiale. Aujourd'hui on affirme que le rouble vaut environ le quart du dollar dans la mesure où la

(8) L'étude très sérieuse que Bettelheim a faite de la planification russe donne l'énumération suivante des catégories de l'économie soviétique : monnaie - marché - salaire - prix - profit et intérêts, dont l'auteur dit qu'elles « ressemblent » à celles de l'économie capitaliste, mais qu'elles « ont un contenu complètement différent ». Mais comme on ne peut parler de « catégories » qu'autant qu'on puisse considérer le contenu et non l'apparence, la substance et non la forme, nous affirmons que ce sont les *catégories* du système capitaliste.

baisse générale des prix imposée par l'Etat l'aurait revalorisé, ce qui n'est pas du tout facile à établir, les journalistes et les « touristes » rapportant les choses les plus contradictoires sur son pouvoir d'achat réel. Ce qui est certain c'est que les chiffres actuels doivent être au moins divisés par 4 si on veut les exprimer en roubles de 1928 pour pouvoir les comparer aux chiffres du premier plan. Cette indication vague ne peut malheureusement être précisée.

Volume monétaire des plans.

Tout développement de l'industrie se fait par une augmentation du volume et de la valeur des instruments de production. Il faut donc qu'à chaque cycle une certaine quantité du produit soit soustraite à la consommation pour être investie comme capital additionnel.

Selon les statistiques soviétiques officielles, les plans ont déterminé une progression impressionnante des investissements dans toutes les branches de la production. Il n'y a rien là de nouveau par rapport aux économies capitalistes avouées.

Dans la période pré-quinquennale, de 1919 à 1928, l'investissement de capital se réduisit à 15,7 milliards de roubles. Lorsque l'industrie travaille très au-dessous de ses capacités d'origine et que la production diminue d'année en année, comme c'était le cas, il n'y a pas d'investissement de capitaux. L'investissement est donc nul entre 1917 et 1920, année de production minimum. Jusqu'en 1926 l'investissement se limite à la reconstruction des installations détruites. Si on retient le chiffre de 15,7 milliards de roubles (non dévalués doit-on admettre), il doit être rapporté uniquement aux années 1921-1928. L'investissement annuel moyen serait donc dans cette période de 2 milliards environ. En 1955, l'investissement atteignait, selon les sources officielles, 150 milliards (en roubles de quelle année ?), c'est-à-dire qu'il était 75 fois plus grand, tandis que l'indice de la production industrielle n'avait été multiplié que par 20. Cela nous permet de penser que les roubles de la statistique de 1955 sont bien des roubles dévalués d'un quart comme nous avons supposé plus haut. Dans ce cas, les investissements de 1955 n'auraient pas été 75 fois supérieurs à ceux de la première période considérée, mais seulement 19 fois plus grands, ce qui est plus conforme à l'évolution de la production industrielle.

Les statistiques officielles donnent les chiffres suivants pour le :

Premier plan :

4^e trimestre de 1928 : 1,3 milliard (soit 5,2 milliards pour toute l'année).

1929 7,6 milliards (+ 4 %)

1930 12,7 milliards (+ 67 %)

1931 18,4 milliards (+ 45 %)

1932 21,6 milliards (+ 18 %)

Augmentation globale pour la période : 315 %.

Augmentation annuelle moyenne : 43 %.

Second plan :

1933	18 milliards	1937	33,8 milliards.
1934	23,7 milliards	1936	38,1 milliards
		1935	27,8 milliards

Augmentation globale : 52 %.

Augmentation annuelle moyenne : 12 % (contre 43 % lors du plan précédent).

Troisième plan :

Considérons d'abord les années précédant la guerre générale :

1938	35,1 milliards	(+ 6 %)
1939	40,8 milliards	(+ 16 %)
1940	43,2 milliards	(+ 6 %).

Soit seulement 28 % d'augmentation en trois ans : 9 % en moyenne par an.

Les années de guerre donnent :

1941	37,4 milliards	1944	31,7 milliards
1942	23,0 milliards	1945	39,2 milliards.
1943	23,1 milliards		

Pendant dix ans les investissements se sont pratiquement maintenus au même niveau et il est certain qu'il s'agissait en grande partie de reconstruire et non de développer l'industrie.

Investissements d'après-guerre.

Les deux plans d'après-guerre forment une série nouvelle.

Quatrième plan :

1945	39,2 milliards	
1946	46,8 milliards	(+ 19 %)
1947	50,8 milliards	(+ 8 %)
1948	62,1 milliards	(+ 22 %)
1949	76,0 milliards	(+ 22 %)
1950	90,8 milliards	(+ 19 %)

Les augmentations annuelles sont normales pour une reprise succédant à une crise générale. Avec une augmentation globale de 132 %, nous obtenons une augmentation annuelle moyenne de 18 %.

Cinquième plan :

1951	102,1 milliards	(+ 13 %)
1952	113,8 milliards	(+ 11 %)
1953	119,2 milliards	(+ 5 %)
1954	140,3 milliards	(+ 18 %)
1955	149,9 milliards	(+ 7 %)

Les augmentations annuelles sont moins importantes que pendant le quatrième plan. L'augmentation totale n'atteint que la moitié de celle du plan précédent : 65 % ; l'augmentation annuelle moyenne n'est plus que de 10,5 %. Tout indique qu'on est à la fin de la période de reconstruction.

Résumons-nous en faisant les réserves nécessaires sur la valeur monétaire réelle des roubles employés comme unité :

Premier plan, 1928-32, augmentation annuelle de 43 %.

Second plan, 1933-37, augmentation annuelle de 12 %.

Trois ans sur le troisième plan, 1938-40, augmentation annuelle de 9 %.

Période de guerre, 1941-45, diminution annuelle de 3 %.

Quatrième plan, 1946-50, augmentation annuelle de 18 %.

Cinquième plan, 1951-55, augmentation annuelle de 10,5 %.

Naissance et mort de l'investissement.

La vérification de la loi de décroissance des rythmes d'augmentation est donc complète, aussi bien en ce qui concerne l'évolution de la production physique que celle de l'investissement productif. Notons que si nous avons rapporté ces résultats à la population (production par tête d'habitant) le ralentissement serait apparu encore plus nettement.

Il faut noter que *tout l'investissement ne dépend pas du plan d'Etat* : les plans des entreprises en régissent une partie qui tend nettement à augmenter. Les réformes krouchtcheviennes pour relâcher la centralisation économique et faire une plus large place aux plans autonomes régionaux et locaux ont pour effet d'accroître cette partie non-étatique de l'investissement. Nous y reviendrons.

La doctrine selon laquelle la monnaie reste en Russie le moyen d'échange mais que nul ne peut l'accumuler sous la forme de capital est une pure bêtise : en Russie comme dans tous les pays modernes la grande accumulation capitaliste d'Etat est l'ambiance idéale où prospère le profit privé sous toutes ses formes.

L'origine des investissements en Russie ne diffère en rien de ce qu'elle était dans le capitalisme classique décrit par Marx et par les marxistes dans leur théorie de l'accumulation progressive.

A la base, il y a une somme d'argent d'une part, une masse de force de travail à vendre de l'autre, et toutes sortes de marchandises, — instruments de production et produits directement consommables, — sur le marché. Une partie de cet argent est employée à l'achat de capital *fixe*, c'est-à-dire d'installations achetées une fois pour toutes et qui, à moins qu'elles ne soient vendues, ne seront jamais réalisées. Mais il ne suffit pas d'avoir le capital fixe pour produire. Il faut un capital d'exercice — matières premières, instruments de travail et main-d'œuvre — dont l'importance sera d'autant plus grande que le temps de rotation du capital sera plus court. L'investissement comprend toutes ces dépenses. La différence fondamentale entre l'Etat investisseur et les investisseurs « privés » est que le capital du premier ne subit aucune rotation pendant des années tandis que celui des seconds tourne comme une toupie !

Etat, capital et argent.

Depuis trente ans, des discussions interminables se poursuivent en Russie sur les deux aspects principaux de l'économie. Le premier concerne la nature de la machine productive qui s'est constituée et qu'on a dû laisser se constituer. Le second a trait aux mille confrontations de cette machine économique avec les « schémas de Marx » pour démontrer qu'elle est socialiste. En réalité, les schémas que Marx a donnés de l'économie capitaliste conviennent parfaitement pour expliquer tous les phénomènes de l'économie russe. C'est au contraire quand on veut démontrer qu'il existe une différence essentielle entre cette économie et l'économie occidentale qu'on doit faire subir aux schémas de Marx des déformations brutales et intolérables. La polémique entre les économistes soviétiques se réduit à décider quelle est la déformation la plus habile pour démontrer que la Russie est sortie des limites du capitalisme ! Sans les notions de monnaie, de capital, d'Etat comme sujet économique, on ne peut

pas déchiffrer l'économie russe : certes, ce sont bien là les catégories des schémas de Marx ! Mais ceux-ci concernaient précisément un mode de production capitaliste en plein essor ! Sans la mesure monétaire du rouble on ne pourrait pas, pour prendre un exemple, suivre les investissements de capital dans l'économie russe. Autrement dit on ne le pourrait pas si le capital russe ne se laissait pas évaluer alternativement comme masse de marchandises et comme masse d'argent. Mais nous ne pourrions pas nous servir de cette unité de mesure sans tenir compte de son pouvoir d'achat variable, c'est-à-dire du cours des prix : quelle différence avec le capitalisme ? On nous répond qu'il y a en réalité un fait tout nouveau : c'est l'Etat qui fait tous les investissements car il n'existe en dehors de lui aucun autre sujet économique qui le puisse. Donc les investissements nouveaux, leur répartition entre les divers secteurs économiques dépendent de décisions centrales de l'Etat.

Tout d'abord cette distinction n'est pas vraie dans les faits ; mais même si elle l'était, elle ne pourrait absolument pas définir une forme socialiste telle qu'on la prétend affermie en Russie pour des générations, alors que les seules améliorations auxquelles on vise sont les mêmes que dans tous les pays du monde : augmentation de la richesse et du revenu national, accroissement de la consommation.

En effet, si l'argent est indispensable, si pour être lui-même mesuré il a besoin de l'indice des prix, si l'Etat est l'unique organe qui puisse distribuer la partie du produit global, mesurée en argent, qui doit former le nouveau capital à investir en moyens de production supplémentaires, la mesure-monnaie et le métreur-Etat deviennent éternels ! D'instrument politique qu'il était et qui visait à réprimer toute tentative de restauration des forces capitalistes intérieures et extérieures, l'Etat devient *opérateur économique*. Toute économie et toute société sans aucune sorte d'opérateur deviennent inadmissibles : Marx et Lénine sont mis au rancart !

Sterile en doctrine donc, cette distinction est également fautive dans les faits. En Russie, comme nous l'avons vu plus haut, ni toute l'économie ni tout l'investissement ne dépendent de l'Etat. Dans l'agriculture, ce sont les kholkoz qui manient un capital propre, le distribuant en partie à leurs sociétaires et réinvestissant le reste. Il y a ensuite les petites entreprises familiales qui font ce qu'elles veulent de leur produit, et qui échappent même à la règle mercantile selon laquelle tous les produits devraient prendre au moins à un moment donné une forme monétaire, puisqu'elles les consomment directement.

Enfin, les entreprises industrielles elles-mêmes ont un bilan propre et elles pratiquent des investissements intérieurs qui figurent dans le plan, mais non dans le bilan des entrées et sorties de l'Etat entrepreneur et investisseur, bref de l'Etat *opérateur économique*.

L'objection des soviétiques pourrait donc être réduite à celle-ci : rien n'est investi sans que l'Etat le permette, ou même, plus modestement, sans que l'Etat l'enregistre en termes monétaires. Encore la petite économie familiale, les petites économies urbaines et toutes les économies clandestines démentent-elles cette dernière et pâle formule !

Elle est si peu audacieuse et révolutionnaire que l'Occident l'a adoptée depuis longtemps, sans que personne en conclue qu'il a cessé d'être capitaliste !

L'Etat opérateur économique est une réalité universelle ; aussi bien aux Etats-Unis où une pompeuse loi anti-trust est en vigueur, que dans les pays européens. Aux U.S.A., ce sont les grandes sociétés industrielles qui sollicitent à chaque instant les opérations de l'Etat et qui menacent de ne pouvoir réaliser sans elles leurs propres plans d'investissement intérieur.

Le capitalisme n'a pas cessé d'être celui que Marx et Lénine ont décrit, et pourtant il n'y a plus d'investissements productifs réalisés uniquement par des particuliers dans le secret de l'entreprise privée. Depuis que les entreprises importantes ont cessé d'investir et de se gérer sans recourir à des sociétés anonymes, depuis qu'investissements et gestion sont devenus impensables sans la participation et les avances des banques, l'Etat est devenu pratiquement un élément indispensable de toutes ces opérations.

Les mesures proposées dans le *Manifeste Communiste* de 1848 comme les premières qu'un Etat prolétarien devrait prendre ont été peu à peu appliquées par les Etats bourgeois sans que cela ait le moins du monde entamé le pouvoir de classe de la bourgeoisie. Marx et Engels l'ont maintes fois constaté. Les banques ne subsisteraient dans aucun pays sans certaines opérations d'une banque centrale obéissant aux décisions de l'Etat central. Les opérations de financement dans lesquelles l'Etat n'intervient pas, soit par une loi spéciale, soit au travers de multiples institutions para-étatiques, deviennent de plus en plus rares. Or ces institutions pèsent directement sur le bilan de l'Etat (c'est-à-dire reçoivent une partie du travail qu'il prélève sur toute la population) à qui il incombe de leur fournir une partie de leur capital. La circulation du capital qui, dans la théorie marxiste, apparaissait dès l'origine comme un fait social en opposition aux anciennes formes privées de circulation de la richesse, devient toujours plus une circulation publique. Il est facile de conclure que la formule soi-disant socialiste des Russes : *pas d'investissement sans opérations, ou contribution, ou autorisation, ou au moins sans enregistrement de l'Etat* s'applique donc parfaitement aux économies occidentales. Et si l'Etat fait tout cela ce n'est pas dans le but innocent de prélever des impôts, *mais pour encourager directement l'accumulation du capital*, comme le font tous les « plans », « programmes » et « perspectives » apparemment purement statistiques et neutres, mais qui constituent en réalité une propagande de classe.

Le socialisme est tout ce qu'on voudra sauf l'intégration de toute l'économie dans une économie d'Etat. De toutes façons, même en Russie, l'économie d'Etat ne s'étend pas aux limites de l'économie totale, tant s'en faut. L'Etat et le parti au pouvoir tentent de prouver qu'ils *contrôlent* tout : ils n'arrivent même pas à tout *enregistrer* !

IV. — LE TRIOMPHE DU « SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS »

SOCIALISME ET POPULATION

L'apologétique soviétique veut utiliser l'évolution de la population pour prouver l'existence du socialisme en Russie. Elle se base sur les données suivantes : augmentation de la population — élévation du rythme d'accroissement de la population — diminution radicale de la mortalité — natalité supérieure à celle des autres pays — augmentation absolue et relative de la classe industrielle — augmentation de la population urbaine et diminution de la population rurale — diminution absolue et relative de la classe paysanne. Ces transformations seraient telles qu'on ne pourrait les comparer à rien de ce qui s'est passé dans un autre grand pays pendant n'importe quelle période de quarante ans. Nous entendons prouver que ces sauts miraculeux reproduisent ceux que de la révolution capitaliste a fait faire à tous les grands pays du monde. Nous comparerons donc les données russes aux données présentes et passées des pays que tous disent capitalistes.

La courbe démographique russe.

Le territoire russe a varié de la manière suivante :

- 1914 : 22, 3 millions de Km².
- 1918 : 21, 5 millions de Km². La baisse est due à la formation des Etats indépendants de Finlande, Esthonie, Lettonie, Lithuanie et Pologne.
- 1939 : 21, 6 millions de Km² : annexion de territoires polonais partagés avec l'Allemagne ; incorporation des Républiques baltiques, de la Bessarabie et de la Bukovine du nord arrachées à la Roumanie, de l'Ukraine occidentale et d'une partie de la Carélie finlandaise.
- 1945 : 22, 4 millions de Km², c'est-à-dire presque la même surface que l'empire tsariste en dépit de l'invasion d'immenses territoires après l'éclatement de la guerre avec l'Allemagne. L'augmentation correspond aux annexions vers l'ouest aux dépens de l'Allemagne (Prusse orientale) et de la Pologne, et en Asie de Sakhaline et des îles Kouriles. D'autres avantages territoriaux ont été obtenu au détriment de la Turquie et en Asie centrale.

C'est en 1919 et en 1943 que le territoire a été le moins étendu, sans qu'il soit facile de donner les chiffres ; notons simplement que deux commissaires du Reich hitlérien administrèrent deux provinces (l'Ostland et l'Ukraine).

Voyons maintenant les variations de la population. En 1913, l'empire tsariste comptait 159 millions d'habitants, dont 120 en Russie d'Europe (1). En

(1) La densité était donc, tout comme aujourd'hui, très variable ; de 7 habitants au km² pour l'ensemble du pays, elle passait de 21,6 hab./km² en Russie d'Europe à 2,3 hab./km² en Russie d'Asie.

1926, la population était tombée à 147 millions (2). De 1926 à 1939, la courbe de la population remonte. En 1939, avant les annexions, on a 170, 6 millions d'habitants, soit une augmentation de 23, 6 millions en 13 ans ; moyenne brute : 2 millions par an.

Les annexions englobent 12 millions de Polonais, 3 millions de Roumains, 5, 5 millions de Baltes. On peut accepter le chiffre de 21 millions en comptant les autres populations annexées. En 1940 la population de l'U.R.S.S. s'élève à 191, 7 millions.

Ce gain sera payé cher par la terrible hémorragie de la seconde guerre mondiale, évaluée à l'étranger à 17 millions d'hommes. Les Russes n'ont donné de chiffres qu'au 31 décembre 1949. A ce moment, la Russie a été non seulement rétablie dans ses frontières, mais son territoire s'est accru de tous les territoires annexés. La population est évaluée à 180, 2 millions d'hommes, soit une perte de 11, 45 millions en 10 ans. Mais puisque les annexions de 1945 ont porté sur 1, 4 millions d'hommes, la perte réelle est de 12, 9 millions. Si l'on admet que l'accroissement démographique annuel avait dû être, ne disons même pas de 2 millions comme plus haut, *mais seulement d'un million*, cela fait 10 millions supplémentaires qui manquent. La guerre a donc fait une saignée de 22, 9 millions au moins, c'est-à-dire bien plus que le chiffre admis en Occident (17 millions). On a ensuite les chiffres suivants :

1950 : 183 millions	1956 : 203 millions
1951 : 186 —	1957 : 206 —
1952 : 190 —	1958 : 209 —
1953 : 193 —	1959 : 212 —
1954 : 196 —	1960 : 216 —
1955 : 199 —	1961 : 220 —

Natalité et population.

En 48 ans, la population est donc passée de 159 à 220 millions, soit une augmentation de 38 % qui, si l'on tient compte des 46 millions de morts des guerres, s'élève à 67 %. Un accroissement de 38 % en 48 ans serait-il inconnu dans l'histoire et s'expliquerait-il par... le socialisme ? Il suffirait de citer une dans une période de 48 ans comme ci-dessus, les U.S.A. ont vu leur population seule donnée pour réduire à néant ces vantardises : entre 1902 et 1950, donc augmenter de 92 % ! Mais voyons néanmoins les chiffres pour plusieurs pays, aux conditions très diverses : émigration, immigration ou population stable.

(2) Les pertes énormes de la guerre impérialiste et de la guerre civile avaient été en partie compensées par un accroissement de la population qui, en 1913 était de 17 pour 1.000 et en 1926 de 24 pour mille, soit de 2,7 à 3,4 millions d'habitants par an. En ne retenant que le chiffre de 2 millions, en 1926 la population aurait dû s'élever à 159 millions plus 26 millions, c'est-à-dire 185 millions. En admettant que les territoires perdus à l'ouest aient eu alors 15 millions d'habitants, cela donne 170 millions, soit 23 millions de plus que le chiffre réel de 1926. Les pertes s'élèveraient donc à 23 millions d'habitants, mais on voit que le chiffre n'est pas du tout sûr.

Pour les U.S.A., en considérant des périodes de 40 ans seulement, on obtient :

1790-1810	: 230 %
1830-1870	: 210 %
1870-1910	: 132 %
1910-1950	: 65 %.

Pour l'Italie (périodes de 43 ans seulement) on a :

1860-1903	: 43 %
1913-1956	: 35 %.

Voyons maintenant la Russie tsariste elle-même :

1762-1796 (34 ans)	: 89 %
1813-1851 (36 ans)	: 50 %.

On voit donc que les 38 % effectifs et les 67 % calculés de l'accroissement soviétique n'ont rien d'extraordinaire.

Mais, pour éliminer l'effet des guerres, des révolutions et des migrations de populations dans un sens ou dans l'autre, considérons la marche démographique elle-même, l'excédent de naissances sur les décès, et voyons si le « miracle » apparaît. En 1913, on avait 47 naissances pour 1 000 habitants, ce qui est un chiffre énorme ; en 1926, 44 ; en 1940, 31,7 ; en 1950, 26,5 ; ce chiffre reste ensuite à peu près stationnaire. Comparons avec un pays « prolifique », l'Italie. En 1902, 33,4 naissances pour 1 000 habitants ; en 1915-18, 18 ; en 1920, 32,2 ; en 1938, 23,8 ; en 1939-45, 18,3 ; en 1946, 23. De 1913 à 1954 on est passé en Russie de l'indice 100 à l'indice 57 ; en Italie, de 100 à 58 : rien de surprenant. En Russie la natalité baisse comme dans tout le monde bourgeois moderne.

En Europe les 26 pour 1 000 ne sont dépassés que par les 28,4 Yougoslaves et les 28,1 de Malte ! Va-t-on invoquer le socialisme pour les expliquer ?

Aux U.S.A., le taux de natalité baisse d'abord, selon la loi générale, mais on a ensuite les chiffres suivants : 1950, 23,5 % et 1954, 24,9 %. Effets de la « prosperity » ! Le chiffre est voisin du chiffre russe, en tous cas !

De toutes les façons, la Russie est battue par le Canada (28,7), les pays d'Amérique centrale, de loin, toute l'Amérique du Sud (le Venezuela passe, entre 1920 et 1956, de 29,9 à 46,8 !), tous les Etats asiatiques (sauf le Moyen Orient).

Recul de la mort.

La baisse de la mortalité est encore plus exploitée par l'apologétique soviétique. Voyons les chiffres :

1913	30,2	pour mille
1926	20	—
1940	18,3	—
1950	9,6	—
1955	8,4	—

soit en 43 ans une diminution de 27 % de la mortalité. On ne compte pas... la mortalité de la guerre impérialiste !

Mais la diminution de la mortalité est, elle aussi, une loi générale liée aux progrès de la médecine, bien que le climat et la situation économique aient également une influence. Prenons encore l'Italie, où la mortalité est cependant favorisée par une haute densité rurale et urbaine, sans élévation correspondante du niveau de vie. On a :

1901	22	pour mille
1913	18,7	—
1954	9,1	—

soit une diminution de 48 %, sans « socialisme ». Où est le miracle russe ?

Du reste beaucoup de pays européens ont une mortalité inférieure au 8,4 pour mille officiel de la Russie. La Hollande est à 7,5 pour mille. La France a le plus mauvais chiffre des grandes nations : 12. En Union sud-africaine (socialisme ? !), la mortalité pour les populations blanches est à 4,6 ; le Canada est à 8,2 ; en Asie, le Japon est à 8,2 et Formose (!) à 8,1. La courbe russe est donc identique à celle des pays typiquement capitalistes. Si la Russie peut se vanter d'avoir 12 fois plus de personnel sanitaire qu'en 1913, c'est que la modernisation de la structure sociale a pu avancer plus vite en Russie dans le domaine des services publics que dans le domaine économique et technique, du fait du capitalisme d'Etat. Rien de socialiste là-dedans.

L'augmentation de la population.

Considérons maintenant l'excédent des naissances sur les décès :

1913	16,8	pour mille
1956	17,2	—

La différence est faible avec la Russie tsariste. Comparons avec l'étranger. D'abord les pays d'excédent supérieur :

Formose :	36,4 ‰.
Venezuela :	35,7 ‰.
Nouvelle-Zélande :	17,8 ‰.
Israël :	21 ‰.
Yougoslavie :	17,6 ‰.

Les U.S.A. ne sont pas loin de la Russie dans la course à l'excédent des naissances : 15,7 ‰. La densité des U.S.A. est de 21 hab/Km², celle de la Russie entière est de 9 hab/Km² tandis que celle de la Russie d'Europe est de 27 : voilà l'explication de la ressemblance. Ou bien Kennedy construit-il le socialisme ?

Viennent ensuite les pays de capitalisme développé et de densité voisine du maximum :

France :	6,8 ‰.
Allemagne de l'ouest :	5,3 ‰.
Suède :	5 ‰.
Belgique :	4,8 ‰.
Angleterre :	4,2 ‰.

Une thèse résulte de tout ceci : ce sont les éléments anti-socialistes d'une

structure sociale qui déterminent un taux d'accroissement naturel élevé. Parmi ces éléments, il faut compter la présence des économies familiales, de l'association entreprise-famille, et l'institution de la famille monogamique, dont autrefois le dernier des socialistes savait qu'elle était une forme dépassée et dont le *Manifeste* montrait qu'elle était minée par la production capitaliste. Il y a ensuite la tendance à « produire des producteurs » qui naît de l'impulsion à accumuler, fatale dans toute économie mercantile et de la course à la superindustrialisation qui en résulte. En général, toute économie dont la structure oppose l'intérêt individuel à l'intérêt social a pour effet une augmentation de la population : l'instinct de possession conduit à l'instinct de possession sexuelle, non pas au sens physiologique mais économique, aux institutions héréditaires et familiales qui favorisent la prolifération.

La société socialiste amènera une limitation rationnelle des unions fécondes en fonction de l'âge et de la santé, et une planification réelle des activités qui, pour ne pas être une parodie, devra commencer par compter non pas en unités monétaires mais en unités naturelles, dont la première est bien l'animal-homme.

En conclusion, si le chiffre russe n'a rien de surprenant puisqu'il est dépassé par celui de pays moins avancés et approché par celui des pays de faible densité comme les U.S.A., ce n'est pas lui qu'il faut admirer, mais ceux des pays qui, mieux que la Russie, ont su freiner l'accroissement naturel !

Densité de population.

Les chiffres de densité de population sont importants parce que le degré l'Etat capitaliste donne des résultats différents de ceux du capitalisme libéral d'industrialisation suit nécessairement la densité, bien que dans ce domaine puisqu'il choisit les zones d'implantation des industries, à l'échelle nationale seulement il est vrai, alors que le capitalisme libéral avait pour champ d'action le monde entier.

En 1955, la densité de la Russie européenne était de 27 hab/Km², celle de la Russie d'Asie de 2,6 hab/Km² ; en moyenne, la densité était donc de 9 hab/Km². Les Etats-Unis ont une densité de 21 hab/Km².

Ce qui explique la défaite sur toute la ligne de la Russie, par rapport aux U.S.A., dans le domaine de l'industrialisation, c'est qu'en Russie celle-ci était liée à l'accroissement naturel de la population exclusivement puisqu'elle s'était enfermée dans ses frontières et que l'échange international de marchandises ne jouait qu'un rôle secondaire dans son économie et l'échange humain un rôle nul.

Avec un taux d'accroissement démographique égal ou même inférieur (pour la décade 1920-30, par exemple) à celui de la Russie, les U.S.A. se sont développés avec une énorme rapidité grâce à une forte immigration provenant du monde entier. De 1790 à 1950, la densité des U.S.A. a ainsi augmenté de 40 fois ; pendant le même laps de temps, la densité de la Russie européenne quadruplait seulement : c'est pourquoi les U.S.A. ont rejoint et dépassé l'An-

gleterre et lui ont arraché la place de premier producteur capitaliste. C'est pourquoi la Russie ne rejoindra ni ne dépassera les U.S.A.

Pendant que la Russie stalinienne se retranchait du monde, sa population augmentait de 26 % contre les 78 % d'augmentation de la population américaine ; soit une augmentation de 35 % plus forte. Avec le temps, l'écart ne peut qu'augmenter.

C'est là le résultat de la victoire du « socialisme dans un seul pays » de Staline sur l'internationalisme de Lénine-Trotsky-Zinoviev. Un autre coup terrible au développement, non pas du socialisme, mais de l'industrie capitaliste russe, est représenté par les pertes de guerre. Le tsar avait immolé 23 millions d'hommes à l'Entente, Staline presque autant aux Occidentaux. Cela excluait que la révolution capitaliste russe puisse rejoindre les U.S.A.

Les 26 millions d'hommes perdus en 1916 seraient devenus 45 millions en 1957 avec le taux d'accroissement cité de 17 pour mille. Les 23 millions perdus en 1943 seraient devenus 34 millions. Sans les deux guerres, la population serait donc plus forte de 79 millions d'hommes, soit 39,5 % de son chiffre de 1957. Pour rattraper cette perte avec un taux d'accroissement de 17 pour mille, il faudrait exactement 20 ans. Le tsar et Staline ont donc fait cadeau au capitalisme de l'Ouest d'une avance de 20 ans sur celui de l'Est.

L'urbanisation.

Un autre résultat qui, selon la presse soviétique, ne pourrait s'expliquer que par le socialisme, est l'augmentation de la population urbaine par rapport à la population totale, ce qui n'est pas la même chose, notons-le, que le chance de distinguer la population urbaine de celle des campagnes et la distinction établie ne correspond pas nécessairement à la population qui travaille dans l'industrie et les services administratifs et économiques, d'une part, et celle qui se consacre à l'agriculture, d'autre part. Quelle est la population minimum qui permet de considérer une localité comme urbaine ? La statistique russe semble établir la limite de 10.000, mais il est douteux que même dans un tel centre la population soit entièrement occupée à autre chose qu'à l'agriculture. en tous cas les chiffres suivants :

<i>Années</i>	<i>Population urbaine en millions</i>	<i>% du total</i>	<i>Population rurale en millions</i>	<i>% du total</i>
1913	28	17,5	131	85,2
1938	56	32,5	115	67,5
1940	61	32	131	68
1956	87	43,5	113	56,5
1958	99,8	47,7	109	52,3

Dans les 25 premières années, le taux d'urbanisation a donc doublé. Après les annexions de 1940, léger recul. En 45 ans, le taux d'urbanisation est devenu 2,7 fois plus fort. Phénomène socialiste ? Voyons les U.S.A. !

<i>Années</i>	<i>Population urbaine en %</i>
1790	5
1830	8,7
1870	25
1910	45,1
1950	61,5

De 1830 à 1870, l'augmentation de 8,7 % à 25 % peut être traduite par les indices 100 et 287. Elle est supérieure à celle de la Russie en 45 ans (de 17,5 % à 47,7 %) qui donne les indices 100 et seulement 272. L'urbanisation américaine bat largement avec ses 61,5 % celle de la Russie avec ses 47,7 %, bien que le minimum choisi par les statistiques soit certainement supérieur à 10.000. Si le socialisme est en cause, alors l'Amérique est plus socialiste !

Pour trouver le même taux d'urbanisation que dans la Russie tsariste de 1913 (17,5 %), il faut remonter en 1885 aux U.S.A. Quarante-trois ans plus tard, en 1890, il est déjà de 38,5 %, pas très inférieur aux 43,5 % russes de 1956 : les deux courbes ne diffèrent donc guère. On trouve le taux de 43,5 % aux U.S.A. vers 1906. Cinquante ans de retard ! et autre désastre de la « construction » du socialisme dans un seul pays ! Au reste, un traité italien de 1940, de l'Institut des études de politique internationale, donne la série suivante pour la Russie européenne qui ruine un bluff de plus des Soviétiques :

<i>Années</i>	<i>Population urbaine en %</i>
1724	2,5
1796	4,1
1851	7,8
1897	12,8
1910	18,1

Le phénomène avait donc commencé bien avant la révolution de 1917 et l'indice de la population urbaine de la Russie tsariste était passé de l'indice 100 à l'indice 231 en 59 ans, un accroissement très grand pour un régime politique pré-capitaliste.

Quand le socialisme entrera dans la structure sociale, un de ses plus importants symptômes sera l'abaissement de la densité des territoires urbains, le démembrement progressif des villes en agglomérations plus petites et l'extension de la population sur tout le territoire, y compris le territoire dit rural. Phénomène exactement inverse de celui que l'on constate actuellement, en Russie et ailleurs !

L'évolution démographique de la Russie est donc en règle avec les lois du capitalisme. La société bourgeoise — de Russie ou d'ailleurs — a besoin d'un « prolétariat » parce qu'elle a besoin de naissances nombreuses pour pouvoir tuer beaucoup, parce qu'elle a besoin d'accroître vertigineusement la population et la production dans les périodes « pacifiques », entre deux phases de destructions massives et de massacres sanglants.

V. — DU « SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS » A L'ETAT CAPITALISTE

Les investissements.

La masse monétaire des investissements annuels tend à croître, comme le montre, du reste, l'augmentation progressive du volume annuel de la production. Mais le truquage des indices de la production industrielle se retrouve ici : si le volume global des investissements annuels augmente bien, le pourcentage de l'augmentation annuelle, lui tend au contraire à diminuer progressivement, comme on peut facilement le constater.

La plus grande partie des investissements est prévue par le plan d'Etat : 5 % seulement en sont exclus. Mais les investissements effectués directement par les kolkhoses restent hors du plan également ; si, au début, ils étaient de peu d'importance, leur poids économique est allé croissant, jusqu'à permettre aux kolkhoses d'acheter à l'Etat le parc national de machines et de tracteurs. L'importance relative de ces investissements peut être déduite d'une comparaison avec le volume monétaire total des plans de production : en 1955, le total des investissements kolkhosiens atteignit 18,8 milliards de roubles, soit 12,5 % du plan général et 13,2 % du plan d'Etat. Or en 1929 les investissements kolkhosiens n'étaient que de 0,4 milliards. Une telle progression témoigne de l'accroissement du poids économique, social et donc politique du secteur privé-coopératif sur le secteur étatique.

Une autre rubrique des investissements est dénommée « travaux de construction et de montage ». Il s'agit de ces énormes frais de capital fixe — travaux publics, ponts, routes, etc... — que tout Etat, même le plus libéral, a toujours engagé et qui constituent aujourd'hui la bouée de sauvetage lors des petites crises économiques, tout comme la serre chaude des spéculations frauduleuses. Par exemple, sur 625,3 milliards investis durant le dernier plan quinquennal 1951-55, 394,8 — soit 63 % — furent destinés à des « travaux de construction et montage ».

Pourtant, la baisse de la production agricole, pour laquelle, toutefois, les plans prévoient une augmentation de dépenses, vient contredire cette orgie d'investissements dans l'industrie en général. Dans l'agriculture, classique talon d'Achille de tout mode de production mercantile, les résultats économiques et la production elle-même vont de désastre en désastre. Il sera nécessaire de revenir sur ce dernier argument pour mettre une fois encore en évidence la nature strictement capitaliste de l'économie soviétique, au sein de laquelle la faible production de denrées alimentaires affecte surtout le prolétariat des villes, la paysannerie tirant essentiellement son alimentation de la petite économie familiale, qui échappe à la statistique et à tout contrôle.

Les adjudications.

Dans la société soviétique, d'un « type nouveau » selon les thuriféraires moscovites, continue d'opérer l'instrument de spéculation économique le plus fameux, celui-là même qui a rempli les chroniques scandaleuses de tous les

temps, avant même que le mensonge soit diffusé par l'imprimerie : l'adjudication !

Pour le V^e plan quinquennal, sur un total de 625 milliards d'investissements, 394,8 étaient destinés à des travaux de construction et de montage. Cela peut sembler étrange, mais c'est pourtant vrai : dans cette société vantée comme socialiste, sur ces 394,8 milliards, 332,3 ont été « donnés en adjudication ».

Les statistiques officielles courantes sont fort sybillines, mais elles nous permettent malgré tout d'établir des rapports utiles pour développer nos considérations. La première année du premier plan quinquennal, le rapport entre les travaux en adjudication et le travail global est bas : 25 %. On peut en déduire que les trois quarts des travaux étaient alors réalisés directement par l'Etat. Au cours des cinq années du II^e Plan, le pourcentage augmente : 25 %, 25 %, 27 %, 34 %, 48 %, ce qui donne 33 % en moyenne pour le plan. Au cours du III^e Plan, interrompu par la guerre, le pourcentage monte à 56 % et pendant la guerre à 59 %. Dans le IV^e Plan, il augmente jusqu'à 73 % et dans le V^e jusqu'à 81 %. Il s'agit, donc, d'un phénomène généralisé et irréversible, désormais enraciné dans l'organisation économique. Que les habitués laudateurs l'appellent adjudication « socialiste » pour en justifier l'existence ne change pas un atome à sa nature pleinement capitaliste.

L'Etat, donc, dépense environ 80 à 90 milliards chaque année en travaux de construction et d'installation au moyen de contrats avec des organismes « spéciaux ». Or il est bien connu qu'un contrat n'est stipulé que si les contractants ont des intérêts opposés, sans quoi la raison d'être du contrat disparaîtrait. En fait, le contrat est une série de normes par lesquelles les parties protègent réciproquement leurs intérêts contre des empiètements de l'une ou de l'autre. Donnons ici, par parenthèse la enième définition du socialisme : le socialisme est une économie dans laquelle on ne fait pas de contrats !

Le mécanisme est à peu près celui-ci. L'Etat réserve une certaine somme d'argent pour construire, par exemple, un barrage. Lorsque l'ouvrage sera achevé, d'un côté l'Etat remettra la somme fixée et de l'autre il prendra possession du barrage.

On procédait déjà ainsi à Thèbes, à Ninive et dans la Rome antique. La seule différence c'est qu'en Russie soviétique l'adjudicataire n'est pas une vulgaire société capitaliste, mais une « organisation spéciale ». Le truc est toujours le même : X à la place du capitaliste on met l'organisation impersonnelle, anonyme, acéphale. Mais dans l'Occident en pleine putréfaction, il y a longtemps que le capital est représenté par des « organismes », par des « personnes morales » et que les capitaines d'industrie ont été remplacés par les directeurs et par les « techniciens ». Et c'est précisément en vertu de cet équivoque aspect « populaire », « public » que l'Etat capitaliste, même et surtout dans les pays de vieille tradition bourgeoise, se présente comme l'Etat « de tous », le représentant des intérêts « de tout le peuple ».

« L'organisation » n'est pas seulement le moderne capitaliste dépersonnalisé, mais elle est même le capitaliste sans capital. L'entreprise de travaux publics adjudicataire n'a pas de demeure fixe et elle n'a pas de patrimoine

immobilier : son chantier, c'est l'Etat, l'adjudicateur, qui le lui fournit. En Russie, les capitaux que l'Etat et le plan allouent pour les travaux publics et les constructions ne sont pas versés à la Gosbank, ou banque centrale d'Etat, par laquelle passent les opérations financières des industries gérées par l'Etat : ils sont versés à des banques, une fois encore, « spéciales », qui les tiennent à la disposition des « organisations spéciales » depuis le premier kopeck. Mais même en Occident il suffit qu'une entreprise montre un contrat d'adjudication avec l'Etat pour se voir ouvrir un crédit qui garantisse ses avances jusqu'au premier versement de l'Etat. Tandis que le vieil entrepreneur devait risquer tout en avançant le capital nécessaire, aujourd'hui l'« organisation spéciale » n'avance rien et ne risque rien : tout repose sur les épaules de l'Etat.

L'Etat qui a eu le courage d'être « capitaliste » n'a pas celui d'être « opérateur économique » ; il n'est qu'une bourse gonflée de capital-argent qu'il distribue à d'autres pour leur permettre d'agir dans l'économie.

Les « organisations spéciales », les « opérateurs économiques » se gorgent de plus-value au détriment du rendement social de la machine productive ; leur ambiance est la plus favorable à la corruption de la classe des salariés et à la formation, grâce à la distribution de quelques miettes, d'une misérable « aristocratie ouvrière », au sens où Lénine employait cette expression. Enfin, les dernières mesures de décentralisation économique, outre qu'elles impliquent une large autonomie des entreprises, développent jusqu'aux conséquences les plus... occidentales le « système des adjudications ».

Constructions et logements.

Dans ce domaine, les statistiques russes prennent le mètre carré pour unité, alors que celles des autres pays considèrent le nombre de pièces ou l'unité-logement : une comparaison directe avec d'autres économies nationales en est donc rendue plus difficile. La révolution d'octobre hérita en grande partie d'*isbas*, plutôt que de véritable maisons en maçonnerie, car, déjà, les constructions existantes ne parvenaient pas à abriter les travailleurs que la jeune industrie russe commençait à faire affluer vers les villes. Dans la jeune république socialiste, l'urgente remise en ordre de l'économie exigeait en premier lieu un minimum de production pour survivre, mais on ne put empêcher que le processus de prolétarianisation s'accélére. Le logement constituait donc alors une question importante, mais il a fallu la phase contre-révolutionnaire qui se prolonge aujourd'hui pour qu'il devienne un problème tragique. Très exactement, la tragédie commença lors du transfert forcé vers les usines modernes d'énormes masses humaines arrachées aux campagnes.

Les données dont nous disposons indiquent que, de 1919 à 1928, 42,9 millions de mètres carrés furent construits au total, dont 23,7 par les organismes d'Etat et les coopératives, et 19,2 par les personnes privées. Donnons maintenant la série de ces chiffres par quinquennat :

1929-1932	38,7 (dont 32,6 et 6,1)
1933-1937	42,2 (dont 37,2 et 5,0)
1938-milieu 1941	42,0 (dont 34,4 et 7,6)
10-7-1941 - 1-1-1946	49,8 (dont 41,3 et 8,5)

1946-1950	102,8 (dont 72,4 et 30,4)
1951-1955	151,7 (dont 112,9 et 38,8)
1956	41,0 (dont 29,5 et 11,5)
1957	52,0 (dont 38,5 et 13,5)
1958	71,2 (dont 46,7 et 24,5)
1959	80,4 (dont 53,2 et 27,2)
1960	85,1 (dont 57,8 et 27,3)

Pour le septennat 1959-65, les prévisions tournent autour de 650-660 millions de mètres carrés.

Nous négligerons de mettre mieux en évidence l'insuffisance tragique des constructions de logements : le but essentiel de cette étude n'est pas de démontrer d'une manière particulière la faible capacité productive de l'économie russe, mais de relever, avant tout, les caractères strictement capitalistes du mode de production qui, aujourd'hui, s'est définitivement stabilisé en Russie, et de marquer l'incapacité endémique de la forme capitaliste à produire pour satisfaire les besoins sociaux. Nous nous contenterons donc de convertir approximativement les mètres carrés en pièces. En supposant qu'une pièce correspond à 18 mètres carrés, on obtient 55.000 pièces pour chaque million de mètres carrés construits. En supposant, en outre, qu'un logement comporte quatre pièces, nous voyons que, par exemple, pendant le quinquennat 1951-55, 8,3 millions de pièces auraient été construites, soit 2,08 millions de logements. La moyenne annuelle pour ce quinquennat s'établit donc à 416.000 logements ; c'est relativement peu par rapport à l'Allemagne, par exemple, dont la moyenne s'élève à 386.000, mais avec une population trois fois plus faible, à peu près, que celle de la Russie.

Cependant, pour la construction, la question la plus importante reste celle de la croissance de l'investissement « privé », directement encouragée par le « cours nouveau » dit de « déstalinisation ». Cet investissement privé suppose tout d'abord l'épargne individuelle d'une fraction privilégiée de la population et donc la présence et le développement d'une classe de petits-bourgeois, intellectuels, techniciens, militaires, etc..., capables d'accumuler une part non consommée de leur revenu. Par ailleurs, cet investissement privé est stimulé par des prêts de l'Etat ; c'est l'intérêt politique de l'Etat capitaliste d'élargir ces couches petites-bourgeoises et de les unir dans un goût commun pour le « placement » de leurs économies.

Constructions hors de prix.

En Occident — intelligemment encouragée par les capitalistes et les économistes au service du capital — triomphe la manie de posséder sa propre maison. La Russie n'a rien à envier à l'Occident sur ce point : victoire de l'« émulation » ! On tend à y développer cette unité maison-famille qui est l'équivalent urbain et industriel de la formule kolkhosienne dans les campagnes, basée sur l'étroite relation entre la famille et le lopin de terre, la famille et la micro-entreprise, la famille et la chaumière.

Il est indiscutable qu'en Russie la rareté des logements est catastrophique

pour une économie basée sur le développement industriel et mercantile, et que les couches misérables de la population n'apprennent qu'aujourd'hui ou n'ont appris que depuis peu d'années ce qu'est un logement aux structures stables. Mais tout indique que le pullulement des chantiers de construction n'est pas destiné à donner un toit à ces couches pauvres et peu exigeantes, mais à satisfaire les couches petites-bourgeoises et une aristocratie ouvrière — ou mieux : un corps de mouchards des ouvriers — dont le mode de vie « existentialiste » et snob singe la mode du monde capitaliste d'Occident. Nous pouvons déduire cela de l'importance des prix de revient de la construction et des « réprimandes » lancées dans les congrès par les chefs « communistes », au reste bien pourvus d'appartements à la ville et de « datchas », à la campagne, dans lesquels fleurissent tous les artifices de l'architecture et de la construction bourgeoises contemporaines, insipides ou triviales. Le temple de la construction moderne n'est plus le foyer familial ou la chambre dédiée aux ancêtres, à la romaine, c'est la salle de bains aux couleurs changeantes où trône une robinetterie monumentale et chromée, aux formes toujours plus étranges !

Bien que les statistiques soviétiques ne soient pas très précises sur la répartition des investissements, et en particulier sur la somme totale consacrée à la construction, on peut déduire des chiffres publiés pour le V^e plan que 131 millions de mètres carrés (112,9 millions construits directement par l'Etat, plus 18 millions correspondant au financement par l'Etat, au travers de prêts, de constructions privées), soit 7,2 millions de pièces moyennes, ont coûté à l'Etat 82,4 milliards de roubles. La division effectuée, on obtient un peu plus de 7 pièces pour 82.300 roubles. Le résultat exact est de 11.400 roubles par pièce. Si vraiment le rouble valait 1,225 NF en 1955 comme cela découle de la parité au quart de dollar (1 dollar vaut 4,90 NF), le coût d'une pièce serait de 13.965 NF !

Comparons avec les chiffres d'un pays occidental, l'Italie par exemple où les coûts de la construction sont bien connus par le plan Vanoni de constructions d'Etat. On voit que la construction coûte trois fois et demie plus cher en Russie qu'en Italie, où le plan Vanoni chiffre chaque pièce construite à 500.000 liras, soit 3.950 NF. Mais un demi-million de liras est déjà le prix de construction d'une maison bourgeoise et le plan Vanoni démarra avec 300.000 liras par pièce, soit 2.370 NF, pour les logements ouvriers. Encore faudrait-il déduire le prix du terrain de cette somme ; contentons-nous de noter qu'il est demeuré assez bas pour les maisons ouvrières que nous considérons ici, les terrains expropriés étant très éloignés du centre des villes. Quoi qu'il en soit, on voit que le « socialisme » russe ne se serait même pas libéré de la plus odieuse de toutes les spéculations bourgeoises, la spéculation sur les terrains à bâtir.

13.965 NF pour une pièce, le chiffre ne peut que surprendre et faire naître des doutes. 131 millions de mètres carrés construits en cinq ans multipliés par la hauteur moyenne d'un étage — 4 mètres, grosso modo — nous donnent un volume de construction de 524 millions de mètres cubes, que l'on peut arrondir à 600 millions en ajoutant le volume des escaliers et des couloirs. Ces 600 millions de mètres cubes ont coûté 82.400 millions de roubles, soit 137 roubles ou 168 NF au mètre cube. Cette somme représente trois fois le

coût d'une maison de luxe en Italie que l'on construit pour 7.100 livres ou 56 NF le mètre cube (1). Donc, de deux choses l'une : ou bien la valeur du rouble, son pouvoir d'achat déterminé par comparaison avec les prix de toute la gamme des produits de première nécessité, est énormément inférieure au quart du dollar ; ou bien le coût de la construction en Russie est trois fois supérieur à celui qu'il atteint dans les autres pays dans des conditions équivalentes. Si l'on admet la première hypothèse, le niveau de vie tombe au tiers de sa valeur ; si l'on admet la seconde il s'en déduit que dans la construction des maisons en Russie, lors de ces « adjudications » dont nous avons déjà parlé et dont l'existence est officiellement admise (Annuaire Soviétique officiel, discours de Boulganine au XX^e Congrès), les mystérieuses « organisations spéciales » et leurs « opérateurs » difficiles à identifier réalisent un bénéfice de 200 % au moins, au détriment de l'Etat et donc des travailleurs de l'industrie. Il n'est pas possible de trancher entre ces deux hypothèses en cherchant à déterminer le pouvoir d'achat du rouble : les prix des marchandises ne sont pas officiellement fournis par la statistique. Mais nous pouvons risquer une réponse moyenne. Le pouvoir d'achat du rouble doit être d'un huitième de dollar, soit de 0,62 NF ; quant à la construction soviétique, elle coûte 1,75 fois plus que dans les pays occidentaux, ce qui permet de réaliser un surprofit de 75 %.

Nous avons entendu Khrouchtchev tonner contre cette « situation scandaleuse » et nous le croyons. Mais, faisant une analogie avec la construction il a également ajouté : « Pour améliorer la vie de la famille soviétique il faut augmenter la production des ustensiles ménagers qui facilitent les travaux domestiques : machines à laver, appareils électro-ménagers, machines à coudre, ustensiles de cuisine perfectionnés, en diminuant en même temps le prix de ces produits. » Mais après cette mielleuse apologie de la pire bigoterie domestique petite-bourgeoise, Khrouchtchev a dû se mordre la langue en repensant aux repas en commun de Lénine, et il a évoqué une amélioration de la nourriture collective : « organiser l'alimentation publique de manière que pour la masse des travailleurs il soit plus avantageux d'utiliser les repas tout prêts que d'acheter les produits alimentaires pour préparer les repas à la maison... » « pour libérer des millions de femmes de nombreux travaux domestiques... » Mais nous croyons que les femmes américaines sont moins bourgeoises, qui résolvent le problème en faisant faire la vaisselle à leur mari ! Pauvre communisme ! avoir capitulé devant les comptes économiques ne serait encore rien : mais il a reculé devant le problème de l'égalité des sexes comme devant celui des cultes religieux, tous problèmes qu'avec la force révolutionnaire des masses le parti marxiste résout sans calculs planificateurs, avec seulement quelques volées de bois vert et sans même une effusion de sang.

Mais c'est le drame des chiffres, des prix qui trouble le sommeil des dirigeants moscovites qui, avec les changements radicaux et récents de l'organisation productive, ne font qu'admettre chaque jour un peu plus qu'ils sont en train de perdre le « défi » de la « compétition pacifique ».

(1) Il s'agit, comme dans nos calculs sur les chiffres soviétiques, du volume total de la construction : cubage de la maçonnerie et cubage d'air.

Le drame des « coûts ».

De la part des dirigeants soviétiques ce ne sont que jérémiades : nous ne parvenons pas à élever la productivité du travail ! Nous ne parvenons pas à abaisser les coûts de production ! Un marxiste ne peut s'en étonner. Lorsque la révolution prolétarienne se pose un problème à la manière bourgeoise, elle le résout plus mal que la bourgeoisie. Imaginons que les victorieux fabricants et banquiers de la révolution française se soient attachés à reconstituer la Table Ronde du roi Arthur, la Chevalerie de Charlemagne et ses monastères-phalanstères, au lieu de répandre les nouvelles formes de production bourgeoises : ç'aurait été la famine endémique ! Les prétendus bolcheviks ont posé le problème en termes mercantilistes ; ils ont ainsi renoncé aux ressources qui font de l'économie communiste — *inconcevable, économiquement, sans l'oxygène de la révolution internationale* — une forme productive de plus haut rendement social. Ils se sont noyés dans l'équation bourgeoise des coûts de production et des prix ; aujourd'hui, les tenailles des coûts et des prix se referment et les serrent à la gorge.

Le socialisme résoudra la question du rendement du travail par la réduction résolue du temps de travail et, au lendemain de la victoire révolutionnaire il donnera une impulsion formidable dans ce sens en *intervenant despotiquement* dans les rapports de production comme l'indique déjà le *Manifeste Communiste*. Le résultat immédiat pourra bien être une augmentation des *coûts*, même exprimés en temps de travail, cela est certain, mais le socialisme y répondra en taillant sans merci dans la consommation inutile et imbécile, des non-prolétaires et des classes moyennes avant tout (les *intellectuels* ont surtout besoin d'un régime spartiate, sans drogues et sans alcools), mais aussi des travailleurs eux-mêmes que la révolution doit entraîner vers des mœurs opposées à celles de la décadence actuelle. Les révolutionnaires qui avaient envahi le somptueux château de Versailles étaient vêtus « sans culottes » et leurs femmes, dignes furies révolutionnaires, s'habillaient d'une tunique rude et sobre. Aujourd'hui le mouvement moscovite et ses représentants à l'étranger, à moins qu'ils ne s'emparent, « émulativement », des modes et des styles du cinéma d'outre-Atlantique, enseigneront aux ouvriers à endosser le smoking au moment de la « révolution », car pour eux elle ne signifie plus rien d'autre que l'entrée des représentants des ouvriers dans le gouvernement bourgeois : Togliatti et Nenni sous le cylindre de Mussolini, Thorez et autres insectes parfumés au Coty, Gallacher au baise-main d'Elisabeth !

Khrouchtchev, parlant du problème des constructions, a déclaré : « Nous avons condamné les *méthodes artisanales* et les *dépenses inutiles* dans la construction... Nous ne pouvons admettre que des millions de roubles soient gaspillés en décorations absurdes pour satisfaire le mauvais goût de certains architectes... Les logements doivent être aussi confortables que possible, les édifices doivent être *solides, économiques, beaux...* » Boulganine, lui, avait révélé que les ingénieurs et les architectes soviétiques avaient été expédiés en Occident pour y apprendre à réduire les coûts de production ! Mais il n'y ont entendu que les slogans dont abuse Khrouchtchev lui-même : industrialiser, standardiser, imposer à celui qui ne sait qu'en faire le confort stéréotypé et vanté par une publicité envahissante. Prendre l'architecture et l'urbanisme modernes

pour une recherche intelligente en vue d'atteindre le meilleur résultat humain et social avec des moyens réduits et à moindres frais, c'est vraiment une énorme bévue de nos « émulateurs ». La spéculation, qui naît du système des adjudications et de l'ambiance générale mercantile, trouve son terrain idéal à l'ombre de l'Etat-financier ; c'est elle qui provoque la hausse des coûts de production par le jeu de la publicité et des pots-de-vin et pour le plus grand bien du profit.

Seul l'écoulement plus ou moins souterrain d'un profit capitaliste peut expliquer que la maison russe coûte le double qu'ailleurs, même si l'on compare à des maisons non seulement plus *confortables*, plus *belles*, plus *solides*, mais encore soumises aux caprices des architectes, sans usage de préfabriqués commerciaux et construites avec des moyens « artisanaux ».

Lorsque le capitalisme mourra, nous sortirons de la sinistre platitude du produit moderne. La maison n'est pas exactement une marchandise, ne serait-ce que parce qu'elle n'est pas transportable ici et là, mais enracinée dans le sol naturel. Les Russes, enfoncés jusqu'au cou dans les pratiques capitalistes de l'industrie internationale des constructions en adjudication et des logements, qui traverse la période de plus grande dégénérescence de cette activité humaine, perdent leur temps et leur peine à chercher dans cette méthode bourgeoise le moyen d'abaisser les prix, sans voir que c'est seulement la méthode pour exalter scandaleusement le profit et le surprofit du capital qui non seulement existe chez eux, mais qui, si les chiffres ne nous ont pas trompés, y est plus virulent que partout ailleurs.

Propriété et droit.

Après avoir démontré l'existence de la catégorie capitaliste du profit et donc les caractères capitalistes de l'économie russe en général, nous pourrions considérer l'argument comme épuisé. Mais il faut, pour fermer la boucle de notre démonstration et dissiper ce soupçon qu'il existe en Russie un mode de production « spécial », ni capitaliste ni socialiste, dire encore quelques mots sur la question du logement. C'est là, en effet, une question essentielle, car elle se relie à la production elle-même — donc à l'économie en général — et à la propriété.

Selon les slogans officiels, la propriété privée n'existe pas en Russie et donc les propriétaires des moyens de production ont disparu. Avant tout, on peut constater que le Code Civil russe admet l'existence de trois types de propriété : étatique, coopérative et privée. Le seul fait d'admettre l'existence de ces trois types révèle la nécessité impérieuse pour l'économie russe de donner droit de cité à une institution simplement inadmissible pour la société socialiste. Aucune propriété, quelque soit son nom, ne pourra subsister dans le socialisme. Selon de droit romain, le propriétaire du sol possède également ce qui est au-dessus et au-dessous du sol, *usque ad coelum et inferos*. Mais cette propriété simultanée est supprimée, non seulement dans certaines législations modernes, mais aussi dans celles qui s'inspirent du droit germanique médiéval, pour lequel la mine souterraine et la fabrique établie sur le sol ne sont pas soumises aux mêmes lois que le sol. Dans le droit russe, malgré la suppression de la propriété de la terre par la révolution communiste, la propriété de l'habitation privée — trans-

missible par héritage, commercialisable et libre de redevances à payer à l'Etat — retrouve droit de cité. La « libre » commercialisation de l'habitation ne suppose pas seulement son libre usage, mais sa propriété au sens propre.

Or, la Constitution de 1936 a également étendu le droit de propriété aux petites entreprises commerciales et industrielles employant peu de salariés, et à l'entreprise personnelle du kolkhosien : « la propriété personnelle de l'entreprise annexée au lopin de terre sus-mentionné, de la maison d'habitation, du bétail productif, de la volaille et du menu outillage rural » (Art. 7). Le Code Civil — art. 182 — déclare « valide la vente d'édifices d'habitation non municipalisés ou démunicipalisés » à condition que « par cet acte l'acquéreur ou sa famille n'en vienne pas à détenir plus d'une propriété ».

Donc le droit de propriété existe et se manifeste en même temps que le droit de commercer : droits bourgeois beaux et bons !

Mais, paradoxalement, la propriété privée des habitations jouit, en Russie, de conditions privilégiées : elle ne paie pas de loyer à l'Etat pour le sol. Comme Engels l'expliqua il y a un siècle dans sa classique « Question du logement », le loyer ne pourra être supprimé d'un seul coup car la conservation du patrimoine immobilier suppose que l'on consacre un certain temps de travail à son entretien. Mais, précisément, les épargnants, les petits privilégiés — pires encore que les grands — doivent être solidement maintenus sous le talon de la dictature prolétarienne qui, dans ce cas précis, se manifesterait par de lourdes taxations imposées par l'Etat expropriateur. Dans la Russie soi-disant socialiste, non seulement les bases étendues d'un développement de la « libre » propriété existent, mais encore l'évolution actuelle leur donne une vigueur qui grandit de jour en jour. Laissons parler Khrouchtchev (discours au XX^e Congrès) : « En plus des constructions financées par l'Etat, il faut développer plus largement les constructions financées par des fonds individuels, aider les ouvriers et les employés à se construire une maison au moyen de leur épargne personnelle, augmenter la production et la vente à la population de matériaux de construction, de maisons préfabriquées ».

C'est là le langage même des théoriciens du « bien-être » à la Keynes : c'est le langage des porte-paroles attitrés des Etats modernes, ouvertement capitalistes, qui visent — mais en vain — à brouiller toutes les frontières entre les classes, à mêler toutes les couches sociales dans le but de tenter d'assurer leur propre survie.

Le point de vue marxiste est l'opposé exact de celui de Khrouchtchev. Dans les Statuts de la Première Internationale, les logements et les terrains urbains étaient considérés comme des « sources de vie ». Leur appropriation, non pas sociale mais personnelle, peut être « subie » *temporairement* par une économie socialiste en développement ; en aucun cas elle ne peut être encouragée, défendue et développée à la manière krouchtchevienne qui est purement et simplement bourgeoise, en rien socialiste.

Au cours de l'histoire, ce sont les grands capitalistes qui exproprient les possesseurs individuels, comme Marx l'a abondamment montré ; par la suite, ils sont eux-mêmes progressivement remplacés par l'Etat capitaliste. « A un

certain degré le développement, même la forme de la société par actions ne suffit plus ; le représentant officiel de la société capitaliste, l'Etat, doit assurer sa direction... L'appropriation capitaliste constitue la première négation de cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux phénomènes de la nature. C'est la négation de la négation. Elle rétablit, non pas la propriété privée du travailleur mais sa propriété personnelle, fondée cette fois sur les acquisitions de l'ère capitaliste, sur le travail associé, sur la possession en commun de la terre et de tous les moyens de production créés par le travail » (1). Mais Dühring trouvait cette formulation trop hermétique et Engels prit la peine de la clarifier encore : « Pour quiconque comprend l'allemand cela signifie que la propriété privée s'étend à la terre et aux autres instruments de production, et la propriété personnelle aux produits, donc aux objets de consommation. »

Engels cite également le fameux passage de Marx dans le Premier Livre du *Capital* : « Une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs, et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social... ». Dans cette association « le produit total des travailleurs unis est un produit social. Une partie sert de nouveau comme moyen de production et reste sociale ; mais l'autre partie est consommée et, par conséquent, doit se répartir entre tous ». Pour Marx la propriété personnelle concerne donc seulement la fraction du produit social mise à la disposition du consommateur ; elle s'évanouit donc à l'instant même où le produit est consommé, ce qui la sauve de l'expropriation ! Il est bien clair que l'habitation, le sol, etc., ne peuvent être consommés, mais utilisés ; aucune forme de propriété n'est donc admissible à leur endroit — la propriété personnelle moins que toute autre —, sous peine de retomber dans le droit bourgeois.

Dans le socialisme, l'usage des logements sera accordé aux membres de la société, mais ils ne seront pas « attribués » comme le dit la phraséologie moderne de l'Etat paternaliste qui pourvoit à tout et prévoit tout dans l'intérêt... du capital ; en aucun cas ils ne seront « attribués » à des familles ou à des personnes privées. L'idéal russe de la propriété kolkhosienne, petite-bourgeoise, est le plus détestable, précisément parce qu'il prétend réaliser des pas en avant alors même que du seul point de vue bourgeois il parcourt à reculons l'histoire douloureuse de l'espèce humaine, la repoussant cent ans en arrière et l'éloignant — au lieu de la rapprocher comme le font inconsciemment et inéluctablement les grands Etats industriels — de son passage historique au socialisme. Aujourd'hui, le prolétariat trouve des conditions plus difficiles dans sa lutte séculaire pour son émancipation, car il doit affronter deux ennemis, plus réactionnaires l'un que l'autre : l'Occident capitaliste et l'Orient kolkhosien.

L'économie capitaliste n'est pas planifiable.

La limite naturelle du mode de production capitaliste est le capital lui-même : les contradictions de l'économie capitaliste — la production est sociale, l'appropriation est privée — en limitent la durée historique et rendent nécessaire sa destruction par des forces sociales se délimitant en son propre sein. La nature contradictoire du système capitaliste entraîne donc également l'impossibilité de contrôler, de diriger et d'orienter les forces économiques. Le capitalisme est un immense fleuve qui s'enfle, emportant tous les obstacles, rompant toutes les digues que l'on tente de dresser pour contenir ses flots désordonnés et menaçants.

Tout au long de cette étude nous avons pu mettre en évidence au sein de l'économie russe les traits distinctifs de la forme capitaliste de production. Catégories économiques, forces productives, classes sociales, tout ressemble au modèle capitaliste de l'Occident dont la Russie ne se distingue même pas par les apparences. Là où l'on aperçoit encore les restes archéologiques d'une civilisation embryonnaire mais promise à la conquête de la société, tous les efforts sont accomplis pour en détruire jusqu'au plus pâle souvenir.

Le contrôle des forces productives, la prévision des résultats économiques, la distribution sociale, dans un sens socialiste, de l'effort à fournir et des produits obtenus, voilà la tâche fondamentale qu'un Etat révolutionnaire du prolétariat ne peut délaissier sans perdre ses caractères communistes et sans se transformer en un vulgaire Etat bourgeois. Pour mériter son nom, un Etat prolétarien doit avant tout, dans la phase du passage du capitalisme au socialisme, tendre toutes ses forces vers la destruction systématique des vestiges capitalistes.

Si l'existence d'un plan centralisé, directement dirigé par l'Etat, est essentielle et indispensable pour une jeune formation sociale, elle l'est à plus forte raison dans une phase de maturité. Même les Etats qui se déclarent ouvertement capitalistes tentent de formuler des plans de production, d'exercer un contrôle direct de l'économie, et en temps de guerre ils en arrivent à fixer les prix des marchandises et à contrôler la consommation, qui est alors théoriquement nivelée. L'absurdité de l'évolution russe tient précisément en ceci : puisque l'on est passé — disent les Russes — d'une phase inférieure de l'économie, dans laquelle tout pouvait et devait être planifié et contrôlé par l'Etat, à une phase supérieure, dans laquelle une certaine abondance existerait, alors la main de l'Etat doit se faire plus légère, le plan doit perdre tout contour précis, les ordres précis et détaillés doivent laisser la place à l'incertitude de l'enregistrement au jour le jour. Et l'on va même jusqu'à justifier ce changement substantiel en invoquant le passage du socialisme au communisme qui, pour les prétendus « marxistes » russes, correspondrait au passage du règne de la « nécessité » à celui de la « liberté » ! Nous verrons plus loin de quelle liberté il s'agit et qu'elle n'a rien à voir avec le socialisme.

L'enchevêtrement des plans.

C'est vraiment le cas de parler de plans orientés vers la disparition complète des plans. La véritable histoire des plans économiques se termine en réalité en 1955, avec le V^e plan quinquennal.

Boulganine en annonça un sixième pour 1956-1960, mais il fut mort-né. Khrouchtchev liquida Boulganine et le VI^e plan, l'un comme « anti-parti » et l'autre sous le prétexte de mettre en œuvre un plan à plus longue échéance.

Le XX^e Congrès consacra le « dépassement » des plans quinquennaux et lança la mode des plans à long terme, fondés non plus sur des chiffres rigoureux mais simplement sur des « chiffres-objectifs du développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. ».

L'abandon par l'Etat de ses charges de planification, ces Messieurs, utilisant une phraséologie marxiste, voudraient nous le faire passer pour une « extinction de l'Etat ». Mais nous savons fort bien que l'Etat ne peut s'éteindre qu'avec la disparition de l'économie mercantile, monétaire, salariale. Lorsque le plan se réduit à un simple « bureau of census, board of trade », ou autres enregistreurs statiques de *faits accomplis*, il ne s'agit plus que d'un plan pour jouer à qui empêche le plus de profit. Dès ce moment ce n'est donc plus que par pure convention que nous continuerons à parler de plan ou de plans.

Le nouveau plan de quinze ans, qui englobe le plan septennal, va de 1959 à 1973. On ne sait rien de ce qui s'est passé entre 1955 et 1958, à l'exception de l'évolution de l'indice de la production industrielle qui peut être établie sur la base des données de départ pour 1955 et sur les diverses déclarations lors des congrès. Sur la base 100 en 1913, l'indice de 1955 était de 2 723. Il fut dit que la production avait augmenté de 36 fois par rapport à 1913 en 1958 : donc indice égal à 3 600. Si nous calculons le taux moyen d'augmentation annuelle entre 1955 et 1958, nous obtenons exactement 10 %, soit moins que ce qui avait été planifié par feu le plan de Boulganine : 10,5 % (notons que la moyenne annuelle du V^e plan avait été de 13,1 %).

On doit comprendre que l'abandon du VI^e plan et la greffe du plan de quinze ans sur ses ruines engendrent une confusion propice à l'amorce d'un nouveau cycle de mensonges propres à tromper le plus grand nombre et à masquer la sous-rémunération du travail et l'exaltation de l'accumulation capitaliste, *deus ex machina* de tout le système russe. La grande nouveauté dans la présentation de ce plan pluri-annuel consiste à confronter les chiffres de développement économique avec les données de la production des Etats-Unis d'Amérique : sur cette base, les Russes organisent une course « de compétition pacifique » dans le but, proclamé à tout bout de champ, de rattraper la production industrielle américaine à la fin de ces quinze ans. Contrôlons donc si ces projets sont vraisemblables ou si, au moins, les calculs qu'ils supposent ont été correctement faits, en considérant les marchandises stratégiques par excellence : l'acier, le pétrole, l'énergie électrique, le charbon, le gaz naturel et le minerai de fer. En s'en tenant scrupuleusement aux chiffres de base fournis par les Russes pour 1973, on obtient les données rassemblées dans le tableau ci-contre pour la production globale et la production par habitant, qui a été obtenue en supposant qu'en 1973 la population s'établira à 262,5 millions d'habitants pour la Russie et à 216 millions pour les Etats-Unis. En établissant

ce tableau comparatif, nous avons donné à la Russie l'avantage d'accepter tous les pourcentages d'augmentation qu'elle annonce et de retenir un taux d'augmentation moyenne très bas pour l'Amérique : 2,5 %. Comme on peut le voir par notre tableau, en quinze ans la Russie devrait rejoindre la production américaine — calculée sur la base peu favorable de 1958 (année de récession) — pour le charbon, le gaz naturel, le ciment et le minerai de fer ; dans le secteur de la production par habitant, pour le gaz naturel, le ciment et le minerai de fer. La Russie resterait en arrière pour l'acier, le pétrole, l'énergie électrique et le charbon.

	PRODUCTION GLOBALE					PRODUCTION PAR HABITANT				
	Unités	U.R.S.S.		U.S.A.		Unités	U.R.S.S.		U.S.A.	
		1958	1973	1958	1973		1958	1973	1958	1973
Acier	millions de tonnes	54,9	163,7	106,0	154	kilogrammes	261	625	614	715
Pétrole	millions de tonnes	113,0	452,0	354,0	512	kilogrammes	538	1.730	2.040	2.370
Energie électrique	milliards de kilowatts-heure	233,0	1.015	716,0	1.035	kilowatts-heure	1.110	3.870	4.140	4.800
Charbon	millions de tonnes	496,0	760,0	479,0	694	kilogrammes	2.362	2.920	2.770	3.210
Gaz naturel	milliards de mètres-cubes	29,8	417,0	202,0	293	mètres-cubes	142	1.590	1.170	1.360
Ciment	millions de tonnes	33,3	133,2	54,0	78	kilogrammes	159	510	312	361
Minerai de fer .	millions de tonnes	68,8	311,0	107,7	156	kilogrammes	425	1.190	625	722

Voilà quelle est l'analyse de la thèse avancée par les Russes dans le domaine des faits, à savoir que « dans les prochaines quinze années l'U.R.S.S. sera au premier rang dans le monde non seulement pour le volume global de la production, mais également pour la production par habitant ». Nous reviendrons au cours de cette étude et dans nos conclusions sur les thèses russes dans le domaine des principes : « Dans notre pays sera créée la base technique matérielle du communisme, ce qui signifiera également une grande victoire de l'Union Soviétique dans la compétition pacifique avec les pays capitalistes les plus avancés ».

Il n'est pas nécessaire d'analyser particulièrement la structure du plan septennal puisqu'il est inclus dans le plan de quinze ans. Notons toutefois que l'on prévoit pour ce septennat 1959-1965 une augmentation relative annuelle de 8,6 % en moyenne, qui respecte pleinement la tendance à la baisse de l'augmentation relative de la production, l'augmentation moyenne pour le V^e plan quinquennal ayant été de 13,1 %. Le mode de production capitaliste en général et le mode de production russe en particulier viennent nécessairement se heurter à cette loi que l'on peut vérifier historiquement dans le cas russe en calculant périodiquement les augmentations relatives moyennes de la production industrielle à partir des indices fournis par les publications officielles. Cette vérification est aisée lorsqu'on répartit les années depuis 1913 jusqu'à 1958 (1913, indice 100 et 1958, indice 3 624) en périodes brèves et en cycles

longs, la nécessité d'une telle répartition découlant du fait que le développement de la production est en stricte relation avec les événements historiques qui entraînent des destructions ou des stagnations de l'économie, lors des guerres ou des crises par exemple. En fait, bien que l'on ait l'habitude de considérer l'économie russe à partir de 1913, on peut très bien dire qu'en Russie l'économie ne renaît qu'en 1921, la guerre impérialiste de 1914-1917 et la terrible contre-révolution blanche ayant à peu près, par la famine et l'immobilisation quasi complète de l'appareil productif, réduit l'économie générale à un niveau voisin de zéro : en 1921 la production industrielle est à l'indice 31, soit 70 % de moins que la production de 1913.

Les périodes brèves que nous considérerons sont les suivantes : 1913-1921 ; 1921-1932 ; 1932-1940 ; 1940-1946 ; 1946-1950 ; 1950-1958. Pour ces périodes, les augmentations relatives de la production ont été respectivement de moins 13,6 %, plus 21,6 %, plus 16,6 %, moins 4,3 %, plus 22,6 %, plus 11,9 %. En considérant 1921 comme l'année de naissance du capitalisme russe, nous pouvons délimiter deux cycles longs ; le premier va de 1921 à 1940 et il lui correspond un rythme d'augmentation annuelle de la production de 19,1 % ; le second va de 1940 à 1958, avec un rythme d'augmentation de 8,4 %. Que l'on considère les périodes brèves ou les cycles longs, la baisse des rythmes d'augmentation se vérifie pleinement. On pourrait faire la même démonstration pour d'autres pays. Par exemple, d'après les données fournies par l'économiste Kuscinsky (Jurgen), l'Angleterre est passée de l'indice 1,6 en 1761 à l'indice 193 en 1956. En considérant les périodes brèves suivantes : 1859-1865 ; 1865-1883 ; 1883-1906 ; 1906-1913 ; 1913-1929 ; 1929-1937 ; 1937-1956, on obtient respectivement les rythmes d'augmentation suivants : 4,8 % ; 3,2 % ; 1,8 % ; 2,5 % ; 0,7 % ; 2,0 % ; 2,0 %. Pour les cycles longs suivants : 1859-1883 ; 1883-1913 ; 1913-1956, on obtient les rythmes d'augmentation relative suivants : 3,6 % ; 2,0 % ; 1,5 %. La loi de baisse de l'augmentation relative de la production est donc valable également pour l'Angleterre et nous pourrions montrer sa validité pour n'importe quel pays à économie capitaliste.

Tous les économistes veulent ignorer cette loi dans laquelle ils reconnaissent, avec juste raison, la condamnation à mort du capitalisme lui-même, et ils préfèrent mettre en évidence l'augmentation du volume de la production, pensant ainsi exalter la forme capitaliste et battre en brèche la loi de décroissance du rythme d'augmentation. Les Russes eux-mêmes — lorsqu'ils présentent leurs plans, font leurs promesses ou proclament leurs intentions — se basent toujours sur l'augmentation du volume de la production comme si c'était là le caractère distinctif d'une économie socialiste. Mais lorsqu'ils ont tenté d'établir la supériorité de leur système soi-disant socialiste sur le capitalisme en vantant les rythmes d'augmentation élevés de leur industrie, les faits se sont chargés de leur infliger de cuisants démentis. Si l'on considère les rythmes d'augmentation relative de la production des principaux pays industriels depuis la fin de la guerre, on voit que la Russie arrive au premier rang seulement en 1952, en 1954 et en 1958. De 1947 à 1950, l'Allemagne vient en tête avec des rythmes de 23,3 % (U.R.S.S., 11,8 %) ; 51,4 % (U.R.S.S., 26,1 %) ; 41,1 % (U.R.S.S., 19,8 %) et 25,3 % (U.R.S.S., 22,8 %) ; le Japon prend la tête en 1951 avec 35,4 % (U.R.S.S., 16,4 %) et en 1953 avec 22,0 % (U.R.S.S., 11,8 %) ; en 1955 l'Allemagne revient au premier rang avec 16,0 % (U.R.S.S., 12,1 %), puis

cède la place au Japon qui reste en tête de 1956 à 1961 (sauf en 1958 où la Russie domine avec 10,0 %) avec respectivement 24,2 % (U.R.S.S., 11,0 %) ; 23,8 % (U.S.A., 13,0 % et U.R.S.S., 11,0 %) ; 25,5 % (Italie, 15,5 % ; France, 11,4 % ; Allemagne, 11,3 % et U.R.S.S., 10,0 %) et enfin, pour 1961, 18,0 % (Italie, 9,5 % et U.R.S.S., 9,2 %).

Comme si l'abandon des plans quinquennaux et le lancement du plan de quinze ans divisé en deux ne suffisaient pas, Khrouchtchev, lors du récent XXII^e Congrès, a ajouté à la confusion en annonçant un nouveau plan de vingt ans (1960-1980) divisé en deux plans décennaux pour 1960-1970 et 1970-1980. Par la suite, au cours des dernières sessions du comité central du P.C.U.S. et après les avis très écoutés des professeurs d'économie politique, il a été admis que la soi-disant planification, si elle peut prendre pour objectifs à « long terme » les divers plans, doit se baser en réalité sur des indices annuels, donc parfaitement autonomes. C'est tout au plus la planification de l'absence de plan !

Dans ces divers plans il nous faut enfin relever le caractère tout à fait contradictoire et arbitraire des prévisions concernant les rythmes moyens d'augmentation de la production, qui se heurtent à la loi de baisse des rythmes illustrée plus haut. En fait au XXI^e Congrès on indiqua un rythme de 8,6 % pour la période 1959-1965 et de 7,6 % pour la période 1959-1973 ; au XXII^e Congrès on parla de 9,6 % pour la période 1961-1970, de 9,4 % pour 1961-1980, de 9,1 % pour 1974-1980 et de 13,4 % pour 1974-1980. Il ne s'agit là, cela va de soi, que de chiffres destinés à ébahir les quelques milliers de malheureux qui, en Russie ou ailleurs, sont toujours prêts à accomplir le geste idiot d'applaudir à tout rompre à chaque parole des « chefs » : ce ne sont que des chiffres jetés en l'air sans aucun lien entre eux, et qui ne correspondent nullement à la réalité et aux possibilités réelles des forces productives, comme notre analyse du développement économique sous Staline l'a démontré. Que les Russes bavardent ainsi sur leurs « plans » n'aurait pas la plus petite importance s'ils ne voulaient les faire passer — de plus en plus timidement, il est vrai — pour socialistes.

Crise systématique de l'agriculture.

On retrouve naturellement dans les perspectives pour le secteur agricole le même optimisme simpliste qui a dicté les prévisions à long terme pour l'industrie. Mais si la réalisation de ces dernières dans les délais prévus reste — comme nous l'avons démontré — fort problématique, les prévisions pour la production agricole ne seront jamais réalisées car elles manquent de tout fondement matériel, économique et politique.

Dans le mode de production capitaliste en général, l'agriculture est liée à des lois de croissance différentes de celles de l'industrie. Les plans agraires russes ne sont que des promesses démagogiques car ces lois pèsent plus lourdement encore sur l'économie soviétique que sur celle des autres pays industriels : les contradictions entre les deux secteurs de la production y sont en effet accentuées, tant à cause de l'antagonisme éclatant des intérêts au sein même de l'unité productive, le kolkhose — où coexistent l'entreprise coopérative et l'entreprise privée —, qu'à cause du pourcentage élevé de la population rurale qui représente près de la moitié de la population globale.

Promettre plus d'acier et plus de missiles, exalter les perspectives de la production de gaz ou de minerai de fer ne peut qu'intéresser très indirectement les ouvriers et les prolétaires qui ont besoin de blé et de lait, de viande, de beurre et de vêtements. Les Russes copient fidèlement, même en cela, leurs prédécesseurs occidentaux en se contentant de remplacer la carotte par le maïs « khrouchtchevien » : pure affaire de tradition.

Malenkov en 1952, annonçant que la production de blé avait atteint la limite fixée de 8 milliards de pouds (soit 1 300 millions de quintaux), proclama que « le problème du blé en Russie était résolu définitivement ». Khrouchtchev, après lui avoir fait le coup du « lève-toi de là que je m'y mette », démentit son ex-collègue en disant en toutes lettres qu'on avait produit seulement 918 millions de quintaux. En effet, la production de blé depuis 1913, en millions de quintaux, a été la suivante :

1913	801	1954	852
1926	540	1955	1 045
1928	733	1956	1 280
1937	1 203	1957	1 050
1940	1 188	1958	1 397
1950	1 160	1959	1 248
1951	1 125	1960	1 332
1952	918	1961	1 324
1953	819		

Khrouchtchev, plus « réaliste » que ses prédécesseurs, se contenta de promettre 1.800 millions de quintaux pour 1965, que l'on risque fort de ne pas atteindre si les rythmes contradictoires de ces dernières années continuent : 1959, moins 10,7 % ; 1960, plus 6,9 % ; 1961, moins 1 %. Même si l'on devait aller jusqu'en 1965 sans nouvelle rechute et sur le rythme moyen de 1960, — soit 7 % environ — on pourrait tout au plus atteindre 1.465 millions de quintaux, ce qui reste encore fort loin des 1.800 promis. La production par habitant était de 576 kilogrammes en 1913 ; elle a été de 610 kg en 1960, mais de 588,6 kg seulement en 1959. Du tsar à Khrouchtchev le saut est bien faible !

L'échec de l'agriculture russe dans le secteur déterminant de la céréaliculture poussa les « déstalinisateurs », sur la lancée de « l'émulation pacifique », à faire leur la théorie néo-capitaliste du grand développement de la production de viande et de lait, qui remplaceraient les céréales. On ajouta donc des prévisions agricoles aux prévisions industrielles pour 1965 et 1973. Indiquons les principales : pour le blé, comme nous l'avons déjà vu, 1.800 millions de quintaux ; pour la viande et le lard, 16 millions de tonnes ; pour le lait, 105 millions de tonnes ; pour le beurre, 1.006 millions de tonnes ; pour les œufs, 37 milliards d'unités ; pour les pommes de terre, 147 millions de tonnes. Les résultats pour les trois premières années du plan septennal (1959, 1960 et 1961) laissent facilement prévoir que ces objectifs seront bien loin d'être atteints. Nous nous en rendrons mieux compte en comparant non pas les productions brutes, mais leurs pourcentages d'augmentation. Nous indiquons dans le tableau ci-dessous les prévisions officielles concernant l'augmentation

moyenne annuelle des principales productions agricoles, en mettant en regard les augmentations *effectivement réalisées* pour 1959, 1960 et 1961. Un simple coup d'œil à ce tableau suffit à prouver le bien-fondé de nos perspectives pour le futur proche ou lointain de l'agriculture russe.

PRODUITS	Augmentation annuelle moyenne prévue (%)	Augmentation annuelle moyenne réalisée (%)		
		1959	1960	1961
Blé	2,4 - 3,7	— 10,7	6,9	— 1
Viande et lard .	10,5	10,5	2,3	— 13,9
Lait	7,8 - 8,7	7,2	— 1	— 5
Beurre	5	8,4	— 0,4	Inconnu
Œufs	6,9	7,8	Inconnu	Inconnu
Pommes de terre	5	0	— 2,7	Inconnu

La situation de l'élevage n'est guère brillante et vient encore renforcer nos convictions. Nous donnons ci-dessous un aperçu de l'évolution du cheptel :

	Unités millions de têtes	1916	1940	1958	1959	1960
Bovins		58	49	70	74,2	75,8
dont vaches	—	29	23	32	33,9	34,8
Porcins	—	23	23	47	53,4	58,6
Ovins	—	96	77	128	136,1	132,9

Comparons maintenant, comme nous l'avons fait pour l'agriculture, les rythmes d'augmentation prévus et ceux qui ont été effectivement réalisés :

	Augmentation annuelle moyenne prévue (%)	Augmentation annuelle réalisée en 1960 (%)
Bovins	5	2,1
dont vaches	8	2,6
Porcins	15	9,7
Ovins	5,5	— 2,3

On voit que *pas une seule* prévision n'a été réalisée. Dans l'ensemble, de 1916 à 1960, le cheptel bovin s'est accru de 30 % (0,60 % par an en moyenne), les vaches de 19 % (0,20 % par an), les porcins de 152 % (3 % par an) et les ovins de 38 % (0,75 % par an). Si l'on considère qu'entre 1916 et 1960 la population est passée de 164 millions d'habitants à 216 millions, ce qui représente un pourcentage global d'augmentation de 31 % et un pourcentage annuel de 0,70 %, on voit que les animaux à quatre pattes ne se sont guère multipliés plus vite que les animaux raisonnables.

Les Russes ont cru pouvoir remédier à cette banqueroute évidente de leur agriculture en utilisant le seul moyen disponible au sein d'une économie de marché : ils ont augmenté les prix d'achat du beurre et de la viande aux coopératives kolkhosiennes, tout en accroissant parallèlement les subventions

à l'agriculture en général. Cette politique de protection de l'agriculture revient à élever de véritables barrières d'octroi à l'intérieur du territoire national ou à multiplier les impôts indirects : vieilles mesures du capitalisme occidental ! Mais qui, sinon le prolétariat industriel, doit supporter le poids des prix élevés et du profit de l'agriculture, tout comme celui de la rente différentielle ? Comme si tout cela ne suffisait pas, la timide campagne « antiprivatiste » organisée par les dirigeants russes au XXII^e Congrès du P.C.U.S. pour tenter de détacher les paysans kolkhosiens de leurs exploitations individuelles n'a eu jusqu'ici d'autre résultat que d'augmenter le nombre de têtes de bétail détenues en *propriété privée* par les kolkhosiens. Ceux-ci possèdent aujourd'hui 33 % du total des bovins, 45 % des vaches, 30 % des porcs et 25 % des moutons et des chèvres, tandis que le pourcentage du bétail des sovkhoses reste extrêmement faible.

C'est là une preuve de plus de ce que nous affirmons : en Russie, plutôt que de capitalisme d'Etat, on doit parler de capitalisme *industriel* d'Etat car la propriété personnelle d'énormes moyens de production — machines, outils, bétail et semences — domine largement dans l'agriculture où elle se combine à l'usage gratuit et perpétuel de la terre elle-même. Parallèlement, le nombre des familles kolkhosiennes a diminué de 19,2 millions à 17,4 millions, tandis que le nombre des kolkhoses passait de 237.000 en 1940 à 84.000 en 1956 et 40.100 en 1960. Ces chiffres confirment la concentration de la propriété qui a entraîné une accélération de l'exode des ruraux vers les villes. En Russie comme en Occident — la *Pravda* le confirme — les jeunes générations abandonnent les terres les moins fertiles ou situées dans les régions les plus défavorisées.

L'agriculture russe présente un aspect paradoxal qui vient encore confirmer sa nature capitaliste. Depuis que le gouvernement soviétique a décidé de vendre aux kolkhoses le parc de machines et de tracteurs sous prétexte de renforcer l'agriculture et de relancer la production ; depuis qu'une plus large tranche du budget d'Etat est réservée à l'agriculture, avec toujours les mêmes justifications trompeuses ; depuis l'augmentation des prix agricoles pour « intéresser matériellement » les kolkhosiens à la production ; depuis l'adoption de ces « nouvelles » mesures, on n'a obtenu que deux résultats indéniables : le poids spécifique, économique, social et politique de la jeune bourgeoisie rurale a augmenté en ressuscitant la maudite catégorie du *koulak*, tandis que se manifestait une diminution relative de la production et en conséquence une baisse du pouvoir d'achat du salaire ouvrier.

Etat capitaliste !

Tout ce qui précède, l'analyse quasi systématique des phénomènes fondamentaux de l'économie russe et par conséquent des formes sociales et des formes politiques, met en évidence que depuis 1928 — l'année de la mort de la N.E.P. et de la naissance du premier plan quinquennal — nous avons rencontré constamment les personnages classiques de l'économie politique bourgeoise qui, au fur et à mesure que l'on se rapprochait de l'époque actuelle, s'avançaient massivement et inéluctablement sur la scène sociale russe en détruisant toutes les entraves et tous les obstacles que leur opposaient des structures arriérées et des conditions sociales misérables.

De quoi avons-nous dû parler jusqu'ici ? De « socialisme dans un seul pays » ou bien de l'offensive victorieuse du jeune capitalisme moscovite ?

Le lecteur tirera facilement nos conclusions, qui ne nous sont certes pas dictées par un quelconque préjugé de russophobie, mais que nous déduisons des « confessions » officielles des chefs du Kremlin.

Nous avons dû dénoncer les mensonges officiels, déjouer les pièges des promesses démagogiques non pas tellement pour écrire l'histoire économique de la Russie moderne que pour étudier la plus grande et la plus féroce contre-révolution de l'histoire du communisme révolutionnaire.

La première et timide poussée du capitalisme russe masquée par la phraséologie d'un socialisme petit-bourgeois déjà aveuglé par le plus bas nationalisme et brandissant le drapeau de la « patrie » après avoir lâché le glorieux drapeau rouge de la révolution internationale ; la brutale affirmation de force de l'impérialisme russe lors de la seconde guerre impérialiste ; l'utilisation pleine et entière du capital et des capitalistes pour « construire le communisme » qu'avouent désormais cyniquement les dirigeants russes — ce « film » de l'histoire russe moderne révèle la véritable essence du « socialisme dans un seul pays » : la forme ouvertement capitaliste de l'Etat russe qui s'est aligné sur ses « modèles » occidentaux.

Lénine disait que pour découvrir la forme de l'Etat il suffisait de se demander quelle était la classe au pouvoir, et donc quelle classe détenait les moyens de production. Qui détient les moyens de production et quelle est la classe au pouvoir en Russie ? Cette classe qui reçoit de l'Etat la production industrielle en adjudication, cette classe qui a affermé *usque e eternitatem* la terre « possédée » nominalement par l'Etat, cette classe qui dispose « en toute liberté » des produits, ces classes moyennes parasitaires qui croissent et se multiplient à l'ombre protectrice de l'Etat qui leur distribue de grasses prébendes pour les « services » rendus et de copieux honoraires pour leur participation aux instituts techniques ou scientifiques. Cette classe n'est certes pas le prolétariat qui sue et souffre dans les usines modernes de Moscou ou dans les manufactures désolées de Kirghizie, sur les chantiers glacés de Sibérie ou dans les entreprises de travaux publics ultra-rationnelles de la capitale du nouvel empire de la sainte Russie où, pour construire du « neuf », on démolit systématiquement jusqu'au plus pâle souvenir glorieux de la plus gigantesque épopée humaine.

A ces esclaves modernes du capital on réserve le misérable salaire mensuel de 600 roubles tout juste suffisant pour ne pas mourir de faim et de froid, et non le pouvoir politique, le maniement de l'Etat, la dictature sur les classes vaincues et sur l'économie mercantile et capitaliste qui, bien au contraire, règne aujourd'hui en maîtresse incontestée de toute la société russe.

Les vaincus, ce sont les prolétaires d'Octobre et au travers d'eux tous ceux d'aujourd'hui — en Russie et dans le monde ; le vainqueur, qui s'hypertrophie triomphalement, c'est l'Etat du capital, vendu au capitalisme mondial et à la bande ignoble et innombrable de ceux qui se présentent comme les « serviteurs de l'Etat populaire ».

VI — CONCLUSIONS GENERALES

Théorie et pratique.

Le lecteur attentif aura compris à la lecture des chapitres qui précèdent que notre étude de l'économie soviétique se distingue nettement de tout ce qu'on a pu dire ou écrire sur cet argument dans le « camp occidental » ou dans le « camp oriental ». Les conclusions auxquelles nous parvenons sont tout aussi différentes de celles des « supporters » que de celles des détracteurs de la Russie. Nous voulons insister sur le fait que nous nous en distinguons radicalement et par notre méthode, et par nos principes, et par nos buts. Insensibles au « leit motiv » toujours en vogue chez les philistins : la Science, la Critique, l'Analyse doivent être au-dessus des « passions politiques », nous proclamons bien haut que nous sommes fiers de n'avoir rien en commun avec d'autres écoles ou sous-écoles aujourd'hui plus ou moins à la mode même si, dans cette lutte sociale toujours dure et parfois cruelle pour la révolution communiste du prolétariat mondial, nous semblons actuellement isolés de la réalité vivante.

Les bouleversements historiques profonds et fondamentaux qui assurent le passage de l'humanité d'un mode de production à un autre ne se mesurent pas en décennies, mais en siècles. Notre optimisme, l'optimisme des défenseurs du programme révolutionnaire de la classe ouvrière a pu nous faire croire que l'histoire réserverait un autre sort à la révolution socialiste et que sa gestation dans la grande matrice sociale serait abrégée par la découverte et par l'emploi de cette arme invincible qu'est la doctrine marxiste. Mais les infections opportunistes successives qu'a engendrées dialectiquement tout un nœud de contradictions économiques et sociales, ont à plusieurs reprises, par leurs assauts contre le parti de classe et son programme marxiste, ajourné la transformation socialiste de la société.

La présente étude, qui a été menée à bien, même du point de vue matériel, par le travail collectif de militants communistes de différentes nationalités, veut, entre autres, montrer qu'on ne peut impunément violenter le corps unitaire de la doctrine marxiste, et qu'à chaque « crime » théorique correspond une « punition » pratique : la mutilation du marxisme révolutionnaire en Russie dans la III^e Internationale accompagne l'écrasement sanglant de la Révolution communiste en Russie et dans le monde et l'expansion de l'opportunisme contre-révolutionnaire.

Ce travail n'est donc nullement celui d'une académie, mais il répond à l'intime exigence d'un mouvement politique, de parti, solidement ancré aux véritables principes marxistes que nous prétendons défendre et continuer.

Jusqu'à la mort de Staline l'opportunisme, tout en trahissant le sens général de la doctrine marxiste, ne dédaignait pas de se référer aux principes fondamentaux et à la méthode traditionnelle de l'analyse historique. Avec le « cours nouveau », l'abandon de tout respect formel pour le marxisme s'accroît jusqu'à la disparition complète du vocabulaire marxiste dans les domaines de la théorie, de la propagande et de la politique. Les références à Lénine se font de plus en

plus rares ; quant à Marx et Engels, ils ont même disparu des « études théoriques » produites non plus par le parti, mais par une petite élite de spécialistes choyés et grassement payés. Le rôle de cette bande de parvenus est de remplacer lentement et avec circonspection la tradition communiste par le plus plat démocratisme, afin d'arriver graduellement à l'ultime confession.

Le khrouchtchevisme est une déviation logique et conséquente de l'opportunisme stalinien — et non du marxisme, jeté aux orties depuis bien longtemps.

La « coexistence pacifique, forme mondiale de la lutte de classe », n'est qu'un simple moyen de justifier d'un côté l'insertion de la Russie dans le concert des Etats capitalistes, et de l'autre sa renonciation totale à la révolution. Cette soi-disant théorie ne dépasse nullement les théories bourgeoises classiques, mais elle exprime les illusions les plus optimistes de la bourgeoisie qui rêve, à la manière proudhonienne, d'un échange commercial tranquille entre les « libres nations », d'un « respect » fraternel de la « liberté » des autres, d'un « progrès pacifique » de l'économie et de la « civilisation », du triomphe des « valeurs éternelles » de la « personne humaine ».

L'aspect ignoble de la formule khrouchtchevienne, c'est qu'elle théorise un moment des rapports entre les classes et entre les Etats, c'est qu'elle veut rendre éternelle la phase actuelle de violence cachée, potentielle, « diplomatique » entre les classes et entre les Etats. Avec la paix de Brest-Litovsk, avec la N.E.P. et avec la Conférence de Gênes en 1922, Lénine et les Bolcheviks établirent un double plan : dans le domaine *tactique, modus vivendi* entre les classes à l'intérieur de la Russie — le prolétariat tenant en mains l'Etat — et coexistence « contingente » avec les autres Etats bourgeois ; dans le domaine *stratégique*, « récupération des forces » pour le futur assaut révolutionnaire du prolétariat mondial. Il aurait été absurde de penser que l'Etat prolétarien devait être continuellement en guerre militaire contre les autres Etats. « Coexistence pacifique » pour cela ? Jamais. Lénine avait dit que les guerres mondiales de l'époque impérialiste ouvraient la phase historique de la révolution prolétarienne. Il ne pouvait, donc, théoriser l'éternité d'un armistice nécessaire et « imposé » de la révolution. Un armistice en armes n'est pas la paix, moins encore la capitulation.

De nouveaux assauts contre les forteresses du capitalisme mondial auraient reçu leur impulsion des crises révolutionnaires qui auraient mûri dans les divers pays — et ces assauts auraient reçu tout l'appui de l'Etat prolétarien, son appui militaire compris. Etant donné le développement inégal des divers Etats on ne peut prévoir la révolution mondiale comme un seul assaut insurrectionnel. Pour l'avenir également, des moments d'arrêt et d'attente s'imposeront lors de l'assaut prolétarien ; les forces révolutionnaires les mettront à profit pour se réorganiser, pour développer une propagande communiste plus intense encore dans les rangs des prolétaires embrigadés dans les armées bourgeoises afin qu'ils se rebellent, retournent leurs armes contre leur propre Etat et viennent ajouter leurs forces à celles de l'Etat prolétarien déjà victorieux. Chaque moment de la tactique de Lénine est fonction de la victoire universelle de la révolution communiste.

« La coexistence, forme mondiale de la lutte de classe », c'est exactement le contraire de tout cela. Les termes de Lénine sont inversés : c'est le repli

de la révolution qui devient éternel. Ce qui signifie que la « coexistence » est la « forme de la collaboration de classe ». Pour Lénine et pour les communistes marxistes, l'existence d'un centre d'Etat organisé de la Dictature Proletarienne, comme le fut la Russie de 1922, était la garantie de futures guerres révolutionnaires communistes, de futurs Octobre bolcheviks. Pour les faux communistes de 1963, au contraire, ce centre devrait être le temple sacré du compromis le plus puant, du pacifisme social, de « l'évitabilité de la révolution », le siège, même, de l'O.N.U.

Sur ce plan, sur le plan de la théorisation de faits ouvertement contre-révolutionnaires, toute défense du marxisme devient logiquement impossible pour les Russes, et c'est pourquoi ils parlent toujours moins de marxisme et de révolution.

Mais dans le cadre de la « coexistence », là où peuvent trouver place les plus pernicieuses propagandes pacifistes, les plus démagogiques promesses aux prolétaires russes : diminution de la journée de travail, augmentation des salaires, exemption fiscale, alors qu'est évident l'état de sous-rémunération du prolétariat russe, divisé en dizaines et en dizaines de catégories salariales, assujetti à d'innombrables normes stakhanovistes, que l'on fait passer pour des mesures propres à exalter la productivité du travail mais qui ne sont en réalité que les instruments — dignes d'un bain pénal — de la moderne industrie capitaliste, triomphante à l'Est comme à l'Ouest.

Nouvelles théories économiques.

En janvier 1960 parut la « Nouvelle Méthodologie du calcul économique » qui venait remplacer la « Méthodologie transitoire » de 1956. On peut considérer ce document comme l'énoncé précis, sans équivoque et sans réserve de la « confession » que les prolétaires révolutionnaires attendent du faux communisme russe. Il y est dit en toutes lettres que les discussions qui s'étaient élevées au sein du gouvernement et dans l'intelligentsia russe à propos du rôle de la « valeur » dans l'économie russe ont été complètement tranchées : dans l'économie russe la « loi de la valeur » domine sans contestation possible — comme dans n'importe quelle autre économie capitaliste, ajoutons-nous — et en conséquence toute l'organisation productive doit être basée sur cette loi.

Voilà bien une « découverte » sensationnelle qui témoigne de la pusillanimité bourgeoise dans le domaine théorique : les plus hauts sommets de la science économique ont été atteints avec Ricardo et se sont évanouis avec lui. Lénine et les vrais communistes, qui osaient appeler les choses par leur nom, répétèrent qu'en Russie on ne « construisait » pas le socialisme, mais les « bases du socialisme ». Cela signifiait précisément qu'on édifiait la structure économique avec des instruments capitalistes et que donc, nécessairement, la « loi de la valeur » dominait. Mais admettre cela, faire cette constatation n'impliquait nullement que l'Etat prolétarien devait subir passivement les conséquences de la « loi de la valeur », c'est-à-dire une économie mercantile et monétaire. Et voici qu'après quarante ans de soi-disant socialisme surgit cette « découverte » imbécile : « dans l'économie russe domine la loi de la valeur ».

Mais qui l'avait nié ? Les fossoyeurs de la révolution qui dissimulaient leur trahison sous une phraséologie radicale et anarchisante, qui appelaient « socialiste » ce qui était simplement capitaliste et « révolutionnaire » ce qui n'était que démocratique et bourgeois.

Le document pose d'abord que toute activité économique doit être effectuée « en appliquant la méthode des bilans » (point 2). Cela implique que le seul contrôle possible de l'activité économique repose sur le solde actif ou passif des deux sections de la comptabilité capitaliste, le *doit* et l'*avoir*, c'est-à-dire sur des termes monétaires et de valeur. Au point 5, en fait, on nous dit solennellement qu' « UNE DETERMINATION EXACTE DU RESULTAT ECONOMIQUE N'EST POSSIBLE QUE SUR LA BASE DU CALCUL DE LA VALEUR ».

Voilà en quoi consiste la « nouvelle » méthodologie ! C'est une traduction en langue russe des lieux communs bourgeois les plus éculés que l'on peut trouver dans les textes scolaires les plus crétins de nos universités : on y écrit toujours, avec les mêmes caractères d'or que ceux qu'emploie la très méritante Académie des Sciences de Moscou, que ce qui compte c'est la VALEUR, qu'il n'existe qu'un seul bien, la VALEUR, que le seul dieu est la VALEUR et que le capitalisme est son prophète !

Ce n'est certes pas à l'intention de leurs prolétaires que les Russes « découvrent » ces lapalissades bourgeoises, mais pour faire bon effet sur les commerçants de l'intérieur comme de l'extérieur et montrer qu'ils entendent occuper « dignement » leur place dans la « coexistence ».

On sait que pour l'économie socialiste le calcul économique ne se base pas sur ce que vaut ou sur ce que coûte un produit, mais sur son utilité, sur le bénéfice qu'il peut apporter à la collectivité.

Au point 4 on nous apprend en quoi consiste l'efficacité économique : « dans une augmentation de la productivité du travail social, c'est-à-dire dans une réduction de la valeur par unité de produit, en incluant dans l'évaluation le facteur temps ». En d'autres termes est efficace une entreprise qui produit à un coût inférieur, avec en conséquence un bilan actif supérieur. Au point 10 on nous donne donc la formule magique du rendement de l'entreprise « qui est déterminé par le rapport entre la différence entre le produit annuel de l'entreprise en prix homogènes (de l'entreprise) et son coût de production ». Le fait important est que la « nouvelle méthodologie » met en évidence, plutôt que l' « efficacité » générale absolue de l'économie nationale, c'est-à-dire de la production globale, l' « efficacité » économique relative, c'est-à-dire celle des entreprises considérées isolément — ou mieux fait dépendre l'efficacité générale de l'efficacité relative. Les diverses entreprises se concurrenceront donc entre elles et la centralisation des capitaux sera opérée par la fameuse « libre concurrence ». L'anarchie de la production, tare endémique de la production capitaliste, y trouvera son terrain le plus favorable.

La balance nette, c'est-à-dire le profit, doit constamment servir de référence à chaque entreprise. On abandonne le « vieux » vocabulaire technique marxiste : on ne parle plus de plus-value mais « d'efficacité » ou bien encore « d'accumulation », en se gardant bien d'en préciser l'origine et la nature. Et en fait on ne parle plus dans le texte du « peuple travailleur » suivant l'expression

pharisenne du passé, mais de la « société ». Le soi-disant passage du faux socialisme au plus que faux communisme nous a donc enrichi d'une autre merveille de la « science » bourgeoise : l'identification de la société à l'Etat grâce à un tour de passe-passe qui transforme la division de la société en classes en une harmonieuse division du travail social. Tous, maintenant, sont des travailleurs au même titre : le Président de l'Union et le Grand Patriarche de toutes les Russies, l'avocat et le paysan, le policier et le général, le prolétaire et le fonctionnaire de l'Etat ou du parti.

Le point 9 s'occupe de la rentabilité des investissements : « les investissements sont effectués dans le but d'accroître la production sociale : leur efficacité économique doit donc être mesurée par l'augmentation du volume physique de la production nette qu'ils entraînent ». Un économiste à la mode aujourd'hui en Russie, Lieberman, s'est chargé de faire justice — justice bourgeoise s'entend ! — de cette manière hypocrite de présenter les choses. Lieberman, en annonçant — *tu quoque* — son « nouveau plan » de « stimulation plus efficace de toute l'activité économique », soutient avec acharnement que « l'augmentation du volume physique de la production nette » ne suffit pas et que l'entreprise doit surtout rechercher le « plus grand profit monétaire ». La boucle est bouclée ! Rappelons-nous Marx dans le splendide début du *Capital* où, après avoir défini la valeur d'usage et la valeur d'échange de la marchandise, il conclut que le mode de production capitaliste ne s'intéresse à la valeur d'usage, à la quantité physique de la production, que dans la mesure où elle porte en son sein la valeur d'échange, la plus-value ou travail non payé. Et dire que ces « théoriciens de l'économie socialiste » ont mis quarante ans pour construire... le capitalisme décrit par Marx il y a un siècle !

Conscience et économie.

L'ex-bolchevik Staline affronta les problèmes économiques dans ses « Remarques sur les questions économiques relatives à la discussion de novembre 1951 » et dans ses « Réponses » aux économistes Notkine, Iarochenko, Sanina et Venger. Dans sa polémique Staline admettait que la loi de la valeur agissait dans l'économie « socialiste russe, mais que sa sphère d'action était « limitée » à quelques secteurs de la production, dont l'agriculture (1). Il construisait ainsi une étrange théorie du marché selon laquelle seuls les produits que l'U.R.S.S. échangeait avec le marché mondial et les denrées agricoles pouvaient être considérés comme des marchandises. Cette théorie fut baptisée « mercantilisme socialiste » et c'est sur sa lancée que les économistes Sanina et Venger proposaient cette vente des machines agricoles et des tracteurs aux kolkhoses que Khrouchtchev défendit et réalisa par la suite. Dans son anti-communisme, Staline, bureaucrate aux maigres capacités intellectuelles, était beaucoup moins « vulgaire » que ses successeurs et épigones d'aujourd'hui qui, Khrouchtchev en tête, ont mis franchement le cap de l'économie russe sur le plein capitalisme sans plus se soucier des exercices staliniens d'équilibrisme entre marxisme et mode de production capitaliste. Staline se préoccupait de

(1) Cf. notre brochure *Dialogue avec Staline*, numéro spécial de *Programme Communiste*.

la « rentabilité générale » de l'économie. Mais dans la phase actuelle de capitalisme mûr la rentabilité économique dépend strictement de la rentabilité de chaque entreprise. Il ne suffit plus de produire, il faut produire avec « le plus grand profit possible », c'est-à-dire augmenter d'une part les moyens de production pour accroître la productivité du travail (plus grand profit à parité de salaire) et d'autre part épargner le capital constant. Marx comptait précisément parmi les mesures que le capitalisme adopte pour retarder ou freiner les effets de la baisse du taux de profit, l'économie de capital constant et le gaspillage de travail vivant — la « machine » la moins coûteuse. Le socialisme, il est bon de le répéter, réalisera exactement le contraire, c'est-à-dire une économie radicale du temps de travail et une utilisation de l'homme tout à la fois meilleure et différente. L'économiste russe Z. Atlas propose la formule suivante pour la rentabilité :

$$r = m l / F \times 100$$

où r est la rentabilité, ml la masse du profit, F les fonds fixes et circulants et où ml est fourni par $P - K$, en entendant par P la somme des prix des marchandises (« rentrées » totales) et par K le coût de la production. Dans ces formules on se contente de répéter en langue russe la mystification fétichiste de la catégorie économique capitaliste du « coût » et du « profit », qui dépendent strictement de la productivité des fonds fixes et circulants, c'est-à-dire, en langage marxiste, du capital constant réparti en capital fixe (amortissement des machines et des installations) et circulant (matières premières). Or, quelque signification que l'on veuille donner à la rentabilité, elle est essentiellement une catégorie de l'économie politique bourgeoise — surtout lorsqu'on la fait dépendre, comme Z. Atlas, de l'utilisation du capital constant et non du capital variable. Cela signifie que pour les économistes russes en général le mode de production capitaliste est une donnée de fait indiscutable. Mais la formule voudrait établir le taux moyen de profit qui devrait guider toutes les entreprises et qui découle de leur concurrence. L'établissement du taux moyen de profit entrerait, selon ces économistes, dans le processus de planification de toute l'économie, de même que la fixation des prix. Ils admettent en toutes lettres que planifier les prix est « très complexe et entraîne de lourdes responsabilités ». Mais planifier les prix suppose avant tout que l'on ait planifié toute la production (c'est-à-dire que l'on ait pu connaître, prévoir et diriger consciemment toutes les phases de la production et de l'échange des marchandises ; cela signifie, autrement dit, que l'on prétend que les catégories propres au mode de production capitaliste sont des formes harmonieuses, de même que les processus économiques et sociaux qu'elles déterminent : ce qui est faux, précisément, par définition marxiste !

Que l'on n'oublie pas que la production capitaliste n'est pas une simple production de marchandises, mais une production de capital, de plus-value. Toutefois, I. Malyscev et V. Sobol répondent sèchement à Z. Atlas que « la production mercantile serait incompatible avec la planification » : ils sont trop bons !

Dans le troisième Livre du *Capital* (Editions Sociales, Tome III, pp. 254 et suivantes), après avoir expliqué pour la enième fois que toute la production capitaliste est réglée par la valeur et que tout le mécanisme économique est abandonné « aux agissements fortuits et antagonistes des différents producteurs

capitalistes individuels » qui, comme il l'explique plus loin, « ne sont que du capital personnifié », Marx précise que « la loi de la valeur agit ici (dans la concurrence, ndr) exclusivement comme une loi immanente et, pour les différents agents (*sic* !), comme une loi naturelle aveugle ; elle impose l'équilibre social de la production au milieu des fluctuations accidentelles de celle-ci ». Pour éliminer la concurrence il faut donc éliminer « la loi naturelle aveugle » de la valeur dont on admet, au contraire, qu'elle agit pleinement dans l'économie russe.

On ne démontre pas l'absence de la concurrence au sein d'une économie en soutenant que les « capitalistes » n'y existent pas, bien au contraire. Nous avons démontré que le mécanisme de l'économie russe est de nature capitaliste et qu'il repose sur toutes les lois capitalistes de la production ; dans ces conditions la concurrence doit nécessairement se manifester car, comme Marx l'a montré de façon parfaite, elle agit entre « capitaux individuels » qui ne sont que des parties aliquotes du capital social. Pour citer quelques exemples « concrets » il suffit de penser à la formule russe bien connue de « l'intéressement matériel » comme levier du progrès économique, qui couvre l'inhumaine « concurrence des ouvriers entre eux et les uns contre les autres » (Marx, *Le Capital*), à la libre commercialisation des denrées agricoles, etc. Et, en fait, Khrouchtchev affirme complaisamment que l'Etat achète les denrées agricoles là où l'on pratique les prix les plus avantageux : le principe fondamental du commerçant c'est « d'acheter sur le marché le plus favorable », son principe complémentaire c'est de « vendre sur le marché le plus favorable ».

Z. Atlas ne désarme pas devant ses adversaires qui lui reprochent avec juste raison de ne pas faire de « différence entre la loi de la valeur dans le socialisme et dans le capitalisme, car l'utilisation de la formule du prix de production reviendrait à reconnaître l'action du taux moyen de profit et du transfert des capitaux des branches à bas taux de profit vers les branches à taux de profit élevé ». Les adversaires d'Atlas, en réalité, ne proposent pas une alternative socialiste, mais voudraient retourner à la production simple des marchandises. Atlas tente de repousser leur attaque en objectant que sa formule se rapproche de la formule du prix de production, c'est-à-dire qu'elle tient compte du fait historique que l'économie russe est passée de la production simple des marchandises à la production capitaliste, quoiqu'en pense le vieil économiste Stroumiline, fidèle à Staline ; et que, puisque l'on doit « revoir » les prix de gros, il est tout aussi nécessaire de « revoir » les coûts et le profit moyen. Mais Z. Atlas doit aussi faire ses comptes avec le marxisme et le voici contraint de passer du domaine économique à celui de la... « conscience ». Il dit : « Puisque le mouvement des prix est soumis à la loi de la valeur, la proposition d'utiliser le calcul du prix de production dans une économie planifiée n'est rien d'autre que la recommandation d'une modalité déterminée d'utilisation consciente de la loi de la valeur dans l'intérêt de la société socialiste ». Il n'y a qu'une seule manière d'utiliser « consciemment » la loi de la valeur, c'est celle qui consiste à en détruire les bases au lieu de les développer dans la serre chaude de la production capitaliste.

C'est précisément lors du passage de la forme simple des marchandises à la forme capitaliste que se délimite le taux moyen de profit ; ce taux moyen n'est pas seulement un niveau quantitatif du taux de profit, mais son existence

présuppose avant tout l'universalisation (nationalisation) du mode de production bourgeois. Donc le taux moyen de profit, comme le prix de production, apparaît à un moment historique déterminé du développement, dans une ambiance capitaliste, des forces productives. C'est un point d'arrivée qui révèle la maturité du capitalisme et, en même temps, un point de départ pour sa destruction par l'action violente de la révolution prolétarienne.

Le Communisme « russe ».

L'essentiel de la question gît précisément dans cette transformation de l'économie opérée par le capitalisme qui crée lui-même les conditions matérielles de la révolution socialiste en détruisant tous les obstacles à la socialisation de la production, en unifiant dans le capital social les divers capitaux isolés. La révolution prolétarienne, pour utiliser une image du grand Lénine, n'a qu'à décapiter l'Etat pour libérer les forces productives.

Tout ce que nous savons de l'économie russe nous a prouvé que le développement de la production y a suivi les lignes directrices du capitalisme en parcourant ses deux phases classiques : instauration révolutionnaire des structures économiques et sociales bourgeoises d'abord, consolidation de ces structures ensuite. Entre 1928 et 1952, le pré-capitalisme russe est devenu un capitalisme pleinement développé, ce qui ne signifie nullement que le développement économique se soit harmonieusement déroulé dans l'espace et dans le temps, mais que la domination du capital sur la société tout entière est devenue irréversible. Ce processus a transformé la Russie en un pays moderne et « civilisé ». Les apologistes de la Russie appellent cela l'« édification du socialisme ». Par ailleurs, ils appellent « communisme » le développement vertigineux de la production et ils insèrent entre ces deux phases le passage du « socialisme » au « communisme », qui n'est en fait que la stabilisation des formes capitalistes de la production et de la vie.

La longue analyse des forces économiques, productives et sociales de la Russie que nous avons menée jusqu'ici nous a mis en présence de toutes les catégories économiques propres à la société capitaliste ; elle nous a en outre permis d'établir que, d'une première phase où l'on reconnaissait clairement l'existence de phénomènes de nature capitaliste imposés par le contexte historique, on était passé à une seconde phase où l'on a prétendu que ces mêmes phénomènes strictement capitalistes étaient en parfaite cohérence avec le mode de production socialiste en construisant à cette fin une nouvelle et monstrueuse « théorie » du socialisme. On en est ainsi arrivé, comme le montrent nos citations des « théoriciens » russes, à cet illusionnisme de charlatans qui consiste à travestir en socialisme des phénomènes, des conditions et des perspectives économiques et sociales entièrement capitalistes.

La solution socialiste marxiste est facile à comprendre — même si sa réalisation suppose un immense et tragique bouleversement historique — et elle s'oppose de la manière la plus nette et la plus radicale à la solution révisionniste des Russes. Dans le socialisme on aura affaire « aux effets utiles des divers objets d'usage, pesés entre eux et par rapport aux quantités de travail nécessaires à leur production » (Engels, *Anti-Dühring*) ; les Russes, eux, veulent avoir éternellement affaire avec la marchandise, avec la valeur,

avec la monnaie, avec toutes les formes de la production capitaliste. L'économie communiste ne sera pas basée sur la marchandise, mais sur le produit, car la dictature prolétarienne brisera une à une toutes les formes de la production capitaliste des marchandises. Le « communisme » des Russes est conçu et fondé sur les principes philistins du pire Proudhon : sur « l'extension de la circulation des marchandises et de la monnaie », sur « la conservation du principe universel de paiement de tous les biens, avec augmentation des salaires et baisse constante des prix ». On est même allé jusqu'à écrire qu'il est possible de « déterminer approximativement le salaire mensuel suffisant pour garantir le niveau communiste des besoins » ! C'est la théorie — si l'on peut dire — à la mode russe du « bien-être » pour laquelle l'idéal humain le plus élevé est ce « Bien boire, bien manger, la cigarette aux lèvres » que l'on débite aux foules abruties par la recherche spasmodique et démente d'un niveau de vie « meilleur », « plus élevé », « plus juste ».

C'est le triomphe de la « bête », qui n'a rien à voir avec le communisme décrit mille et mille fois, depuis les premiers textes érudits du jeune Marx jusqu'aux analyses théoriques, parfaites dans leur concision, de l'œuvre fondamentale de notre doctrine, *le Capital* — ce communisme qui réalisera finalement la destruction du capital et du salaire, de la marchandise et de la monnaie, du marché et de l'entreprise. Ces concepts, qui s'imposent et prennent la force d'évidences lorsque le prolétariat lutte et combat dans les violentes phases critiques de la société actuelle, sont aujourd'hui tout à fait oubliés.

Mais la crise et la lutte reviendront et la « conscience » communiste éclairera à nouveau les masses déshéritées qui ne se laisseront pas arrêter au seuil de l'Etat par quelques poignées d'or accompagnées de l'habituel chapelet de mensonges dorés ; elles détruiront le monstrueux édifice qui les a écrasées pendant des siècles et répandront le sel sur ses ruines.

Utopies, phrases ronflantes ?

Que l'on relise Marx et les textes marxistes, que l'on reparcoure à reculons le chemin sanglant de la révolution communiste jusqu'à la Commune de Paris, et la certitude historique du communisme apparaîtra en pleine lumière. Mais la confirmation la plus éclatante nous la trouvons dans le développement dialectique des faits que nous avons examinés et décrits dans cette étude, dans l'éléphantiasis croissante d'un Etat tyrannique qui gonfle ses bilans de plus-value et accroît l'armée innombrable des bureaucrates et des militaires, dans l'Etat « à la portée de tous », « vraiment populaire » qui phagocyte les partis et les syndicats : dans l'abandon absolu et définitif de la perspective de révolution mondiale, remplacée par la « collaboration économique avantageuse » entre Etats « socialistes » et par la « coexistence pacifique » entre les Etats. Voilà les fruits de la collaboration de classe et voilà ce qui rend plus que jamais nécessaire la révolution communiste.

La Révolution écrasée il y a presque un siècle sur les barricades communardes du prolétariat parisien est ressuscitée, cinquante ans plus tard, dans l'Octobre rouge. La révolution que la valetaille petite-bourgeoise du communisme dégénéré de Russie — instrument indispensable du capitalisme mondial — a étouffée lentement dans le cadre étroit et suffocant de nouvelles formes bourgeoises, cette révolution ressuscitera dans le monde, plus éclatante, plus puissante que jamais.

I. Principales productions industrielles réalisées récemment et prévisions des XXI^e et XXII^e Congrès (ch. abs.)

RUBRIQUES	Unité de mesure	PRODUCTIONS REALISEES									
		1955		1958		1960		1961			
		Globale	Par tête	Gl.	Par tête	Gl.	Par tête	Gl.	Par tête		
POPULATION	MLN	199,2	—	208,8	—	216	—	220	—		
ACIER	MLN-T	45,3	228	54,9	263	65,3	302	71	323		
PETROLE	MLN-T	70,8	356	113	541	148	685	166	755		
ENERGIE ELECTRI-QUE	MLD-KWH	170	854	233	1116	292	1352	327	1486		
CHARBON	MLN-T	391	1965	496	2375	513	2375	513	2332		
GAZ	MID-me	10,4	52,3	29,8	143	47	218	59,5	270		
CIMENT	MLN-T	22,5	113,1	33,3	159	45,5	211	51	232		
MINERAL DE FER..	MLN-T	71,9	361	88,8	425	107	495	118	536		
PRODUCTION IN-DUSTRIELLE	1913 = 100	2723	2214	3658	2836	4500	3373	4950	3643		
PRODUCTIONS PREVUES											
RUBRIQUES	1965		1970		1973		1980				
	Gl.	Par tête	Gl.	Par tête	Gl.	Par tête	Gl.	Par tête			
POPULATION	233	—	250	—	262,5	—	290	—			
ACIER	91	390	145	580	163,7	625	250	758			
PETROLE	240	1030	390	1560	452	1730	690-710	2379-2448			
ENERGIE ELECTRI-QUE	520	2230	900-1000	3600-4000	1015	3870	2700-3000	8621-10345			
CHARBON	609	2610	686-700	2744-2800	760	2920	1180-1200	4069-4138			
GAZ	150	643	310-325	1240-1300	417	1550	600-720	2345-2483			
CIMENT	81	350	122	488	133,2	510	233-235	803-810			
MINERAL DE FER..	160	687	—	—	311	6770	—	—			
PRODUCTION IN-DUSTRIELLE	6500	4517	11250	7286	10974	1190	27000	15042			

II. Augmentations par période et augmentations moyennes annuelles

RUBRIQUES	AUGMENTATION REALISEE									
	De 1955 à 1960		De 1955 à 1961		De 1955 à 1958		De 1958 à 1961			
	5 ans	Par année	6 ans	Par année	3 ans	Par année	3 ans	Par année	3 ans	Par année
POPULATION	8,5	1,8	10,5	1,7	5,5	1,8	5	1,8	5	1,6
ACIER	44,2	7,6	57	7,8	21,2	6,6	29,3	6,6	29,3	8,9
PETROLE	109	15,9	134	15,2	59,6	16,9	46,9	16,9	46,9	13,7
ENERGIE ELECTRI- QUE	71,8	11,4	92	11,5	37,1	11,1	40,3	11,1	40,3	11,9
CHARBON	31,2	5,6	31	4,6	26,1	8	3,4	8	3,4	1,1
GAZ	351,9	35,2	475	33,8	186,5	42	99,7	42	99,7	25,9
CIMENT	102,2	15,1	126	14,6	48	13,9	53,2	13,9	53,2	15,3
MINERAI DE FER..	48,8	8,3	64,1	8,6	23,5	7,3	32,9	7,3	32,9	9,9
PRODUCTION IN- DUSTRIELLE	65,3	10,6	82	10,5	34,3	10,3	35,3	10,3	35,3	10,6

RUBRIQUES	AUGMENTATION PREVUE									
	De 1958 à 1965		De 1958 à 1973		De 1960 à 1970		De 1960 à 1980		De 1970 à 1980	
	7 ans	Par an.	15 ans	Année	10 ans	Année	20 ans	Année	10 ans	Année
POPULATION	11	1,5	24,6	1,5	15,7	1,5	34,4	1,5	15,7	1,5
ACIER	66	7,5	198	7,5	122,1	8,8	280	6,9	72	5,6
PETROLE	112	11,2	300	9,7	163,5	10,2	370-380	8,0-8,2	77-82	5,9-6,2
ENERGIE ELECTRI- QUE	124	12,5	336	10,3	208,2-242,5	11,9-13,1	820-930	11,7-12,4	200	11,6
CHARBON	23	3,1	53,2	2,9	33,9-36,5	3,0-3,2	130-134	4,2-4,3	72,0-71,4	5,6-5,5
GAZ	401	26,2	1300	19,2	559,6-591,5	20,8-21,3	1340-1420	14,3-14,6	119,4-121,5	8,2-8,3
CIMENT	143	13,8	300	9,7	168,1	10,4	410-420	8,5-8,6	91,0-92,6	6,7-6,8
MINERAI DE FER..	80	8,7	250	8,7						
PRODUCTION IN- DUSTRIELLE	78	8,6	200	7,6	150	9,6	500	9,4	140	9,1

III. Production russe industrielle de 1913 à 1961 - Différentes périodes et décroissance historique du rythme d'augmentation annuel absolu et par tête

ANNEES	POPULATION		PRODUCTION INDUSTRIELLE		PLAN	PERIODE	ANNEES	AUGMENTATION INDUSTRIELLE			
	Totale 1913 161,9 mil.	Indice 1913 = 100	Totale 1913 = 100	Par tête 1913 = 100				Totale		Par tête	
								Globale	Moyenne annuelle	Globale	Moyenne annuelle
1921	153	94,5	81	32,8		1914 - 1921	8	- 69	- 13,6	- 67,2	- 13
1926	165,8	102,4	78	95,7		1922 - 1926	5	+ 216	+ 26	+ 192	+ 24,0
1928	173,1	106,9	132	123,5		1922 - 1928	7	+ 326	+ 23	+ 277	+ 20,9
1932	181,8	112,3	267	238	I	1929 - 1932	4	+ 102,3	+ 19,2	+ 92,7	+ 17,2
1937	187,7	115,9	588	507	II	1933 - 1937	5	+ 120,2	+ 17,1	+ 113	+ 16,3
1940	195	120,4	852	708	III	1938 - 1940	3	+ 44,9	+ 13,2	+ 39,7	+ 11,9
1945	174	107,5	782	727	IV	1946 - 1950	5	+ 88,7	+ 13,5	+ 79,6	+ 12,2
1950	183	113	1476	1306	V	1951 - 1955	5	+ 84,5	+ 13,1	+ 69,5	+ 11,3
1955	199,2	123	2723	2214		1956 - 1958	3	+ 34,3	+ 10,3	+ 28,1	+ 8,6
1958	208,8	129	3658	2836	VI	1956 - 1960	5	+ 64	+ 10,4	+ 51,2	+ 8,2
1960	216	133,4	4466	3348		1959 - 1961	3	+ 33,3	+ 10,1	+ 26,6	+ 8,2
1961	220	135,9	4877	3589		1 9 6 1	1	+ 9,2	+ 9,2	+ 7,2	+ 7,2

IV. Prévisions contradictoires et arbitraires des XXI^e et XXII^e Congrès

ANNEES	POPULATION		PRODUCTION INDUSTRIELLE		PLANS	Années	Augmentation Industr. totale		Augmentation Prod. Industr. par tête	
	Totale millions	Indice 1913 = 100	Totale 1913 = 100	Par tête 1913 = 100			Globale	Moyenne annuelle	Globale	Moyenne annuelle
1958	208,8	129	3658	2836	Annoncés au XXI ^e Congrès 1959 - 1965	7	+ 78	+ 8,6	+ 59	+ 6,9
1960	216	133,4	4500	3373		15	+ 200	+ 7,6	+ 139	+ 6
1965	233	143,9	6500	4517	Supposé VII ^e Plan Quinquennal 1961 - 1965	5	+ 44	+ 7,6	+ 34	+ 6
1970	250	154,4	11250	7286	Annoncés au XXII ^e Congrès 1961 - 1970	10	+ 150	+ 9,6	+ 116	+ 8
1973	262,5	162,1	10974	6770		20	+ 500	+ 9,4	+ 346	+ 7,8
1980	290	179,5	27000	15042		10	+ 140	+ 9,1	+ 106	+ 7,5
					(1974 - 1980)	7	+ 146	+ 13,4		

LE MARXISME ET LA RUSSIE

LA RUSSIE CONTRE L'EUROPE AU XIX^e SIÈCLE

1. — Dans la première lutte qu'ils livrèrent à propos du « rôle » de la Russie dans la politique européenne, les socialistes marxistes visaient à réfuter l'opinion fautive selon laquelle les conclusions du matérialisme historique étaient inapplicables à ce pays.

Les déductions sociales que Marx avait tirées de l'étude du premier capitalisme, l'Angleterre, avaient été généralisées par lui à la France, à l'Allemagne et à l'Amérique en raison de leur portée universelle. L'internationalisme marxiste ne pouvait douter que la même clef permît d'ouvrir la porte qui avait semblé se refermer pour toujours au nez de la société capitaliste avec la défaite des baïonnettes napoléoniennes, retardant d'un siècle tout le développement historique.

2. — Pour la Russie, notre école attendait et préconisait donc, comme pour tous les pays européens, une révolution bourgeoise du type des grandes révolutions anglaise et française. En 1848, celle-ci vint ébranler toute l'Europe, mais, face à elle, la Russie des tsars joua le rôle de rempart de la réaction anti-libérale et anti-capitaliste. C'était une raison supplémentaire pour nous de revendiquer pour ce pays le renversement du mode féodal de production que nous prévoyions.

Jusqu'en 1871, l'appréciation marxiste de toutes les guerres nationales qui se succéderont en Europe sera fonction de leur capacité à entraîner un désastre pour Pétersbourg. Cela fit accuser Marx de pangermanisme anti-russe, mais s'il souhaitait la défaite du tsarisme, c'est parce que son maintien constituait un obstacle non seulement à la révolution bourgeoise, comme nous avons vu, mais à une **ULTÉRIEURE REVOLUTION OUVRIÈRE** en Europe. Telle est aussi la raison pour laquelle la première Internationale ouvrière accorda son plein appui aux mouvements des nationalités opprimées par le tsar, comme l'exemple classique de la Pologne en témoigne.

3. — En 1871, la phase dans laquelle les socialistes appuient les guerres nationales visant à la formation des Etats modernes, les mouvements intérieurs de résurrection nationale et les révolutions libérales est **CLOSE** pour l'Europe dans la doctrine historique du marxisme.

A cette date, l'obstacle russe se dresse toujours à l'horizon. A moins

d'être abattu, il promet de barrer la route à toutes les insurrections ouvrières contre « la confédération des armées européennes », envoyant les Cosaques défendre non plus de Saints Empires, mais les démocraties parlementaires auxquelles le développement occidental aura abouti.

4. — Très vite, le marxisme s'occupe des « questions sociales » de Russie. Il en étudie la structure économique ; il y suit le développement des antagonismes de classe, ce qui ne l'empêche nullement de tenir compte en premier lieu des rapports de forces INTERNATIONAUX pour déterminer la marche de la révolution sociale : car la gigantesque construction de Marx a démontré que les conditions de la révolution résident dans une maturité de la structure sociale (dont les étapes du cycle révolutionnaire dépendent) qui se manifeste justement à l'échelle INTERNATIONALE.

Tout de suite, donc, une question se pose : n'est-il pas possible d'ABREGER le développement historique qui, en Russie, n'en est pas encore arrivé au stade atteint dès le début du XIX^e siècle ou dès 1848 dans le reste de l'Europe ? Nous avons deux réponses de Marx à ce problème : la première en 1877, dans une lettre à un périodique ; la seconde en 1882, dans la préface de la traduction russe du *Manifeste Communiste* due à Vera Zassoulitch.

La Russie pourra-t-elle sauter par dessus le mode capitaliste de production ? La première réponse est en partie positive : OUI, si la révolution russe donne le signal à une révolution ouvrière en Occident, de façon que l'une complète l'autre. Dans la seconde réponse, par contre, se référant à la réforme agraire BOURGEOISE de 1861 qui avait aboli le servage, mais signifiait plutôt la dissolution complète du communisme primitif du village russe, Marx déclarait désormais perdue cette possibilité. Avec Engels, il stigmatisait durement Bakounine, qui avait fait l'apologie de cette réforme :

« Si la Russie suit la voie qu'elle a prise après 1861 elle perdra la plus belle occasion de sauter par-dessus toutes les alternatives fatales du régime capitaliste que l'histoire ait jamais offerte à un peuple. Comme tous les autres pays, elle devra subir les lois inexorables de ce système. »

Voilà tout, concluait brutalement Marx. La révolution prolétarienne ayant manqué en Europe et ayant été trahie, la Russie d'aujourd'hui est tombée dans la barbarie capitaliste ; voilà tout...

Des écrits d'Engels sur le *mir* (1) communiste russe montrent que dès 1875 et à plus forte raison en 1894 le mode capitaliste de production a gagné la partie : désormais, il domine non seulement dans les villes, mais dans certaines régions de la campagne russe, et ceci sous le pouvoir tsariste.

5. — En Russie, l'industrie capitaliste a surgi grâce à des investissements directs de l'État plutôt que d'une accumulation primitive. Avec elle, c'est le prolétariat urbain et le parti ouvrier marxiste qui apparaissent. Tout comme les premiers marxistes dans l'Allemagne d'avant 1848, ce parti est placé devant

(1) Polémique avec les Populistes.

le problème d'une DOUBLE révolution. Sa ligne théorique (représentée tout d'abord par Plékhanov, puis par Lénine et les Bolcheviks) est en pleine harmonie avec celle du marxisme européen et international, surtout dans la question agraire, qui est en Russie de première importance.

A cette DOUBLE révolution, quelle sera la contribution des classes rurales, des serfs et des paysans misérables bien que juridiquement émancipés, dont les conditions de vie ont empiré par rapport à celles qu'ils connaissaient dans le féodalisme pur ? Partout ailleurs, serfs et petits paysans ont historiquement soutenu les révolutions bourgeoises, et ils se sont toujours insurgés contre les privilèges de la noblesse terrienne. En Russie, le mode féodal présente cette originalité de n'être pas centrifuge comme cela avait été le cas en Europe, et surtout en Allemagne : pouvoir d'Etat et armée nationale y sont en effet centralisés depuis des siècles. Historiquement, et jusqu'au XIX^e siècle, cette condition est progressive, non seulement sous l'aspect politique et historique (c'est-à-dire en ce qui concerne les origines de l'armée, de la monarchie et de l'Etat, importés du dehors), mais aussi SOUS L'ASPECT SOCIAL. L'Etat, la Couronne (et certaines communautés religieuses non moins centralisées) possèdent PLUS de terre et de serfs que la noblesse terrienne : de là la définition de FEODALISME D'ETAT appliquée à la Russie. Un tel féodalisme s'était montré capable de résister au choc des armées démocratiques françaises : pendant de longues années. Marx alla jusqu'à en appeler à des armées européennes, turques et allemandes pour le détruire.

L'histoire a démontré en substance une chose : la voie du féodalisme d'Etat au capitalisme d'Etat était moins longue en Russie qu'en Europe celle du féodalisme moléculaire aux Etats bourgeois centralisés, et du premier capitalisme autonomiste au capitalisme concentré et impérialiste.

**

LES PERSPECTIVES DE DISPARITION DU DERNIER FÉODALISME

6. — Ces formes sociales séculaires expliquent qu'une classe bourgeoise d'une puissance comparable à celle d'Europe ne se soit jamais formée en Russie. En conséquence, la greffe de la révolution prolétarienne sur la révolution bourgeoise que les marxistes attendaient y apparaissaient encore plus difficile que dans l'Allemagne de 1848.

A la différence de ce qui s'était passé en Angleterre, la tradition révolutionnaire allemande s'était tout entière épuisée dans la réforme religieuse. Constatant sa carence au XIX^e siècle, Engels tournait son attention vers les paysans dont il retraça la guerre historique de 1525, et la terrible défaite, due à la lâcheté de la bourgeoisie urbaine, du clergé réformé et aussi de la petite noblesse.

En Russie (où une petite noblesse et un clergé rebelles faisaient également défaut), la classe paysanne pouvait-elle jouer le rôle de substitut de la classe bourgeoise politiquement absente ? Tel fut le premier point sur lequel les marxistes entrèrent théoriquement et pratiquement en lutte contre tous les

autres partis. Selon la formule de nos adversaires, la révolution russe ne devait être ni bourgeoise ni prolétarienne, mais PAYSANNE. Mais le « socialisme paysan » est une perspective monstrueuse qu'au cours d'un siècle de polémiques et de luttes de classe le marxisme n'a cessé de repousser. Nos adversaires prétendaient qu'en Russie un tel socialisme pouvait surgir d'un mouvement des petits cultivateurs pour un partage utopiquement égalitaire des terres, l'impuissance de la bourgeoisie et la jeunesse du prolétariat permettant, selon eux, à la paysannerie pauvre d'arriver à un contrôle de l'État supérieur à celui des classes urbaines. Ils ne soupçonnaient pas la formidable énergie que la classe ouvrière russe tirait de sa qualité de section du prolétariat européen : la bourgeoisie naît nationale et ne se transmet pas d'énergie par-dessus les frontières ; le prolétariat, lui, naît international et comme classe, il est présent dans toutes les révolutions « étrangères » ; quant à la paysannerie, elle n'arrive même pas au niveau national.

C'est sur ces bases que Lénine édifia la doctrine marxiste de la révolution russe dont, écartant la bourgeoisie indigène et la paysannerie, il désignait le prolétariat comme l'acteur principal.

7. — Les grandes questions de la révolution russe étaient au nombre de deux : la question agraire et la question politique.

Dans la première, les populistes et les socialistes révolutionnaires étaient partisans du PARTAGE des terres ; les mencheviks de leur MUNICIPALISATION et les bolcheviks de leur NATIONALISATION. Autant de postulats d'une révolution non pas socialiste mais BOURGEOISE-DEMOCRATIQUE, selon Lénine lui-même :

« L'idée de la nationalisation de la terre est donc une CATEGORIE de la société mercantile et capitaliste. »

La troisième position était pourtant la plus avancée, parce qu'elle créait les conditions les meilleures pour un communisme prolétarien. Dans la Russie actuelle, seule la partie de l'agriculture organisée en sovkhoses est nationalisée, et c'est la plus petite. Le reste n'est même pas arrivé à ce niveau.

En ce qui concerne maintenant le POUVOIR, les mencheviks sont partisans de laisser la bourgeoisie s'en saisir et de passer alors à l'opposition : en 1917, ils collaboreront au gouvernement avec les bourgeois. Les populistes sont pour un illusoire *gouvernement paysan* ; avec Kérensky, ils feront la même fin que les précédents. Les bolcheviks sont pour la prise du pouvoir et une *dictature démocratique du prolétariat et des paysans*. Les paroles suivantes de Lénine expliquent l'adjectif « démocratique » et le substantif « paysan » :

« Cette victoire ne fera nullement de notre révolution BOURGEOISE une révolution socialiste. »

« Non seulement les transformations qui sont devenues une nécessité en Russie n'impliquent pas l'écroulement du capitalisme, mais elles débarrassent effectivement le terrain pour son développement large et rapide, à l'européenne et non plus à l'asiatique. »

« Cette victoire nous aidera à soulever l'Europe, et après avoir rejeté »

le joug de la bourgeoisie, le prolétariat socialiste d'Europe nous aidera à faire la révolution socialiste. »

Que faire, à ce moment, des alliés paysans ? La réponse de Lénine est claire. Marx avait déjà dit que les paysans sont les « alliés naturels de la bourgeoisie ». Lénine écrit :

« Dans la véritable lutte, dans la lutte décisive pour le socialisme, les paysans, comme classe de propriétaires terriens, auront la même fonction de trahison et montreront la même inconstance qu'aujourd'hui la bourgeoisie pour la démocratie. »

La formule de Lénine était : PRISE DU POUVOIR ET DICTATURE DANS LA RÉVOLUTION BOURGEOISE CONTRE LA BOURGEOISIE ELLE-MEME avec l'appui des seuls paysans. Il la soutenait par un double argument : il fallait arriver à la révolution prolétarienne en Europe, condition sans laquelle le socialisme ne pourrait vaincre en Russie ; il fallait éviter la restauration du tsarisme qui aurait repris dans le cas contraire son rôle traditionnel de garde blanche de l'Europe.

L'INOUBLIABLE ÉPOPÉE RUSSE DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE MONDIALE

8. — Marx avait prévu la guerre entre l'Allemagne et une alliance franco-slave. En 1914 elle éclate. Comme il l'avait prophétisé, la révolution russe naît des revers militaires du tsar.

La Russie était alors alliée aux puissances démocratiques : France, Angleterre et Italie. Aux yeux des capitalistes, des démocrates et des sociaux-traîtres qui avaient adhéré à la cause la guerre anti-allemande, le tsar était devenu un ennemi à abattre, parce qu'ils le jugeaient incapable de conduire la guerre ou le soupçonnaient de se préparer en secret à une alliance avec les Allemands. Aussi la première révolution, en février 1917, fut-elle accueillie par les applaudissements unanimes des patriotes, démocrates ou socialistes, qui l'attribuaient non tant à la lassitude des masses, et en particulier des soldats, qu'aux habiles manœuvres des ambassades alliées. Bien que n'ayant pas, en majorité, adhéré à la guerre, les socialistes de droite s'orientèrent tout de suite vers un gouvernement provisoire qui devait continuer celle-ci en accord avec les puissances étrangères. C'est sur cette base qu'ils conclurent le compromis avec les partis bourgeois. Avec hésitation tout d'abord, mais de toutes ses forces après le retour de Lénine et des autres chefs de 1917 en Russie, et le ralliement de Trotsky, le Parti bolchevik se prépara à renverser ce gouvernement soutenu par les menchéviks et les populistes.

9. — La conquête du pouvoir par le Parti communiste résulta de la défaite de TOUS les autres partis, tant « ouvriers et paysans » que bourgeois (qui s'obstinaient à continuer la guerre aux côtés des Alliés) DANS LA GUERRE CIVILE. Cette conquête fut complétée par trois choses : la défaite des partis conciliateurs devant les bolcheviks dans le Soviet pan-russe qui, après celle qu'ils avaient subie aux côtés de leurs alliés non-soviétiques dans

la bataille des rues, leur portait le coup de grâce — la dispersion de l'Assemblée Constituante convoquée par le Gouvernement provisoire — la rupture des bolcheviks avec l'ultime allié, le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, fauteurs de la « guerre sainte » contre les Allemands et qui avaient une forte influence dans les campagnes.

Ce fut un bond gigantesque, qui n'alla pas sans des luttes graves à l'intérieur du parti lui-même. Historiquement, il ne se termina qu'après quatre ans environ d'une terrible guerre intérieure, avec la défaite des armées contre-révolutionnaires qui comprenaient à la fois les forces de la noblesse féodale et monarchique : celles qu'avant et après la paix de Brest-Litovsk de 1918 l'Allemagne avait suscitées contre la révolution ; enfin, celles que les puissances démocratiques avaient mobilisées à grands renforts, parmi lesquelles l'armée polonaise.

Pendant ce temps, il n'y eut en Europe qu'une série de tentatives malheureuses de prise du pouvoir par la classe ouvrière ardemment solidaire de la révolution russe. Ce qui décida en substance fut la défaite des communistes allemands en janvier 1919, après la débâcle militaire du pays et la chute du Kaiser. Ce fut là la première rupture grave dans le déroulement historique prévu par Lénine, qui jusque-là s'était magnifiquement vérifié, surtout dans l'acceptation de la paix de mars 1918 par les bolcheviks, solution décisive que la démocratie mondiale qualifia stupidement de trahison.

L'histoire des années suivantes confirma qu'il ne fallait pas compter sur l'aide d'un prolétariat européen victorieux à l'économie russe tombée dans une désorganisation effrayante. Les bolcheviks n'en continuèrent pas moins à défendre le pouvoir en Russie, et le sauvèrent ; mais il n'était désormais plus possible de régler la question économique et sociale de la Russie selon la prévision de tous les marxistes, c'est-à-dire en soumettant les forces productives surabondantes de l'Europe (elles le restaient même après la guerre) à la dictature du parti communiste international.

10. — Lénine avait toujours exclu — et il exclut jusqu'à sa mort, ainsi que les marxistes-bolcheviks authentiques — que la société russe puisse prendre des caractères socialistes si la révolution russe ne se répercutait pas en Europe, et si donc l'économie y restait capitaliste.

Cela ne l'empêcha pas de toujours soutenir qu'en Russie le parti prolétarien soutenu par les paysans devait prendre le pouvoir, et le garder, sous une forme dictatoriale.

Deux questions historiques se posent. Peut-on définir comme socialiste une révolution qui, comme Lénine l'avait prévu, créa un pouvoir obligé d'administrer, en attendant de nouvelles victoires internationales, des formes sociales d'économie privée, **DES LORS que ces victoires NE SE SONT PAS PRODUITES ?**

Pour nous, la révolution d'octobre fut socialiste. Quant à l'issue opposée à la contre-révolution armée (qui ne se produisit pas) elle n'était pas unique, mais double : ou l'appareil du pouvoir (État et parti) dégénérait en s'adaptant politiquement à l'administration de formes capitalistes, c'est-à-dire en renonçant ouvertement à attendre la révolution mondiale (c'est ce qui s'est passé) ; ou bien le parti marxiste se maintenait au pouvoir pendant longtemps, et s'enga-

geait à soutenir la lutte prolétarienne révolutionnaire dans tous les pays étrangers, tout en reconnaissant, avec le même courage que Lénine, que les formes sociales restaient largement capitalistes — et même pré-capitalistes — à l'intérieur.

Nous examinerons tout d'abord la première question, la seconde étant liée à l'examen de la structure sociale de la Russie actuelle, mensongèrement présentée comme socialiste.

11. — Tout d'abord, on ne doit pas considérer la Révolution d'Octobre sous l'angle de la transformation, ni immédiate ni même très rapide, des formes de production et de la structure économique, mais comme une phase de la lutte politique internationale du prolétariat.

Elle présente en effet une série de caractères qui sortent totalement des limites d'une révolution nationale et purement anti-féodale, et qui ne se réduisent pas au fait qu'elle fut dirigée par le parti prolétarien.

a) Lénine avait établi que la guerre européenne et mondiale avait un caractère impérialiste « même pour la Russie » et que le parti prolétarien devait en conséquence pratiquer ouvertement le défaitisme, tout comme dans la guerre russo-japonaise qui avait provoqué les luttes de 1905. Ce défaitisme avait donc les mêmes raisons que dans les autres pays, où les partis socialistes avaient également le devoir de le pratiquer ; il ne dépendait pas du fait que l'État russe n'était pas démocratique. Le développement du capitalisme et de l'industrie en Russie ne suffisait pas à fournir une base au socialisme, mais elle suffisait à donner un caractère impérialiste à la guerre. Les traîtres qui avaient épousé la cause des brigands impérialistes sous le prétexte de défendre la démocratie « en général » (ici contre le danger allemand, là contre le danger russe) condamnèrent les bolcheviks, pour avoir mis fin à la guerre et liquidé les alliances militaires, et ils cherchèrent à poignarder la Révolution d'Octobre. C'est contre eux, contre la guerre, contre l'impérialisme mondial qu'Octobre vainquit : ce fut là une victoire PUREMENT prolétarienne et communiste.

b) En triomphant des attentats de ces traîtres, Octobre revendiqua les principes oubliés de la révolution, et il restaura la doctrine marxiste dont ils avaient comploté la ruine. La voie de la victoire sur la bourgeoisie, il la définit pour *toutes les nations* : emploi de la violence et de la terreur révolutionnaires — rejet des « garanties démocratiques » — application illimitée de la dictature de la classe ouvrière exercée par le parti communiste, *concept essentiel du marxisme*. Ainsi, il abandonnait pour toujours à leur imbécilité ceux qui, dans la dictature, voyaient le pouvoir d'un homme, et presque autant ceux qui, redoutant la tyrannie au même titre que les démocrates bourgeois, n'admettaient que la dictature d'une classe amorphe, non constituée « en parti politique » comme le voulaient les textes séculaires du marxisme.

c) Depuis, la classe ouvrière s'est souvent présentée sur la scène politique (ou pis, parlementaire) fictivement divisée en plusieurs partis : jamais la leçon d'Octobre, montrant que la voie révolutionnaire ne passe pas par l'exercice du pouvoir en commun avec ces serviteurs du capitalisme, mais par leur liquidation violente, les uns après les autres, jusqu'au pouvoir total de l'unique parti prolétarien, n'a été démentie.

L'importance de ces trois points réside dans le fait que c'est peut-être justement en Russie, en raison de la survivance d'un despotisme médiéval, qu'une *exception* par rapport aux pays bourgeois avancés aurait pu s'expliquer. Or c'est au contraire la voie unique et mondiale tracée par la doctrine universelle du marxisme (dont à aucun moment, ni dans la pensée ni dans l'action, Lénine non plus que son admirable parti bolchevik ne s'écartèrent) que la révolution russe emprunta, que les révolutionnaires russes martelèrent, à la terreur ou à l'enthousiasme du monde.

Et par qui ces grands noms de Lénine et de bolchevisme sont-ils aujourd'hui exploités ? Par des gens qui, en s'excusant de ces « voies » que la Russie aurait été « obligée » de prendre, en raison de circonstances et de conditions « locales », trahissent l'ignoble honte que leur inspirent ces gloires qu'ils feignent ostensiblement de vouloir célébrer ! Des gens qui — comme si telle était leur mission, comme s'ils en avaient seulement le pouvoir ! — promettent de faire parvenir les autres pays au socialisme par d'autres voies, différentes selon les *nations*, que leur trahison et leur infâmie pavent de tous les matériaux fangeux que l'opportunisme est capable de pétrir : liberté, démocratie, pacifisme, coexistence, émulation !

Ignoble spectacle !

Pour Lénine, la révolution occidentale était l'oxygène dont le socialisme avait besoin en Russie.

Pour ces gens-là, l'oxygène est que le capitalisme fructifie et prospère dans le reste du monde, pour pouvoir coexister et marcher avec lui.

SINISTRE PARABOLE DE LA RÉVOLUTION TRONQUÉE.

12. — La seconde question à examiner est celle de la structure économique de la Russie lors de la victoire d'Octobre. Les éléments essentiels de la réponse ont été établis par Lénine dans des textes fondamentaux auxquels il ne suffit pas d'emprunter quelques citations, mais auxquels on doit se référer de la façon la plus étendue, en mettant toutes ses formules en relation avec les conditions du milieu russe et avec les rapports de force, considérés dans leur développement historique.

En tant que « révolution double », la révolution russe devait porter sur le théâtre des opérations TROIS modes historiques de production, tout comme l'Allemagne d'avant 1848 où la vision marxiste classique reconnaissait trois forces en présence : l'empire médiéval aristocratique-militaire, la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat, c'est-à-dire le servage, le salariat et le socialisme.

En Allemagne, le développement industriel était alors limité quantitativement, sinon qualitativement. Si Marx introduisait néanmoins le troisième personnage, le prolétariat, ce fut parce que les conditions technico-économiques du troisième mode de production existaient déjà pleinement en ANGLETERRE, tandis que les conditions politiques semblaient présentes en FRANCE : à l'échelle européenne, il existait donc une perspective socialiste. L'idée d'une chute rapide du pouvoir absolu en Allemagne au bénéfice de la bourgeoisie, et d'une attaque ultérieure du jeune prolétariat à celle-ci était liée à la

possibilité d'une victoire ouvrière en France où, après la chute de la monarchie bourgeoise de 1831, le prolétariat de Paris et de la province livra généreusement une bataille que, malheureusement, il perdit.

Les grandes visions révolutionnaires sont fécondes, même quand l'histoire en renvoie à plus tard la réalisation.

Dans celle de Marx, la France aurait donné la POLITIQUE, avec l'instauration de la dictature ouvrière à Paris, comme cela fut effectivement tenté en 1831 et 1848, et réalisé en 1871, où cette dictature succomba, mais glorieusement, et les armes à la main.

L'Angleterre aurait donné l'ECONOMIE et l'Allemagne la DOCTRINE, cette doctrine que Léon Trotsky appliqua à la Russie sous son nom classique de *révolution permanente*. Chez Marx, comme chez Trotsky, la permanence de la révolution se vérifie dans un cadre mondial, non à l'échelle misérable d'une nation. Le terrorisme idéologique des staliniens a condamné la révolution permanente : mais ce sont eux qui l'ont singée dans une parodie vide et toute imbibée de patriotisme.

En 1917, dans la vision de Lénine (et celle de nous tous, qui le suivions), la Russie révolutionnaire (industriellement en retard comme l'Allemagne de 1848) devait offrir la flamme de la révolution *politique*, rendant toute sa force à cette grande *doctrine* grandie en Europe et dans le monde. L'Allemagne vaincue aurait fourni les forces productives, le potentiel *économique*. Le reste de cette Europe centrale si tourmentée aurait suivi. Puis une seconde vague aurait submergé les « vainqueurs » : la France, l'Italie (que dès 1919 nous espérames en vain entraîner dans la première vague), l'Angleterre, l'Amérique et le Japon.

Dans le noyau Russie-Europe, le développement des forces productives en direction du socialisme n'aurait pas rencontré d'obstacles et n'avait besoin que de la dictature du parti communiste.

13. — Pour cette rapide esquisse du résultat de nos recherches, il faut considérer l'*autre* issue, celle d'une Russie restée seule avec la victoire politique en mains. Situation d'énorme avantage par rapport à 1848, où toutes les nations entrées dans la lutte restèrent sous la coupe du capitalisme, et l'Allemagne plus en arrière encore.

Résumons brutalement la perspective intérieure de Lénine dans l'attente de la révolution occidentale.

Dans l'*industrie*, contrôle de la production, et plus tard, gestion par l'Etat ; cela signifiait bien la destruction de la bourgeoisie privée, et donc la victoire politique, mais aussi une administration économique de *type* mercantile et capitaliste développant seulement les *bases* du socialisme.

Dans l'*agriculture*, destruction de toute forme de sujétion féodale, et gestion coopérative des grandes tenures, avec le minimum possible de tolérance à l'égard de la petite production mercantile. Celle-ci était déjà la forme dominante en 1917, et la destruction du mode féodal de production (qui, elle, fut effective non seulement politiquement mais économiquement) n'avait pu que l'encourager : les ouvriers agricoles sans terre, seuls « paysans pauvres » véritablement

chers à Lénine, avaient en effet diminué de nombre, l'expropriation des paysans riches les ayant transformés en *propriétaires*.

La question des rythmes de l'évolution fut posée dans la grande discussion de 1926 au sein du P.C.R. Staline disait : si le plein socialisme est impossible ici, alors nous devons abandonner le pouvoir. Trotsky cria sa foi dans la révolution internationale, affirmant qu'il fallait rester au pouvoir à l'attendre même si elle devait tarder encore pendant cinquante ans. On lui répondit que Lénine avait parlé de vingt ans pour la Russie isolée. En réalité, Lénine parlait de vingt ans de « bons rapports » avec les paysans, après quoi, même si la Russie n'était toujours pas devenue socialiste économiquement, la lutte des classes entre ouvriers et paysans se serait déclenchée pour liquider la micro-production rurale et le micro-capitalisme privé agraire, qui consumaient les forces de la révolution.

Mais dans l'hypothèse de la révolution ouvrière européenne, la micro-propriété terrienne (qui sous sa forme kolkhosienne actuelle est indéracinable) aurait subi sans délais un traitement draconien.

14. — La science économique marxiste sert à prouver que le stalinisme n'en est même pas arrivé au résultat que Lénine prévoyait pour vingt ans plus tard. Pourtant ce ne sont pas vingt mais quarante ans qui se sont écoulés : mais les rapports avec les paysans kolkhosiens sont aussi « bons » que sont mauvais les rapports avec les ouvriers de l'industrie, celle-ci étant gérée par l'Etat sous le régime du salaire dans des conditions d'échange de la force de travail encore pires que celles qui existent dans les capitalismes non *camouflés*. Le paysan, lui, est bien traité comme *coopérateur* de l'entreprise kolkhosienne, et mieux encore comme petit gérant de terre et de capital-réserves.

Il est inutile de rappeler les caractéristiques bourgeoises de l'économie soviétique, qui vont du commerce à l'héritage et à l'épargne. Elle ne s'achemine nullement vers l'abolition de l'échange monétaire, aussi les rapports entre les ouvriers et les paysans vont-ils dans un sens opposé à l'abolition de la différence entre travail industriel et travail agricole, ainsi qu'entre travail mental et travail manuel.

Quarante ans nous séparent de 1917, et environ trente de la date à laquelle Trotsky évaluait à une cinquantaine d'années (ce qui portait à 1975 environ) le temps qu'il serait possible de rester au pouvoir, mais la révolution prolétarienne n'est pas venue, en Occident. Les assassins de Trotsky et du bolchevisme ont construit largement le capitalisme dans l'industrie, c'est-à-dire les *bases* du socialisme, mais seulement de façon limitée dans l'agriculture ; et ils sont encore en retard de vingt ans sur les vingt ans de Lénine en ce qui concerne la liquidation de la stupide forme kolkhosienne, dégénérescence du capitalisme libéral classique lui-même dont, dans un accord souterrain avec les capitalistes d'au-delà les frontières, ils veulent aujourd'hui infecter jusqu'à l'industrie et toutes les formes de la vie. Mais il ne faudra pas attendre jusqu'à 1975 pour voir des crises de production déferler sur les deux camps « en émulation », crises qui balayeront les meules de paille et les poulaillers privés aussi bien que les garages individuels et toutes les misérables installations du répugnant *idéal domestique* kolkhosien, cette illusoire Arcadie d'un capitalisme populiste.

15. — Une récente étude d'économistes bourgeois américains sur la dynamique mondiale des échanges calcule que la course actuelle à la conquête des marchés (qui, après le second conflit mondial s'est dissimulée derrière le louche puritanisme de la secourable Amérique) atteindra un point critique en 1977. Vingt ans nous séparent encore de la nouvelle flambée de la révolution permanente conçue dans le cadre international, ce qui coïncide tant avec les conclusions du lointain débat de 1926 qu'avec le résultat de nos recherches de ces dernières années.

Une nouvelle défaite ouvrière ne pourra alors être évitée que si la restauration théorique n'attend pas pour se faire qu'un troisième conflit mondial ait déjà regroupé les travailleurs derrière tous les drapeaux maudits que l'on sait (contrairement à ce qui se passa en 1914 et qui contraignit Lénine à un effort gigantesque). Cette restauration devra pouvoir se développer bien avant, avec l'organisation d'un parti mondial n'hésitant pas à proposer sa propre dictature : une hésitation sur ce point équivaut à une liquidation.

Au cours des vingt ans qu'il nous reste à subir, la production industrielle et le commerce mondiaux connaîtront une crise qui aura l'ampleur de la crise américaine de 1932, mais qui n'épargnera pas, cette fois, le capitalisme russe. Elle pourra constituer la base du retour de groupes prolétariens résolus, mais minoritaires, sur des positions marxistes qui seront bien éloignées de celles des pseudo-révolutions anti-russes de type hongrois dans lesquelles paysans, étudiants et ouvriers combattent côte à côte, à la manière stalinienne.

Peut-on hasarder un schéma de la future révolution internationale ? Son aire centrale sera constituée par les pays qui ont répondu aux ruines de la guerre par une puissante reprise productive, en premier lieu l'Allemagne — y compris celle de l'Est — la Pologne et la Tchécoslovaquie. Une insurrection prolétarienne succèdera à l'expropriation féroce de tous les possesseurs de capital popularisé, et son épice centre devrait se trouver entre Berlin et le Rhin, le Nord de l'Italie et le Nord-Est de la France étant rapidement entraînés dans le mouvement.

Une semblable perspective n'est pas accessible aux minus qui ne veulent pas accorder même une heure de survivance relative à aucun des capitalismes, qui sont tous semblables, à leurs yeux, et à exécuter en série, même s'ils ne disposent pour cela que de canons à culasse, au lieu de missiles atomiques !

Que Staline et ses successeurs aient révolutionnairement industrialisé la Russie en même temps qu'ils castraient contre-révolutionnairement le prolétariat mondial, c'est la nouvelle révolution qui le démontrera : pour elle, la Russie sera une réserve de forces productives bien avant que d'être une réserve d'armées révolutionnaires.

Dans cette troisième vague historique de la Révolution, l'Europe continentale deviendra communiste politiquement et socialement — ou bien le dernier marxiste aura disparu.

Le capitalisme anglais a déjà brûlé les réserves qui lui permettaient, ainsi

que Marx et Engels le lui reprochèrent, d'embourgeoiser à la façon labouriste l'ouvrier anglais. Lors du suprême conflit qui aura alors lieu, ce sera le tour du capitalisme américain, dix fois plus vampire et oppresseur. A la répugnante émulation d'aujourd'hui se substituera le *mors tua vita mea* social.

16. — C'est pour cela que notre commémoration s'adresse non pas aux quarante ans passés, mais aux vingt ans à venir, et à leur dénouement.

